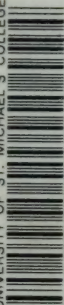



UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE



3 1761 01988302 4



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa



LES CONGRÈS CATHOLIQUES EN BELGIQUE



LES
CONGRÈS CATHOLIQUES
EN BELGIQUE

PAR

M. DEFURNY

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN



LOUVAIN
INSTITUT SUPÉRIEUR DE PHILOSOPHIE
I, RUE DES FLAMANDS, I

—
1908

LOUVAIN

Imprimerie F. & R. CEUTERICK, 60, rue Vital Decoster

THE INSTITUTE OF MEDIAEVAL STUDIES
10 ELMSLEY PLACE
TORONTO 5, CANADA.

DEC 22 1931

2952

AVANT-PROPOS

Nous devons au lecteur quelques mots d'explication sur le but, le plan et l'exécution de cet ouvrage.

Le but est de montrer, par l'examen de l'œuvre accomplie dans les précédents congrès, la haute utilité qu'il y a à réunir périodiquement des assemblées générales des catholiques. On verra que presque toute l'organisation catholique belge se rattache aux grandes assemblées de Malines et de Liège.

Il n'entre pas dans notre plan de raconter par le menu tout ce qui s'est dit ou fait à ces assemblées. Les comptes-rendus sténographiques publiés en leur temps suffisent amplement à ce dessein. Il s'agit plutôt de signaler les idées qui furent émises aux

différents congrès et dont l'influence subsiste encore parmi nous, les œuvres qui y furent créées et dont l'existence fut un apport réel et durable à la vie catholique. Ce critérium nous a permis d'omettre bien des considérations que le souci d'être complet nous aurait défendu de négliger.

Pour l'exécution de ce plan, nous avons pris connaissance de ce que divers publicistes ont écrit incidemment au sujet des congrès de Malines et de Liège, nous avons étudié le développement des œuvres et le mouvement des idées qui sont issues de ces imposantes réunions, nous avons interrogé d'éminentes personnalités qui ont participé aux mémorables assemblées dont nous retraçons l'histoire. Mais notre source fondamentale a évidemment été la collection des comptes-rendus. Cette collection se compose de onze volumes in-4°. Dans les références, chaque volume est le plus souvent désigné, sans indication de titre, par la date du congrès dont il contient les actes. Quand plusieurs volumes sont consacrés au

même congrès, nous indiquons le tome à droite de l'année. Quand il y a plusieurs paginations dans le même volume, nous indiquons la partie ou la section dans laquelle se trouve le renseignement utilisé.

M. DEFOURNY.



LES CONGRÈS DE MALINES

en 1863, 1864 et 1867

CHAPITRE PREMIER

Les Origines

SOMMAIRE : I. De 1830 à 1840 : l'unionisme. — II. De 1840 à 1857 : la séparation des partis. — III. De 1857 à 1862 : l'Association constitutionnelle conservatrice. — IV. Le plan de Jean Moeller dans l'organisation des forces catholiques, — V. Les promoteurs de l'Œuvre des congrès. — VI. L'Œuvre des congrès et l'attitude de la droite parlementaire. — VII. La physionomie générale des assemblées de Malines.

Les assemblées générales des catholiques en Belgique, tenues à Malines en 1863 (18-22 août), en 1864 (29 août-3 septembre) et en 1867 (2-7 septembre), constituent un moment de l'histoire politique de notre pays. On ne peut en saisir ni les origines, ni les destinées sans les rattacher intimement à cette histoire.

I

De 1830 à 1840 : l'unionisme

Le premier décennium de notre indépendance est la période de la politique franchement unioniste. La trêve des partis conclue en 1829 est parfaitement

observée. Catholiques et libéraux, préoccupés avant tout d'affermir notre indépendance, font taire leurs dissentiments ¹⁾. Ils collaborent loyalement à l'organisation du pays. Les cabinets qui se succèdent aux affaires, sont composés d'hommes appartenant à l'une et à l'autre opinion. Leurs actes sont minutieusement contrôlés par les Chambres. On ne leur fait grâce ni d'une faiblesse, ni d'une maladresse, encore moins d'une erreur. Les projets du ministère sont amendés et remaniés de fond en comble au cours des débats. Les budgets, toujours soigneusement épluchés, sortent de la discussion diminués ou enrichis. Dans chaque question, les votes sont déterminés par l'intérêt de la patrie, par le souci du bien général. A chaque scrutin la majorité et la minorité se composent d'une manière différente. Entre elles, selon l'objet soumis aux délibérations de l'assemblée, il y a un incessant échange de personnel. Le Gouvernement ne se trouve en présence ni d'un bloc immuablement défini, gagné d'avance, antérieurement à tout examen, aux propositions ministérielles ; ni d'une fraction systématiquement opposée, sacrifiant sans cesse la patrie aux rancunes de parti. Ni servilisme, ni hostilité de principe.

Cette absence de classement en partis crée l'impossibilité de dénombrer, par un pointage préalable, les voix acquises et les voix défavorables à l'idée d'une loi éventuelle. Gouverner, c'est prévoir ;

1) Il y a cependant quelques exceptions. A droite, B. Dumortier, membre de notre première Chambre ; à gauche, Th. Verhaegen, élu en 1838, furent respectivement partisan tiède et adversaire décidé de l'unionisme.

mais, en l'occurrence, prévoir est un problème difficile. Les cabinets sont très instables et toujours chancelants : il y en eut quatre dans l'espace de neuf ans, sans compter les remaniements partiels. Toutefois, ces embarras sont largement compensés par la haute probabilité d'obtenir toujours les résolutions parlementaires les plus conformes à l'intérêt national et par la confiance du pays dans l'intégrité des législateurs.

II

De 1840 à 1857 : la séparation des partis

Cette situation, presque idéale, ne pouvait durer. Tôt ou tard les passions remontent à la surface et s'agitent d'autant plus furieusement qu'elles ont été plus longtemps comprimées. Ce terme échut en 1839, quand, en conséquence de l'acquiescement de la Hollande au traité des 24 articles, nous fûmes forcés de lui céder la moitié du Limbourg et la moitié du Luxembourg. Jusque-là, la précarité de notre indépendance, l'obsession du danger au dehors, avait fait régner l'entente au dedans : la discorde va naître de la sécurité extérieure assurée. La rupture du pacte d'union fut hâtée par l'acte malheureux qui appela au pouvoir le cabinet libéral homogène de 1840. L'acte était contraire à la tradition, à une pratique dont le pays n'avait eu qu'à se louer. Il n'avait d'ailleurs pas sa raison dans les circonstances de la chute du précédent ministère, qui était tombé sur une

question étrangère à la querelle des partis 1). Du reste, l'essai de la méthode exclusive fut malheureux. Le cabinet mal accueilli dès le début vécut à peine un an. Mais cette expérience avait démontré que la royauté était susceptible d'être ralliée à la politique du libéralisme exclusif. Elle encouragea les espoirs, les prétentions et les convoitises d'une poignée de turbulents conduits par Verhaegen, qui dénonçaient chaque jour la théorie de l'union et aspiraient à aiguiller la monarchie dans la voie de l'anticléricalisme. Cette avant-garde entraîna un gros de libéraux modérés, qui s'étaient montrés de 1830 à 1840 de fermes unionistes. D'un commun effort, ils traquent sans merci les cabinets mixtes qui se succèdent jusqu'en 1846 et finalement autour d'eux se concentre le parti libéral tout entier. Comme conséquence, il fut interdit à tout membre du parti d'entrer dans un cabinet mixte. Les turbulents réussissent même à imposer de 1847 à 1852 un ministère de combat où déjà brillera M. Frère, l'astre naissant du doctrinarisme. Cette suite d'efforts du libéralisme avancé

1) Le cabinet mixte présidé par M. de Theux, catholique, rétablit sur les contrôles de l'armée le général Van der Smissen qui avait été condamné en 1831 pour avoir trempé dans un complot orangiste. Une réprobation à peu près unanime accueillit cette mesure. M. B. Dumortier s'en fit l'écho à la Chambre et proposa de retrancher du budget l'allocation destinée à couvrir le traitement de l'ex-général. Il fut suivi par les catholiques, et le ministère qui avait posé la question de confiance se retira. A ce cabinet *mixte* renversé par le concours des *catholiques*, succéda le cabinet *libéral homogène* présidé par M. Lebeau. BALAU, *Soixante-dix ans d'histoire contemporaine*, 1888, pp. 84 et 85.

pour faire prévaloir sa grande pensée d'un cabinet homogène à la fois libéral et anticlérical, aboutit en 1857. Cette date marque la victoire définitive du radicalisme : il domine désormais l'état-major du parti, ainsi que les associations locales qu'on s'est appliqué depuis 1846 à créer et à développer. La politique unioniste a vécu.

*
* *

Pendant ces dix-sept années au cours desquelles le libéralisme s'est transformé, préparé et organisé en vue de la politique séparatiste, quelle a été la conduite des catholiques ? Ils sont invariablement demeurés fidèles à la tradition unioniste. A la vérité, par suite de l'interdiction faite aux libéraux d'entrer dans un cabinet mixte, ils ont été contraints d'assumer seuls la responsabilité du pouvoir, chaque fois que le hasard des élections amena aux Chambres une majorité conservatrice ; mais ils se sont abstenus de faire voter aucune loi de parti : ils ont administré. Rejetés dans l'opposition, ils ont fait la distinction entre cabinets libéraux homogènes, mais anticléricaux et cabinets libéraux homogènes, mais modérés. A vrai dire, ils ont combattu les premiers à outrance ; mais ils ont sincèrement appuyé les seconds qui ont toujours été démolis par les membres de la gauche hostiles au ministère d'affaires. Par cette attitude conciliante, les catholiques se sont flattés de ramener le pays à la politique de 1830. En 1855, ils ont cru réussir. Le Roi essaya un ministère composé des éléments modérés des deux partis. L'illusion fut courte. Le Gouvernement de 1855 fut pour l'unio-

nisme le ressaut final avant la mort. Au déclin de l'année 1857, il fut évident pour tout le monde qu'un cabinet mixte serait désormais impossible, et aussi d'autre part qu'un cabinet libéral homogène serait nécessairement anticlérical. Les catholiques devaient donc combattre pied à pied le parti libéral ou se résigner à subir toutes les vexations. La première alternative l'emporta.

Mais au parti libéral qui possède une presse organisée et achalandée 1), qui dispose de troupes solidement encadrées par des associations locales et qui présente, depuis son congrès de 1846, un programme d'action très nettement défini, les conservateurs n'ont à opposer qu'une cohue de bonnes volontés éparses. Dans la capitale, ils ont à leur service en tout et pour tout deux feuilles quotidiennes 2). Encore l'existence est-elle pour l'une et pour l'autre un pro-

1) L'*Indépendance belge* fondée en 1843 est à ce moment un des principaux organes de la publicité internationale. En 1851, Malou exprime l'avis « qu'il faut, sans perdre du temps, s'opposer au succès de l'*Indépendance* par la publication d'un journal de premier ordre ». L'année suivante, il dit que ce journal de premier ordre doit « avoir le format, l'intérêt et la variété de cette maudite *Indépendance* ». En 1863, M. Dechamps s'écriait au Congrès de Malines : « Nous devons avoir en Belgique une *Indépendance* catholique ». Ces citations permettent de se faire une idée de l'importance du grand organe libéral de l'époque. Il n'est pas seul, du reste, à soutenir la politique exclusive : l'*Observateur* (1835), l'*Étoile belge* (1850) et l'*Echo du parlement* (1858) sont dans la même note. PERQUY, *La typographie à Bruxelles*, 1904, pp. 167 et 185.

2) L'*Émancipation* (1829) et le *Journal de Bruxelles* (1841). Ces deux feuilles fusionnèrent en 1859, *Ibid.*, p. 182.

blème difficile à résoudre ; elles cherchent toutes deux, par d'incessantes réorganisations, la forme de vie qui leur permettra de lutter avec succès contre le déficit permanent. Elles ont ensemble quatre mille abonnés 1). Le programme des conservateurs comme parti de combat contre le libéralisme n'est pas plus avancé que leur presse : il est tout entier à élaborer, car jusqu'à présent l'unionisme a été leur idéal politique. Ils se glorifient même de n'avoir d'autre programme que la Constitution 2), comme si dans la majorité de ses articles la Constitution était autre chose qu'un garde-fou ou une série de définitions négatives prohibant certaines formes d'institution sans imposer un choix parmi les formes mutuellement exclusives qu'elle permet. Enfin rares sont les arrondissements où ils possèdent une organisation électorale bien à eux : on ne cite que Namur, Louvain et Anvers. Le plus souvent la lutte électorale est engagée de leur côté par des individualités sans mandat, que, dirait-on, le hasard de convictions semblables unit dans la poursuite d'un but commun, mais qui, dans l'action, risquent de neutraliser leurs efforts, faute d'une association politique permanente où les

1) PERQVY, *La typographie à Bruxelles*, 1904, p. 184.

2) A la veille des élections du 10 décembre 1857, Malou organisait hâtivement des associations conservatrices et Ad. Dechamps lui adressait ces conseils : « Je vous recommande bien dans le préambule des statuts de dire : 1° Que le seul *programme* qui lie les membres est la *Constitution*, telle que le Congrès l'a comprise et telle qu'une pratique loyale et sage l'a interprétée ; 2° que chaque candidat conserve son indépendance dans cette limite. » DE TRANNOY, *Jules Malou*, 1905, p. 379.

hommes de l'opinion conservatrice aient pu de longue date envisager en commun la situation et combiner un système de moyens bien coordonnés. Bien mieux, les chefs conservateurs eux-mêmes étaient le plus souvent élus sur des listes bicolores, portant à la fois des libéraux et des catholiques unionistes. C'était le cas de Dechamps à Charleroi, de Malou à Ypres, de de Theux à Hasselt. Les comités libéraux qui patronnaient ces arrangements sont maintenant ralliés à la méthode exclusive ou supplantés par des comités radicaux. Aussi, de la lutte entre le parti libéral organisé et le parti conservateur improvisé sortira, aux élections de 1857, l'écrasement des catholiques : ils obtinrent 38 mandats sur 108 ; ils en avaient eu 64 dans la précédente assemblée. Dechamps, qui a été trois fois ministre, est éliminé à Charleroi ; Malou le sera à Ypres en 1859.

III

De 1857 à 1862 : l'Association constitutionnelle conservatrice

L'opinion conservatrice ne pouvait se relever qu'en élaborant un programme, qu'en créant une presse pour le vulgariser, qu'en étendant sur le pays un réseau d'associations politiques pour répandre cette presse et soutenir ses idées aux élections. Ce triple besoin était vivement ressenti. Malou, le chef reconnu du parti, s'efforça d'y répondre dans une certaine mesure en organisant en 1858 l'*Association constitu-*

tionnelle conservatrice. Cette association eut la vie brève : cinq ans à peine. On peut dire qu'elle portait en soi les germes d'une mort prochaine.

Son programme est d'une banalité désespérante et tous les partis, malgré leurs divergences, auraient pu le signer sans compromettre leur doctrine spéciale. On s'y déclare partisan de la dynastie, de l'armée, de la religion, de la Constitution et adversaire de la partialité dans la collation des emplois, des théories aventureuses qui menacent l'agriculture et le travail national, et des passions mauvaises qui troublent l'ordre social 1). Avec des idées aussi hautes et en

1) « Son seul programme est la Constitution, pratiquée loyalement et sans restriction, selon les traditions du Congrès national. Le seul mandat accepté par ses membres, c'est la fidélité à ce grand principe.

» Nous revendiquons le titre de *conservateurs*, qu'on nous conteste, et celui de *constitutionnels*, qu'on nous dénie, parce que nous ne reconnaissons à aucune opinion la mission de défendre, mieux que la nôtre, l'œuvre nationale à laquelle nous devons vingt-sept années de prospérité et de paix :

» La Constitution, avec toutes les libertés qu'elle consacre ;
 » La dynastie aimée qui la couronne ;
 » L'armée qui en est le soutien ;
 » Le caractère religieux des populations, qu'il ne faut pas laisser altérer ;

» Le droit de tout citoyen catholique de ne pas se voir exclu des fonctions publiques, à cause du nom qu'il porte ;

» L'intérêt de l'agriculture et du travail national, que menacent d'aventureuses théories ;

» La cause de l'ordre social, que les mauvaises passions compromettent ;

» Nous faisons un appel patriotique à tous les amis de cette cause, de ces droits et de ces institutions pour unir leurs efforts aux nôtres. » DE TRANNOY, *op. cit.*, pp. 389 et 390.

même temps aussi éloignées des précisions concrètes, on ne rallie pas les électeurs à vingt florins, hommes positifs, quelque peu égoïstes, plus préoccupés d'intérêts que d'idéal. Il faut leur présenter au contraire des formules claires et géométriques, des revendications précises, des projets de réforme tangibles et d'application immédiate. Tout cela qui faisait défaut au programme de Malou, on le trouvait dans le programme que le parti libéral avait rédigé au Congrès de 1846 1) et dont il poursuivait la réalisation systématique et graduelle.

En outre, l'*Association constitutionnelle conserva-*

1) Le Congrès libéral adopte, pour programme du libéralisme belge, les articles suivants :

ART. 1^{er}. — Comme principe général : la réforme électorale par l'abaissement successif du cens jusqu'aux limites fixées par la Constitution ; et comme mesures d'application immédiate : 1^o L'adjonction dans les limites de la Constitution, comme électeurs, des citoyens exerçant une profession libérale pour laquelle un brevet de capacité est exigé par la loi, et de ceux portés sur la liste du jury ; 2^o Un certain abaissement dans le cens actuel des villes.

ART. 2. — L'indépendance réelle du pouvoir civil.

ART. 3. — L'organisation d'un enseignement public à tous les degrés, sous la direction exclusive de l'autorité civile, en donnant à celle-ci les moyens constitutionnels de soutenir la concurrence avec l'enseignement privé, et en repoussant l'intervention des ministres des cultes, à titre d'autorité, dans l'enseignement organisé par le pouvoir civil.

ART. 4. — Le retrait des lois réactionnaires.

ART. 5. — L'augmentation du nombre des représentants et sénateurs, à raison d'un représentant par quarante mille âmes et d'un sénateur par quatre-vingt mille âmes.

ART. 6. — Les améliorations que réclament impérieusement les classes ouvrières et indigentes. » BALAU, *op. cit.*, pp. 123 et 124.

trice avait pour ainsi dire honte d'elle-même. Elle semblait trouver son cas mauvais et dès son acte de fondation plaidait les circonstances atténuantes. Elle s'excusait de naître : « L'instrument le plus actif des succès momentanés de nos adversaires, en 1852 et en 1857, a été l'organisation puissante des associations politiques.

» Pour établir entre nos adversaires et nous des conditions égales, il manque à l'opinion conservatrice une organisation des forces dont elle dispose.

» L'association que nous fondons est donc un acte de défense et non d'agression ; nous avons attendu, pour le poser, que nos adversaires en fissent une nécessité.

» Ce que nous voulons, c'est bien moins faire usage d'un droit constitutionnel dans un intérêt politique qu'accomplir un devoir pour la conservation des principes sociaux.

» L'union a été le but de notre politique ; elle reste notre espérance dans l'avenir. Mais, pour que nous puissions rétablir cette belle devise nationale, il faut que l'on ne méconnaisse pas la force réelle du parti conservateur.

» La nécessité de cette association est donc prouvée ; sa durée sera celle des associations libérales elles-mêmes » 1).

Ses parrains ne lui attribuent donc aucune valeur positive. Elle est une simple machine de défense qu'on oppose provisoirement aux envahissements des libéraux et qu'on remettra dès que ceux-ci auront

1) DE TRANNOY, *op. cit.*, p. 389.

désarmé ; un pis-aller qu'il faut subir en attendant la restauration de l'idéal, c'est-à-dire de l'union et de la concorde des partis. On semble croire qu'entre libéralisme et catholicisme l'état de paix est l'état normal et que seuls des malentendus passagers peuvent rendre temporairement nécessaires de part et d'autre des organisations de combat.

Erreur misérable. Entre deux partis politiques, procédant de doctrines radicalement opposées, l'abîme doit se creuser sans cesse à mesure que le temps permet aux principes de dérouler leurs conséquences pratiques. Car les principes sont l'âme des institutions. Dans une nation neuve où l'armée, la justice, la police, l'enseignement, l'administration, le droit d'association et de réunion, où tout en un mot est à créer et à régler, les oppositions lointaines et particulières contenues en germe dans les doctrines initiales et générales se manifestent progressivement d'une manière actuelle à mesure que les institutions s'élaborent. L'antagonisme s'étend peu à peu à un plus grand nombre de données. Plus on s'éloigne des points de départ et mieux se détruisent les possibilités d'union. La lutte, et la lutte croissante, est l'état normal. La paix est toujours un heureux accident. Sous la pression de circonstances externes et supérieures, la paix sincère, la paix sans arrière-pensée, la paix des cœurs peut exister : ce fut le cas de 1830 à 1840. En l'absence de toute pression du dehors, elle peut encore exister, mais comme une paix armée ou une expectative permanente de combat, quand les adversaires sont également forts, également organisés, également inquiets sur l'issue du duel. Que l'un des deux

désarme, au respect mutuel, aux concessions réciproques, à l'union par le sacrifice bilatéral des revendications extrêmes se substitue l'unité par l'écrasement définitif de l'une des deux opinions et par la réalisation radicale d'un des deux programmes.

Un parti ne compte dans les conseils de la nation, que s'il est fort et capable de tenir l'ennemi en échec. De cette loi constante de la psychologie politique, les conservateurs de 1858 n'ont eu qu'une notion très confuse et très imparfaite. De là leur idée d'une organisation provisoire et temporaire. Mais de là aussi l'invincible répugnance des foules à s'agréger à une association qui déclare n'avoir en elle aucun principe interne de mouvement et ne puiser sa raison de vivre que dans les circonstances fâcheuses du moment. Quelle confiance peut-on accorder à une association qui en montre si peu en elle-même ?

*
* *

Et puis, le mouvement partait de trop haut pour réussir ! Il était l'œuvre des catholiques éminents de la Chambre et du Sénat et d'un certain nombre de notabilités conservatrices nominativement convoquées d'après des listes dressées par Malou 1). Leur

1) Voici le texte de la convocation lithographiée :

Bruxelles, le 26 janvier 1858.

M.

Une réunion aura lieu le samedi 6 février à midi, à l'Hôtel de Mérode, rue aux Laines, 27, pour discuter les statuts d'une association générale de l'opinion conservatrice.

Vous êtes prié, M..., de vouloir bien assister à cette réunion ou de donner votre procuration à un membre du Sénat ou de la

assemblée, tenue presque en secret en l'hôtel du comte de Mérode à Bruxelles et dans laquelle De-champs, par un contraste singulier, avait proclamé la nécessité de s'organiser au grand jour, discuta et vota le programme et les statuts de la nouvelle association. Nous sommes éclairés sur le programme. D'après les statuts tels que les analyse M. de Trannoy 1), l'*Association constitutionnelle conservatrice* « étend son action à toutes les provinces. Elle établit des rapports constants avec les associations ou comités d'arrondissement.

» Ceux-ci ont leur existence propre, leur initiative et se rattachent à la *Société centrale* par des actes qui définissent le mode et les conditions du concours mutuel.

» Les associations centrale et d'arrondissement s'occupent spécialement de la revision des listes électorales, des élections aux divers degrés et de tout ce qui s'y rattache, des publications périodiques ou autres qui intéressent l'opinion conservatrice et généralement de toutes les mesures qui tendent à réaliser le but de l'association tel qu'il est défini ci-dessus 2).

Chambre des Représentants appartenant à l'opinion conservatrice.

(Signatures manuscrites)

DE THEUX,

J. MALOU,

C^{te} DE MÉRODE WESTERLOO.

N. B. La présente lettre d'invitation devra être produite pour être admis à la réunion.

1) *Op. cit.*, pp. 390 et 391. Sur le secret dont fut entourée l'assemblée du 6 février, cfr. *ibid.*, pp. 387 et 388.

2) C'est-à-dire défini dans le programme qui précède les statuts.

» Les associations n'imposent aucun mandat impératif. Les membres s'attachent à propager l'association, à user, dans l'intérêt de l'opinion conservatrice, des influences dont ils disposent, et à prêter, dans l'ordre politique, à leurs co-associés leur concours et leur appui. »

La *Société centrale* est gérée par un comité de quinze membres parmi lesquels une douzaine d'anciens ministres, de membres actuels et d'anciens membres de la Chambre ou du Sénat. Nous relevons les noms suivants : comte de Theux, baron d'Anethan, J. Malou, Ad. Dechamps, comte de Mérode, Henry Dumortier, baron de Man d'Attenrode, Franz Vergauwen, Gillès de 's Gravenwesel, comte de Ribeaucourt... Les administrateurs se recrutent, du reste, d'une manière très aristocratique et d'une façon qui assure nécessairement la prépondérance aux professionnels de la politique. Ils sont élus par une assemblée générale à laquelle participent :

1° Les souscripteurs d'une action de *fondation* de 1000 francs ne portant pas d'intérêt.

2° Les porteurs d'une action de *participation* de 500 francs produisant 2 1/2 %.

3° Les membres qui s'engagent à verser annuellement 50 francs pendant dix ans.

Les cotisants plus modestes sont privés de droits ; ils payeront 5 francs au minimum, mais c'est le prix auquel on accepte leur dévouement, leur influence sera nulle dans la direction de l'Association.

Le gros de l'armée des électeurs catholiques ne sera donc pas admis à faire retentir ses doléances à l'assemblée générale, ni à formuler ses aspirations. Si le

programme correspond à ses vœux, c'est par une rencontre heureuse. Il a été arrêté d'avance par les chefs politiques et par les notables réunis à l'hôtel de Mérode. Il sera modifié par l'agrément du même corps de notables statutairement organisé. Nous savons d'ailleurs qu'il est vague et abstrait, pratiquement équivalent à l'absence de programme. Ce programme qui n'en est pas un, la *Société centrale* qui n'émane pas d'une majorité d'électeurs catholiques, demande à des comités locaux dont elle ne sera pas davantage le reflet, de se constituer pour le soutenir. Les associations d'arrondissement ne vivront donc pas de la haute vie politique. Elles seront dans le parti conservateur l'organe subalterne qui travaille à la diffusion de sa presse, revise les listes électorales, choisit et patronne les candidats aux élections, forme la conscience des bourgeois payant vingt florins de contributions directes. L'*Association constitutionnelle conservatrice*, par son organisation même, est la chose de quelques-uns. Elle est surtout la chose des parlementaires qui la dirigent, mais dont les idées ne réussissent pas à s'exprimer avec une précision suffisante et qui se réservent d'arrêter au jour le jour les modalités de leur conduite politique. Elle sera l'agent d'exécution des volontés encore inconnues de chefs que leurs talents et leurs mérites ont hissés à la tête du parti. Pour se résoudre à la seconder et à s'y dévouer, dans les cadres inférieurs, il faut plus que le sacrifice de son temps, de son argent et de ses peines, il faut abdiquer toute personnalité. A cela personne ne se résigne aisément. De structure napoléonienne, calquée sur le mécanisme de l'État auto-

ritaire et centralisé, l'*Association constitutionnelle conservatrice* n'est pas adaptée au caractère belge et ne peut réussir.

Dans les partis, la discipline n'est pas la discipline militaire. Les officiers y sont au service de la troupe et celle-ci ne marche bien que s'ils prennent à chaque instant connaissance de ses aspirations et s'ingénient à les satisfaire. Ils peuvent d'ailleurs former l'opinion de la troupe, lui suggérer ses désirs, la guider dans le choix de ses revendications, lui insuffler leurs conceptions personnelles. Imposer leurs idées toutes faites est chose inadmissible et, du reste, impossible : ils n'ont à leur disposition ni Code pénal, ni pouvoir coercitif d'aucune sorte. Les moyens de discipline, c'est un contact permanent entre le gros du parti et les chefs, une communication constante de leurs pensées et de leurs désirs, c'est l'accord sur un programme précis qui ne soit le produit exclusif ni de l'activité d'en bas, ni de celle d'en haut, mais de la collaboration intime de la masse avec l'élite. D'ailleurs, par un travail continu sur la masse, celle-ci peut être amenée à entrer librement dans la voie tracée par l'élite. Mais il faut au moins que la troupe ait l'illusion de mener ses officiers, sinon elle se débande. L'*Association constitutionnelle conservatrice* méconnaissait cette psychologie.

IV

Le plan de Jean Moeller dans l'organisation des forces catholiques

Le plan de Malou dans l'organisation des forces catholiques telle que l'incarne l'*Association constitutionnelle conservatrice* n'avait pas été le seul à se faire jour en vue de l'assemblée du 6 février tenue à l'hôtel de Mérode. Jean Moeller, professeur à l'Université de Louvain, en avait suggéré un autre diamétralement opposé. Le voici :

**Association générale
pour la défense des libertés constitutionnelles 1).**

But et moyens.

I.

Il est établi en Belgique une association générale dans le but de prendre la défense des libertés inscrites dans la Constitution et garanties par elle contre les attaques d'un parti, qui sous le masque d'un libéralisme mensonger veut faire peser sur le pays un joug odieux et intolérant.

1) Extrait ainsi que la lettre suivante des papiers de J. Moeller qui ont été très obligeamment mis à notre disposition par son fils, M. Ch. Moeller, notre collègue à l'Université de Louvain.

II:

Elle défendra par tous les moyens constitutionnels :

1° La liberté des cultes et des droits, qui en découlent, tels que la propriété des cimetières, des fabriques d'église, etc... etc...

2° La liberté des associations quel que soit le but dans lequel elles sont établies, notamment celles qui s'occupent à apprendre des métiers aux enfants pauvres, telles que les écoles dentellières et autres.

3° La liberté d'enseignement, donc le droit des communes de faire donner l'enseignement par des écoles et collèges libres et adoptés et de n'établir des établissements entretenus aux frais de l'État que là, où l'enseignement libre est insuffisant.

4° La liberté de la charité ou le droit de fonder et de faire administrer des institutions de bienfaisance au gré du fondateur, sauf des garanties à établir par une loi.

5° La liberté de tester, c'est-à-dire le droit de faire des legs à des fabriques d'église ou à des personnes honorables quelconques dans un but de bienfaisance ou tout autre qui ne lèse pas les intérêts publics.

III.

Les moyens d'atteindre ce but sont :

1° La *presse*, au moyen de laquelle on fera connaître soit dans les journaux qui auront adhéré au but de l'association, soit par des brochures, tous les actes portant atteinte à une des libertés constitutionnelles.

2° Les *tribunaux*, devant lesquels on poursuivra en cas de besoin le redressement des griefs fondés.

3° La *fondation d'associations locales* partout où il n'en existe pas encore.

4° La constitution d'un *comité central et permanent*, qui aura son siège à Bruxelles.

5° La *réunion annuelle d'assemblées générales*, dans lesquelles les mesures seront arrêtées pour atteindre le but de l'Association.

IV.

Pour être membre de l'Association, il faut adhérer à son but et payer une rétribution annuelle de cinq francs.

Du Comité permanent.

V.

Le Comité permanent se compose de sept membres; il est nommé dans une assemblée générale annuelle pour un terme de cinq ans. Les vacatures seront remplies dans l'assemblée générale de l'année, dans laquelle elles auront lieu. — Les membres sortants sont rééligibles.

VI.

Il choisit dans son sein un président, un vice-président, un trésorier et un ou plusieurs secrétaires et arrête lui-même un règlement d'ordre intérieur.

VII.

Il se met en rapport avec les journaux et les associations locales.

Des assemblées générales.

VIII.

Une fois par an, dans le mois de septembre, l'Association se réunit en assemblée générale dans une des villes du pays. Chaque assemblée fait choix de la ville, où elle se réunira l'année suivante.

IX.

La durée de l'assemblée générale est de quatre jours.

X.

Il y a deux espèces de réunions : les *réunions à huis clos* auxquelles les membres de l'Association sont seuls admis, et les *réunions publiques* pour lesquelles des cartes personnelles seront distribuées au prix de cinq francs pour toute la durée de l'assemblée.

XI.

L'assemblée dans sa première réunion à huis clos constitue d'abord son bureau, en choisissant un président, deux vice-présidents et quatre secrétaires ;

ensuite elle se forme en sections, appelées à s'occuper des différentes propositions, soumises à ses délibérations et se rapportant au but de l'Association.

Il y aura provisoirement *quatre sections*, à savoir :

la 1^{re} pour les affaires du culte ;

la 2^{me} pour l'enseignement ;

la 3^{me} pour la charité ;

la 4^{me} pour la presse.

XII.

Chaque membre de l'Association a le droit de se faire inscrire dans une des sections pour prendre part à ses travaux.

XIII.

Chaque section discute les propositions qui lui sont soumises, les écarte ou les adopte ; dans ce dernier cas, elle nomme un rapporteur, chargé de porter la proposition adoptée dans une réunion à huis clos.

XIV.

Les réunions à huis clos discutent les propositions adoptées en sections, les rejettent, les modifient ou les adoptent définitivement.

XV.

Pour qu'une proposition puisse être soumise aux délibérations de l'assemblée générale, il faut qu'elle soit envoyée par écrit au Comité permanent, au

moins quinze jours avant la réunion de l'assemblée. Le Comité les fait imprimer et les distribue aux membres dans la première réunion à huis clos.

Toutefois le Bureau peut, s'il le juge à propos, admettre des propositions d'urgence et les soumettre aux délibérations de l'assemblée.

XVI.

Dans les *réunions publiques*, des discours seront prononcés sur toutes les grandes questions politiques ou religieuses, dont s'occupe l'Association.

Pour y obtenir la parole il faut en faire la demande au moins huit jours avant l'assemblée générale au Comité permanent, en faisant connaître l'objet du discours.

Le Bureau fixe l'ordre dans lequel les orateurs inscrits prendront la parole.

Il peut aussi exceptionnellement autoriser un orateur non inscrit à prononcer un discours.

XVII.

Dans la dernière réunion publique, le président ou un membre du Bureau désigné par lui fait connaître les résolutions adoptées définitivement dans les réunions à huis clos.

*
* * *

Ce projet a trois caractéristiques.

D'abord, le programme est précis.

Ensuite, la nomination du Comité se fait par une assemblée largement démocratique.

Enfin, il organise de véritables congrès annuels auxquels on convie tous les catholiques du royaume, même ceux qui ne sont pas membres de l'Association. Ces congrès constituent dans l'Association l'autorité souveraine. Ils discutent les intérêts du parti, avisent aux modifications du programme et réforment, s'il y a lieu, l'organisation même de l'Association. Cependant les membres du Congrès qui ne sont pas membres de l'Association ne participent pas aux réunions à huis clos où sont prises les décisions définitives. A cette restriction près — et peu importante, vu la modicité des deux cotisations — les assemblées générales annuelles sont de véritables meetings de toutes les forces catholiques. Moeller combine en quelque sorte dans son plan une œuvre des congrès populaires et une œuvre d'organisation politique.

*
* * *

Par l'intermédiaire de M. de Man d'Attenrode, représentant pour Louvain, Moeller s'ouvrit de son projet à Malou avant l'assemblée du 6 février. Mais Malou ne l'exposa point aux notables et répondit le 11 à Moeller par la lettre suivante :

« MON CHER MONSIEUR,

» Notre ami de Man m'avait en effet communiqué avant la réunion du 6 février les trois propositions dont vous m'entretenez.

» Il serait très désirable assurément qu'à des époques fixes et périodiques toutes les *forces* pussent se concerter pour débattre les intérêts de l'opinion. Peut-

être arriverons-nous à réaliser ce plan, mais je doute qu'il soit immédiatement pratique.

» Je vous promets que l'idée sera soumise au Conseil d'administration aussitôt que le nombre des adhésions et des souscriptions recueillies sera suffisant pour constituer publiquement la société. En ce moment l'essentiel est d'arriver à la constitution de la chose.

» Le nom à donner à l'enfant né le 6 février dans des conditions parfaites de viabilité n'est certes pas indifférent, vous en faites judicieusement l'observation.

» Nous disons simplement : *Association constitutionnelle conservatrice*, et je crois que cela suffit.

» Les statuts et le programme qui en sera le développement ne laisseront subsister aucune équivoque.

» Agréez...

» J. MALOU. »

Pourquoi Malou ne soumit pas le projet de Moeller à l'assemblée du 6 février, on le devine sans peine. D'abord, comme son ami Dechamps, il ne veut arborer d'autre drapeau que celui de la Constitution. Le programme de l'*Association constitutionnelle conservatrice* le témoigne : « Son seul programme est la Constitution, pratiquée loyalement et sans restriction, selon les traditions du Congrès national ». Sous ce rapport, Moeller développe des vues beaucoup trop concrètes. Ensuite le plan de Malou dans l'organisation du parti est l'aristocratie, le moment d'une organisation plus populaire ne lui paraît pas arrivé : « Il serait très désirable assurément qu'à des époques

fixes et périodiques toutes les *forces* pussent se concerter pour débattre les intérêts de l'opinion. Peut-être arriverons-nous à réaliser ce plan, mais je doute qu'il soit immédiatement pratique. » Moeller se trompe d'adresse en s'ouvrant de ses idées à Malou.

V

Les promoteurs de l'Œuvre des congrès

Cet insuccès ne le découragea point. Allemand de naissance et Belge d'adoption, Moeller 1) était très informé de tout ce qui se passait dans sa patrie d'origine. Il suivait de près les assemblées annuelles que les catholiques d'Outre-Rhin, venus de tous les diocèses de la Confédération, tenaient régulièrement depuis 1848. Connaissant les fruits immenses qu'ils avaient retirés de ces assises solennelles, il voulait doter d'une institution semblable son pays d'adoption. Ce qui lui tient le plus à cœur dans son projet d'organisation des forces catholiques de Belgique, c'est l'idée du Congrès. Il la mûrit en silence. Il la débarrasse des imperfections dont elle est encore mêlée dans son plan de 1858. En particulier le plan de 1858 soude l'œuvre du Congrès au parti politique et la place sous la tutelle de celui-ci. C'est une erreur. Le Congrès doit avoir pleine liberté d'allure. Il doit être l'écho de la grande voix populaire. Il doit d'ailleurs embrasser la vie sociale catholique tout

1) Cfr. sa biographie dans l'Annuaire de 1864 de l'Université catholique de Louvain.

entière, et celle-ci déborde bien au delà de l'activité politique. Son objet est infiniment plus vaste que celui du parti. Parmi les vœux qu'il émet, s'il y en a d'aventure qui relèvent en même temps de la politique, ils peuvent être pour le parti la source d'une utile suggestion : à cela se limite le rapport. En outre, le système des assemblées à huis clos a quelque chose de mesquin. Il semble indiquer que les catholiques ont peur de l'air et de la lumière. Leurs assises peuvent-elles ressembler à un convent franc-maçonique où l'on remue des doctrines subversives ? Moeller doit s'être rendu compte de ce double défaut. Aussi, quand l'*Association constitutionnelle conservatrice* fut en 1862 en pleine déconfiture, reparut-il avec son projet de Congrès, mais émondé des imperfections de 1858. Cette fois les événements lui furent favorables et suscitèrent pour la réalisation de l'idée l'homme indispensable qu'il n'avait pu trouver autrefois.



En 1857, on se battait à la tribune belge sur la question de la bienfaisance. D'après une jurisprudence inaugurée en 1849 par de Haussy, les bureaux de bienfaisance sont seuls qualifiés pour accepter et exécuter les libéralités privées. Le testateur désignait-il pour la distribution des offrandes à prélever sur sa succession un curé, un vicaire ou toute autre personne de son choix, la stipulation n'est pas valable. Un arrêté royal substitue d'office à la personne nommément désignée le bureau de bienfaisance. Comme cette jurisprudence n'était appuyée sur aucun texte

de loi et qu'une pratique contraire avait été suivie jusqu'en 1847, les discussions renaissaient à propos de chaque libéralité. Le dernier cabinet unioniste voulut y mettre fin. Il présenta un projet conçu dans le sens de la liberté du donateur. Les libéraux séparatistes lui firent une opposition sauvage et, aidés par l'émeute, renversèrent le ministère. Un cabinet libéral homogène succéda et annonça l'intention de résoudre dans un sens contraire la question qui avait divisé le pays en deux camps ennemis.

Le très honnête et très savant fonctionnaire qui, après avoir pris une part glorieuse aux événements de 1830, s'était réfugié dans l'étude des questions économiques et sociales et dans l'administration supérieure des prisons et de la bienfaisance, ne pouvait demeurer étranger à ce débat passionnant dont l'objet touchait intimement à ses méditations de chaque jour et à ses occupations professionnelles. Il publia sous le titre *De la question de la charité* un volume favorable à l'opinion conservatrice. Ducpétiaux se classait de ce chef comme conservateur et comme catholique. Car, hâtons-nous de le dire, c'est sur la question de la liberté des fondations que la scission entre libéraux et conservateurs se consumma de façon irrémédiable. Ducpétiaux avait toujours passé pour un libéral et en fait il était libéral unioniste. Mais le problème de la charité n'admettait pas de moyen terme : il fallait être pour ou contre la jurisprudence de 1849, libéral ou catholique tout court. Les partis en sont arrivés à un degré d'évolution où l'unionisme est privé d'un milieu adapté à ses conditions de vie. Il doit disparaître. Ses derniers partisans

obliqueront les uns à droite, les autres à gauche. Édouard Ducpétiaux vint à droite.

Or Ducpétiaux possédait un talent éminent d'organisateur. Il était rompu au travail de préparation et de conduite des grandes assemblées. C'est lui qui avait organisé en 1853 à Bruxelles le premier Congrès international de statistique ; c'est lui encore qui organise les Congrès internationaux de bienfaisance tenus successivement à Bruxelles en 1856, à Francfort en 1857, à Londres en 1862. Toujours il se fait remarquer par sa science et ses talents. A diverses reprises ces grandes assemblées le chargent de publier le compte-rendu de leurs travaux polyglottes. Il s'indique, du reste, pour cette tâche par son savoir immense et par sa connaissance approfondie des langues étrangères : sauf les langues slaves, il s'est assimilé tous les idiomes de l'Europe. Si un Congrès des catholiques belges est possible, Ducpétiaux est l'homme né pour le faire réussir.

*
* *

Une fois entré dans les rangs du parti conservateur, eut-il par lui-même l'idée d'une assemblée générale des catholiques belges ou cette idée lui fut-elle suggérée par Jean Moeller, nous ne le savons pas. Le fait est, qu'après s'être démis en 1861 à l'âge de 57 ans de ses fonctions d'inspecteur général des établissements de bienfaisance et des prisons, nous le retrouvons à Aix-la-Chapelle en septembre 1862 à la quatorzième assemblée générale des catholiques allemands. A cette assemblée assistent également Jean Moeller et Barthélemy Dumortier. Jean Moeller

prononce un discours pour la fondation en Allemagne d'une université catholique et indépendante au moyen des dons gratuits des fidèles. Il est appuyé par l'éloquent défenseur de nos libertés constitutionnelles et religieuses et Barthélemy Dumortier, qui a toujours été un catholique bouillant, qui s'est montré même de 1830 à 1840 un tiède unioniste, qui n'a point apposé sa signature au bas de l'acte de naissance de l'*Association constitutionnelle conservatrice*, termine sa chaleureuse improvisation par ce souhait : « Je désire que ma chère patrie jouisse aussi de ces belles institutions, dont je viens d'admirer aujourd'hui les merveilles. Je désire qu'il s'établisse en Allemagne un comité permanent qui puisse mettre les catholiques allemands en rapport avec leurs frères belges, afin que la Belgique ait aussi son congrès catholique » 1). Pour lors J. Moeller, Ed. Ducpétiaux et B. Dumortier sont associés par l'idée commune de doter notre pays de l'institution féconde dont l'Allemagne bénéficie depuis 1848. A eux trois ils décident, avec une énergie suffisante pour ne reculer devant aucun obstacle, l'institution des assemblées générales des catholiques en Belgique. Ils scellent leur alliance dans cette idée par une sorte d'échange de serments, dont Ducpétiaux nous a livré la relation.

Au contact de ces trois esprits, l'idée de Moeller s'agrandit et devient celle d'un Congrès international où la Belgique, choisie comme lieu de réunion, tiendra une place prépondérante. Cette transformation est

1) SERVAIS-DIRKS, *Le Congrès catholique d'Allemagne en 1862*, p. 456, *Revue Belge*, t. XIV, 1863.

d'ailleurs heureuse, car on n'est nullement certain de rallier les catholiques les plus éminents de notre pays dont beaucoup sont encore hostiles au projet d'assemblée. Pour donner à celle-ci l'éclat dont elle doit vivre, il faut faire appel au concours de l'étranger.

Malheureusement, la mort qui frappe au hasard et ne respecte ni les grandes pensées, ni les mâles résolutions, ni les volontés généreuses, vint assombrir l'entrée en campagne des trois vaillants soldats qui avaient uni leur sort pour l'exécution d'une grande œuvre. J. Moeller fut emporté par une pleurésie le 11 décembre 1862. La perte de cet allié et de cet ami affecta très péniblement Ducpétiaux. Mais l'idée du Congrès n'en souffrit point dans son esprit. Au contraire, elle se trouva renforcée. Il la considéra, dit son biographe, « comme le legs sacré d'un ami et se mit en devoir de la réaliser » 1). Chez cet homme tenace, les circonstances qui auraient découragé un caractère moins trempé, avaient pour résultat de fortifier davantage les desseins. La volonté des buts croissait en lui avec la difficulté des moyens et l'accumulation des obstacles. Le congrès devait avoir lieu. Ducpétiaux n'y oublia pas son ami et rendit hommage au promoteur de la réunion : « Je viens vous parler d'un absent et non d'un mort, car il vit dans nos cœurs. Je veux vous rappeler la mémoire vénérée du professeur Moeller, qui l'un des premiers s'est associé à l'idée de cette importante réunion. Quelques jours avant sa mort, Moeller, s'entretenant

1) A. NEUT, *M. Edouard Ducpétiaux*, p. 139. *Revue générale*, t. VIII, 1868.

avec deux de ses amis, décida avec eux que, quoi qu'il arrivât, ne fussions-nous que trois, cinq ou dix, nous aurions une assemblée catholique en Belgique. Ces trois hommes étaient : Moeller, mon digne ami, M. Dumortier, et moi, votre très humble serviteur » 1).

VI

L'Œuvre des congrès et l'attitude de la droite parlementaire

L'Œuvre des congrès fut fondée à Bruxelles le 31 janvier 1863. Sur l'offre bienveillante de Son Éminence le cardinal-archevêque, Malines fut choisi comme siège de la première session. Le manifeste qui l'annonçait, signé par M. de Gerlache, président de la Cour de cassation, ancien président du Congrès national, en qualité de président et par M. Ducpétiaux, en qualité de secrétaire, définissait l'objet de l'assemblée de la manière suivante : « Étrangère à la politique proprement dite, aux luttes d'élections et de partis, aux préoccupations et aux intérêts éphémères qui naissent et disparaissent avec chaque jour, l'assemblée générale des catholiques en Belgique, se plaçant dans une sphère supérieure, aspire avant tout à unir les forces et les volontés pour la défense et le triomphe des intérêts et des libertés catholiques. A cet effet, elle étudie tous les grands problèmes sociaux et religieux, et réunit les matériaux

1) *Assemblée générale des catholiques en Belgique*, 1^{re} session, t. I, p. 463. Bruxelles, Goemaere, 1864.

qui peuvent aider à leur solution ; elle se rend compte de la situation des œuvres pieuses, charitables et éducatrices, qui ont leur source et puisent leur aliment dans le catholicisme, et avise aux moyens de les développer et d'étendre leurs bienfaits ; elle se propose d'encourager et de répandre la culture des arts et des lettres dans leurs rapports avec le christianisme. C'est là un champ en quelque sorte illimité, ouvert aux discussions et aux résolutions les plus sérieuses et les plus fécondes. » Cette déclaration marque nettement l'indépendance et la transcendance du Congrès par rapport au parti politique. L'article premier des statuts qui sont annexés au manifeste reviendra sur ce point : « A l'exemple des grandes réunions catholiques de l'Allemagne et de la Suisse, il est institué en Belgique une assemblée générale des délégués et membres des œuvres catholiques de charité, d'éducation, de prévoyance, etc..., et généralement de toutes les personnes connues par leur dévouement à la cause de la religion et de la vraie liberté, à l'effet de se rendre compte de la situation des œuvres, d'aviser aux moyens de les protéger, de les développer et d'étendre leurs bienfaits, et d'unir tous les efforts pour la défense et le triomphe des intérêts et des libertés catholiques.

» Elle s'interdit toute immixtion dans la sphère politique, toute participation aux affaires d'élection et aux luttes de parti, pour s'en tenir exclusivement à la poursuite du but précis spécifié ci-dessus. » Les noms apposés au bas du manifeste rendront le même témoignage ; des vingt-sept signataires, sept seulement appartiennent à la Chambre ou au Sénat. Le

même principe se retrouvera dans la composition des bureaux de l'assemblée.

* * *

En fait, d'ailleurs, entre l'œuvre des Congrès et le parti politique, il y a plus que de l'indépendance réciproque. Tous nos leaders du Parlement n'ont pas accueilli le projet d'assemblée avec l'enthousiasme de Barthélemy Dumortier. Au contraire. Les grands chefs du parti conservateur sont alors le baron d'Anethan, J. Malou, le comte de Theux et Ad. Dechamps. D'Anethan, qui dirige la droite au Sénat, a bien signé le manifeste, il a même accepté la vice-présidence d'une section, mais sa collaboration effective se limite à assister à la séance inaugurale aux côtés du vénéré cardinal Engelbert Sterckx. Quant à Malou, il est plus froid encore : il se retire sous sa tente. Il ne peut vaincre sa « répugnance pour ces tournois de paroles en l'air ». Il souhaite sincèrement que « cela produise plus de bien que de mal ». Il en est toujours à regretter l'échec de son plan de 1857. D'autres parlementaires encore sont dans le même état d'esprit que Malou et se contenteront de paraître en figurants à l'une ou l'autre séance. Malou ne put se résigner à cette attitude : « Il m'a paru que l'alternative sérieuse et digne était ou d'y travailler ou de m'abstenir, et que d'y paraître un instant était un moyen terme inadmissible » 1). Il se décida pour l'abstention et persévéra jusqu'au bout. Le comte de Theux est plus sympathique. Mais Dechamps est le seul qui

1) DE TRANNOY, *op. cit.*, p. 450.

paraisse avoir apporté le plein concours de ses brillantes facultés. Il signe le manifeste comme membre du comité d'organisation, il fait partie du bureau central, il préside la cinquième section, il participe aux débats de la deuxième et prononce un grand discours dans la troisième réunion plénière.

Et cependant, de l'œuvre des Congrès conçue par un professeur étranger à notre pays, par un fonctionnaire fraîchement arrivé dans nos rangs et par un franc-tireur de la Chambre qui s'est séparé maintes fois de ses amis dans des questions importantes, de cette œuvre accueillie avec scepticisme et froideur par nos chefs parlementaires les plus éminents, les catholiques sortiront avec un programme politique et social, une organisation viable et une presse mieux outillée. Le but politique qu'on ne poursuit pas expressément, a été atteint par surcroît. Et pour la première fois, se déployant au grand jour, les catholiques prennent conscience de leur force et décuplent leur puissance.

VII

La physionomie générale des assemblées de Malines

Ducpétiaux fut l'âme du Congrès de 1863. Ce lieu commun n'a ici rien d'exagéré. Il fut l'âme encore des congrès de 1864 et de 1867. Jamais secrétaire général ne fut plus brillant. Par ses voyages, par sa participation à toutes les grandes assises internationales, par la réputation de ses écrits, Ducpétiaux est en relation avec tout ce que l'Europe possède en fait

de célébrités. Il met à profit cette vaste et brillante amitié pour attirer à Malines des catholiques éminents de tous les pays. D'Angleterre nous arrivent le cardinal Wiseman, le futur cardinal Manning et le futur cardinal Vaughan. L'Allemagne est représentée par Auguste Reichensperger et le Dr Lingens. La Suisse nous envoie l'abbé Mermillod, qui sera plus tard évêque de Genève. La malheureuse Pologne délègue le prince Czartoryski. Le Père Hecker nous arrive des États-Unis. Malines rendit aux plus beaux noms de l'Église militante de France la tribune dont les avait privés le despotisme impérial : Montalembert, Mgr Dupanloup, le prince Alb. de Broglie, Augustin Cochin, Falloux, de Melun, de Riancey, le P. Félix, Fr. Champagny et vingt autres furent les orateurs aimés et écoutés de nos grandes assemblées. Parmi les Belges Ch. Woeste, Vict. Jacobs et Mgr Cartuyvels, alors l'abbé Charles Cartuyvels, y firent leurs premières armes. Le Saint-Père, l'épiscopat belge tout entier, le nonce du Saint-Siège à Bruxelles, Mgr Ledochowski, approuvèrent l'œuvre et tel fut le zèle de Mgr Sterckx que sur vingt-deux séances générales des trois congrès, dix-neuf furent relevées par l'éclat de sa présence.

L'assemblée de 1863 eut un succès inespéré et le comte de Theux, qui remplaça fréquemment le baron de Gerlache au fauteuil de la présidence, put la clôturer par ces paroles : « L'assemblée constituée pour la première fois en Belgique a surpassé l'attente du comité d'organisation. Le nombre des adhérents a été si considérable qu'il a été difficile de les réunir tous à défaut d'un local suffisant. Près de 4000 notables

des classes intelligentes du globe entier, pour ainsi dire, ont assisté aux réunions avec une assiduité infatigable » 1). Ducpétiaux évalue à 5000 le nombre des personnes qui participèrent à l'œuvre en 1864 2). L'ardeur ne semble pas ralentie en 1867. Le chiffre des membres présents, qui atteignait 2000 le matin du premier jour, s'accroît d'heure en heure ; il faut se reporter à 1864, peut-être même à 1863, pour trouver l'exemple d'un pareil empressement 3).

Nobles et imposantes assemblées ! Le nombre en était le moindre ornement ; les talents s'y pressaient ; des voix éloquentes s'élevaient de partout, résonnant d'énergie et vibrant de l'ardeur des profondes convictions. Une dernière fois, avant de se séparer, on exaltait la grande pensée qui pendant quatre jours avait réuni et guidé tant de chrétiens généreux. *Laudetur Jesus Christus in aeternum*, s'écriait l'assemblée sur l'invitation du secrétaire général, et cette puissante acclamation, passant par des milliers de poitrines, ne réveillait pas vainement les échos étonnés de l'antique séminaire ; elle franchissait les murs de la vénérable enceinte, se prolongeait dans la conscience du pays catholique et réveillait les courages que l'insouciance ou l'hésitation ensommeillait ou avait arrêtés jusque-là. Le combat pouvait venir ; la victoire était gagnée d'avance.

1) Compte rendu de l'assemblée de 1863, t. I, p. 388.

2) Compte rendu de l'assemblée de 1864, t. I, p. IX.

3) Compte rendu de l'assemblée de 1867, p. 17.

CHAPITRE DEUXIÈME

Le Bilan

SOMMAIRE : I. La cessation des congrès après 1867 et l'interruption en 1865 et 1866. — II. Le but des assemblées de Malines d'après le discours d'ouverture du baron de Gerlache à la session de 1863. — III. Le programme catholique. — IV. La Fédération des Cercles et la Fédération ouvrière. — V. La presse catholique. — VI. L'Université de Louvain. — VII. Les écoles Saint-Luc. — VIII. Les vœux restés sans suite. — IX. Les résultats immédiats.

I

La cessation des congrès après 1867 et l'interruption en 1865 et 1866

Après 1867, les catholiques sont en passe de devenir majorité dans les Chambres et ils le deviennent de fait en 1870. Beaucoup d'entre eux qui ont considéré l'Œuvre de Malines comme une protestation gigantesque contre le régime libéral, ne comprennent plus la nécessité et l'opportunité de ces grandes assemblées. L'enthousiasme diminue. Ce refroidissement de l'opinion publique n'était cependant pas tel, qu'il dût amener la chute des congrès catholiques. Celle-ci tint avant tout à la disparition de l'organisateur hors pair qu'était Ducpétiaux.

Avant le congrès, Ducpétiaux voyage à l'étranger pour recruter des adhérents de marque, il tient à jour une correspondance écrasante. Pendant le congrès, il veille aux plus menus détails de l'organisation, il donne des renseignements sur les logements et les hôtels, il reçoit les étrangers de distinction, il règle la marche des travaux, il assiste aux réunions générales, il discute dans plusieurs sections. Ce petit homme replet, bourru en apparence, est partout et suffit à tout. Il est le premier à Malines et en part le dernier. Après le congrès, il avise aux moyens d'exécuter les vœux adoptés, il publie des « comptes-rendus » très étendus dont l'ensemble forme une imposante collection de cinq forts volumes. Le travail d'une session à peine liquidé, la préparation de la session suivante l'absorbe déjà. A diverses reprises, il sacrifie à l'œuvre des sommes importantes prélevées sur ses fonds personnels.

Sa santé altérée depuis très longtemps succomba à ces fatigues. Déjà malade à l'assemblée de 1867, il meurt le 21 juillet 1868. L'institution ne lui survécut pas. Elle s'était trop incarnée en lui. Une œuvre complexe ne peut se perpétuer quand elle repose sur le talent exceptionnel d'un seul homme. Celui-ci l'emporte en disparaissant. La session de 1867 fut sans lendemain.

*
* *
*

Du reste, elle s'était ouverte au milieu de conjonctures particulièrement difficiles. La controverse du catholicisme libéral battait alors son plein, ravivée depuis 1863 par les discours de Montalembert sur *l'Église libre dans l'État libre*, dont le retentisse-

ment fut universel et qui tournèrent l'attention du monde entier vers nos grandes assemblées. Quoique l'histoire de cette controverse ne soit pas de notre sujet, il faut en dire un mot pour rendre présentes les circonstances qui, après la deuxième session en 1864, retardèrent la troisième jusqu'en 1867.

D'après la doctrine catholique, la liberté des cultes n'est pas un droit inhérent à la personne humaine. Car le droit est la faculté légitime de choisir et on n'a pas la faculté légitime de préférer les faux cultes au vrai. Ceux-là se trompent qui réclament la liberté des cultes au nom des « droits imprescriptibles » de la raison humaine.

D'autre part, l'idéal d'une société n'est pas l'état de division religieuse. Quand les sectes foisonnent et se disputent entre elles, la société est malade, elle traverse une crise. Inscrire la tolérance de tous les cultes dans les lois d'un pays qui a le bonheur de posséder l'unité de foi, c'est poser un principe de dissolution, c'est favoriser la rupture de la cohérence intellectuelle et morale, productrice de la santé sociale.

Mais, quand des sectes opposées ont réussi à s'introduire et à s'affermir, quand elles ont conquis la reconnaissance légale ou la possession de fait, la tolérance devient alors le droit commun des membres de cette société irrémédiablement atteinte d'incohérence mentale. Cet état n'est pas l'idéal. C'est un mal par rapport à l'ancienne unité morale ; mais c'est un bien par rapport aux vaines tentatives de restauration légale de l'unité, qui sans atteindre le but, accumuleraient les violences, les haines et les luttes fratricides.

Toutes ces idées, on les retrouve dans le sermon de clôture que le père Dechamps devait prononcer à l'église Saint-Rombaut et qui est annexé aux actes du congrès de 1863 ; on les retrouve encore dans le rapport du père V. de Buck sur l'*État religieux en Belgique au XIX^e siècle*, qui figure dans le compte-rendu de la même session ; on les retrouve surtout dans les célèbres harangues de Montalembert. Mais tandis que les deux premiers parlent avec la prudence et la modération du théologien, le troisième s'exprime avec la fougue de l'orateur qui s'enthousiasme pour sa propre pensée et dépasse parfois la mesure. Comme dans le livre des *Intérêts catholiques*, publié dix ans plus tôt, on rencontre dans les discours de Malines nombre d'expressions qui peuvent donner le change et semblent dévoiler un fonds de pensées incompatible avec les limites théoriquement assignées à l'application du système. Le mot de liberté revient sans cesse. « Cette chère liberté », Montalembert la cajole et la dorlote comme une fille de son cœur, à laquelle il n'y a rien à reprocher. La sensation qui se dégage peu à peu est que le régime moderne est en somme un progrès sur le régime du moyen âge où en vertu de la compénétration intime des deux pouvoirs, justifiée par l'unité de foi, l'erreur théologique elle-même est proscrite comme un crime social. C'est le contraire de ce qu'un catholique peut penser 1).

1) C'est aussi le contraire de ce qu'un homme de bon sens peut penser.

Il n'y a pas d'État sans lois.

Les lois supposent la vérité de certaines notions et la mora-

La polémique se noue autour des discours de Montalembert. Le *Correspondant* et le *Journal de Bruxelles* épousent la cause du grand orateur. L'*Univers* et le *Bien public* chargent à fond contre lui. Un jeune Belge, Edgard du Val de Beaulieu, membre du Comité d'organisation des congrès et secrétaire de la section des œuvres religieuses, entreprend de le réfuter dans une brochure : *L'Erreur libre dans l'État libre*. Au milieu du débat, le Saint-Siège élève la voix. Il fait savoir à Montalembert que les discours de Malines lui ont déplu et il honore d'un bref le livre du comte du Val. Tout ceci n'est qu'un prélude. Un coup plus grand se prépare.

Montalembert, qui a été frénétiquement applaudi à l'assemblée de 1863, s'abstient de paraître à celle de 1864. Mais la grande ombre de l'absent plane sur la réunion. Son nom vingt fois prononcé, est vingt fois

lité de certaines pratiques. Que le vol est immoral : voilà une proposition dont nos lois postulent la vérité.

Elles supposent en outre que les notions proclamées vraies et les pratiques réputées morales dans le droit positif sont généralement reçues comme telles par les citoyens jugeant en toute indépendance. A quoi servirait-il d'ériger le vol en délit, si la masse en jugeait autrement et s'abstenait de recourir aux tribunaux pour se faire remettre les biens dérobés ? Elle en juge du reste tellement ainsi que même les adversaires théoriques de la propriété privée, en cas de vol, déposeront une plainte chez le procureur. Rien ne les oblige cependant à cette démarche.

Les lois supposent donc l'adhésion commune à un minimum de données intellectuelles et morales. Ce minimum varie dans son contenu **et dans son étendue** d'après les temps et les lieux. La foi catholique en faisait partie au moyen âge. Elle n'était pas discutée à ce moment. Les suppositions de la loi coïncidaient avec la réalité.

acclamé. L'allusion la plus lointaine et la plus voilée à sa personnalité est accueillie avec des transports d'enthousiasme. Et cependant la session de 1864 est à peine close, que paraissent l'encyclique *Quanta cura* et le *Syllabus*. Or dans les quatre dernières propositions censurées par le *Syllabus*, beaucoup voient la condamnation sans réserve de la liberté des cultes sous toutes les formes où on la propose. La forme spéciale sous laquelle les discours de Malines la préconisent semble particulièrement visée, puisque le bref à du Val de Beaulieu est annexé à l'édition officielle du document 1). Le vigoureux champion des libertés modernes est très abattu.

Cependant il se fait autour du *Syllabus* un travail fiévreux de commentation. Journaux, revues, brochures et livres rivalisent pour fixer le sens et la portée de chaque condamnation. Dans le feu de la discussion, Mgr Dupanloup risque une interprétation palliative fortement charpentée. Il redit substantiellement, sous une forme acceptable pour la théologie la plus rigoureuse, les idées politiques de Montalembert, en les émondant toutefois de certaines imprudences et de certaines exagérations. Six cent trente évêques adhèrent à sa pensée. Le pape lui-même fait dire sa satisfaction à l'évêque d'Orléans. Un revirement se produit dès lors dans l'interprétation de l'encyclique et du *Syllabus*. On les considère plutôt comme une invitation à supprimer du clavier la note enthousiaste dont Montalembert abuse quand il joue

1) LECANUET, *Montalembert*, t. III, p. 381. Paris, Poussielgue, 1902.

l'air de la liberté. Ils signifient simplement que la liberté est un sujet dont on ne doit parler qu'en faisant les réserves nécessaires et les distinctions essentielles. Il faut spécifier les circonstances dans lesquelles elle est un bien, tout en rappelant fortement que, dans une autre situation historique — préférable assurément et qui devrait être préférée, s'il était en notre pouvoir de la rappeler à la vie — elle serait un mal. C'est ce que ne fait jamais Montalembert. Il déclare bien ne viser que les temps actuels et dans ceux-ci que les nations où la révolution a fait son œuvre en inscrivant la tolérance dans les lois. Mais nulle part il n'expose les motifs de cette réserve, nulle part il ne dépeint comme l'idéal l'état social où les hommes unis par une foi commune formeraient une immense république chrétienne, gouvernée par des princes temporels, reconnaissant l'autorité spirituelle du pontife romain. Sous le bénéfice des timides et discrètes réserves, impliquées dans les limitations de temps et d'espace mises à l'application du système, plutôt qu'affirmées positivement et largement justifiées, Montalembert célèbre la tolérance légale avec tant de chaleur qu'il fait perdre de vue et l'idéal et l'absolue légitimité du régime politique du moyen âge. Il accrédite de ce chef des erreurs et des préjugés. Le Saint-Père proteste contre cette tendance : telle est, au sentiment de Mgr Dupanloup, la portée de l'acte pontifical du 8 décembre 1864.



Cette interprétation modérée ne rallia cependant point l'unanimité. La querelle se poursuivit. Et comment en aurait-il été autrement ? Les discours de 1863,

la lettre de blâme à Montalembert, le bref au comte du Val, l'encyclique *Quanta cura*, le Syllabus, la brochure de Monseigneur d'Orléans, l'adhésion de six cent trente évêques à cette brochure, son éloge par Pie IX lui-même, tout cela forme un ensemble incohérent d'apparence, dont la moitié des éléments est contre Montalembert et dont l'autre moitié est pour lui. C'est dire que la question reste pendante et continue à faire l'objet de discussions passionnées dans les années suivantes.

En de pareilles conjonctures, il n'était pas prudent de réunir les assemblées de Malines. Il fallait laisser passer l'orage. Instituées dans le but d'unir les catholiques, de les amener à se connaître et à prendre conscience de leur force collective, elles auraient peut-être produit le résultat opposé. Il paraissait impossible d'éviter la question brûlante. A son propos l'assemblée allait se diviser. A aucun prix nous ne pouvions donner le spectacle de nos luttes intestines. Aussi décida-t-on de chômer en 1865 et en 1866.

En 1867, la querelle parut suffisamment calmée aux organisateurs. La tradition fut reprise et la troisième session convoquée. Cependant il y eut bien des hostilités à vaincre. Trop de catholiques craignaient qu'au point de vue des idées relatives à la liberté des cultes, le congrès de 1867 ne reproduisît la physionomie des assemblées de 1863 et de 1864, qui avait hâté, sinon motivé la publication de l'encyclique. Le congrès leur apparaît anticipativement comme une insurrection contre l'autorité doctrinale. Ils susciterent à Ducpétiaux des obstacles de toute

nature 1). Ils tentèrent même d'accréditer le bruit que Rome était défavorable à la réunion 2).

1) « Il n'est que trop certain, des obstacles de tout genre furent suscités contre le troisième congrès de Malines, et cela par des hommes de qui on n'aurait dû attendre que des secours. Voici un trait, dont je connais les moindres détails, et qui montre jusqu'où l'on poussa la mesquinerie de l'opposition. Trois jeunes gens appartenant à une famille riche, avaient obtenu avec le consentement de leurs parents, d'être commissaires du congrès. Pour bien des raisons, il importait que ces trois frères fissent partie de la *milice catholique de l'avenir*, ainsi qu'on avait baptisé le corps des commissaires. Pour que leur père les forçât de donner leur démission, on alla jusqu'à lui dire que le congrès était vu d'un mauvais œil par le pape ! par le pape qui avait béni le congrès et sous les yeux duquel on publia bientôt après une défense du principe des congrès catholiques, et de grands éloges du dernier congrès de Malines. » V. DE B., p. 320 du t. II des *Études des pères Jésuites*, 1868.

2) Sur les dispositions de Rome à l'égard des congrès de Malines, on lira avec intérêt la relation du petit incident survenu en 1864 à la cinquième section. L'assemblée vient de prendre attitude dans la question des cimetières. L'abbé IGNACIO MONTÈS DE OCA (de Mexico) critique cette attitude et termine son objection par cette phrase :

« Je n'ai pas à vous donner des conseils ; je suis trop jeune pour le faire ; mais prenez y garde, vous pourriez rencontrer de la part du Saint-Siège, je ne dis pas de l'opposition, mais une désapprobation pareille à celle que vos travaux de l'année dernière ont rencontrée à Rome, où l'on est à votre égard dans des dispositions peu favorables. »

— A ces mots un violent tumulte et de vives protestations surgissent de toutes parts dans l'assemblée : « *Le fait est inexact ! c'est une erreur ! vous êtes mal informé !* »

MGR L'ÉVÊQUE DE GAND, d'une voix forte : — Rétractez, M. l'abbé, les paroles que vous venez de prononcer.

DE TOUTES PARTS. — Oui, rétractez-les !

(*La plus vive émotion règne dans la salle*).

Ducpétiaux s'efforça de vaincre toutes les défiances et veilla jalousement à écarter les débats irritants. Sa vigilance y réussit. « Le petit nuage » 1), pour employer l'expression de l'habile manœuvrier qui cherchait à l'éloigner, ne creva qu'une seule fois sur l'assemblée 2).

M. LE PRÉSIDENT. — Il faut que l'ordre règne dans nos délibérations. Je n'accorde la parole à personne ; que le calme renaisse. Je saurai faire mon devoir (*Le silence se rétablit*). *Se tournant vers l'orateur* : M. Montès de Oca, vous venez de prononcer des paroles bien légères, bien imprudentes et tout à fait contraires à la vérité. Loin de nous désapprouver, le Souverain-Pontife a béni nos travaux, il a encouragé nos efforts pour le bien. Son bref est là qui en témoigne. Vous entendez les protestations unanimes de l'assemblée contre nos assertions. Je vous invite en conséquence à rétracter vos paroles.

M. L'ABBÉ MONTÈS DE OCA. — Je rétracte ces paroles, M. le président ; mais je dois maintenir ce que j'ai dit de l'inconvénient que présentent les déclarations générales.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est là une opinion que vous avez le droit d'émettre ; mais il faut respecter la vérité.

SON ÉMINENCE LE CARDINAL-ARCHEVÊQUE DE MALINES. — Votre appréciation, M. l'abbé, sur la première session du Congrès est inexacte : vous avez été trompé par des renseignements controuvés, par des informations erronées. Cfr. 1864, t. II, pp. 567 et 568.

1) 1867, 1^{re} partie, p. 258.

2) Mgr Dechamps, alors évêque de Namur, avait prononcé ces paroles : « La société temporelle a besoin de la société spirituelle, comme la nature a besoin de la grâce, l'homme du secours de Dieu. — L'Encyclique (*applaudissements*) en effet ne dit pas autre chose, et il a fallu l'ignorance de la grande presse contemporaine en matière de doctrine religieuse, pour faire sortir de l'immortelle encyclique de Pie IX les choses absurdes si bien convaincues de faux par Monseigneur d'Orléans et les ténèbres qu'il a si bien dissipées (*nouveaux applaudisse-*

Dans les huit cents pages contenant les actes du Congrès de 1867, on ne rencontre aucune trace sérieuse de la grande controverse qui divisait les catholiques de l'époque. A ne lire que ces actes, on soupçonnerait difficilement la crise d'adaptation aux libertés modernes que l'esprit religieux traversait alors. Cependant la querelle n'est pas terminée. Elle se poursuit en Belgique même dans la presse quotidienne et dans un chassé-croisé de brochures et de pamphlets jusqu'en 1885. A cette date Léon XIII publie l'encyclique *Immortale Dei*. Elle concilie l'intransigeance dogmatique de l'Église avec les nécessités pratiques de liberté dans les sociétés modernes. Le congrès de 1863 à Malines marque le point culminant de cette controverse qui remplit un demi-siècle de la vie de l'Église.

II

*Le but des assemblées de Malines
d'après le discours d'ouverture du baron de Gerlache
à la session de 1863.*

Malgré la cessation des congrès à partir de 1867, malgré leur interruption en 1865 et en 1866, les trois sessions avaient suffi pour atteindre largement le but qu'on s'était proposé.

ments) » (1867, 1^{re} partie, p. 182). Le compte-rendu analytique distribué peu après la séance résumait de cette phrase : « L'Encyclique a été interprétée par Mgr Dupanloup de manière à satisfaire toutes les consciences catholiques. » Un prêtre français, M. de Kersolon, jugea opportun de protester à la séance

Ce but, de Gerlache le définissait très nettement dans le discours d'ouverture de 1863 : « Il faut que les catholiques sachent se montrer catholiques. Les hommes craintifs, versicolores, qui cherchent à ménager toutes les opinions, sont la perte de leur parti. Ce qu'il faut *conserver* avant tout, ce sont les principes catholiques dans leur intégrité ; ne pas oser s'avouer catholique, c'est une faiblesse peu honorable pour notre cause. On crée un journal, mais à condition qu'il ne blessera ouvertement les opinions de personne, qu'il ne se mettra en hostilité avec personne ; on veut ménager les susceptibilités de ses adversaires, parce qu'ils sont puissants et redoutables, qu'ils font et défont les réputations. Quant à nous, nous pensons qu'un catholique doit tenir son drapeau haut et ferme, parce que c'est avec ce drapeau qu'il doit triompher : *In hoc signo vinces*. Tout chrétien est soldat quand la religion du Christ est attaquée ; il doit la défendre à ses risques et périls, et se dire : Fais ce que dois, advienne que pourra.

« Grâce à leur habile organisation, à leur franc-maçonnerie, à leurs mandats impératifs, la secte qui nous est opposée domine dans presque tous les grands centres de population. Dans les villes les plus importantes du royaume, les catholiques se trouvent en

suivante : « J'aime, je vénère plus que personne Mgr l'évêque d'Orléans. Depuis trente ans, je le connais, et je regrette de ne pouvoir dire ici combien est respectueuse et tendre l'affection que je lui porte, combien mon admiration pour lui est vive et sincère ; mais ce que je n'admettrai jamais, c'est qu'on n'accepte les actes du Souverain-Pontife que sous le couvert d'une interprétation quelconque » (1867, 1^{re} partie, p. 238).

très petite minorité aux Conseils provinciaux et communaux ; ils y sont à peine représentés, quoique la masse de la population soit catholique. Comment remédier à de telles énormités ? En suivant l'exemple de nos adversaires, en organisant partout des associations pour déjouer leurs ligues puissantes. J'ai dit : en suivant leur exemple ; mais, messieurs, pas en tout, car un chrétien ne peut pas tout se permettre. Ainsi, chez nous, point de mandats impératifs ; nous respectons la liberté de chacun. Nous ne disons qu'une même chose à tous : agissez selon votre conscience, dans l'intérêt du pays ; mais agissez, prononcez-vous ; sachez que, comme citoyens et comme chrétiens, vous y êtes obligés.

» La presse catholique, à quelques honorables exceptions près, est dans un état de prostration qui fait peine. Elle est insuffisante pour défendre cette grande cause d'où dépendent notre salut et celui de l'État, notre vie morale et notre existence nationale. Pour organiser une presse, il faut des hommes et de l'argent. Rien de tout cela ne nous manquera, si nous le voulons. Nous avons des hommes de mérite et de dévouement, et la Belgique est assez riche pour payer la défense de sa foi. Que le pauvre apporte son obole, que le riche retranche quelque chose de son luxe, car, ne nous le dissimulons pas, le danger est grand et il est prochain. Pensez-vous que si la presse, qui mène tout dans les gouvernements libres, avait eu une voix plus puissante du côté des catholiques, nous aurions vu les honteuses journées de mai-novembre, et le plus honteux silence qui les a suivies pendant plusieurs années, et ces mesures réactionnaires et in-

constitutionnelles, qui ont été votées par une majorité qui se meut comme un seul homme, au commandement de ses chefs ? » 1)

En somme, trois buts sont assignés au Congrès : affirmer sans réticence les principes catholiques et rechercher les conséquences qu'ils impliquent par rapport à la vie politique et sociale ; — aviser aux moyens de créer des associations capables de déjouer les ligues puissantes des adversaires ; — réorganiser et développer la presse catholique.

III

Le programme catholique

Quant au premier point, la longue série des vœux admis à Malines concernant les domaines les plus divers, en est la réalisation adéquate. Les questions religieuses proprement dites, les questions d'art, de littérature, de charité, d'instruction, d'association, d'économie... ont été étudiées ; les solutions les mieux harmonisées avec les principes catholiques et les circonstances du temps présent, ont été choisies. On a tracé une limite ferme entre le cercle d'activité propre à l'État et le champ dévolu à l'initiative privée. On a jeté les assises d'un grand nombre d'institutions qui sont aujourd'hui en pleine efflorescence et constituent les bijoux les plus précieux de la couronne de nos œuvres. Désormais on sait ce que les catholiques

1) 1863, t. I, pp. 16 et 17.

veulent, on connaît leurs positions, on n'ignore plus la façon dont ils entendent résoudre les problèmes qui s'agitent devant l'opinion. D'un mot, ils ont un programme, programme de réparations politiques à obtenir et programme d'œuvres à créer. Désormais quand on leur demandera ce qu'ils pensent, quelle que soit la matière, ils pourront donner autre chose que l'éternelle réponse : « Nous sommes les partisans de la Constitution ». Ils pourront dire : « Lisez les 112 vœux émis dans nos trois Congrès de Malines ».

IV

La Fédération des Cercles et la Fédération ouvrière

Quant au deuxième point, organisation d'associations catholiques, les congrès de Malines ont donné l'essor aux grandes fédérations où viennent s'enrôler aujourd'hui les milices chrétiennes.

L'armée catholique est actuellement divisée en trois corps : le *Boerenbond* qui s'occupe exclusivement des intérêts ruraux et maintient l'esprit religieux dans les campagnes; la *Ligue démocratique* qui encadre les ouvriers industriels; la *Fédération des cercles* qui rassemble et discipline la bourgeoisie.

De ces trois puissantes associations, les deux dernières se rattachent par leurs origines aux assemblées de Malines. Mais cela est plus particulièrement vrai de la Fédération des cercles.

En 1863, il existait en Belgique cinq cercles catholiques, celui de Gand et celui de Liège notamment.

Leur objet est défini dans la *Notice pour servir à la fondation des cercles catholiques* : « Rapprocher dans chaque centre de population, et cela *en dehors de toute opinion politique*, ceux qui font profession de notre foi ; former une société *aimable et polie*, mais en même temps sérieuse et chrétienne ; fournir aux hommes de tout âge et principalement aux jeunes gens des distractions honnêtes, et par là les détourner d'autres réunions plus ou moins dangereuses ; offrir, par l'établissement de conférences littéraires et scientifiques, à tous ceux qui ont l'amour de l'étude, l'occasion et les moyens de cultiver en commun leur intelligence ; grouper ensemble les hommes de cœur et de zèle qui désirent servir Dieu dans les œuvres de charité ; faire concourir, en un mot, toutes les forces chrétiennes d'une cité au bien de la cause catholique » 1). Le Congrès n'hésita point à encourager des institutions d'une si haute utilité. Il demanda à chacun de travailler dans son milieu à l'établissement d'un cercle. Il exprima même le désir que ces associations fussent unies dans une fédération :

« Considérant le grand bien que peut produire tant pour l'âge mûr que pour la jeunesse, une association où, à la fin des travaux de la journée, l'on trouve, avec un délassement honnête, une amitié sincère, un soutien réel, des exemples édifiants, et une sorte d'imitation de la famille religieuse dans laquelle on a été élevé et nourri ; considérant que, pour atteindre ce but, il a été institué en Belgique des réunions qui, sous le titre de *Cercle catholique*, ou tout autre analogue, ont eu jusqu'ici les meilleurs résultats ; l'Assemblée émet le vœu : 1^o Que, partout

1) 1863, t. II, p. 384.

où faire se pourra, on institue de pareilles sociétés destinées à procurer à leurs membres une honnête distraction en favorisant le développement de l'esprit d'union et de fraternité chrétienne ; 2^o que des relations soient établies entre tous les cercles catholiques du pays et de l'étranger, de manière à assurer le bénéfice de ces utiles institutions à leurs membres, en tout lieu et dans tous les pays » 1).

La première partie de la résolution est de M. Neut du cercle de Gand ; la deuxième est de M. Poncelet du cercle de Liège.

Le vœu ne resta pas lettre morte. Quatre années plus tard, il y avait cinquante cercles en Belgique et le moment de songer à la fédération proposée par M. Poncelet était venu. Aussi au Congrès de 1867, dès la deuxième séance générale, Ducpétiaux convoqua-t-il à une réunion particulière les membres présents de tous les cercles catholiques du pays. Après trois délibérations, on se mit d'accord sur un projet de résolution :

« L'Assemblée, considérant la grande extension qu'a prise, depuis la dernière session, l'institution des *Cercles* et la nécessité de resserrer leur union dans l'intérêt de leurs membres et de la cause catholique : émet le vœu qu'il soit établi une fédération des cercles catholiques et des institutions analogues belges et étrangères ; qu'une commission permanente composée de leurs délégués et destinée à servir entr'eux de lien permanent, soit organisée en Belgique, pour réaliser cette fédération sur les bases suivantes : 1^o Tout membre d'un cercle catholique belge sera admis à la fréquentation des cercles établis dans les autres villes où il séjournera temporairement ; 2^o les cercles affiliés échangeront leurs publications ; ils saisiront toutes les

1) 1863, t. I, p. 481.

occasions d'activer leurs relations : invitations aux conférences, correspondance, etc. : 3^o il y aura une réunion annuelle à laquelle tous les cercles affiliés seront invités à se faire représenter par des délégués : la commission fera en sorte qu'elle ait lieu, autant que possible, alternativement dans toutes les villes où il existera un cercle faisant partie de la fédération : 4^o la commission facilitera aux cercles qui lui en feront la demande, les moyens d'obtenir des conférences d'orateurs belges ou étrangers ; elle se prêtera de même à leur rendre tous les autres bons offices qu'ils réclameraient d'elle » 1).

La Fédération des cercles était fondée. M. de Cannart d'Hamale, sénateur pour Malines, fut son premier président. M. Beernaert lui succéda en 1884 et conserva son mandat jusqu'à la constitution du ministère catholique. M. Woeste en prit à cette époque la direction.

Quoique les cercles catholiques mènent chacun une vie indépendante, se mettent en dehors de tout esprit de parti et laissent aux adhérents pleine liberté d'opinions, leur fédération fut cependant sous le régime censitaire une force politique de tout premier ordre. Le plus souvent un membre du parlement la préside. La société « aimable et polie » qui la compose, forme en même temps la masse des électeurs catholiques. Aux assemblées annuelles, nos hommes d'État y prononcent de grands discours que la presse reproduit le lendemain à des milliers d'exemplaires. Ils passent en revue les affaires du pays, formulent leurs critiques et clairoignent bien haut le programme de la prochaine lutte électorale. La Fédération, sans viser

1) 1867, première partie, p. 333.

directement un but politique, sans avoir rien de commun avec les associations d'arrondissement, fournit aux chefs du parti une tribune nationale d'où ils se tiennent en contact avec le pays catholique.

En 1879 elle se transforme en *Fédération des Cercles catholiques et des Associations conservatrices*, prenant du coup un caractère politique qu'elle n'avait pas au début et que ses statuts certainement ne lui conféraient point. Elle se donne dès lors qualité pour diriger le mouvement contre le ministère libéral de 1878.

En 1894, nouvelle évolution ; elle prend le titre de *Fédération des Cercles catholiques et des Associations catholiques et constitutionnelles*. Elle veut marquer par là, au lendemain de la Revision, que ses cadres sont assez larges pour enrôler les milliers d'électeurs catholiques nouveaux dont la Constitution vient de doter le pays.

Cependant, ces électeurs nouveaux, travailleurs chrétiens la plupart, sont enrôlés de longue date dans des associations ouvrières à but économico-religieux, qui n'ont jamais fait partie de la *Fédération* et qui sont d'ailleurs réunies en une ligue indépendante. A la faveur de la revision, ils transforment associations et ligue en groupes politiques. Malgré ses modifications statutaires, la *Fédération* ne les atteint donc pas. Aussi en 1900 changera-t-elle de rechef son nom ; elle deviendra la *Fédération des Cercles catholiques, des Associations catholiques et constitutionnelles, et des Associations ouvrières*. Elle affirme ainsi sa volonté constante de fédérer tous

les organismes politiques et de diriger seule tout le mouvement politique du parti catholique.

Une continuité parfaite a donc présidé à son développement pendant les quarante années de sa vie. Créée en marge de la politique, elle acquiert malgré tout un caractère politique qu'elle se reconnaît bientôt officiellement. A partir de ce moment, elle vise, dans une suite de réorganisations statutaires commandées par les événements, à concentrer dans son sein l'activité entière du parti catholique.

Quoi qu'on puisse penser de cette évolution, il faut reconnaître sans détour que la *Fédération* est la glorieuse aînée de toutes nos grandes ligues. C'est elle qui, avec le concours momentané de l'*Union nationale pour le redressement des griefs*, a préparé le triomphe de 1884. Saluons-la avec reconnaissance. N'eussent-il donné que cela, les congrès de Malines auraient donné beaucoup.

*
* *

Mais ils ont donné davantage. L'Église n'a cessé de se préoccuper des petits et des humbles. Elle est même une société de pauvres. Les riches n'en sont véritablement membres que dans la mesure où ils font bon usage de leurs biens. *Beati pauperes spiritu*. Aussi que d'œuvres issues d'initiatives charitables !

Voici le défilé rapide de cette formidable armée. En 1839, l'*Œuvre de St-François Régis* est installée à Bruxelles et de là se répand dans toutes les communes importantes. En 1844, l'*Archiconfrérie de la Sainte-Famille*, fondée à Liège par un officier, arrive en peu d'années à compter 248 sections. En 1845, la *Société*

de *Saint-Vincent de Paul* est instituée à Bruxelles et compte bientôt 500 conférences. En 1850, les *patronages d'apprentis* sont inaugurés à Gand et se répandent dans tout le pays. A Gand encore, en 1853, se crée l'*Œuvre de S. Jean-Baptiste* en faveur des pères de famille indigents et de nombreux sous-comités sont installés dans les deux Flandres. En 1854, à Bruxelles, éclôt l'*Archiconfrérie de Saint-François-Xavier* et elle est bientôt riche de plusieurs centaines de sections. En 1855, Liège crée la *Société ouvrière Saint-Joseph* et l'œuvre rayonne dans toute la province. La même année, Bruxelles voit s'établir l'*Œuvre de l'Enfance catholique et des petits protecteurs*. Tournay donne l'essor, en 1857, à l'*Œuvre de Saint-Charles Borromée* dont les comités fonctionnent dans tout le pays pour la diffusion des écrits populaires 1). La liste est incomplète. Ensemble ces œuvres doivent former, au moment des congrès, environ quinze cents sections.

Les assemblées de Malines examinent leur mécanisme, indiquent les améliorations à faire et les régions à pourvoir. Les associations de Xavériens, sortes d'équivalents pour les classes ouvrières des cercles catholiques pour la bourgeoisie, sont partout réclamées. Les congressistes se documentent mutuellement et se communiquent les résultats de leurs expériences. Ils regrettent unanimement que ces œuvres soient éparses et parfois concurrentes. Si elles étaient

1) Sur ces diverses œuvres, Cfr. les annexes ajoutées tome II des comptes-rendus des trois congrès de Malines. Cfr. aussi *L'Économie chrétienne*, 1871, p. 91.

unies par le lien permanent d'un comité central, elles se prêteraient un appui réciproque au lieu de s'opposer. On préconise pour elles une fédération analogue à celle qui a été demandée pour les cercles catholiques. L'assemblée de 1863 « émet le vœu qu'il se forme entre les œuvres de patronage et aussi entre les associations mutuelles, un échange de services qui permette à leurs membres éloignés du siège de leur œuvre, de réclamer auprès des œuvres de même nature, partout où elles existent, la protection et le secours auxquels ils auraient droit dans leur patronage ou leur société » 1).

Le vœu ne reparait pas dans les sessions suivantes, mais la pensée se retrouve dans les paroles de plusieurs orateurs. En 1864, à la section des œuvres religieuses, M. l'abbé Vinck de Louvain et M. Aug. Beckers de Bruxelles l'expriment avec netteté 2). En 1867, M. Sodar de Dinant, communiquant à l'assemblée générale un rapport sur l'*Œuvre des apprentis et des jeunes ouvriers*, s'en fait encore une fois l'écho : « En reliant toutes les sociétés du même genre, on parviendrait à former une vaste association ouvrière, qui est appelée à de grandes destinées. Le Christ a conquis le monde par la classe ouvrière, régénérons-le par le même moyen » 3).

L'idée d'une fédération de toutes les œuvres pieuses et sociales est dans l'air à Malines. Elle surgit spontanément chez plusieurs hommes d'œuvres.

1) 1863, t. I, p. 469.

2) 1864, t. II, p. 37.

3) 1867, première partie, p. 283.

Dès décembre 1867, quelques directeurs d'associations populaires de Bruxelles, Gand et Verviers, réunis à Louvain à l'occasion d'une fête célébrée par la *Société des ouvriers* de cette ville, décidèrent que dorénavant ils continueraient à s'assembler périodiquement afin de se récréer et de se renseigner mutuellement sur l'organisation des institutions démocratiques. Une deuxième réunion a lieu à Verviers le 27 décembre de la même année. Un bureau est constitué ; des statuts sont adoptés. La *Fédération ouvrière* 1) est fondée.

Peut-être ses initiateurs n'ont-ils pas songé d'une manière expresse à ce qui a été dit à Malines et ont-ils agi avec spontanéité sous l'impulsion de leur cœur généreux ? Mais on ne peut oublier que plusieurs membres du comité fondateur, notamment le président Ed. de Grand'Ry et surtout le secrétaire Pierre Limbourg, assistaient aux derniers Congrès et prenaient une part brillante aux débats de la section d'économie chrétienne. Sans le vigoureux élan donné par les réunions de Malines à l'activité catholique dans tous les domaines, jamais l'idée de la Fédération ne se serait fait jour, jamais surtout les énergies nécessaires à sa création ne se seraient produites : cela on peut assurément l'affirmer sans témérité.

La Fédération ne trompa point les brillantes destinées que M. Sodar lui prévoyait. En 1872, il y avait 55.000 ouvriers affiliés ; en 1878, 239 œuvres

1) D'abord nommée *Fédération des sociétés ouvrières catholiques belges*, elle s'appellera plus tard *Fédération belge des œuvres ouvrières catholiques*. Pour abrégé nous la nommons toujours *Fédération ouvrière*.

étaient fédérées. Elle dura 24 ans. Pendant cet espace de temps, elle tint 32 congrès consacrés exclusivement à l'étude des questions sociales et à l'organisation des œuvres populaires. Les évêques y assistèrent en personne ou s'y firent représenter. Elle publia deux revues 1) et un journal hebdomadaire 2). Elle subsidia quantité de sociétés ouvrières en détresse. Ses présidents, surtout le deuxième, Clément Bivort, le « pape Clément » comme on disait, sont d'inoubliables figures populaires.

Quant aux idées, elles sont assez teintées d'interventionnisme au début. Mais cette tendance est résorbée de bonne heure dans l'idée de patronage. Aussi la Fédération, plutôt société de directeurs d'œuvres que de travailleurs proprement dits, devait, par suite de l'insuffisance de son principe, se désagréger à mesure que le sentiment d'indépendance s'aviverait dans les classes ouvrières et c'est en fait ce qui était en train, quand une autre ligue, acceptant comme un fait incompressible les sentiments de fierté et d'émancipation des couches inférieures, s'adressa aux ouvriers chrétiens non pour les mettre en tutelle, mais pour les aider dans leur ascension. Nous avons nommé la *Ligue démocratique belge*. Elle absorba la *Fédération*. Ce qui restait de celle-ci se réunit à Louvain une dernière fois en 1891 pour annoncer la disparition de l'œuvre et l'incorporation de ses débris à la *Ligue* éclosée au même moment.

1) *L'Économie chrétienne* (1869-1879) ; *L'Économiste catholique* (1880).

2) *Le Travailleur* (1875).

L'acte de naissance de la Ligue, a-t-on dit avec une certaine justesse, est dans l'acte de décès de la Fédération.

Celle-ci avait eu la vie brillante. Elle fut le premier foyer de culture de la « démocratie chrétienne » : le mot se rencontre dès 1871 sous la plume de son leader intellectuel 1). Grâce à elle et à son héritière, l'éducation politique et sociale de la masse catholique se fait progressivement. Le travailleur chrétien est graduellement préparé à l'exercice du droit de vote que lui octroie la Constitution révisée de 1893. Par l'accession des ouvriers au droit de suffrage, la *Ligue*, qui fédère leurs associations, devient naturellement un groupe politique. Lui contester son autonomie politique, c'est bien mal connaître l'histoire. C'est la priver d'une moisson qu'elle a laborieusement préparée par son aïeule d'abord et par elle-même ensuite 2).

V

La presse catholique

Quant à la presse, l'œuvre des congrès ne fut point stérile non plus. A l'assemblée de 1864, dans son *rapport sur la suite donnée aux résolutions de 1863*, Ducpétiaux pouvait déjà dire : « Les journaux catholiques de la capitale ont subi une réorganisation radi-

1) *Économie chrétienne*, 1871, p. 90, article de G. DE JAER.

2) Pour l'histoire de la Fédération ouvrière, consultez, outre l'article de G. DE JAER, le *Manuel social* du P. VERMEERSCH et les *Études sur les théories économiques* de P. MICHOTTE.

cale ; leur rédaction a été complétée et perfectionnée ; le nombre des abonnés s'est accru d'une manière considérable. Dans les provinces, le progrès n'a pas été moins marqué et moins rapide ; ici on a vu surgir de nouveaux organes ; là les journaux existants ont agrandi leur format et renforcé leur personnel ; partout ils ont conquis un surcroît d'abonnés et de lecteurs » 1).

Cependant voyons de plus près ce qui a été fait. Aux trois sessions, l'idée cardinale quant à la presse, est la création d'un journal catholique international, capable de rivaliser avec l'*Indépendance belge*. Dès 1863, un comité s'organise dans ce but. Il achète le *Journal de Bruxelles* qui est mourant et le transforme en un organe important de publicité. Sans doute ce n'est pas encore la grande feuille rêvée, mais le *Journal* a au moins l'immense supériorité d'être franchement belge au point de vue politique et au point de vue financier. L'*Indépendance* est à la solde et au service des ennemis du régime impérial en France. Sous la « régence » de Ducpétiaux assisté du directeur en titre C^{te} Martini et par la plume d'Ad. Dechamps qui fournit une collaboration assidue, le *Journal de Bruxelles* reprend vie et demeure, jusqu'en 1883, la pièce centrale de la presse catholique. A partir de 1865, il publie le *Messenger du Dimanche*, hebdomadaire qui arrive à Pâques 1866 au chiffre de 35.000 abonnés. Chiffre énorme pour l'époque, chiffre énorme encore si l'on songe qu'au moment où Ducpétiaux recueillit des mains défaillantes de Paul Nève

1) 1864, t. I, p. 44.

le *Journal de Bruxelles*, celui-ci n'avait guère que 4000 abonnés et ses éditions réduites 7500.

D'autre part le *Courrier de Bruxelles*, journal hebdomadaire fondé en 1861, devient quotidien après 1863. Lui aussi publie des éditions de format réduit et de périodicité moins fréquente.

Le succès du *Journal de Bruxelles* et du *Courrier de Bruxelles* avec leurs diminutifs alla grandissant. Cependant la presse catholique reste bien distancée encore par la presse libérale. C'est à partir de 1883, avec l'institution du *Patriote*, qu'elle conquiert l'égalité 1).

*
* *
*

Le journal est sans doute le moyen le plus rapide et le plus efficace d'atteindre le grand public. Il est l'œuvre vive de la presse périodique. Il ne suffit pas cependant. A côté de lui, il faut un organe plus étendu où les questions traitées de haut et à fond reçoivent des solutions mieux raisonnées et moins hâtives ; où les informations sur le mouvement religieux, philosophique, politique, littéraire et artistique soient à la fois moins sobres et plus précises sans avoir l'allure revêche des recueils strictement scientifiques. Cet organe s'adresse à un public plus lettré et plus restreint. L'abonné y passe insensiblement de la lecture d'une nouvelle ou d'une tranche de roman à celle d'une étude plus grave et plus réfléchie. Ainsi par le concours de la littérature et de la haute vulgarisation

1) Pour plus de détails, Cfr. les livres déjà cités de M. DE TRANNOY et du R. P. PERQUY. Nous combinons les données de ces deux auteurs.

scientifique, on forme l'opinion de l'élite qui mène la masse. On l'empêche tout au moins de puiser la nourriture intellectuelle dans les livres et les revues de l'adversaire. Aussi le comité chargé de veiller à l'exécution des vœux de l'assemblée de 1863 combla-t-il une grande lacune dans la presse catholique en créant la *Revue générale*. Elle absorba le *Journal historique* que Kersten publiait à Liège depuis 1834. Dès 1867, elle avait 1200 abonnés 1). C'est beaucoup pour l'époque et pour le genre. A l'heure présente même, peut-être aucune revue belge ne pourrait-elle faire la preuve d'un pareil tirage. Ducpétiaux en assumait la direction jusqu'à sa mort.

*
* *
*

Ce n'est pas tout. A côté du *Journal* et de la *Revue*, il faut la brochure. De périodicité irrégulière, rentrant dans un plan déterminé ou paraissant quand le besoin s'en fait sentir, de prix très modique, elle est susceptible d'être répandue à autant de milliers d'exemplaires qu'on le juge opportun. Le congrès de 1864 signala la nécessité des brochures. Avisant aux moyens de réfuter les erreurs et les mensonges propagés par la publicité anti-catholique, il « recommande spécialement la publication d'écrits populaires, de journaux, petites revues, recueils illustrés, almanachs, etc., empreints de la pensée religieuse et catholique, dont le prix soit mis à la portée des fortunes les plus modestes et dont la propagation soit organisée sur l'échelle la plus large... Il forme des vœux pour qu'un

1) 1867, 1^{re} partie, p. 68.

ou plusieurs établissements d'imprimerie et de librairie, constitués sur des bases solides dans chaque pays, se mettent en mesure de satisfaire à ces besoins multiples et poursuivent avec ensemble et persévérance le but indiqué » 1).

En exécution de ce vœu, les catholiques créent en 1865 sur une base commerciale, le *Comptoir universel d'imprimerie et de librairie*. Déjà chargé de la publication de la *Revue générale*, le *Comptoir* s'annexe l'*Association pour la publication des brochures*. En 1867, au moment de la troisième session, 18 brochures étaient en circulation. Les premiers publicistes de l'époque ne dédaignent pas de collaborer. Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans ; Mgr Vicari, archevêque de Fribourg, in Bris. ; Mgr Ketteler, évêque de Mayence ; Vitet, de l'Académie française, R. P. Dechamps, plus tard cardinal-archevêque de Malines, Aug. Cochin, Ed. Ducpétiaux, Ch. Woeste sont parmi les auteurs des premiers jours. Quelques-unes de ces brochures sont la reproduction d'articles parus dans les grandes revues catholiques. Mais toutes sont remarquables et plusieurs ont une réelle valeur scientifique. Aussi le congrès de 1867 constata-t-il avec satisfaction le travail accompli et, tout en faisant des vœux pour le perfectionnement de l'œuvre, lui prodigua de nouveaux encouragements 2). Sous cette impulsion nouvelle, l'*Association* poursuivit sa marche en avant et en 1875, 11 séries de brochures comprenant chacune sept à huit numéros avaient été publiées. Mgr Lamy,

1) 1864, t. I, p. 526.

2) 1867, 1^{re} partie, pp. 332 et 333.

le docteur Lefèbvre, l'abbé Delvigne, Prosper de Haulleville, le chanoine Swolfs figurent parmi les collaborateurs de cette période.

Le travail apologétique de cette œuvre est considérable. Les attaques contre la constitution de l'Église, contre le dogme, contre la philosophie spiritualiste y furent l'objet d'une critique tout à la fois approfondie et appropriée au niveau intellectuel du grand public. Nous n'avons actuellement rien de comparable à cet organisme et cependant nos besoins apologétiques ne sont ni moins urgents, ni moins nombreux. Au contraire.

VI

L'Université de Louvain

A tous égards — programme, associations, presse — le but assigné aux congrès par son vénérable président fut atteint. Il fut même dépassé.

S'il est une œuvre dont les catholiques belges ont le droit d'être fiers, c'est assurément la grande institution de l'Université de Louvain. A elle, la Belgique doit le bienfait d'être restée croyante et libre au milieu de nations incrédules ou opprimées. Elle déverse chaque année dans les carrières libérales un personnel d'élite qui, disséminé à travers tout le pays, éclaire la nation de la double lumière de la science et de la foi. Mais encore le zèle de ce personnel a-t-il parfois besoin d'être ranimé. Pour ne jamais défaillir chaque membre a besoin de se sentir encadré et

soutenu. Il doit entretenir sa vie entière le contact avec les anciens maîtres et les compagnons d'étude. De temps à autre il lui faut se replonger dans la chaude atmosphère qui a vivifié sa jeunesse. Il y puise un renouveau d'énergie.

Il manquait à l'Université catholique cet organisme par où elle prolonge, au delà du temps strictement consacré aux études, son influence sur les générations qu'elle élève. Monseigneur de Ram songeait à l'en doter. Depuis 1862, quelques anciens étudiants particulièrement dévoués, avaient le même projet de former une *Association des anciens étudiants*. La difficulté était de rassembler tout ce monde éparpillé dans les neuf provinces. On profita de l'assemblée générale de 1863, où ils se trouvèrent en grand nombre, pour les convoquer à une réunion spéciale. Avant l'issue du congrès, l'association était fondée : elle recueillit d'emblée 200 adhésions, un comité provisoire fut élu et un projet de statuts fut élaboré 1). Dès 1865, l'organisation était définitive : 400 membres assistaient à la réunion générale ; il y en eut 600 à la réunion de 1866 2).

Elle vit encore aujourd'hui, mais d'une vie précaire. Elle ne retrouvera son ancienne splendeur qu'en se réadaptant aux nécessités de notre temps, nous voulons dire en se conformant au grand principe de notre époque, le principe des spécialités. Elle mourra, si elle ne se réorganise à bref délai sur la base facultaire.

1) 1863, t. I, p. 482.

2) 1867, 2^{me} partie, p. 320.

*
* *

Le congrès de 1863 eut une influence plus profonde sur la vie de l'Université catholique. L'Université de Louvain formait des magistrats, des médecins, des professeurs, des avocats et des théologiens ; elle ne donnait rien à l'industrie. Dieu sait cependant le bien immense qu'un ingénieur chrétien, pénétré de son devoir, peut accomplir. Il vaut un apôtre. Il atteint des personnes et entre dans des lieux où le prêtre n'a pas accès. Le pays manquait d'industriels catholiques. Il fallait lui en fournir. Le Congrès de 1863 porta à son programme la création d'écoles spéciales annexées à la faculté des sciences de l'Université de Louvain. Dès avant l'assemblée, dans leur réunion du 5 août 1863, les évêques de Belgique en adoptèrent le principe et le congrès fut heureux de voter une résolution anticipativement couverte du patronage de l'épiscopat 1). Cependant les difficultés financières retardèrent l'ouverture jusqu'en 1866. Sept chaires nouvelles furent érigées et les écoles spéciales clôturaient l'année 1867 avec 68 élèves 2). Elles en comptent 500 aujourd'hui. Au congrès de 1867, Clément Bivort en salue l'apparition avec enthousiasme : « L'école des mines de Louvain est de toutes les bonnes œuvres la plus grande, la plus belle et la plus utile qui ait été créée dans ces derniers temps » 3).

*
* *

1) 1863, t. I, p. 473.

2) 1867, 1^{re} partie, pp. 173 et seq.

3) *Ibid.*, p. 179.

Ce ne sont pas les seuls enrichissements que le haut enseignement catholique reçut des congrès de Malines.

Depuis 1848, l'État donnait aux professeurs d'Athénée une formation spéciale dans des écoles normales du degré supérieur de l'enseignement moyen, annexées aux Universités de Liège et de Gand. Pour que l'enseignement moyen libre pût rivaliser avec celui de l'État, il importait de donner à son personnel une préparation plus forte. Sur la proposition de M. Baguet, le congrès de 1864 décida qu'il convient « d'annexer à la faculté de philosophie et lettres de l'Université catholique de Louvain, une école normale pour la préparation à l'enseignement moyen » 1). Quelques années plus tard — en 1867 — sous le rectorat de Mgr Laforêt qui crée l'école normale des humanités pour ecclésiastiques, le vœu sera chose accomplie. Une section des sciences sera ajoutée dans la suite. M. de Harlez de Deulin fut chargé de la direction. L'école dura jusqu'à la réorganisation de l'enseignement supérieur par la loi de 1890.

*
* *

Autre trace de l'action des assemblées de Malines dans l'Université catholique, c'est la chaire d'archéologie chrétienne. Proposée dans une résolution de 1863, elle est érigée en 1864 par l'épiscopat. M. Reusens fut titulaire du nouvel enseignement 2). Ajoutons qu'en 1864 et en 1867, une exposition d'art religieux est

1) 1864, t. I, p. 491 ; t. II, p. 243.

2) 1863, t. I, p. 474.

annexée aux congrès et que le produit des entrées — défalcation faite des frais — est affecté à la création d'un musée d'art chrétien à l'Université catholique. Ce musée permettra au titulaire de la nouvelle chaire d'archéologie chrétienne de donner à son enseignement un caractère intuitif et expérimental. L'assemblée ne se contente donc pas d'émettre des vœux, mais animée d'un grand bon sens pratique elle leur donne elle-même un commencement d'exécution 1).

VII

Les Écoles Saint-Luc

Les congrès de Malines marquent aussi une date dans l'histoire artistique de notre pays. Sans doute, quand se réunit l'assemblée de 1863, il y a plusieurs années déjà que maître Jean Béthune fait campagne par le crayon et par le pinceau, comme Pugin en Angleterre, pour la restauration de l'art national, tout comme Montalembert en France et Reichensperger en Allemagne travaillent par la plume et par la parole à la reprise de la tradition médiévale. Or Béthune assiste aux congrès de Malines. Il y rencontre James Weale, disciple de Pugin accouru d'Angleterre ; Jules Helbig, son futur biographe ; Aug. Reichensperger, avec qui il est déjà lié d'amitié. Ensemble ils participent aux travaux de la section d'art chrétien. Ils

1) 1864, t. I, p. 504.

échantent sur l'enseignement et la diffusion de l'art chrétien, sur l'imagerie, sur la conservation et l'exposition des œuvres, sur la restauration des monuments, des réflexions fructueuses que consacre une longue série de résolutions. Là s'affirme pour la première fois dans notre pays, d'une manière collective et avec l'autorité d'une assemblée de spécialistes, l'idée de la renaissance gothique.

Mais cette renaissance est impossible si on ne forme au préalable des artistes chrétiens. Il faut sortir du pédantisme officiel et académique, enlisé dans le grec et le romain, dans la mauvaise renaissance et même dans le rococo du XVIII^e siècle. Telle est l'idée maîtresse de Béthune. Il y revient sans cesse. L'art du moyen âge n'est pas aimé, parce que il n'est pas connu. Faisons des artistes qui le comprennent et l'adaptent aux nécessités de notre époque : du coup, l'art médiéval retrouvera sa vigueur. D'une beauté morte il redeviendra une beauté vivante.

Il termine son discours de 1863 par ces mots où l'on pressent le fondateur des écoles Saint-Luc : « Nous espérons que, Dieu aidant, nous verrons s'élever bientôt une nombreuse phalange d'artistes habiles qui, également instruits dans la foi et dans les traditions artistiques de leurs ancêtres, couvriront le sol de la Belgique d'œuvres éminentes dans lesquelles resplendiront avec éclat les relations intimes qui doivent exister entre l'art et le catholicisme » 1).

En 1867, il apporte au congrès plus que l'espérance de voir naître un jour une phalange d'artistes chré-

1) 1863, t. II, p. 152.

tiens, il a commencé l'œuvre de leur formation et esquisse aux applaudissements de l'assemblée les résultats de quatre années de travail : « On vous a parlé, Messieurs, de notre petite école de Gand. Voulez-vous que je vous dise quelle a été son origine ? Elle a commencé très modestement et très simplement. Nous avons reconnu que l'enseignement du dessin, tel qu'il se donne dans les académies officielles, n'est pas en harmonie avec les sentiments qui animent les cœurs des élèves lorsqu'ils entrent dans ces établissements. La plupart de ces jeunes gens viennent de faire leur première communion. Jusquelà, on leur a donné des notions bien simples sur la morale, sur la décence, sur les convenances chrétiennes qui doivent diriger leur vie ultérieure. Et voilà que tout à coup, au moment où ils viennent de recevoir leur Dieu pour la première fois, au moment où ils sont animés des sentiments les plus chrétiens, ils doivent choisir un état et entreprendre des études sérieuses. Ils entrent à l'académie de dessin. La première chose qu'ils y voient, ce sont des statues dans une nudité complète. Leur mère, jusquelà, leur avait commandé la plus grande réserve en ce qui concerne la décence. Et voilà que pour commencer leur apprentissage, ils doivent briser complètement avec cette morale qu'on leur avait enseignée précédemment :

« L'enseignement, tel qu'il est organisé, n'est pas organisé pour des chrétiens ; il est parfaitement organisé pour des païens (*Applaudissements*).

» Ces réflexions nous ont touché, et, avec le concours d'un et ensuite de deux frères des écoles chré-

tiennes, que la Société de Saint Vincent de Paul a subsidiés, nous avons ouvert un petit cours et nous avons annoncé aux parents que nous visitons qu'ils pouvaient envoyer gratuitement leurs enfants à cette école. Cet avis a été parfaitement accueilli. Les cours se sont complétés et sont suivis très régulièrement. Nous avons adjoint à l'école deux professeurs laïcs. Il y a quatre cours organisés jusqu'à présent. Nous avons plus de quatre-vingts élèves, et si le local était suffisant, nous en aurions le double ; car faute de place, nous avons refusé cette année soixante-douze élèves qui s'étaient présentés » 1).

Voilà le germe de l'œuvre de Saint Luc qui compte aujourd'hui cinq écoles avec 59 professeurs et distribue l'enseignement artistique à près de 2000 jeunes gens sous l'experte direction des frères des écoles chrétiennes. Sans doute on aurait tort de rattacher les écoles Saint-Luc aux Congrès de Malines comme à leur cause principale. Mais peut-on oublier que leur toute première origine est contemporaine de nos grandes assemblées catholiques ? Tout au moins l'accueil sympathique qu'y reçurent les idées communes à Béthune, à Helbig, à Weale, à Reichensperger fut pour le premier une révélation des dispositions favorables à l'endroit d'une forme d'art qu'il croyait délaissée par le goût public et un encouragement à persévérer dans des desseins qu'il avait peut-être déjà ébauchés, mais dont il n'espérait assurément point une réalisation ni si prochaine, ni si complète.

Les écoles Saint-Luc, sans avoir été formellement

1) 1867, 2^{me} partie, p. 236.

prévues aux congrès de Malines, s'y rattachent cependant comme la plante à son milieu fertilisant. Elles constituent un de ces gains inespérés qu'une affaire donne en surcroît des buts délibérément visés.

VIII

Les vœux restés sans suite

Il va sans dire que par contre, comme il faut toujours s'y attendre, bien des résolutions restèrent sans résultat.

Il en fut notamment ainsi de la résolution en faveur de la création d'une Académie catholique. Une sous-commission de la troisième section s'était exclusivement occupée de cet objet ; elle remit plusieurs fois son œuvre sur le métier ; finalement elle arrêta des statuts et traça avec minutie le détail de l'organisation. Mais, le congrès achevé, personne ne se soucia de l'exécution.

Le même sort échut à un vœu en faveur de l'établissement d'une statistique catholique. Ducpétiaux en montre l'utilité et même la nécessité. Il en dresse le cadre. Le huitième tableau du cadre contient des rubriques très intéressantes : « Comparaison de l'état de l'instruction et proportion du nombre des élèves dans les diverses communions d'un même pays ; — comparaison de la criminalité et proportion du nombre des délinquants appartenant au culte catholique et aux autres communions religieuses dans le même pays ; — situation de la presse catholique, désigna-

tion et nombre des journaux, des revues, recueils périodiques ; chiffre des populations catholiques de tout genre ; — autres données propres à faire apprécier l'état physique, intellectuel et moral des populations catholiques... » 1). Mais tout cela resta lettre morte et nous attendons encore le premier pas dans la voie de l'exécution.

Enfin l'*Union catholique* instituée lors de la première session, avait pour objet principal d'assurer la permanence des congrès. Elle avait dans chaque arrondissement et même dans chaque canton une succursale chargée de battre le rappel en faveur des assemblées générales des catholiques. Elle servait de trait d'union entre le comité organisateur et le public. Ducpétiaux la dirigea et elle disparut avec lui.

Dans ces projets avortés — et nous en omettons — il y a certainement des idées à reprendre aujourd'hui. Du reste, ces échecs partiels ne projettent aucune ombre sur nos grandes assemblées. Il faut toujours voir plus grand que nature : sans cela, point d'enthousiasme, point de grand mouvement, point de sentiments pour soutenir la raison. Le bilan, somme toute, ne saurait être plus brillant. La Fédération des cercles ; la Fédération ouvrière ; l'Association pour la publication des brochures ; la *Revue générale* ; plusieurs journaux ; les écoles spéciales, l'école normale, la chaire d'archéologie chrétienne et le musée d'art à l'Université catholique ; les écoles Saint-Luc : nous avons gagné tout cela à Malines et par dessus tout il faut compter le programme du parti et cette intime

1) 1864, t. II, pp. 589 et seq.

cohésion des milices chrétiennes sans laquelle aucune grande victoire n'est possible.

Telle est l'œuvre durable des congrès. Les catholiques en recueillirent d'emblée les premiers fruits.

IX

Les résultats immédiats

Chez nous, les partis ne se disputent pas seulement les électeurs, ils se disputent encore les moribonds et les cadavres.

Les moribonds d'abord. Depuis 1862, la libre-pensée et la franc-maçonnerie avaient uni leurs efforts pour soustraire les agonisants aux secours de la religion et aux consolations du prêtre. Les sociétés de solidaires sont de cette époque. Leurs membres jurent stupidement de mourir hors de l'Église. L'un d'eux arrive-t-il à l'heure finale, les autres montent la garde autour de sa couche pour assurer l'exécution du serment. Les pauvres sont attirés dans ces sociétés fatales par le triste appât de funérailles pompeuses et gratuites. Aux sociétés de solidaires, les congrès de Malines opposèrent avec succès les confréries de Sainte Barbe. Leur but est précisément de procurer les secours du prêtre aux moribonds et de pourvoir aux funérailles religieuses des indigents.

*
* *

Un autre symptôme de la coalition maçonnique et libre-penseuse, c'est la lutte pour les cadavres. Cette

question est plus compliquée. Elle met le parti catholique aux prises avec le gouvernement lui-même. Conformément au droit canonique, les catholiques belges avaient toujours possédé des cimetières séparés ou avaient eu dans les cimetières communaux une partie réservée. Le système change à partir de 1862. Les bourgmestres libéraux font enterrer dans la partie bénite de leur nécropole des personnes mortes hors de la communion de l'Église. Conséquence, sans doute, du principe d'égalité dans les démocraties ! L'égalité dans la mort n'est-elle pas aussi respectable que toute autre ? Le gouvernement laisse faire, malgré les protestations de l'épiscopat. La question revêt une importance capitale aux yeux des catholiques. On s'en convaincra en lisant les soixante pages de texte serré qui résument la discussion de cette affaire aux congrès de 1863 et de 1864 1).

A la première session, on décida d'organiser dans toute l'étendue du royaume un vaste pétitionnement contre la violation des cimetières. En moins d'une année on recueillit 800.000 signatures 2). Jamais manifestation aussi imposante et aussi unanime ne s'était produite en Belgique depuis 1830. L'émotion soulevée fut considérable. Ce désaveu national humilia cruellement M. Frère, chef du cabinet avec M. Rogier. A la fin d'un discours à la Chambre, où il examinait en dernier lieu la question des cimetières, son dépit éclata dans une insulte à l'adresse du noble vieillard, M. de Gerlache, qui avait si glorieusement

1) 1863, t. II, pp. 13-22 ; 1864, t. II, pp. 527-574.

2) 1864, t. I, p. 30.

dirigé les débats de la Constituante et qui maintenant présidait les congrès de Malines : « Vous placez, s'écriait-il, à la tête de ce congrès un homme politique et qui a renoncé à la défense de vos intérêts pour se réfugier dans les honneurs lucratifs de la première position judiciaire du pays, ... un vieillard passionné, qui traduit à la barre de cette assemblée, dans un langage compromettant pour sa dignité, le parti libéral tout entier... » 1).

Dieu puisse-t-il susciter au pays et à l'Église beaucoup de vieillards aussi « noblement passionnés » !!

*
* *
*

Cette agitation fut salutaire ; elle annonçait le réveil de l'opinion catholique ; elle était le prélude de la victoire. Après treize ans d'ostracisme, les catholiques ressaisissent le pouvoir en 1870 et depuis lors, sauf un court intervalle de six années, ils l'occupent sans discontinuer. C'est aux congrès de Malines et aux œuvres qui en sont issues, que nous devons le bénéfice de ce long gouvernement conservateur. Nous moissonnons ce qu'ils ont semé. Sans eux, les catholiques belges, comme ceux de beaucoup d'autres pays, seraient traités en ilotes dans leur patrie. Rendons hommage à la mémoire des vaillants qui les ont conçus et organisés.

1) *Annales parlementaires*, 15 juin 1864, p. 542.

CHAPITRE TROISIÈME

L'organisation des Congrès et les principaux débats

SOMMAIRE : I. L'organisation. — II. Les moyens d'attraction. — III. La question scolaire. — IV. Le repos dominical. — V. La législation ouvrière. — VI. La coopération. — VII. L'éveil de la tendance démocratique.

I

L'organisation

Les congrès de Malines comportaient des assemblées générales et des réunions de sections.

Pour assurer la bonne marche des délibérations, le comité organisateur groupa les questions d'après leurs affinités logiques, sous cinq chefs différents : 1° œuvres religieuses, missions intérieures et extérieures ; 2° œuvres de charité ; 3° instruction et éducation chrétiennes ; 4° art chrétien ; 5° liberté religieuse, associations, publications, correspondance internationale, affaires diverses. Chaque chef forme l'objet d'une section.

Les membres participent aux débats de la section qui répond à leur compétence et à leur choix. A l'issue de ses travaux, chaque section nomme un ou

plusieurs rapporteurs chargés de porter ses vœux devant l'assemblée générale. Les vœux adoptés par l'assemblée générale, deviennent les vœux du Congrès lui-même. Généralement l'assemblée générale entérine les vœux sans discussion et dans la teneur même où ils lui sont proposés. Pour en connaître le sens et la portée, il faut donc s'en référer aux débats de la section.

Le reste de son temps, l'assemblée générale le consacre à des discours d'apparat, susceptibles d'intéresser la masse et prononcés sous leur responsabilité personnelle par des orateurs de renom. C'est aux assemblées générales des 20 et 21 août 1863 que Montalembert débita ses célèbres discours. On serait mal venu d'en endosser la responsabilité au Congrès lui-même.

*
* *
*

Quelle est la méthode de travail des sections ? Elle est assez simple. Le comité d'organisation du Congrès arrête d'avance la liste des problèmes dont la section devra s'occuper. Voici, par exemple, les sujets mis à l'ordre du jour de la section d'instruction et d'éducation chrétiennes en 1863.

- I. Moyens d'étendre et de propager l'enseignement et les écoles catholiques.
- II. Diffusion des bons livres, création de bibliothèques, etc.
- III. Enseignement moyen.
- IV. Enseignement des sourds-muets.
- V. Création à l'Université catholique de Louvain, d'une école spéciale du génie civil, d'industrie et des mines.
- VI. Création d'une Académie catholique.

Pour chaque rubrique, le comité d'organisation présente un projet de solution. Ainsi, pour le troisième point, il proposait cette décision :

« L'assemblée, reconnaissant la nécessité de mettre les établissements catholiques d'enseignement, et particulièrement d'enseignement moyen, à même de soutenir la concurrence des établissements de l'État, en améliorant et en consolidant leur situation financière ;

» Émet le vœu :

» 1^o Que les forces de l'enseignement catholique ne soient pas trop disséminées et se concentrent sur quelques points essentiels ; — qu'il y ait des collèges du premier et du deuxième degré, ceux du premier degré (au moins un par province) devant être des établissements modèles, organisés sur le pied des *athénées royaux* (publics), et ceux du deuxième degré, particulièrement destinés à subvenir aux besoins des localités où ils sont situés.

» 2^o Que tout examen de sortie après les humanités soit supprimé comme attentatoire à la liberté d'enseignement et tournant au détriment des études.

» 3^o Qu'il soit fondé une revue de l'enseignement catholique destinée à faire le contre-poids du *Moniteur de l'enseignement moyen*, publié par les professeurs des établissements officiels. La direction de cette revue pourrait remplir avantageusement, auprès des collèges catholiques, le rôle du *Conseil de perfectionnement*, institué au ministère de l'Intérieur. »

Le projet de solution fournit le thème du débat. Il est uniquement destiné à servir de base à la discussion et à mieux préciser le caractère et la portée des questions. Il ne lie nullement les congressistes. Ceux-ci ont toute liberté. Ils examinent les vœux préconisés, amendent, ajoutent ou retranchent selon leur sentiment. Ils peuvent même les supprimer entièrement ou les ajourner. Le projet que nous

avons cité à titre exemplatif, fut voté intégralement sauf la dernière phrase du dernier alinéa qui fut retranchée. Mais il arrive que les modifications sont plus profondes. Le projet voté peut ne ressembler en rien au projet proposé.

Avant la session, les souscripteurs du Congrès reçoivent un programme des travaux contenant la série des questions soumises à leur examen et des projets de solution arrêtés par le comité. Le programme de 1864 contient en outre un chapitre de rappel des vœux admis en 1863.

Cette façon de procéder a du bon. Chaque congressiste sait à peu près ce qui se passera dans chaque section. Il peut dresser d'avance le tableau des objets qui l'intéressent et partager son temps entre les diverses sections où ils se discutent. Le rappel des résolutions de l'année précédente lui permet en outre de voir les points sur lesquels l'accord est établi et qu'il devra écarter de son champ de réflexion. Enfin ce système engage chacun à se préparer, à se documenter par exemple sur un objet spécial pour lequel il a une solution opposée à celle du comité organisateur.

*
* * *

Cependant, en 1867, on crut devoir abandonner cette méthode de travail. Il vaut la peine de chercher la raison du changement.

Le Congrès de 1864 avait inscrit à l'ordre du jour de la cinquième section la question militaire :

« Quels sont les inconvénients de l'organisation actuelle du service militaire au point de vue moral et religieux, et quels seraient les moyens d'y remédier ? »

Le projet de solution disait :

« L'organisation du système militaire, basé sur le tirage au sort et le remplacement, a le triple inconvénient d'être aléatoire, inégale, d'imposer à une partie de la population une charge dont l'autre partie est affranchie, d'astreindre les engagés à des obligations et à des sacrifices incompatibles souvent avec les prescriptions de la loi morale et religieuse » 1).

M. Coomans, député, pressait l'assemblée d'adopter ce principe général.

Divers membres d'autre part, particulièrement le sénateur Della Faille et Barthélemy Dumortier, contestaient à l'assemblée le droit de discuter ce projet. D'après son règlement, disent-ils en substance, elle ne peut toucher une question politique que dans la mesure où celle-ci renferme une question religieuse. S'il s'agit de rechercher une organisation du service militaire qui facilite aux soldats — remplaçants, volontaires ou conscrits — l'accomplissement de leurs devoirs religieux, l'assemblée est compétente. Mais la question du recrutement de l'armée est purement politique, la section est incompétente à son égard.

Le reproche impliqué dans ces observations atteint directement la commission exécutive. On l'accuse, en somme, de ne point respecter elle-même la charte fondamentale du Congrès et de pousser à la violation des statuts. On l'accuse encore de vouloir faire prévaloir ses idées à elle et, en patronnant une opinion de préférence à une autre, d'imposer en quelque sorte ses solutions.

1) 1864, t. II, p. 578.

M. Woeste d'abord et M. Ducpétiaux ensuite, au nom de la commission exécutive dont ils étaient membres, soutinrent que le contraire était plutôt vrai, que le projet figurait au programme à la demande d'une minorité, que les membres de la commission avaient généralement un avis opposé 1).

Un débat analogue se produisit encore à propos de la question ouvrière.

Pour couper court à ces discussions irritantes, on s'abstint en 1867 de rédiger des projets de solution. M. Neut dans son allocution d'ouverture à la cinquième section, soulignait ce changement : « Contrairement à ce qui s'est fait dans les sessions précédentes, la commission exécutive n'a point voulu vous présenter la solution des questions posées : 1° parce qu'on lui avait reproché de vouloir faire prévaloir ses idées à elle ; 2° parce que, prétendait-on, la proposition des solutions contrarierait l'initiative des membres » 2).

II

Les moyens d'attraction

La partie essentielle des Congrès de Malines, ce sont assurément les assemblées générales et les réunions de section. Elles ne sont cependant pas tout le Congrès. En marge s'organisent une série de fêtes très brillantes, fêtes civiles et fêtes religieuses.

1) 1864, t. II, pp. 578-588.

2) 1867, 2^{me} partie, p. 279.

On s'ingénie à fournir aux congressistes le plus de délassements possible et des délassements du meilleur goût. Lemmens, le célèbre organiste bruxellois, joue l'orgue à la cathédrale. Pierre Benoît fait exécuter sa *Quadrilogie*. Les lauréats de nos conservatoires se font entendre. Le peintre Gallait expose ses tableaux.

Une exposition d'art religieux, nous le savons déjà, s'ajoute aux assemblées de 1864 et 1867. Des concours d'architecture, de sculpture, de broderie, de peinture sur verre et d'orfèvrerie y sont adjoints. La Belgique, la France, l'Allemagne et l'Angleterre font des envois. Le Congrès institue des épreuves, dont une porte sur la rédaction d'un manuel gradué pour l'éducation des jeunes filles.

L'idée de cette épreuve a son origine dans les doléances qui retentissaient de toutes parts sur l'insuffisance de préparation pédagogique des institutrices chrétiennes. Un orateur de 1867 disait : « Ma position m'a amené à visiter beaucoup d'écoles, et qu'y ai-je vu ? J'y ai vu de saintes filles pleines de dévouement, animées de cet esprit de sacrifice à qui rien ne coûte, pas même le sacrifice de la vie, prêtes à périr à la tâche, s'il le fallait, pour soulager et pour instruire le pauvre. Mais il ne suffit pas du dévouement pour faire une bonne institutrice ; il faut qu'elle connaisse les méthodes qui facilitent, qui abrègent et font fructifier l'enseignement. Malheureusement, quelques institutions isolées laissent encore à désirer sous ce rapport. Ailleurs, cette étude continue est pour ainsi dire impossible aux religieuses enseignantes, qui sont obligées d'aller au plus pressé, de

donner leurs classes quotidiennes, auxquelles elles doivent consacrer tout leur temps. Le loisir leur manque même souvent pour consulter les livres qui pourraient les aider à faire faire des progrès à leur enseignement. Lorsqu'elles en possèdent, la direction leur fait défaut pour les utiliser convenablement » 1). Cependant l'éducation de la femme a une importance capitale. Car si les hommes gouvernent le monde, la femme règne à la maison et fait l'éducation première des hommes.

Un mémoire anonyme, mais remarquable de tous points, signalait déjà cette lacune au Congrès de 1864. Il signalait même l'absence de tout manuel pédagogique un peu complet, où l'institutrice chrétienne pût trouver un guide sûr pour toutes les parties de son enseignement. Puis, esquissant d'une main ferme le plan du manuel, l'auteur concluait à l'organisation d'un concours en vue de sa rédaction.

Le Congrès entra dans les vues de l'auteur du mémoire anonyme. Il mit la question au concours. Le jugement rendu en 1867 constate que les deux travaux envoyés en réponse, sont très satisfaisants. Mgr Namèche était rapporteur.

Voilà le premier pas dans l'amélioration de l'enseignement pour jeunes filles. Le deuxième sera fait par la multiplication des écoles normales pour religieuses, que l'assemblée de 1867 demandait aussi.

Mais le concours le plus brillant fut assurément celui de musique religieuse. Seize nations y participèrent, soixante-seize compositions furent envoyées

1) 1867, 2^me partie, p. 175.

au jury, composé des premiers maîtres de l'Europe : Fétis, Gevaert, Berlioz, Saint-Saëns, Maher...

La dotation de ces luttes pacifiques s'élevait à près de 10.000 francs.



On le voit, les assemblées des catholiques n'ont négligé aucun sacrifice pour exciter l'attention de l'univers entier, pour concentrer pendant quelques jours à Malines le maximum de talents et d'attractions, pour attirer dans la ville archiépiscopale un immense concours de peuples. Les uns viennent pour l'exposition, les autres pour la musique, la plupart pour applaudir les grands orateurs, un nombre respectable pour le travail sérieux, tous pour la gloire de Dieu. Le résultat voulu est atteint : la masse est profondément impressionnée, le retentissement à l'étranger est considérable, l'ennemi prend peur, l'opinion tout entière est remuée. Aux altièrès menaces du parti libéral nous opposerons désormais le cœur haut et la parole libre. Nos congrès de 1863-67 resteront un des plus beaux moments de l'Église de Belgique.

III

La question scolaire

Nous savons à présent quelle est l'organisation de ces grandes assises. Nous en avons dit ailleurs les origines et les résultats. Nous en connaissons la répercussion sur la vie entière de l'Église. Il nous

reste à résumer certaines discussions de section qui revêtirent un caractère plutôt académique, tranchèrent des problèmes doctrinaux sans aboutir à aucune création. Parmi celles-ci, la question scolaire occupe une place prépondérante.

*
* *

D'après l'interprétation constante que les catholiques ont donnée à la Constitution, l'enseignement normal et régulier est l'enseignement libre. L'enseignement par l'État intervient à titre de complément de l'initiative privée. Si l'État a une mission, c'est de travailler à se rendre inutile. Il doit tellement stimuler la multiplication et le progrès des écoles libres, qu'il puisse se dispenser d'en créer lui-même. Et quand par malheur son intervention est reconnue nécessaire, il doit se souvenir qu'il est neutre, c'est-à-dire incompétent en matière de religion et de philosophie. Il n'a pas à décréter que telle philosophie ou telle religion sera enseignée. Il n'a pas le droit d'imposer le bouddhisme en pays catholique, ni le catholicisme en pays protestant. Son rôle se limite à constater sincèrement la confession professée dans le milieu où la défaillance de l'initiative privée le contraint d'organiser une école et à accorder l'enseignement de l'école à cette confession. L'instruction donnée aux frais de l'État, si elle n'est pas d'outre en outre imprégnée du dogme catholique, ne peut au moins jamais lui être contraire dans un pays où l'immense majorité professe des sentiments catholiques. L'État est le substitut de l'autorité paternelle et doit aux élèves le genre d'éducation que leur

choisiraient les parents, s'ils étaient en état d'instruire eux-mêmes leurs enfants.

Cette interprétation de la Constitution est contestée par les libéraux. Ceux-ci pensent que la liberté d'enseignement comporte le droit pour chacun, y compris le Gouvernement, d'ouvrir des écoles. Où l'initiative privée crée un collège, l'État peut établir un athénée concurrent et drainer vers lui la clientèle. A la faveur de cette interprétation, ils demandent pour tout le pays un enseignement officiel à tous les degrés. Ils ont aussi une autre conception de la neutralité de l'État.



La loi sur l'enseignement primaire de 1842 fut une loi transactionnelle entre les deux doctrines opposées. Elle stipule qu'il y aura dans chaque commune au moins une école primaire ; toutefois, en cas de nécessité, plusieurs communes pourront être autorisées à s'associer pour n'établir entre elles qu'une école ; — dispense, pour les communes, d'établir une école communale, dans les localités où il sera suffisamment pourvu à l'enseignement par les écoles privées ; — faculté, pour les communes, d'adopter, moyennant autorisation, une ou plusieurs écoles primaires, réunissant les conditions légales, pour tenir lieu d'écoles communales ; — instruction gratuite pour les enfants pauvres ; — l'enseignement primaire comprend nécessairement l'enseignement de la religion et de la morale, la lecture, l'écriture, le système légal des poids et mesures, les éléments du calcul et, suivant les besoins des localités, les éléments de la

langue française, flamande ou allemande ; — l'enseignement de la religion et de la morale est donné sous la direction des ministres du culte professé par la majorité des élèves de l'école ; les enfants appartenant à une autre communion religieuse sont dispensés d'assister à cet enseignement 1).

Cette loi votée à l'unanimité du Sénat et à l'unanimité de la Chambre moins trois voix, les libéraux veulent l'abolir. Majorité depuis 1857, ils doivent exécuter l'article 3 de leur congrès de 1846 : « Organisation d'un enseignement public à tous les degrés, sous la direction exclusive de l'autorité civile, en donnant à celle-ci les moyens constitutionnels de soutenir la concurrence avec l'enseignement privé, et en repoussant l'intervention des ministres des cultes, à titre d'autorité, dans l'enseignement organisé par le pouvoir civil ».

Et d'autre part, appliquée par le ministère libéral, cette loi de 1842 ne donne plus satisfaction aux catholiques. Assemblés à Malines, ils jugèrent opportun d'affirmer une nouvelle fois et solennellement leur doctrine sur la liberté d'enseignement. Mais si, comme ils le pensent, la liberté est la règle et l'intervention de l'État, l'exception, il faut pousser la logique plus loin qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Il serait absurde de stimuler la multiplication des écoles privées et de leur refuser d'autre part les moyens de subsistance. A quoi bon procréer des enfants, si c'est pour leur refuser toute nourriture ? Les catholiques réclameront pour leurs œuvres

1) BALAU, pp. 100 et 101.

scolaires le droit de recevoir des libéralités. La liberté d'enseignement, tout comme la liberté d'association, n'est rien sans la liberté des fondations dont la loi de 1859 a privé le pays 1). Tel est le sens du vœu émis en 1863 :

1. L'extension de l'enseignement et la multiplication des écoles catholiques de tous les degrés constituent le fondement essentiel de la vraie civilisation.

2. Dans les écoles et généralement dans tous les établissements consacrés à l'enseignement, l'œuvre de l'éducation doit marcher de pair avec l'œuvre de l'instruction, de telle sorte qu'elles se prêtent un mutuel appui.

3. L'éducation est inséparable de la religion, qui en constitue la base invariable.

4. L'instruction religieuse dans les écoles doit être dogmatique et non générale.

5. La liberté est la première condition de l'enseignement catholique : là où cet enseignement n'est pas complètement libre, il manque des garanties auxquelles il a droit.

6. Pour que la liberté d'enseignement existe réellement, il ne suffit pas qu'elle soit consacrée par la loi, il faut encore que l'exercice n'en soit pas paralysé par l'extension abusive donnée à l'enseignement officiel, ni contrarié, soit directement, soit indirectement, par l'action administrative de l'État.

7. Les provinces et les communes doivent être déclarées aptes à recevoir des legs et libéralités en faveur de l'enseignement à tous les degrés, et spécialement des établissements désignés par

1) Voici le vœu général émis en 1863 en faveur de la liberté des fondations : « La liberté de la charité implique le droit de faire tous les actes nécessaires à la fondation, au développement et à la perpétuité des œuvres charitables. Lorsqu'au nom de l'intérêt général, l'État croit devoir imposer des conditions à l'exercice de ce droit, ces conditions doivent être déterminées d'avance par la loi et ne pas dépendre de la volonté et de l'arbitraire de l'administration publique ». 1863, t. I, pp. 468 et 469.

les testateurs ou donateurs, à charge d'observer fidèlement les conditions posées par ceux-ci.

8. L'enseignement officiel ou public à tous les degrés doit être strictement subordonné à l'insuffisance bien constatée des établissements libres ; il ne peut jamais être admis à titre de concurrence, et qu'à la condition pour l'État de suspendre son action dès qu'elle devient superflue. Dans ce dernier cas, les capitaux des fondations faites en faveur de l'enseignement public doivent faire retour aux familles des fondateurs, s'il n'en a pas été autrement disposé par les fondateurs eux-mêmes.

9. Les écoles *publiques* affectées aux catholiques doivent correspondre avant tout aux besoins religieux de ceux-ci, et présenter à cet égard les mêmes garanties que les écoles libres.

10. La liberté d'enseignement comprend essentiellement le droit de fonder et de doter les écoles, d'ériger et de posséder les locaux nécessaires, de recevoir, d'accepter et d'administrer les libéralités, dons et legs qui en assurent l'existence et le développement, sous tel contrôle équitable que peut déterminer la loi.

11. Les catholiques doivent s'efforcer de rendre l'enseignement de l'État inutile, en faisant de la liberté un usage qui répond aux besoins, et en contribuant par tous les moyens à la propagation de l'enseignement catholique 1).

Les articles 8, 9 et 10 expriment surtout les revendications catholiques. Ils sont la réplique exacte au congrès libéral de 1846.

Une page de M. Woeste qui soutint en section le poids de la discussion et fut rapporteur à l'assemblée générale, projette une vive lumière sur leur sens :

« Les catholiques doivent s'attacher partout à conquérir la liberté d'enseignement. Mais qu'ils le remarquent bien : pour que cette liberté soit une vérité, il ne suffit pas qu'on l'inscrive dans les consti-

1) 1863, t. I, pp. 470 et 471.

tutions publiques ; il faut encore que les deux conditions suivantes soient respectées.

» La première, c'est que l'érection des écoles libres ne soit soumise à aucune autorisation, et qu'il leur soit permis de posséder des locaux et de recevoir et administrer les libéralités destinées à en assurer l'existence et le développement. La liberté d'enseignement, en effet, n'est qu'un vain mot, lorsqu'il dépend des caprices du pouvoir d'en interdire les manifestations, ou qu'il lui est défendu de se procurer les ressources qui lui sont, comme à toutes les libertés, indispensables pour être féconde en résultats.

» La seconde condition, c'est que l'exercice n'en soit pas paralysé par l'extension abusive donnée à l'enseignement officiel et par sa concurrence toujours dangereuse et souvent écrasante. L'enseignement de l'État est contraire aux principes politiques modernes et à la notion de l'État, telle qu'on la comprend aujourd'hui ; il est d'ordinaire un instrument de tyrannie entre les mains des souverains dans les monarchies absolues et des partis dans les États constitutionnels ; il est envahissant de sa nature, et ne cesse de disputer à la liberté l'air et la lumière dont elle a besoin pour vivre. Il semble donc que partout où il est organisé, on devrait tâcher de le supprimer sans retard. La chose pourtant serait difficilement praticable dans les pays où, depuis longtemps, le gouvernement s'est substitué à l'action collective et individuelle des citoyens, et où il est parvenu à tout régler, tout décider et tout enseigner : là, il faudrait commencer par arracher l'individu à la léthargie où il est plongé, et éveiller en lui l'esprit de dévouement et de sacri-

fice ; on pourrait toutefois y renfermer dès maintenant l'intervention de l'État dans des limites étroites, pour les resserrer ensuite de plus en plus, jusqu'à ce qu'arrive le moment où le concours de tous à l'œuvre commune permette d'y renoncer complètement. Quelques-uns pensent aussi que l'on peut admettre en principe l'enseignement officiel dans le cas où les établissements libres sont insuffisants, mais seulement, bien entendu, à titre supplémentaire, et à la condition pour l'État d'abdiquer son action dès que celle-ci deviendra superflue. Cette opinion ne serait pas dangereuse, si le despotisme et les partis ne voyaient dans cet enseignement un moyen de frapper la jeunesse à leur effigie, et si par suite ils n'étaient pas fatalement portés à le développer et à l'étendre continuellement, alors même que l'inutilité en serait bien constatée. On a, du reste, tort d'accuser la liberté d'être incapable par elle-même de répondre à tous les besoins de l'instruction ; si l'État se retirait, elle apprécierait, n'en doutons pas, comme elle le devrait, l'importance de sa mission et l'étendue de sa responsabilité. Elle pourrait, au surplus, être subsidiée par lui : l'exemple de l'Angleterre démontre l'excellence de ce système.

Mais, quoi qu'il en soit, deux choses sont certaines : la première, c'est que l'enseignement du gouvernement ne saurait être toléré du moment qu'il contrarie l'enseignement libre et qu'il fait obstacle à la prospérité de ses écoles ; la seconde, c'est que, lorsqu'il existe, et qu'il est destiné à des catholiques, l'instruction religieuse doit se donner dans les établissements qu'il dirige, et y être entourée, comme dans les écoles

libres, de toutes les garanties qui peuvent en assurer l'efficacité » 1).

*
* *
*

Ce programme eut de l'écho à la Chambre. M. Frère l'agita comme un épouvantail. Il venait de découvrir le tréfonds de la pensée cléricale dans les actes du Congrès de Malines. Il tenait enfin, noir sur blanc, la preuve indéniable des complots que les catholiques tramaient contre l'État. Ne permettre à l'État d'enseigner qu'en cas d'insuffisance de l'initiative privée ! Lui défendre d'enseigner des doctrines contraires à la conscience des élèves ! Demander la personnification civile pour les écoles libres dont la Constitution appelle le développement ! Tout cela est atroce. Voilà ce que les catholiques ont dissimulé jusqu'à présent et ce que le pape, l'épiscopat et les jésuites les ont contraints d'affirmer solennellement à Malines. Leur programme électoral est un masque. « Il y a un autre programme écrit, que je vous défie de rétracter, que vous serez condamnés à exécuter, qui porte vos noms à tous, et que vous avez espéré nous dissimuler... C'est le programme de Malines » 2). Et se fondant sur le vœu relatif à l'enseignement, M. Frère accusait les catholiques de compromettre l'indépendance du pouvoir civil, de ressusciter la main-morte, d'obéir à un pouvoir occulte.

Eh ! oui, mon Dieu, les catholiques professent la doctrine de Malines. Ils la professaient déjà au Con-

1) 1863, t. I, pp. 130 et 131.

2) *Annales parlementaires*, 3 juin 1864, p. 447.

grès national. Ils la professent avec le pape, avec les évêques et avec les jésuites. Mais qu'est-ce que cela fait à l'affaire ? Une opinion devient-elle mauvaise pour être partagée en commun avec telle ou telle personne ? Du reste, ils la professent encore avec le bon sens et avec toutes les nations libres.

M. Dechamps le fit remarquer fièrement à la Chambre : « M. le ministre des Finances (M. Frère) a dénoncé aussi les articles de Malines, relatifs au droit de fonder, de doter les écoles, de recevoir, d'accepter et d'administrer les libéralités, dons et legs, sous le contrôle de l'État, et relatifs à la capacité des provinces et des communes pour recevoir les libéralités et les legs en faveur de l'enseignement.

» C'est la législation de l'Angleterre et des États-Unis, qui ne se trouvent pas, que je sache, sous la domination de nos évêques . . . « Réveillons, disait » M. Jules Simon, réveillons l'énergie individuelle, » provoquons des fondations comme en Angleterre, » où les universités ont une vie propre et, par conséquent, une ample liberté. »

» Voilà notre programme secret ! Voilà les choses ténébreuses que l'on a professées au Congrès de Malines ! Voilà ce que notre grand électeur, le clergé, allait nous imposer ! Voilà le joug politique des évêques, sous lequel nous allions nous courber ! (*Interruption*).

» Je m'arrête un moment, c'est l'heure de vous faire une déclaration nette et franche, en mon nom, pour mes amis qui m'écoutent, pour dissiper une bonne fois les préjugés que l'ignorance répand dans

une partie de l'opinion, sur notre indépendance politique.

» Dans l'ordre de la foi et des croyances, nous obéissons à une autorité religieuse que notre raison elle-même a reconnue et que librement elle accepte ; nous avons une mère qui est aussi la vôtre, puisqu'elle a porté dans ses flancs la civilisation moderne tout entière ; cette mère nous l'aimons, nous la respectons, nous lui obéissons. (*Interruption*).

» Mais dans l'ordre politique, comme citoyens, nous ne relevons que de notre raison, de notre indépendance, de notre patriotisme. (*De divers côtés : très bien ! très bien !*).

» En politique nous n'obéissons qu'à nous-mêmes ; nous ne demandons à personne la permission d'interpréter nos devoirs de citoyens, comme nous le voulons : aux États-Unis, nous sommes des démocrates ; en Suisse, nous sommes des républicains ; en Angleterre, nous sommes des libéraux parlementaires ; en Pologne, nous sommes des patriotes et des martyrs ; ici, nous sommes des constitutionnels belges » 1).

*
* *

La section d'instruction et d'éducation s'occupa, en 1863, presque exclusivement de la liberté d'enseignement.

Les principes posés, elle aborde, en 1864, le détail de l'organisation de l'enseignement libre.

En ce qui concerne l'instruction primaire, elle voulait lui voir revêtir un caractère professionnel

1) *Annales parlementaires*, 8 juin 1864, p. 485.

plus accentué. A la campagne, l'école serait orientée vers l'agriculture ; dans les centres industriels, elle serait une préparation à l'apprentissage du métier. Sous un régime où trop d'enfants sont placés à l'usine avant d'avoir achevé leurs études primaires, les catholiques demandent encore qu'une partie des écoles soit organisée de manière à permettre aux élèves de les fréquenter soit le matin, soit l'après-midi, sans que la durée des leçons dépasse dix-huit heures par semaine 1). Ducpétiaux est l'inspirateur de ces résolutions qui ont pour objet de combiner l'instruction primaire avec l'apprentissage et l'instruction professionnelle.

Quant aux humanités, la section se plaint de la surcharge des programmes et de la multiplicité des branches enseignées. On fait pénétrer dans les jeunes esprits des connaissances positives trop nombreuses, mal assorties, prématurées, qui les énervent et les accablent au lieu de les fortifier et de les rendre plus aptes au travail de l'intelligence. Il faut alléger les programmes de l'*impedimentum* des sciences expérimentales. Celles-ci tendent abusivement à se faire la part du lion. Il y a lieu non de les supprimer, mais de restreindre le temps qui leur est consacré. Après les sciences expérimentales, viennent, dans l'ordre d'utilité croissante, les mathématiques. Toutefois, sauf dans les cours préparatoires aux écoles spéciales, il faut se garder de les placer en première ligne et de les cultiver trop exclusivement. La base foncière des humanités, ce sont les lettres grecques et latines, les

1) 1864, t. II, pp. 219 et sq. ; t. I, pp. 487 et sq.

sciences historiques, la philosophie et la littérature nationale : voilà ce qui donne à l'intelligence son essor et son développement.

La question des classiques chrétiens fut naturellement posée. Elle l'était devant l'opinion depuis que l'abbé Gaume avait publié en 1852 son livre sur *Le paganisme dans l'éducation*. Chose curieuse, dans cette question, qui n'a aucun rapport avec celle des libertés modernes, les catholiques réapparaissent avec leur fractionnement bipartite : les ultramontains, Veuillot et l'*Univers* suivent l'abbé Gaume et veulent écarter de l'enseignement les auteurs païens ; au contraire les libéraux, Mgr. Dupanloup et le *Correspondant*, se déclarent en faveur des classiques païens dont ils demandent simplement des éditions expurgées. Les deux tendances se rencontrent à Malines. Mais entre elles vient s'intercaler un moyen terme. Mgr Namèche qui préside la section, veut l'usage parallèle des deux séries d'auteurs. Avec quelques réserves, Laforêt qui plaide pour les païens, se rallie pratiquement au système de Mgr Namèche. Le vœu issu de la discussion est le reflet de leurs idées :

« Au point du vue littéraire, l'étude des classiques de l'antiquité grecque et latine offre des avantages que l'expérience et le témoignage des maîtres les plus autorisés ont depuis longtemps constatés. Au point de vue moral, cette étude peut présenter des dangers, aussi bien par les fausses idées dont les productions des génies païens sont remplies, que par la corruption des mœurs dont elles portent presque toujours l'empreinte.

» S'il importe donc de conserver aux études d'humanité la supériorité littéraire qu'elles tirent de l'emploi des classiques païens, il n'importe pas moins de remédier par la manière

d'employer ces classiques, aux dangers qui peuvent en résulter pour la foi et pour les mœurs des élèves.

» En désirant qu'il soit possible un jour de nourrir plus complètement l'intelligence de la jeunesse des œuvres littéraires du christianisme, sans jamais exclure néanmoins l'étude des classiques païens, et en marchant à ce but avec la prudence qu'exigent d'incontestables nécessités, il convient d'employer, autant que possible, dans les classes inférieures d'humanités, les classiques chrétiens, et de ne faire usage des classiques païens qu'en mettant à les choisir une rare réserve, et en apportant une grande attention à faire ressortir, dans l'explication, les idées fausses qui s'y rencontrent.

» Dans les classes supérieures, où l'enseignement s'adresse à des esprits déjà plus mûrs et capables de réflexion, on peut donner plus d'extension à l'emploi des classiques païens, en prenant soin de faire marcher de pair l'étude de la littérature chrétienne, dont les écrivains grecs et français particulièrement fournissent les plus admirables et les plus purs modèles » 1).

*
* *
*

Le Congrès de 1863 pose le principe de la liberté d'enseignement et recherche les conséquences qu'il implique ; le Congrès de 1864 s'occupe des programmes et incidemment des méthodes, de la formation des professeurs de l'enseignement libre. Le Congrès de 1867 étudie un objet nouveau : les relations à établir entre les écoles libres de tous les degrés.

En 1865, les libéraux belges avaient fondé la *Ligue de l'enseignement*. Cette ligue est propagée en France par Macé dès 1866. Son objectif est l'instruction laïque, obligatoire et gratuite. Chez nous

1) 1864, t. I, p. 492 ; t. II, pp. 293-319.

son but immédiat est la suppression de la loi de 1842 sur l'enseignement primaire.

Déjà en 1864, Mgr Dupanloup avait prononcé un admirable discours contre le dessein libéral. Le Congrès en avait voté l'impression à 100.000 exemplaires. « Je voudrais, concluait le grand orateur, que nous fussions tous d'accord, hommes publics et chefs de famille, pères et mères, ministres de la religion et ministres d'État, publicistes et prédicateurs, pour professer :

- Que l'enseignement primaire doit être répandu ;
- Qu'il doit s'étendre aux deux sexes ;
- Qu'il doit être libre et à bon marché ; mais non pas gratuit et obligatoire ;

- Qu'il doit être développé et étendu à presque toute la vie ;

- Qu'il doit être considéré comme un auxiliaire des familles et non comme un réformateur des États ;

- Qu'il doit être avant tout religieux ;

- Que la religion de l'Europe civilisée, c'est le christianisme, c'est l'Église de Jésus-Christ, c'est l'Évangile » 1).

Voilà la formule catholique vis-à-vis de la formule libérale.

Mais en 1867, les libéraux ont plus qu'une formule, ils ont une ligue pour la propager et la réaliser. Il ne suffit plus de leur répondre par un discours. Il faut leur riposter avec leurs propres armes. A une ligue libérale opposons une ligue catholique. Aussi décida-t-on la création d'une *Fédération de tous les*

1) 1864, t. I, pp. 134 et 135.

établissements de l'enseignement moyen libre et d'une Ligue de l'enseignement primaire catholique et libre, destinées à neutraliser, chacune dans son domaine, l'action de la ligue libérale.

Et comme, malgré tout, nous pourrions être vaincus, comme la loi de 1842 pourrait être supprimée, comme l'école officielle pourrait devenir une école sans Dieu, le Congrès signale l'urgente nécessité de multiplier partout les écoles catholiques. A cet effet, il recommande à tous les catholiques de coopérer au développement du *Crédit de la charité* 1).

*
* *

L'œuvre du crédit de la charité est intéressante. Elle mérite de retenir un moment notre attention. La *Société civile du Crédit de la charité* avait été fondée en 1855 par le comte F. de Meeus. Son but était de subventionner les œuvres de bienfaisance et surtout les œuvres scolaires qui sont dans la détresse. Son capital se compose : 1° de donations ; 2° d'actions de fondation ne portant pas intérêt et remboursables à la dissolution ; 3° d'actions de participation souscrites pour 20 à 50 ans et produisant 2,50 °/o. Défalcation faite de l'intérêt bonifié à ces dernières et du pour cent affecté à la réserve garantissant le remboursement du capital souscrit, le produit du placement est employé au but social.

En 1866, l'avoir se montait à plus d'un million ; le total des subventions se chiffrait à plus de 58.000 frs. ; en dix ans 400.000 francs avaient été distribués à

1) 1867, 1^{re} partie, pp. 329 et 330.

quatre-vingt-dix écoles de frères ou de sœurs. La société accorde une sollicitude particulière aux districts industriels de Liège et du Borinage où le manque de ressources et la pénurie d'écoles catholiques sont le plus vivement ressentis. Avec un capital de dix millions elle espère distribuer annuellement quatre à cinq cent mille francs de subsides et parer aux besoins les plus urgents de plusieurs centaines d'écoles dans les régions les moins pourvues du pays 1).

Jamais société civile ne pouvait s'assigner un objectif plus louable. Aussi les congrès de 1863 et de 1864 l'ont-ils déjà signalée à la bienveillante attention des catholiques. Mais le Congrès de 1867, à un moment où le besoin d'écoles libres devient particulièrement urgent, en fait une recommandation plus pressante.

En beaucoup de régions nos écoles vivent au jour le jour ; elles sont dépourvues de ressources régulières ; leur lendemain n'est jamais assuré. Au surplus, dans bien des agglomérations ouvrières, l'industrie et le commerce sont aux mains de familles libérales. Les catholiques composent le menu peuple. De bonne volonté et désireux de faire le bien, ils sont arrêtés dans leur élan par le manque d'argent. Ailleurs les ressources sont abondantes, les œuvres se multiplient, aucune n'est dans la détresse. Il faudrait faire des virements : prendre où il y a excès pour verser où il y a misère. De cette façon le budget de la charité se dépenserait avec plus d'équité. Mais

1) 1863, t. II, p. 79 ; 1864, t. II, p. 610 ; 1867, 1^{re} partie, p. 264.

pour cela il faut un organisme régulateur. Eh bien ! en ce qui concerne les œuvres scolaires, la Société civile du crédit de la charité joue un peu ce rôle d'organisme régulateur. Elle fournit aux écoles qu'elle assiste, une contribution fixe et régulière, sur laquelle elles peuvent tabler ; en cas de besoin extraordinaire, elle leur alloue un secours exceptionnel. Accordant d'une manière spéciale sa sollicitude aux contrées déshéritées, elle draine vers les lieux de désolation des ressources qui sans elle iraient à des œuvres déjà largement dotées. En outre, elle applique à la bienfaisance les principes sur lesquels reposent aujourd'hui tous les progrès du commerce et de l'industrie : l'association, la capitalisation et la comptabilité.

Mais ce qu'il y a surtout de bon dans cette œuvre, ce qui serait à creuser et à promouvoir, c'est l'idée de l'organisation des finances de la charité. A ce titre, nous l'avons signalée avec une certaine complaisance.

IV

Le repos dominical

La question scolaire ne provoqua aucun dissentiment entre les catholiques. Au contraire. Elle mit en relief leur parfaite unanimité de pensée. Il n'en fut pas de même de la question sociale. La question ouvrière, comme on disait alors, fut le thème de plusieurs discours aux assemblées générales et l'objet des débats de plusieurs sections.



La première section consacrée aux œuvres religieuses s'occupa notamment de la sanctification du dimanche par la cessation du travail. La lecture de ses discussions est bien suggestive.

Une minorité proposa l'intervention de l'État. Mais on fut à peu près unanime à la repousser. Cependant, remarquons-le, cette attitude ne fut dictée par aucune préoccupation économique.

La question du repos dominical se posait à Malines non comme question sociale, mais comme question religieuse. On l'envisageait au point de vue de la sanctification du dimanche au même titre que la question d'assistance à la messe, et non pas au point de vue de l'amélioration du sort des classes laborieuses. Dans ces conditions, la résoudre par la loi, c'était appeler, selon la phraséologie d'alors, le bras séculier au secours de la puissance spirituelle. Mesure inopportune à tout le moins, à une époque où les catholiques dénoncent sans trêve l'immixtion constante d'un gouvernement josphiste dans les affaires ecclésiastiques, luttent sans répit pour la liberté de la charité, la liberté des cimetières, la liberté d'enseignement, pour toutes les libertés dont l'Église a besoin dans son développement et que l'État lui dispute avec âpreté.

Contre la proposition d'intervention législative dans une affaire considérée comme strictement religieuse, on fit valoir la théorie de l'indépendance de l'Église et de l'État, à laquelle il importait à ce moment de ne donner aucun accroc même en faveur de l'Église.

Du reste, à peine la proposition formulée, le président interrompait l'audacieux orateur par cette parole : « Vous perdez de vue la Constitution ». L'objection parut si forte que du coup l'auteur même du projet de réglementation abandonna la partie.

De fait, au point de vue de la section des œuvres religieuses pour qui le repos dominical est un moyen de sanctifier le dimanche selon le culte catholique, la loi proposée aurait eu un caractère nettement confessionnel et aurait été à des titres divers une violation flagrante de la Constitution. En vertu de la définition même de son objet, les œuvres religieuses, la section devait repousser toute mesure interventionniste et abandonner la solution du problème à l'initiative privée.

*
* *
*

Cependant des esprits clairvoyants firent remarquer qu'on avait peut-être eu tort de solidariser le repos dominical et la sanctification du dimanche. « A mon avis, disait M. Liehtle, délégué norvégien, le repos dominical devrait être imposé partout, car ce n'est pas seulement une loi chrétienne, c'est aussi une loi sociale » 1). Et un membre belge fit observer que la profanation du dimanche par le travail se complique le plus souvent d'une violation de la liberté de conscience. « Bien des gens, qui préféreraient se reposer le dimanche, ne travaillent que parce que les exigences de leurs clients les y obligent. Ensuite bien des marchands qui vou-

1) 1863, t. II, p. 25.

draient fermer leur magasin le dimanche, se voient forcés de le tenir ouvert à cause des marchands voisins qui, se moquant du précepte religieux, étalent leurs marchandises et font appel à l'acheteur tous les jours de l'année. Enfin, dans un grand nombre d'ateliers, on force les ouvriers à travailler le dimanche, en les menaçant de les renvoyer, c'est-à-dire de leur enlever leurs moyens d'existence. Ce sont bien là, je pense, des violations de la liberté de conscience... Je ne demande pas que le gouvernement ordonne le repos absolu du dimanche ; je demande que le droit du faible soit respecté et garanti autant que le droit du fort ; je demande que l'ouvrier, que la femme, que l'enfant qui gémissent sous une tyrannie antireligieuse, puissent élever la voix et trouver un appui quelque part » 1). De ce point de vue, une loi sur le repos dominical serait plutôt une loi de protection de la liberté des cultes qu'une atteinte à cette liberté.

Encore que la section, préoccupée avant tout de la sanctification du dimanche, n'ait pu prêter une oreille attentive à ces deux objections, encore que ces objections elles-mêmes n'aient guère été que des échappées lointaines sur la possibilité de légiférer en la matière sans se mettre en travers d'aucun principe constitutionnel, il est intéressant de constater que dès 1863 des catholiques assemblés à Malines agitent certaines idées qui feront peu à peu leur chemin et passeront quarante ans plus tard dans notre législation.

La première section, et l'assemblée générale à sa suite, adopta un vœu où elle préconisait la création de

1) 1863, t. II, p. 32.

ligués de consommateurs dont les membres favoriseraient de leurs ordres les producteurs respectant le dimanche, et de ligues de producteurs dont les membres s'engageraient à ne point travailler et à ne point faire travailler le dimanche. L'assemblée de 1864 ne remit point la question à son programme et celle de 1867, après une discussion analogue au débat de 1863, confirma les vues du premier Congrès.

V

La législation ouvrière

La deuxième section était plus directement intéressée à la question sociale. Elle s'appelait, en 1863, section des œuvres de charité. On lui demandait de désigner les œuvres « qui correspondent aux besoins les plus urgents et les mesures à prendre pour leur fondation et leur extension ». Le programme des travaux, élaboré par le comité d'organisation, suggérerait de recommander :

a) Écoles populaires, gardiennes, primaires, dominicales, du soir, d'adultes, de réformes.

b) Établissements, tels que les fermes-hospices dans les Flandres, qui unissent et combinent toutes les ressources et s'étaient sur le concours même des personnes qu'ils soulagent, pour réaliser le plus grand bien, avec le plus d'économie possible.

c) Institutions religieuses et moralisatrices : associations et confréries pour les apprentis, les compagnons, les ouvriers ; patronages : Société de Saint Vincent de Paul, de Saint François-Xavier, de Saint Joseph, de Saint Jean-Baptiste, de Saint

Charles-Borromée, de la Sainte Famille, etc. ; cours, lectures, bibliothèques.

d) Institutions de prévoyance : caisses d'épargne, sociétés de secours mutuels, associations coopératives pour la production, la consommation, le crédit...

e) Construction de cités et maisons ouvrières, jeux et distractions populaires, ouvertures de parcs et de promenades pour le peuple, etc... 1).

L'examen des deux derniers points pouvait évidemment donner naissance à une large discussion de la question sociale. Cette discussion était dans le vœu de Ducpétiaux. Il n'en fut rien cependant. La section se cantonna sur le terrain de la charité pure et se borna à recommander comme œuvres principales : les écoles chrétiennes, les conférences de Saint Vincent de Paul, les patronages et les associations ouvrières de mutualité et de compagnonnage. Des habitations ouvrières et des coopératives, il ne fut pas question.

Cependant elle signala dans les mutualités de secours et dans les sociétés de compagnonnage (*Gesellenverein* de l'abbé Kolping), des formes de la charité mieux adaptées que toutes les autres à l'esprit démocratique des sociétés modernes, passionnées d'indépendance, assoiffées de dignité et d'égalité. Ce sentiment se rencontre dans les débats de la section ; on le retrouve encore dans le discours de Charles Périn à l'assemblée générale, mais il est surtout nettement affirmé dans l'allocution de M. de Melun à la réunion plénière du 20 août 1863 : « Après

1) 1863, t. II, p. 58.

l'éducation, après l'apprentissage de la vie commence cette vie même où doivent s'appliquer toutes les forces accumulées, toutes les idées recueillies, tous les devoirs enseignés pendant les belles années de l'école et du patronage. L'enfant est devenu un homme, l'apprenti est maintenant un ouvrier : la charité ne l'abandonne pas. Quels que soient notre âge et notre position, n'avons-nous pas toujours besoin d'elle ? Seulement elle change de devoir. Ce n'est plus à la protection mais à la mutualité, au patronage mais à l'association, qu'elle demande le moyen d'assurer la persévérance de l'homme dans le service de Dieu ; et ce passage à la robe virile doit commencer de bonne heure pour les jeunes gens. Personne n'échappe à l'influence du siècle où il vit ; le nôtre est celui de l'émancipation et de l'indépendance. Le meilleur des jeunes ouvriers a hâte de secouer la tutelle du patronage, quelque douce, quelque aimée qu'elle soit : car elle est à ses yeux le signe de sa minorité et de sa sujétion. La charité condescend à cette impatience, et substitue, aussitôt qu'elle le peut, la société de secours mutuels au patronage.

» La société catholique de secours mutuels qui emprunte à nos pieuses et vieilles corporations ce qu'elles avaient de protecteur, en y ajoutant ce qui leur manquait dans plus d'un pays, la liberté, ne garantit pas seulement les ouvriers contre les tristes conséquences de la maladie, de l'infirmité, du manque de travail ; elle les maintient dans la science et dans la pratique des devoirs chrétiens » 1).

1) 1863, t. I, p. 121.

Mais, notons-le, la mutualité apparaît encore à M. de Melun comme une forme de la charité et c'est à ce titre qu'elle obtient son passe-port. On peut regretter cette attitude. Cependant on reprocherait à tort à la section, que préside M. Périn, de n'avoir vu dans la question sociale qu'une question de charité. Tout ce dont on peut lui faire grief, c'est de n'avoir pas su oublier qu'elle s'appelait « section des œuvres de charité ». Interprétant son titre à la lettre, elle n'étudie pas les causes de la misère morale et matérielle. Mais, ces causes existant et sans préjuger ni leur origine, ni la possibilité de les supprimer par une réforme législative, elle avise aux moyens dont la charité doit se servir pour pallier leurs effets et soulager l'infortune. Elle n'entend nullement dire que la charité puisse remplacer la justice et venir autrement qu'en surcroît. Il suffit à ce propos de lire l'énergique déclaration de M. Cochin à la dernière réunion de la section :

« Trop souvent, les industriels chargent la charité de compléter les salaires, et ils aiment mieux donner sous forme de secours ce que l'ouvrier trouverait plus digne et plus sûr de recevoir sous forme de paie. Ou bien encore ils se placent auprès de quelque grande ville où l'on se charge de remplir envers leurs ouvriers les devoirs d'assistance dont ils s'affranchissent ainsi eux-mêmes.

» C'est là une des causes, non pas l'unique cause, mais une des principales causes de l'agglomération des ouvriers dans les grandes villes. Paris en est l'exemple le plus frappant. Cette cité s'est trouvée enveloppée en vingt-cinq ans d'une ceinture de fau-

bourgs sans églises, sans écoles, sans habitations, sans charité suffisante. On sait les dangers de tout genre d'une telle agglomération. Elle a, je le répète, bien des causes. J'ose dire que l'une des plus intenses est la pensée secrète de nombreux industriels qui viennent là, sachant bien qu'ils auront le choix entre les ouvriers, au moment du succès, sans aucun devoir envers eux au moment du revers.

» J'ai dit encore que les industriels aiment mieux ajouter au salaire un secours qu'un supplément, parce qu'on peut interrompre le secours, tandis que le salaire, une fois haussé, est difficile à baisser. Ce système change l'ouvrier en indigent, et charge la charité de ce qu'elle n'est pas destinée à supporter. Sans entrer dans l'épineuse question des salaires, sans nier la progression des salaires dans certaines industries et surtout dans les grandes villes, je ne crains point d'être démenti en affirmant que les salaires ne suivent les subsistances, que comme la justice suit le crime, *pede claudo*, d'un pied boiteux. On met ainsi à la charge de la charité des gens qui ne devraient pas y être. Qu'on lui confie les aveugles, les orphelins, les malades, mais un ouvrier valide devrait se suffire à l'aide d'un salaire équitable, et non pas tomber, par suite de l'insuffisance du salaire, sur les bras de la charité ; ces bras fléchissent sous un poids auquel ils ne sont pas préparés.

» On parle toujours de l'imprévoyance des ouvriers ; elle tient trop souvent à l'imprévoyance des patrons. On n'a pas le droit de tirer du fond des villages, pour les entasser soit dans une grande ville, soit autour d'une usine, des milliers d'ouvriers, avec leurs familles,

en leur disant : « Logez-vous, nourrissez-vous, instruisez-vous comme vous pouvez ; cela n'est pas » mon affaire ; tant que je gagnerai, nous continuerons ; quand j'aurai assez gagné, nous cesserons ». Que diriez-vous, Messieurs, d'un intendant militaire qui serait chargé de pourvoir aux besoins d'un corps de dix mille hommes, campés sur un point déterminé, et qui ne prendrait aucune mesure pour les loger et les nourrir, se disant : « Ils s'en tireront » comme ils pourront, aux dépens des voisins ». Non, non, ce vieux système n'est plus permis dans les campagnes militaires ; il l'est encore moins dans les campagnes industrielles. De plus en plus l'industrie comprend ses devoirs, parfaitement d'accord avec ses intérêts, puisque, en logeant, moralisant, payant bien ses ouvriers, elle s'assure une population permanente, tranquille et dévouée. Répétons sans cesse et bien haut, que les grandes entreprises ont les mêmes devoirs que les grandes propriétés. Qui se sert des ouvriers doit se charger des ouvriers » (*bravos*) 1).

*
* * *

Que prouve cette déclaration ? Qu'il y a à côté du problème de la charité dont la section s'est occupée, un autre problème, problème de justice celui-là, dont la section s'est désintéressée non par indifférence, ni par hostilité, mais à raison de son objet strictement défini. Aussi, pour en amener la discussion, la deuxième section sera transformée en 1864 en section : « Économie chrétienne — Œuvres charitables ».

1) 1863, t. II, p. 76.

Sa compétence est ainsi nettement marquée à l'égard des deux problèmes.

Au point de vue des œuvres charitables, elle reproduisit sensiblement les idées et les vœux de 1863 ; le patronage reste le moyen de relèvement par excellence. Mais le débat économique qui fut une nouveauté en Belgique et le premier dans notre pays où l'on ait sérieusement dénoncé l'optimisme classique, fut singulièrement intéressant et approfondi. Ce débat avait d'ailleurs été rendu inévitable ; car dans la liste des questions proposées en 1864 à l'examen de la deuxième section, le comité d'organisation avait fait une place prépondérante au problème social :

1. Exposé de la situation, des progrès, des lacunes et des besoins de la charité libre et chrétienne dans les divers pays. Faites connaître les œuvres qui répondent le mieux aux besoins de la classe pauvre et souffrante.

2. L'organisation de l'industrie moderne, l'agglomération des ouvriers dans les centres manufacturiers, la durée excessive du travail, le mélange des sexes et des âges, l'emploi des femmes et des enfants dans certaines fabriques et usines, entraînent des inconvénients et des abus incontestables. On demande quelles seraient les mesures à prendre pour y remédier et pour moraliser la grande industrie, tout en respectant ses conditions essentielles ?

3. Quelles sont les améliorations les plus urgentes à apporter à la condition des femmes de la classe ouvrière : *a)* sous le rapport du travail ; *b)* sous le rapport de l'économie domestique ; *c)* en ce qui concerne leur position et leurs besoins de mères de famille ?

4. Le patronage est le plus puissant moyen de combattre, dans ses causes, la misère qui afflige les classes ouvrières et met en péril l'ordre social. Comment pourrait-on parvenir à

l'organiser et à lui donner le caractère d'une institution générale et permanente, en le fondant exclusivement sur la liberté et la charité ?

5. Quelles sont les applications les plus utiles et les plus pratiques du principe de la mutualité et de l'association pour assurer à la fois le bien-être et la moralisation de la classe laborieuse ?

6. A quelles mesures faut-il avoir recours pour améliorer les habitations ouvrières et remédier, sans plus de délai, aux inconvénients signalés et reconnus depuis longtemps ?

7. Quel est le système d'emprisonnement reconnu le plus conforme aux exigences de l'idée chrétienne de l'amendement, de la régénération et de la réhabilitation des condamnés ?

*
* *

Afin de contraindre la deuxième section à aborder de front le point délicat de ce programme, la commission exécutive présentait elle-même sur « l'organisation de l'industrie moderne » (quest. 2) un projet de résolution très complet dû à l'inspiration de Ducpétiaux.

Ce projet mérite d'être cité. C'est — vingt ans avant la naissance du parti socialiste et vingt ans avant l'instauration de notre première loi de protection du travail (1888), — tout un programme de réformes ouvrières par la législation. *Fixation par la loi d'un âge minimum pour l'admission dans les fabriques ; limitation légale du travail quotidien à une durée de 12 heures ; interdiction aux femmes des travaux souterrains ; réglementation de l'hygiène des ateliers ; inspection administrative du travail ; ententes internationales pour l'unification de la législation sociale ; rien n'y manque. Qu'on en juge.*

« L'Assemblée est d'avis que, tout en respectant le principe fondamental de la liberté de l'industrie, la loi d'une part, de l'autre l'action spontanée, individuelle ou associée, des chefs d'industrie, doivent intervenir chaque fois que la nécessité en est démontrée, pour alléger et faciliter le travail, assainir les procédés et assurer la salubrité des ateliers, protéger et moraliser les travailleurs, pourvoir autant que faire se peut à leur avenir, féconder la solidarité et consolider le lien qui existe entre les patrons et les ouvriers.

A cet effet, il y a lieu :

A. — De porter des lois et des règlements d'administration publique :

1^o Qui fixent l'âge auquel les enfants seront admis à être employés dans les établissements dits de la grande industrie : manufactures, usines, mines, houillères ;

2^o Qui interdisent aux femmes le travail souterrain dans les houillères et les mines ;

3^o Qui prescrivent les mesures nécessaires pour la salubrité, l'assainissement des procédés et la sécurité des travailleurs.

B. — D'engager les chefs d'industrie à recourir à tous les moyens que peuvent leur suggérer l'expérience et l'intérêt qu'ils portent aux ouvriers :

1^o Pour favoriser et faciliter l'instruction des enfants qu'ils emploient ;

2^o Pour inculquer des habitudes d'ordre et de prévoyance, en instituant dans leurs établissements des caisses de secours, en s'affiliant aux caisses de prévoyance associées, en encourageant la participation aux associations mutuelles, aux caisses de retraite...

3^o Pour améliorer la condition physique et morale de leurs travailleurs, en imitant, dans la mesure de leurs ressources et eu égard aux circonstances, ce qui se pratique, à cet effet, dans un grand nombre d'établissements industriels d'Angleterre, de France, de Belgique et d'autres pays.

Abordant d'une manière plus précise la solution de la question posée, l'Assemblée résume de la façon suivante, l'expression de ses vœux :

1^o En ce qui concerne la durée excessive du travail, il convient de limiter le maximum à douze heures sur vingt-quatre, et, pour assurer l'exécution des prescriptions légales existant déjà en France, d'étendre à ces prescriptions la surveillance concernant le travail des enfants dans les manufactures.

2^o En ce qui regarde le mélange des sexes et des âges, sans qu'il soit possible de séparer absolument des travaux souvent solidaires les uns des autres, ni de recourir en semblable matière à des mesures législatives, il convient d'employer du moins les voies de la persuasion pour provoquer dans les règlements intérieurs les dispositions propres à empêcher les abus ; par exemple, celles qui ont pour objet d'affecter des portes distinctes dans les fabriques pour les hommes et pour les femmes, comme aussi de faire partir les femmes quelques minutes avant les hommes.

3^o En ce qui touche le travail des femmes, où les voies législatives sont encore moins indiquées que dans le cas précédent, il convient également d'employer les moyens de l'influence morale, non pas en vue de chercher à fermer les fabriques aux femmes, mais en vue de faciliter les conditions qui permettent de rester chez elles, à celles qui ont des enfants à élever, une famille à soigner, un ménage à tenir.

L'inspection du travail des enfants, de même qu'au sujet du mélange des sexes et des âges, pourrait avoir ici un rôle moral des plus utiles.

4^o En ce qui concerne le travail des enfants, avec une loi comme celle qui existe en France, il n'y a plus qu'à la compléter, qu'à l'améliorer au fur et à mesure des renseignements que fournit l'expérience, et à recourir aux moyens nécessaires pour en assurer l'exécution, pour remédier aux graves inconvénients de l'état des choses actuel, où l'inexécution flagrante de la loi, à peu près générale, tient à l'absence d'une inspection régulière et toujours active. En un mot, il conviendrait d'établir une inspection salariée au-dessus des commissions gratuites actuelles, inspection peu nombreuse du reste, mais trouvant au faite, dans un inspecteur général, un moyen de concentration et d'unité.

5^o Pour toutes les mesures de cet ordre destinées à remédier aux abus du régime industriel, tout en lui laissant ses conditions

normales et surtout la liberté, qui demeure la règle générale et la seule garantie du progrès, il conviendrait de provoquer chez les différents peuples chrétiens l'uniformité de législation 1).

*
* *

La discussion de ce projet fut longue et vive. Cependant personne ne contesta l'existence et la gravité des abus qui s'y trouvent dénoncés. Les adversaires les plus décidés de l'interventionnisme furent en aveu : « Personne, disait l'un d'eux, ne peut nier que l'agglomération des ouvriers dans les usines et les manufactures, la durée excessive du travail, le mélange des sexes et des âges ; l'emploi des femmes et des enfants dans certaines fabriques, usines et ateliers n'entraînent des abus et des inconvénients très sérieux. C'est un point sur lequel tout le monde est d'accord ; c'est un fait malheureux, mais quel est le remède ? » 2) Or cette unanimité dans la constatation des vices de notre organisation industrielle est déjà un fait important. Mal reconnu est à moitié guéri.

La discussion fut nettement circonscrite à cette alternative : le remède au mal constaté, viendra-t-il de la loi ou de l'initiative privée ? La plupart des orateurs soutinrent l'inefficacité de la loi : à leur sens, les pays où il y a le plus de législation en la matière, l'Angleterre et la France, sont aussi ceux où les abus sont le plus criants.

De plus, la loi est jugée dangereuse pour des raisons extra-économiques. Elle serait une atteinte aux droits

1) 1864, t. I, p. 472.

2) 1864, t. II, p. 93.

des pères de famille à qui on interdirait de faire travailler leurs enfants en-dessous d'un certain âge. Elle serait un péril pour la liberté religieuse. Une fois reconnu à l'État le droit d'intervention dans la gestion des entreprises privées, comment le lui refuser dans la gestion des affaires ecclésiastiques, qui sont d'un ordre beaucoup plus social et beaucoup moins privé que les affaires industrielles ? Pourquoi mettre aux mains de l'État une arme nouvelle dont il se servira contre nous ? « Il faut beaucoup de courage, disait M. Beslay, pour être libéral, dans le vrai sens de ce mot dont on fait chaque jour un abus si scandaleux. On s'imagine parfois que rien n'est plus facile et plus agréable : mais, Messieurs, il est plus pénible qu'on ne pense de résister à certains entraînements pour maintenir les principes dans leur intégrité ; ce n'est cependant qu'à cette condition que nous pouvons résister efficacement à nos adversaires et empêcher qu'en se servant des armes qu'ils trouveraient dans l'arsenal de la législation, ils ne nous frappent au cœur et ne tournent contre notre liberté, contre notre foi, contre notre religion, les lois que nous aurions faites pour protéger la vie et l'innocence de nos jeunes travailleurs » 1). Cet argument a une très grande valeur à une époque où la querelle clérico-libérale est le fond de toutes nos luttes politiques. Aussi le contre-projet de M. François Beslay (Français) fut-il accueilli avec sympathie par la section. Ce contre-projet niait une à une et méthodiquement chaque proposition du projet Ducpétiaux.

1) 1864, t. II, p. 107.

« L'Assemblée estime que le soin de prendre les mesures qui ont pour objet d'alléger et de faciliter le travail, d'assainir les procédés et d'assurer la salubrité des ateliers, de protéger et de moraliser les travailleurs, de pourvoir à leur avenir, de féconder la solidarité et de rapprocher les patrons des ouvriers, doit être laissé à l'action spontanée, individuelle ou collective, des chefs d'industrie.

Que les catholiques doivent, par tous les efforts, tout en excitant dans le cœur des chefs d'industrie les sentiments de charité chrétienne, leur faire comprendre que ces mesures sont commandées non moins par la loi de la charité que par l'intérêt bien entendu de l'industrie ;

Que les lois portant réglementation du travail des enfants et des femmes, inspirées par les sentiments de la plus louable humanité, ne sont pas toujours sans danger pour la liberté générale, qu'elles sont le plus souvent impuissantes à guérir le mal, difficiles à appliquer et pour cela même toujours menacées de désuétude ;

Que le régime de la réglementation légale ne saurait être jamais admis que par exception, temporairement et à la condition que l'inspection des établissements industriels fût confiée à des personnes ou à des corps qui offrissent aux citoyens des garanties raisonnables d'indépendance ;

Que le développement des mœurs chrétiennes, en modérant chez les patrons le désir des bénéfices, en augmentant la préoccupation charitable, le respect et l'amour même de l'inférieur, doit nécessairement corriger de la manière la plus heureuse les vices qui se présentent dans l'état actuel de l'industrie ;

Que les lois véritablement efficaces pour corroborer l'influence des mœurs chrétiennes et atténuer le mal, sont celles qui, inspirées par l'esprit catholique, assurent la liberté des associations ouvrières, la libre discussion des salaires et des conditions du travail, qui reconnaissent aux ouvriers le droit de concourir à la formation des chambres de prud'hommes, qui permettraient la constitution de chambres de travail dans les villes manufacturières à côté des chambres de commerce, et qui laissent à la presse toute liberté pour signaler le mal là où il existe.

Spécialement en ce qui touche le travail des femmes et des

enfants dans les manufactures : l'Assemblée estime que l'action de la loi est recevable et efficace, si, dans la constitution de la tutelle et dans la définition de la puissance paternelle, elle concilie les droits de la famille et ceux de l'enfant, de telle sorte que ni les parents, ni les tuteurs ne puissent sacrifier les forces de leurs enfants ou pupilles par l'épuisement d'un travail prématuré, ni étouffer le germe de leur intelligence par l'accablement d'un travail matériel.

En conséquence, l'Assemblée adopte les résolutions suivantes :

1^o Il n'y a pas lieu pour les catholiques de provoquer une réglementation légale du régime de l'industrie ;

2^o Dans les pays où cette réglementation existe, il y a lieu de demander que la loi qui la constitue soit modifiée de telle sorte que l'inspection des établissements industriels soit confiée dans une certaine mesure à des personnes ou à des corps indépendants du pouvoir administratif.

3^o Il y a lieu pour les catholiques de favoriser les mesures qui assurent la liberté des associations ouvrières et la libre discussion des salaires et des autres conditions du travail.

4^o Il y a lieu de favoriser par la voie de la presse la formation de toute société, ligue, union, agence, ayant pour objet de donner aux réclamations des classes ouvrières un caractère pacifique, régulier et chrétien, et de leur enlever leur violence pour mieux assurer leur efficacité » 1).

*
* *

Ce contre-projet mérite une analyse. D'évidence, il est fermement opposé à toute intervention de l'État dans les questions économiques. Cependant, en ce qui concerne le travail des enfants, il admet que la loi limite la puissance paternelle et définisse la tutelle de façon à prévenir l'abus des jeunes forces de travail. Il refuse de comminer des peines contre l'entrepreneur coupable d'abus, mais il autorise des poursuites

1) 1864, t. I, pp. 474 et 475.

contre les parents et tuteurs qui auraient coopéré à l'abus en livrant leurs enfants. Sur ce point particulier, il n'y a entre le projet et le contre-projet qu'une différence de méthode.

En ce qui concerne les autres vices de l'organisation industrielle, il attend de la bonne volonté et de la spontanéité libre des employeurs l'élaboration et l'observation de règlements propres à les déraciner. L'employeur, qui traite humainement son personnel, ne s'assure-t-il pas l'affection et la fidélité de ses ouvriers ? Ils restent indéfiniment attachés à son établissement. Ils ont soin de la chose du maître comme de leur propre bien. Leur travail est plus consciencieux et plus productif. Il gagne en qualité et en quantité. Ce que le patron a donné d'un côté, il le retrouve d'un autre. Son intérêt bien entendu lui commande d'avoir autant souci de sa famille ouvrière que de ses propres enfants. Pensée assurément vraie. De là, la confiance exprimée par le contre-projet dans le développement des œuvres patronales de protection ouvrière. L'avenir prouvera qu'il ne suffit pas aux œuvres, pour s'affermir et se multiplier, de s'inspirer d'une pensée juste et d'être avantageuses à toutes les classes.

Mais le contre-projet préconise encore un troisième moyen de réforme sociale : l'organisation ouvrière. Le travailleur isolé n'est rien, il doit subir toutes les conditions d'embauchage qu'on lui propose. Il n'est pas libre. Les travailleurs unis par l'association, pourvus d'un organe de représentation dans les chambres de travail, faisant valoir collectivement et avec ensemble leurs réclamations, aidés d'une presse profes-

sionnelle impitoyable aux abus, seraient forts dans la discussion des salaires et des conditions de travail. L'ouvrier deviendrait libre. Procurons-lui cette liberté, revendiquons toutes les lois nécessaires à la constitution et au développement des associations de travailleurs. Ce procédé de guerre contre les vices du régime industriel permet de rester fidèle jusqu'au bout aux idées libérales tout en atteignant sûrement la fin, qu'une loi pleine de péril pour la liberté de l'Église, ne procurerait peut-être point. Il faut voir le commentaire de cette idée dans les développements que M. Beslay donna à son contre-projet : « L'ouvrier aujourd'hui est impuissant et faible ; nous voudrions qu'il fût puissant et fort ; mais il ne faut pas qu'il demande sa puissance à la violence, à la menace, à la coalition prise dans son mauvais sens, mais à l'organisation régulière de l'association. Liberté pour l'ouvrier de discuter les questions de salaires, de s'associer, etc. ; et nous croyons qu'en l'investissant de ce droit, il s'en servira pour défendre les intérêts et la vie de sa femme et de ses enfants et pour stipuler convenablement les conditions de leur emploi dans les diverses branches de l'industrie. Mais cela ne suffit pas, il faut en outre assurer au travail sa pleine et entière liberté. En effet, il importe peu à l'ouvrier, au point de vue du revenu proportionnel, de travailler douze heures pour quatre francs ou de ne travailler que six heures pour deux francs ; mais si l'on augmente la durée quotidienne du travail sans augmenter son salaire, il ne se trouve évidemment plus dans les mêmes conditions ; s'il lui est interdit de discuter librement les termes d'une conven-

tion dans laquelle il est le premier intéressé, il n'est plus libre, il est attaché à la glèbe de l'atelier comme l'ancien serf à la glèbe de la terre. Voilà pourquoi nous avons parlé de lois consacrant la liberté pour l'ouvrier de discuter la question des salaires et les conditions du travail » 1).

*
* *

Une proposition transactionnelle soutenue par les partisans du projet du comité d'organisation fut écartée, et le contre-projet de M. Beslay fut voté à une grande majorité. Quoique adopté en section, il ne fut point porté devant l'assemblée générale et on ne peut le considérer comme un vœu du Congrès de 1864 2). Avec le projet Ducpétiaux, il reparaitra à la session suivante où renaitra la même discussion.

En somme, à Malines en 1864, deux conceptions de la réforme sociale se sont heurtées : les uns veulent recourir à la loi ; les autres veulent recourir à la liberté, mais à la liberté vraie, c'est-à-dire organisée par l'association ouvrière, par les chambres de travail, par la presse professionnelle, soutiens sans lesquels la liberté du travailleur est un vain mot et une duperie. De part et d'autre, il y a une volonté sérieuse et efficace de remédier aux défauts de la grande industrie moderne. Les méthodes diffèrent, l'avenir en fera la synthèse.

*
* *

En 1867, la deuxième section se nomme simplement « section d'économie chrétienne et charitable ».

1) 1864, t. II, p. 102.

2) 1864, t. I, p. 244.

Le comité d'organisation lui propose de délibérer sur la question ouvrière en ces termes :

« La question ouvrière, celle des rapports du travail avec le capital, des ouvriers avec les chefs d'industrie, exige impérieusement une solution qui concilie tous les intérêts légitimes » 1).

Or, ce libellé implique, au dire de certains membres, la croyance à un antagonisme naturel entre le capital et le travail, entre les patrons et les ouvriers. La plupart s'empressent de nier cet antagonisme. Mais M. Vermeire-Magis soutint fortement l'autre point de vue, et comme cette idée est d'une extrême rareté chez les catholiques, à cette époque du moins, il est bon de citer ses paroles : « Les intérêts des ouvriers et des patrons sont-ils toujours identiques ? L'antagonisme que l'on dénonce entre le travail et le capital existe-t-il réellement ? L'économie politique considère cet antagonisme comme non-admissible, comme contraire à la nature des choses, parce que, d'après une vérité qui est devenue un lieu commun dans la science, *le capital n'est que du travail accumulé*. Mais s'ensuit-il qu'il n'y ait aucune cause naturelle d'opposition entre l'ouvrier et le patron ? — Non. Cette cause a toujours existé et existera toujours : c'est la divergence d'intérêts entre le vendeur et l'acheteur (*interruption*). Je maintiens qu'il y a opposition d'intérêts entre tout vendeur et tout acheteur. Le vendeur veut obtenir de sa marchandise le plus haut prix possible, et l'acheteur veut, de son côté,

1) 1867, t. I, p. 15.

négocier aux conditions les plus avantageuses pour lui. L'ouvrier qui vend son travail et le patron qui l'achète, subissent cette loi naturelle. A mes yeux donc, c'est l'opposition d'intérêts que je signale qui est la cause primordiale de l'antagonisme qui existe entre chefs d'industrie et travailleurs (*interruption*). Il y a antagonisme ou il n'y en a pas. S'il y a antagonisme, il faut en étudier les causes et en chercher les remèdes ; s'il n'y en a pas, il n'y a pas de question ouvrière, et nous perdons notre temps à discuter (*interruption*). Je ne m'étendrai pas, comme j'avais l'intention de le faire, sur les rapports entre maîtres et ouvriers. J'abrège, en présence de la répugnance qu'on éprouve à tailler dans le vif de la question et à la traiter à fond au point de vue économique.

» Pour n'exprimer que le résumé de mes idées, je dis que si, par rapport au salaire, il existe une opposition d'intérêts entre les deux parties contractantes, cette opposition ne doit pas aller jusqu'à l'antagonisme, jusqu'à une défiance mutuelle, jusqu'aux animosités et aux violences qui caractérisent la situation et qui ont engendré ce qu'on appelle la *question ouvrière*. Les rapports entre patrons et ouvriers, malgré la lutte qui existera toujours par rapport au prix du travail, peuvent être basés sur la bienveillance, sur les égards réciproques qu'on doit aux honnêtes gens, sur l'équité, sur la justice. Un mot résume toutes ces conditions, c'est le mot que nous avons pour devise dans cette section : *charité chrétienne* » 1).

Mais comment susciter chez les parties en cause

1) 1867, 2^me partie, p. 105.

cet état d'esprit chrétien ? On a indiqué la formation de sociétés ouvrières, fondées sur les principes religieux, où les travailleurs apprennent à modérer leurs impatiences et à contenir dans de justes limites leurs revendications. C'est un point sur lequel il y a accord. Mais on oublie que les patrons eux-mêmes ont besoin d'un traitement semblable. Eux aussi doivent savoir se borner. Des associations de patrons empreintes de l'esprit chrétien, sont aussi nécessaires que des associations de travailleurs : « Par quelle voie le principe chrétien et les saines notions de l'économie politique peuvent-ils le plus efficacement s'inculquer au patron ? — Encore une fois, par l'association. — A côté des sociétés ouvrières, il importe donc qu'il existe dans tous les centres d'industrie, des sociétés industrielles, où le patron, tout en s'occupant d'autres questions, apprenne à connaître les grandes lois économiques qui donnent des solutions aux questions sociales, toujours d'accord avec les principes chrétiens. La solution *partielle* de la question est là, et ce qui le prouve dans le domaine des faits, c'est que partout où une société industrielle, dirigée dans un sens économico-scientifique, est établie depuis quelques années, comme à Verviers, par exemple, à Mulhouse, à Amiens, aucun désordre, aucune grève violente ne se sont produits, tandis que là où il y a eu révolte ouvrière, comme à Charleroy, à Roubaix, les patrons n'ont pas étudié en commun l'économie du travail » 1). Pour le surplus, M. Vermeire est adversaire à outrance de tout interventionnisme.

1) 1867, 2^{me} partie, p. 106.

*
* *
*

Ce point de vue est surtout intéressant aujourd'hui où nous assistons à l'organisation de deux séries d'associations : syndicats d'ouvriers et fédérations d'entrepreneurs. Du reste, la section ne s'arrêta pas à ce point de vue et concentra toute son attention sur les projets de résolution déposés en 1864 par Ducpétiaux et par Beslay.

Ducpétiaux vint en personne soutenir ses idées : « L'inaction ou le mauvais vouloir des industriels qui ne comprennent pas leurs devoirs paralysent jusqu'à un certain point la bonne volonté de ceux qui les comprennent et savent les remplir. En effet : à côté d'un fabricant qui fait travailler pendant quatorze ou quinze heures par jour, vous en avez un autre qui n'exige qu'un travail de dix à douze heures ; il en résulte, pour ce dernier, une infériorité qui cause un préjudice notable à ses intérêts » 1). Tel est le motif pour lequel Ducpétiaux veut recourir à l'intervention de l'État. Grand nombre d'orateurs — la majorité même, cela résulte d'un relevé que nous avons fait — se rangèrent à son avis. Tout en louant les mesures parties de l'initiative privée, individuelle ou collective, des patrons, ils en montrèrent l'insuffisance. L'inertie ou l'hostilité d'un seul chef d'industrie tient en échec les bonnes intentions de tous les autres. Néanmoins, après un débat très long et très confus, la section adopta un vœu incolore qui, selon l'expression du rapporteur à l'assemblée

1) 1867, 2^{me} partie, p. 114.

générale, laissait « la question ouverte aux méditations des penseurs, des catholiques et des industriels » :

« Sans admettre, ni sans repousser les lois qui peuvent exister dans certains pays pour régler le travail des femmes et des enfants dans les ateliers et manufactures, l'Assemblée générale des catholiques émet le vœu que les industriels ne reçoivent plus dans leurs ateliers que des enfants ayant atteint l'âge de 12 ans ; que la durée du travail effectif ne dépasse pas douze heures pour les femmes et les enfants ; que l'emploi des femmes et des jeunes filles aux travaux de fond dans les houillères soit complètement aboli, que le repos du dimanche et des fêtes obligatoires soit respecté » 1).

C'est un progrès sur les dispositions de 1864 qui étaient nettement hostiles à toute idée interventionniste.

VI

La coopération

A côté de la réglementation de l'industrie, une autre question non moins importante préoccupa les congrès de 1864 et de 1867 : la question des coopératives.

Le mouvement coopératif se propageait rapidement dans tous les pays. Voici les chiffres qu'enregistre la statistique :

1) 1867, 1^{re} partie, p. 186.

En Angleterre :

Années	Sociétés	Coopérateurs	Francs d'affaires	Francs de bénéfices
1862	332	90.000	58.175.000	3.408.000
1863	454	108.000	65.650.000	5.878.000
1866	676	175.000	111.389.900	8.157.350

En Allemagne :

Année 1859 : 103 sociétés.

» 1864 : 1170 sociétés dont 890 de crédit.

» 1865 : 1370 sociétés dont 961 de crédit.

» 1866 : 1600 sociétés dont 1200 de crédit,
englobant 500.000 coopérateurs.

Pour 1866, 532 sociétés de crédit possèdent en propre 23 millions de francs et ont fait des avances pour 318,8 millions.

En France :

Année 1866 : 105 sociétés.

Or le mouvement coopératif est partout issu d'initiatives anticatholiques et même antichrétiennes. En France, il se rattache à la poussée socialiste de 1830 et de 1848 ; en Angleterre, Rob. Owen, le matérialiste le plus froid de son époque, en a donné la formule et tenté la première réalisation ; en Allemagne, il est l'œuvre du parti libéral et de son homme Schultze-Delitzch et du parti radical dirigé

par Ferd. Lassalle. D'autre part, il se communique à notre pays. Deux essais de boulangerie coopérative ont été tentés sans résultat à Gand et à Anvers en 1854 ; depuis 1864, il y a à Liège une coopérative de crédit et deux magasins coopératifs, l'*Équité* et la *Société ouvrière Saint-Joseph* 1) ; à Grivegnée en 1866 s'établit également un magasin coopératif ; Verviers entre aussi dans le mouvement. L'opinion catholique ne peut rester indifférente ; elle doit prendre attitude et dire si elle entend favoriser ou enrayer le développement des coopératives ; il faut marquer le rôle de l'œuvre nouvelle dans l'économie chrétienne. La question des coopératives se pose donc aux congrès de 1864 et de 1867.



A l'une et à l'autre assemblée, on fut unanime à louer les coopératives de crédit. Contre les coopératives de consommation, un membre fit valoir que leur généralisation amènerait la ruine du petit commerce et qu'il n'était peut-être pas permis aux catholiques de collaborer à la disparition des classes moyennes. Cette objection qui venait de Gand, resta sans écho.

1) En 1865, cette société chiffre 40.000 fr. d'affaires et distribue 10 % de bénéfice à ses membres. En 1866, elle chiffre 70.000 fr. d'affaires et le bénéfice distribué est supérieur à celui de l'exercice précédent. En 1867, la société, qui avait commencé ses opérations dans une chambre où les denrées étaient vendues sur une table, installe deux maisons de vente, fait 150.000 fr. d'affaires et réunit 200 membres.

Quant aux coopératives de production, on doutait en 1864 qu'elles fussent destinées à se généraliser. On ne les croit viables que dans certaines industries déterminées et encore à la condition de se composer d'ouvriers d'élite, doués d'une supériorité intellectuelle incontestable et d'une abnégation assez grande pour confier à un gérant choisi parmi eux tous les droits du patron. Ces conditions de réussite se rencontreront très rarement. Les catholiques trahiraient leur devoir en imitant les partis qui recommandent l'association de production comme un remède à tous les maux et comme une panacée souveraine. Le congrès ne dira donc point que la coopérative de production est impossible, mais il évitera aussi de faire croire aux travailleurs qu'elle est le moyen de faire cesser tous leurs maux. De là la forme du vœu :

« Si la mutualité dans la production ne peut être généralisée, la mutualité dans le prêt et dans la consommation est destinée en se développant à assurer à l'ouvrier une plus grande somme de bien-être tout en l'éloignant de l'esprit révolutionnaire » 1).

Le Congrès ne se déjugera pas sur ce point en 1867 et émettra à nouveau une résolution restrictive en ce qui concerne les associations de production : il recommande à l'activité des hommes d'œuvre « les banques populaires, les sociétés coopératives de consommation et, dans une certaine mesure, les sociétés coopératives de production » 2).

*
* * *

1) 1864, t. I, p. 479.

2) 1867, 1^{re} partie, p. 328.

Cependant il y a entre l'assemblée de 1864 et celle de 1867 une différence très marquée dans la doctrine de la coopération. En 1864, la coopération est regardée comme une forme sociale nettement distincte du patronage. Sa valeur réside même en ce fait qu'elle exclut toute idée de patronage. Elle est une application du *self-help*. L'ouvrier est devenu fier et indépendant. Aux accroissements de bien-être matériel et moral qu'il doit à l'action bienfaisante des classes élevées, il préfère les améliorations qu'il doit à lui-même, à son activité spontanée et à celle des camarades associés. Ce sentiment de noblesse personnelle est à encourager. Sans doute le patronage est une œuvre excellente, mais dans les milieux où il est hors de saison, la coopérative doit le remplacer. L'homme d'œuvre qui favorise le développement de la coopération, doit se garder d'y apporter son concours pécuniaire sous forme de don ou de charité. Faire dévier la coopérative vers le patronage, c'est la vouer à l'insuccès. Qu'il limite son intervention à éclairer de ses conseils et de son expérience — pour la rédaction des statuts, la recherche des débouchés, le tri des fournisseurs — les ouvriers qui s'associent en vue de la coopération. « Ce qui fait la valeur de l'association aux yeux de l'ouvrier, c'est que c'est à lui-même, à sa spontanéité, et au libre concours de ses coassociés qu'il doit son bien-être. — L'ouvrier qui accepte le patronage ne se sent pas aussi relevé à ses propres yeux, que quand il doit son bien-être à sa propre initiative, à ses propres efforts » 1).

1) 1864, t. II, p. 168. Discours du Comte LEMERCIER.

« Généralement l'ouvrier n'accepte qu'avec répugnance le patronage de son maître, tandis qu'il est toujours très reconnaissant des succès qu'il ne doit qu'à ses propres efforts et à ceux de ses compagnons de travail. Voilà le point très important qui sépare le patronage et l'association. Ne confondons pas ces deux questions ; cela est d'une importance sociale extrême » 1).

*
* *

En 1867, on est bien près de condamner la coopération pure, exclusive du patronage. Que s'est-il passé ? Dans l'intervalle de 1864 à 1867, le livre célèbre, *La question ouvrière et le christianisme*, que Mgr Ketteler a publié en 1864, a fait grand bruit et est venu à la connaissance des catholiques belges 2).

En présence de la fameuse campagne coopératiste menée par Schulze au nom du parti libéral et par Lassalle au nom du parti radical, Ketteler a voulu indiquer la position des catholiques dans la question. Il reconnaît dans l'idée coopérative une idée chrétienne, « une idée magnifique qui mérite au plus haut degré notre participation et notre protection ». Cependant, pour rester chrétienne, elle doit se débarrasser de certains caractères que libéraux et radicaux y ont ajoutés.

Lassalle réclame pour les associations de production le patronage de l'État : il veut que leurs caisses soient alimentées par le trésor public. Ketteler

1) 1864, t. II, p. 172. Discours du Comte LEMERCIER.

2) 1867, 2^{me} partie, p. 138.

repousse cette prétention. Les coopératives officielles substituent à la dépendance vis-à-vis de l'entrepreneur privé, la dépendance socialement plus nuisible à l'égard de l'État. Elles endorment la responsabilité personnelle, dépriment les énergies individuelles et habituent à compter sur la Providence du gouvernement. Or, Ketteler voit dans la coopérative non seulement un moyen de procurer le bien-être aux ouvriers, mais encore une façon de stimuler leurs forces productives par l'association aux bénéfices de l'industrie et d'assurer à la fois leur indépendance et leur accession à cette propriété privée qui est le but et le terme naturel du travail. Cette fin, la coopérative ne l'obtient qu'en évitant la tutelle de l'État.

Après avoir marqué en quoi la coopérative chrétienne se distingue de la coopérative socialiste ou radicale, Ketteler s'efforce de la distinguer de la coopérative libérale telle que la recommande Schulze. Le parti libéral veut faire de l'association des travailleurs en vue de la production une application pure du *self-help*. Il n'admet pas l'intervention de donateurs généreux dans la constitution du capital coopératif. La société doit voler de ses propres ailes. Schulze la présente comme destinée à remplacer la charité et l'aumône qu'il trouve humiliantes pour la classe ouvrière. Il l'oppose à la conception du patronage dont les catholiques sont très engoués à cette époque. Or Mgr Ketteler repousse cette tendance et fait formellement appel aux dons volontaires pour la constitution des fonds d'installation. La coopérative n'est chrétienne qu'à la condition de ne pas refuser

le concours des hommes riches qui veulent y contribuer. Cette contribution des riches rapproche les classes au lieu d'aviver l'antagonisme. Elle permet à de généreux donateurs, assurément animés d'intentions bienveillantes à l'égard des travailleurs, de se réclamer de leur concours pécuniaire pour exercer sur les ouvriers un patronage salutaire au point de vue moral et religieux.

« Puisse Dieu dans sa grâce susciter bientôt des hommes qui s'occuperont au nom de Dieu et dans le sens chrétien de l'idée féconde des associations de production, qui les propageront pour le salut des classes ouvrières ! Grand nombre de travailleurs sont aujourd'hui, dans les districts industriels, aux mains des patrons incrédules dont ils reçoivent le salaire. Leur existence est doublement en danger. Ils dépendent d'eux non seulement dans leur subsistance par le salaire quotidien qui peut à chaque instant leur être enlevé ; mais il y a en outre danger que ces riches fabricants ne leur enlèvent, en échange de ce salaire misérable, la foi et la conscience. C'est ce qu'il y a de plus troublant et de plus révoltant dans le nouvel esclavage moderne. Combien de riches fabricants n'emploient pas toute l'influence dont ils disposent pour arracher la foi chrétienne à l'âme de ceux qui sont obligés de les servir ! Je dis : qui sont obligés de les servir. Car si on me répond que l'ouvrier de fabrique travaille de son plein gré, je réplique que ce plein gré est un leurre. Il en est ici comme de la concurrence et de tout le système économique libéral : c'est un vaste trompe-l'œil, en pleine contradiction avec la vérité. Voici, en réalité,

comment se passent les choses : L'ouvrier pauvre habite le lieu qui l'a vu naître, à proximité de l'entreprise qui le nourrit. On lui dira qu'il est libre de s'établir partout où bon lui semble, qu'il peut aller gagner son pain ailleurs. Mais comment veut-on que cet homme qui a femme et enfant, se mette en voyage pour expérimenter sa liberté ? Il ne peut pas un seul jour se passer de son salaire sans souffrir de la faim ; comment donc voyagerait-il des semaines durant, privé non seulement dans l'entre-temps de son salaire, mais obligé de défrayer son voyage, le tout en vue de la perspective incertaine de trouver du travail autre part ? Mais cet homme court au devant de la misère et d'une mort certaine. Non, le libre établissement n'existe pas pour lui, car il ne saurait en faire usage. Il est rivé à la glèbe de par les lois de la nature.

» Le parti libéral lui dira, il est vrai : « Nous avons » la liberté d'industrie ; va donc et choisis-toi n'importe où — le monde est grand — quelque autre » métier ; personne ne t'ordonne de te contenter du » maigre salaire que ton patron t'octroie ». — Mensonges et leurre que tout cela !

» En réalité, le pauvre ouvrier en question est père de famille ; il a passé les dix meilleures années de sa jeunesse à travailler à la fabrique ; déjà il y a laissé à la brèche la meilleure partie de sa santé. Et étant donnée l'extrême subdivision du travail, il n'a acquis dans la fabrique d'autre habileté manuelle que celle d'accomplir telle petite manipulation mécanique qui, formant une part infime de l'ensemble du travail, n'a à elle seule aucune valeur. Les années pendant les-

quelles il peut travailler à la fabrique sont comptées : quarante ans au plus. Et voilà déjà sa santé qui commence à se délabrer, alors qu'il a précisément la plus grande somme de besoins. Que le parti libéral préconise tant qu'il voudra la liberté d'industrie ; pour cet homme — et cet homme est légion, car c'est pour ainsi dire le cas normal — il n'existe ni liberté d'industrie, ni liberté d'établissement ; s'il ne veut pas mourir de faim, il est, avec toute sa famille, rivé à telle localité et à telle entreprise déterminées. C'est au riche fabribant tel qu'il le trouve à proximité qu'il est obligé de demander du travail et cette obligation est pour lui aussi absolue, aussi impérative, qu'elle pourrait l'être pour un esclave que l'on contraint de travailler le fouet à la main et avec la menace de le mettre aux fers.

» Ils sont innombrables les travailleurs de cette sorte dans les régions industrielles et, tandis qu'on leur parle dans toutes sortes de discours de tolérance et d'humanité, on abuse des nécessités où se trouvent ces pauvres gens qui dépendent de la volonté d'un riche fabricant et sentent profondément cette dépendance, pour les ruiner religieusement et moralement. Qui ne connaît tels fabricants dont les usines ne sont que des établissements où notre pauvre peuple chrétien, particulièrement notre jeunesse chrétienne, est à l'école de la débauche, de l'irrégion et des mauvaises passions ?

» Quel résultat n'obtiendrait-on pas, si on pouvait commencer dans ces régions d'esclavage moderne, d'esclavage blanc, où le pauvre peuple chrétien est maltraité par des fabricants incrédules, à fonder des

coopératives de production d'après les principes chrétiens ? Quel bien, si la charité chrétienne rassemblait les capitaux nécessaires à l'installation d'une entreprise et engageait les ouvriers à donner leur travail à cette affaire sous la condition que la partie du gain qui n'est nécessaire ni à la marche de l'entreprise, ni au fonds de réserve, leur reviendrait par charité chrétienne en propriété. Le résultat serait grand et l'influence néfaste sur la classe ouvrière d'une industrie qui se détourne de Dieu, serait peut-être brisée à tout jamais. Si on commençait le mouvement dans les branches d'industrie qui n'exigent pas de capitaux trop étendus, et si au début on ne donnait pas à l'affaire des proportions trop grandes, la réussite ne serait pas trop difficile. Du reste, il y a encore à notre époque des classes qui sont animées du désir de faire du bien à leurs frères (*Mitmenschen*). La noblesse a autrefois offert en sacrifice une partie des grandes fondations monastiques. Aujourd'hui il me semble qu'on ne saurait faire de donation plus chrétienne et plus agréable à Dieu que de rassembler une corporation dans le but de fonder, là où les besoins des travailleurs sont les plus grands, une association de production basée sur les principes chrétiens » 1).

Pour Mgr Ketteler la coopérative est chrétienne quand elle repousse l'intervention de l'État et ne répudie pas le concours de la charité. Elle se distingue ainsi à la fois du socialisme et du libéralisme.

*
* *

1) *Die Arbeiterfrage und das Christenthum*, pp. 117-119.

M. de Haerne reprend cette idée à Malines, mais il l'exagère singulièrement. « Si nous pouvons constituer quelques coopératives nous-mêmes parmi les ouvriers, cotisons-nous pour leur fournir des avances, pour leur faire un petit capital ; que la charité intervienne pour exclure, d'un côté, le principe de l'indépendance personnelle *absolue*, qui se réduit, en définitive, à l'orgueil, pour combattre, de l'autre, le principe de l'intervention *obligée* du gouvernement, principe de désespoir jeté dans le cœur de la classe ouvrière » 1).

Sur le deuxième point, exclusion de toute intervention de l'État, il y eut unanimité. L'assemblée avait déjà marqué sa volonté en 1864, elle la confirma d'un vote formel en 1867. Mais sur la combinaison de la coopération et du patronage, il n'y eut plus la même communauté de vues. Personne assurément ne condamne le patronage, personne non plus ne condamne la coopération fécondée par la charité chaque fois que cela est possible, mais faut-il refuser le passe-port à la coopération pure fondée sur le principe de l'indépendance absolue ? Quelques-uns pensèrent que non.

« Il y a, dit un orateur du Congrès, dans la société coopérative deux grandes formes : l'une s'appelle le patronage, et c'est de ce côté-là que nous penchons, parce que nous avons là une certaine influence dont nous nous servons. Mais à côté de ce patronage, il y a ce que les ouvriers appellent exclusivement la coopération : ils n'entendent guère que de ce côté-là ;

1) 1867, 2^{me} partie, p. 138.

ils redoutent l'influence du riche ; ils ne veulent pas, par exemple, de membres honoraires ; ils entendent former à eux seuls la Société. Eh bien ! je prie cette assemblée de dire qu'en réalité aucune des deux formes n'est condamnable ; que le patronage nous l'admettons d'emblée, mais que la coopération est à son tour une forme excellente qui peut très bien avoir sa raison d'être ; qu'il n'y a rien à reprocher à des ouvriers probes et rangés s'unissant pour fonder des sociétés de consommation et même de production, et que tout honnête homme qui leur porte un intérêt sincère est tenu d'applaudir à leurs efforts » 1).

Mais ce cantonnement absolu des ouvriers dans des coopératives fermées aux classes élevées et aux hommes bien intentionnés paraît à quelques-uns être en toute hypothèse un mal. Il crée entre les riches et les travailleurs une sorte de muraille de Chine, qui entrave les bonnes relations sociales. Il augmente l'antagonisme des classes au lieu de le réduire.

L'accord ne put s'établir sur ce point. En définitive, l'assemblée de 1867 pose comme idéal le patronage et la combinaison du patronage avec la coopération. Quant à la coopération pure, elle ne prend pas de position décisive et abandonne le problème aux méditations des penseurs.

*
* *
*

En présence de ce dissentiment, le rapporteur à l'assemblée générale crut pouvoir émettre en son nom personnel une vue dont il n'avait pas été parlé dans

1) 1867, 2^{me} partie, pp. 147 et 148.

les débats de la deuxième section et qui devait, lui semblait-il, rallier sans difficulté tous les esprits : la participation aux bénéfices. La participation aux bénéfices, selon lui, n'a ni les inconvénients du patronage exclusivement fondé sur la charité que l'ouvrier supporte avec impatience, ni ceux de la coopération pure qui conduit au cantonnement des classes. Elle établit entre les classes des points de contact et une certaine communauté d'intérêt. Ce contact et cette communauté trouvent leur titre en une liaison juridique dont l'ouvrier le plus jaloux d'indépendance ne peut s'humilier. Elle a les avantages de la charité et de la coopération à la fois, sans en avoir les inconvénients. « Votre rapporteur, en son nom personnel, ne peut s'empêcher à propos de l'association de l'ouvrier au bénéfice du patron, de rappeler un fait social qui frappe tous les yeux.

» La propriété foncière, comme toutes les bases de l'édifice social, a été menacée de nos jours. Heureusement, grâce à sa division, il y a sur chaque motte de terre un paysan armé de la fourche et du fusil pour la défendre.

» La division de l'industrie est plus difficile, mais si l'ouvrier pouvait devenir commanditaire en proportion de son effort ; si outre son salaire, qui doit, suivant nous, rester la forme essentielle de sa rétribution, il pouvait avoir part aux bénéfices, il défendrait son atelier, sa fabrique et sa mine, non plus seulement en vertu du devoir, que nous ne pouvons trop lui rappeler, mais sous l'aiguillon de son légitime intérêt » 1).

1) 1867, 1^{re} partie, p. 171.

Cette idée d'une modération excessive ne rallia pas encore l'unanimité, et B. Dumortier interrompit le rapporteur pour protester : « Je tiens, comme député, à conserver pleine et entière mon opinion sur cette grave question ; et je déclare formellement que cette opinion est diamétralement opposée à celle de l'éloquent rapporteur que nous venons d'entendre. Je crois que l'adoption de son opinion aurait pour effet de produire la plus grande perturbation dans l'industrie » 1).

VII

L'éveil de la tendance démocratique

La coopération et la protection légale du travail ne furent pas les seules questions examinées à Malines. A peu près toutes les œuvres au développement desquelles nous assistons aujourd'hui, y furent étudiées et encouragées. De la lecture des délibérations des assemblées de 1863, 1864 et 1867, on emporte l'impression nette que les catholiques de cette époque ont le sentiment très vif de l'existence d'une question sociale. Ils conviennent que le mécontentement des ouvriers n'est pas sans fondement, qu'il y a de sérieux griefs à redresser, des abus à déraciner. Ils votent une série de vœux qui ont pour objet l'observance du dimanche, la protection des jeunes forces de travail, le maintien de la femme

1) 1867, 1^{re} partie, pp. 172 et 173.

au foyer et son exclusion de la fabrique, l'établissement de tribunaux de conciliation, la sauvegarde des émigrants, l'amendement des condamnés, la diffusion des patronages, des coopératives et des mutualités, etc... Mais ils confient l'exécution de tous ces vœux à l'initiative privée et à l'activité spontanée des hommes d'œuvre. Ils sont généralement sceptiques à l'égard de l'intervention de l'État et n'osent décider si elle est à proscrire ou à souhaiter. Quant aux œuvres, elles sont d'autant plus appréciées qu'elles se rapprochent davantage de la notion du patronage.

*
* *

Au fait, les congrès de Malines pouvaient-ils prendre décemment une autre attitude dans la question ouvrière ? Qu'on relise les cinq volumes de comptes-rendus : discours des assemblées générales et débats de section sont un long cri en faveur de la liberté. Quelle est la solution de la question scolaire ? — La liberté d'enseignement. Comment résoudre le problème de la charité ? — Par la liberté des fondations. Qu'opposer au monopole libéral des fonctions publiques ? — La liberté de le dénoncer par la presse et par la parole. A quels moyens recourir pour protéger la religion contre les entreprises du pouvoir ? — A la liberté d'association. Comment garantir la sincérité du vote contre la pression officielle ? — En assurant la parfaite liberté de l'électeur. Nous souffrons à ce moment d'une vraie nostalgie de la liberté. Elle nous apparaît comme la solution normale de toutes nos difficultés. Mesurer à l'État sa puissance,

restreindre sa compétence, l'exproprier au profit des communes et des groupes autonomes : voilà notre programme. Vive la liberté ! voilà notre cri de ralliement.

Au milieu de cet entraînement, n'est-ce pas miracle que quelques-uns aient songé à étendre le pouvoir de l'Etat sur les affaires économiques ? N'est-ce pas miracle que les catholiques aient consenti à examiner leurs projets ? N'est-ce pas miracle surtout que la bataille soit restée indécise ? Cette indécision, un sentiment obscur, mais général et profond, de la nécessité inéluctable d'une protection légale du travail, a seul pu la produire. Ce sentiment arrive à la claire conscience chez cette imposante minorité catholique qui livre de front un assaut vigoureux à la philosophie de Manchester.

Cette minorité cherche à s'évader du libéralisme économique et de la conception du patronage. L'attaque que ces idées ont à subir les pousse déjà à la ruine. On voit s'avancer l'idée démocratique qui convaincra de plus en plus d'insuffisance l'initiative privée et visera à compléter la béante lacune par la réglementation légale ; qui, sans déprécier le patronage, en reconnaîtra plus volontiers le caractère suranné à notre époque d'indépendance et fera appel à toutes les œuvres de *self-help*. Malines est un point de départ ; Liège sera le point d'aboutissement.

LES CONGRÈS DE LIÈGE

en 1886, 1887 et 1890

CHAPITRE PREMIER

L'organisation. Le point de vue belge

SOMMAIRE : I. L'origine et l'organisation. — II. La doctrine générale. — III. La protection légale des travailleurs. — IV. La réparation des accidents du travail et l'assurance contre la maladie. — V. Le rôle de M. Lèvie et de M. Woeste. — VI. Les caractères spéciaux de l'interventionnisme de Liège. — VII. Les pensions de vieillesse. — VIII. La réorganisation corporative de la société. — IX. Le caractère mixte et le caractère chrétien de la corporation. — X. La coopération. — XI. L'idée maîtresse.

I

L'origine et l'organisation

Les congrès des œuvres sociales, tenus à Liège en 1886 (26-29 septembre), en 1887 (4-7 septembre) et en 1890 (7-10 septembre) ont été organisés par l'*Union nationale pour le redressement des griefs*. Cette asso-

ciation éphémère avait été officiellement fondée le 28 janvier 1884 en vue de débarrasser le pays de la domination libérale. Par le pétitionnement en masse, par des campagnes de presse, par des circulaires répandues à profusion, par des conférences multipliées sur toute l'étendue du royaume, elle entretint contre le libéralisme une agitation constante qui contribua largement à notre victoire de 1884.

Mal accueillie par la droite parlementaire en dehors de laquelle elle s'était constituée, combattue par la Fédération des Cercles qui prétendait au monopole de la politique catholique, reniée après les élections de 1884 par plusieurs de ses adhérents qui jugeaient son but atteint et sa disparition nécessaire, l'*Union* fut un moment désespérée.

Elle songea quelque temps à organiser la lutte contre la franc-maçonnerie dont Léon XIII venait de dénoncer les menées dans l'Encyclique *Humanum genus* du 20 avril 1884. Le projet reçut un commencement d'exécution. Mais cette action n'a pas laissé de trace profonde.

Le 31 mai 1885, dans son assemblée générale de Louvain, qui fut sa dernière réunion exclusivement politique, l'*Union* décida la convocation de congrès catholiques annuels à partir de 1886.

Quel sera le programme de ces congrès ?

Divers membres estimaient que la question scolaire, la question des cimetières, la question de l'autonomie communale, la question de la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican dont l'*Union nationale* s'était occupée presque exclusivement,

avaient perdu leur importance depuis l'avènement d'un gouvernement catholique. Par contre, selon eux, une autre question se pose avec insistance aux esprits : la question sociale. Elle est la question de l'avenir et la plus digne à ce moment de retenir notre attention.

Le bureau de l'*Union* se rallia à leurs vues et, annonçant le congrès catholique de 1886, exposa son intention d'assigner au programme une place prépondérante à la question sociale.

Le 26 et le 27 mars 1886, à la suite d'une longue crise industrielle, les ouvriers de Liège et du Hainaut incendiaient les usines, pillaient les magasins, dévalisaient les châteaux, terrorisaient la population.

Ces événements démontrèrent à tous combien l'*Union nationale* avait été heureusement inspirée. L'idée du congrès social, tout en s'affermissant chez ses patrons, fit rapidement son chemin dans l'opinion catholique.

A la veille des élections de 1886, l'*Union* lançait un manifeste où nous lisons : « L'*Union nationale pour le redressement des griefs* décida, en séance plénière tenue à Louvain, le 31 mai 1885, que sa prochaine assemblée revêtirait le caractère d'un congrès catholique. Au moment où ce projet fut arrêté, l'orage n'avait pas encore éclaté, mais des points noirs chargeaient l'horizon et nous étions convaincus qu'il importait de prendre une vigoureuse initiative en préparant la solution chrétienne de la question sociale. Ce sera la tâche du *Congrès catholique* que nous organisons à Liège au mois de septembre de cette année. »



La circulaire de convocation du Congrès est datée du 7 août ; elle en définit l'objet : « Le Gouvernement belge a mis à l'étude les questions économiques en se plaçant au point de vue des lois qu'il pourrait avoir à proposer ou à modifier. Sans négliger cet objectif très important, le Congrès des œuvres sociales s'attachera principalement aux œuvres d'initiative privée, soit religieuses, soit économiques ; il aura à cœur de mettre en lumière les solutions chrétiennes des questions sociales. »

Le Congrès est sous la présidence effective de Mgr Doutreloux. M. Collinet en est le vice-président et la cheville ouvrière. Le comité de l'*Union nationale*, complété par quelques notabilités adjointes pour la circonstance, forme le comité d'organisation. MM. Schollaert et Verhaegen, alors simples soldats de l'armée catholique, sont secrétaires. MM. Helleputte et Lévie, dont la carrière politique n'est pas encore commencée, figurent parmi les membres les plus actifs : leur pensée exercera une influence capitale sur l'orientation des travaux.

L'attitude de la droite parlementaire fut à peu près la même qu'en 1863 à l'égard des assemblées de Malines : de la froideur et même de l'hostilité. M. Woeste fut presque seul à donner une adhésion sans partage. Il préside la section de législation.

M. Brants, professeur à l'Université catholique, préside la section des œuvres économiques et Mgr Rutten, celle des œuvres religieuses. Ce sont là les trois sections du Congrès. A côté fonctionnent l'as-

semblée générale et la réunion spéciale des patrons chrétiens.

La même organisation reparait à la session de 1887. A la session de 1890, il y a une innovation. La section des œuvres économiques est résorbée par la section des œuvres religieuses et par la section de législation. On la remplace par une section qui a pour objet : les conventions internationales sur le régime du travail. Le comte de Blome, Autrichien, la préside.

*
* *
*

La méthode de travail est un peu différente de celle de Malines. Aux deux premières sessions de Malines, la commission exécutive présente pour chaque question un projet de solution et la discussion s'engage sur ce projet. A la troisième session, on supprime les projets de solution et la discussion s'engage sur la question même. A Liège, on inaugure un procédé nouveau. Le comité organisateur dresse la liste des objets qui seront portés devant l'assemblée. Pour chacun d'entre eux il désigne un rapporteur. Le rapporteur profite de la période qui s'écoule entre sa désignation et la tenue du Congrès, pour se livrer à une étude approfondie de la matière. En guise de conclusions à son étude, il propose certaines mesures pratiques. Texte du rapport et conclusions sont communiqués d'avance aux membres de la section compétente : ils forment le thème du débat.

*
* *
*

Les congrès de Liège furent moins brillants que ceux de Malines. Leur plan est d'ailleurs beaucoup plus limité. Ils s'intitulent : *Congrès des œuvres so-*

ciales. Les nations représentées sont moins nombreuses. L'assistance n'est pas aussi considérable. Quinze cents à deux mille membres se pressèrent cependant à chaque session dans les salles du collège Saint-Servais. Mgr Langénieux, cardinal-archevêque de Reims ; Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier ; MM. L. Harmel, le comte A. de Mun, le marquis de la Tour du Pin, le P. Ludovic de Besse, le P. de Pascal, représentent la France. Mgr Bagshawses, évêque de Nottingham ; Mgr Vaughan, évêque de Salford et plus tard, cardinal-archevêque de Westminster, représentent l'Angleterre. Le cardinal Manning fait parvenir une lettre d'adhésion. Les catholiques allemands nous envoient Mgr Koppes, évêque de Luxembourg ; Mgr Korum, évêque de Trèves ; Mgr Fischer, évêque auxiliaire de Cologne ; le chanoine Winterer, l'abbé Hitze, MM. Trimborn, Bachem et Lingens, membres du Reichstag ; le P. Lemkuhl et M. Brandts, le grand industriel de M.-Gladbach. L'Espagne délègue le grand jurisconsulte, R. de Cepeda ; l'Italie, le comte Medolago-Albani ; la Hollande, le Dr Schaepman. A l'Autriche, nous devons la présence du comte de Blome et du comte de Kuefstein.

Mais ce caractère international n'est nettement accusé qu'à la troisième session où les membres étrangers arrivent nombreux pour participer aux débats sur les conventions internationales du travail. A part du reste ces débats à l'assemblée de 1890, les congrès de Liège ont un caractère local et se placent presque exclusivement au point de vue belge. Les membres étrangers y viennent s'instruire sur les institutions qui fonctionnent en Belgique ou renseignent sur les œuvres qui fleurissent dans leur pays.

II

La doctrine générale des congrès

Si on laisse de côté les discussions et les résolutions relatives à la protection morale et religieuse 1), on peut dire que les catholiques réunis à Liège offrirent au pays le spectacle d'un débat économique de très grande envergure. Tout un plan de réorganisation sociale y fut esquissé. Ce plan s'appuie sur deux pièces maîtresses : la législation et la corporation.

Le dernier congrès de Malines, on s'en souvient, tout en nourrissant des sentiments plutôt hostiles envers la coopération pure et l'interventionnisme, avait abandonné ces problèmes aux méditations de l'avenir. Les remettant à l'étude, la *Fédération ouvrière* au début s'était montrée un tantinet interventionniste. Mais elle avait assez vite perdu cette tendance. Dans des questions de première gravité, comme celle du repos dominical, qu'elle s'était en vain efforcée de résoudre par des appels suppliants au concours libre des citoyens, jamais elle n'avait osé réclamer l'action du pouvoir législatif.

A Liège, changement complet d'attitude : il y a une section de législation sociale. Le postulat de l'assemblée est donc l'insuffisance de l'initiative privée dans le domaine économique et la nécessité de l'interven-

1) Patronages d'apprentis, action anti-maçonnique, presse populaire, conférences de S. Vincent de Paul, asile pour servantes, aumônerie militaire, devoir de charité des propriétaires et des actionnaires, confréries, émigration...

tion de l'État. On se propose de déterminer le mode de cette intervention.

*
* * *

Ce changement d'attitude s'est en partie opéré à la lueur sinistre des incendies de 1886. Mais là n'est pas, selon nous, la cause principale du revirement. Elle est avant tout d'ordre politique. Sous la domination libérale, la tactique du parti conservateur est : maximum de liberté, minimum de gouvernement ; expropriation du pouvoir central au profit du pouvoir communal. Si les catholiques le pouvaient, ils limiteraient la puissance publique à la fonction de gendarme. Sous un gouvernement josphiste, tout projet d'intervention leur paraît un glaive aiguisé contre eux. C'est avec cet argument que l'interventionnisme a été tenu en échec à Malines. Mais depuis 1884, la scène est transformée. Les catholiques disposent d'une majorité compacte, qui se renforce à chaque élection. Les intérêts religieux n'ont plus à redouter le bras séculier. L'extension de la compétence du pouvoir central a perdu son caractère de menace pour les libertés de l'Église. L'hostilité des catholiques contre l'interventionnisme a diminué par le changement de régime.

III

La protection légale des travailleurs

Elle n'est pas anéantie cependant. Une objection subsiste, d'ordre économique celle-là. Les abus constatés à Malines, signalés par la *Fédération ouvrière*,

révélés à la commission du travail instituée par le Gouvernement au lendemain des émeutes, dénoncés à nouveau à la première réunion des patrons au congrès de 1886 1), concernent surtout le repos dominical et le travail des femmes et des enfants. Prescrire le repos hebdomadaire, interdire le travail des enfants au-dessous d'un certain âge, prohiber certaines formes du labeur féminin, n'est-ce pas en définitive diminuer la quantité de main-d'œuvre dont dispose l'industrie, abaisser la productivité et réduire le salaire de l'ouvrier ? Les mesures légales de protection, si elles atteignent leur but, produisent par compensation un mal qui surpassera peut-être le bien réalisé.



Cette objection sera définitivement ruinée dans l'opinion publique par les congrès de Liège. La réunion spéciale des patrons, après des débats approfondis, déclarera solennellement que le travail du dimanche ne profite ni aux entrepreneurs, ni aux employés. La suppression, sauf des exceptions à déterminer, n'entraînera ni une diminution de productivité, ni une diminution de salaire : « On travaille le dimanche pour diminuer les frais généraux. Le taux de ces frais par cent kilogr. ou par hectolitre de produits diminue à mesure que la production augmente. Il faut donc pour obtenir un bon résultat que la *production augmente*. Or, les essais de chômage du dimanche ont tous démontré que la production n'augmente pas par le travail du dimanche ; le taux des frais généraux

1) p. 160.

ne diminuant pas, il n'y a pas avantage à travailler le dimanche... Donc pas d'avantages pour le patron. — Y en a-t-il pour l'ouvrier ? En général, l'ouvrier est payé par rapport au produit. Si le produit n'a pas augmenté, le salaire de l'ouvrier n'a pas augmenté non plus. Si l'ouvrier est payé à la journée, nous voyons par les faits que, travaillant sans le repos du dimanche, l'ouvrier prend peu à peu régulièrement un jour de chômage par semaine. Au bout de la quinzaine ou du mois, l'ouvrier n'a donc généralement pas plus de journées, que l'on chôme ou que l'on ne chôme pas... Et nous, d'après tout ce que nous avons appris, nous nous croyons fondés à dire que celui auquel le travail de sept jours par semaine est imposé, aura produit, avant la fin d'une année, moins que celui qui, ne travaillant que six jours consécutifs, profite du repos du septième jour pour mieux se préparer au labeur des autres » 1).

Voilà les paroles d'un industriel chrétien. Un long mémoire plein de faits et de chiffres vient à l'appui.

La réunion des patrons fait une déclaration analogue en ce qui concerne le travail des enfants. C'est un travail coûteux dont les frais de production sont supérieurs au rendement. « Dans la grande industrie, le progrès de la mécanique a si complètement modifié les conditions du travail que l'effort personnel devient de moins en moins fatigant. La fonction de l'ouvrier devient une fonction de surveillance intelligente, bien plus qu'un travail manuel. C'est même une des grandes raisons qui écartent de beaucoup d'usines les

1) 1887, 2^{me} partie, p. 59. Rapport de M. DALLEMAGNE.

enfants trop jeunes et qui facilitent, de plus en plus, la réforme. Quelle confiance peut avoir l'industriel dans un enfant volage et joueur? Il a au contraire un intérêt réel à n'employer que des adolescents plus calmes, plus attentifs, et mieux pénétrés de leur responsabilité, pour surveiller des machines coûteuses et compliquées... Et certes, lorsque la lumière sera bien faite, lorsque ceux qui occupent encore le petit ouvrier, auront pu se rendre compte qu'à dix ou onze ans, il ne peut être, utilement, pour personne, un travailleur continu et vraiment productif; que son emploi n'est pas une *nécessité* parce qu'en réalité, il est très coûteux, les mœurs repousseront elles-mêmes ce mode de travail » 1).

Enfin, pour ce qui regarde le travail féminin, les patrons chrétiens signalent que l'idéal auquel tous nos efforts doivent tendre, c'est la femme au foyer. Antérieurement au mariage, la femme peut et doit travailler, mais à des besognes appropriées à ses forces et à son sexe. L'industrie est loin de tirer un surcroît de bénéfices de son emploi à des tâches incompatibles avec son rôle physiologique et sa fonction sociale. Sans doute, il faut être prudent dans la marche progressive vers l'idéal. Il y a des nécessités économiques et des circonstances locales dont il faut tenir compte. Mais la suppression actuelle

1) *Op. cit.*, *ibid.*, p. 31. Rapport de M. BIOLLEY.

« Le travail des enfants coûte, en réalité, très cher, parce qu'il est mal fait, par un ouvrier volage, joueur, inattentif... Le rendement des machines est insuffisant, eu égard au capital engagé, lorsqu'elles sont occupées par de trop jeunes ouvriers. » *Op. cit.*, *ibid.*, p. 355.

du travail souterrain — et à quelques exceptions près — du travail de nuit, ne lèserait aucun intérêt 1).

*
* *
*

A ceux qui invoquent les nécessités de la concurrence pour justifier le travail dominical, le travail des enfants ; en dessous de 12 ans, le travail des femmes dans des emplois mieux adaptés au caractère masculin, les patrons chrétiens font donc une réponse sans réplique. Ç'a été une erreur économique de remplacer largement l'homme de métier adulte par la femme et par l'enfant, ç'a été une autre erreur de sevrer l'ouvrier du repos hebdomadaire. Des expériences nombreuses et récentes, dans les industries les plus diverses, ont montré que ces pratiques sont plus nuisibles qu'utiles à l'industrie. La concurrence plaide pour leur abolition plutôt que pour leur maintien.

1) « A Liège, on est fort heureusement arrivé à supprimer le travail des femmes à l'intérieur des houillères. Il y a vraiment lieu de se demander pourquoi, dans le bassin du Hainaut, on continue à tolérer ce travail anormal... Du reste, c'est là surtout que l'on compte des sociétés qui, depuis longtemps, n'ont distribué aucun dividende à leurs actionnaires, et, dont l'avenir, au point de vue de la rémunération du capital, ne laisse certes rien de consolant... On a dit que les exploitations périraient, si l'on supprimait le travail de la femme, élément moins coûteux, dit-on, de l'industrie : que l'on essaye et le résultat prouvera que ces craintes ne sont pas fondées.

» Cette expérience, du reste, n'a-t-elle pas été faite dans bien d'autres bassins houillers, se trouvant dans les conditions les plus variées de gîte ? et les résultats n'ont-ils pas été concluants ? » *Op. cit., ibid.*, pp. 25, 26 et 27. Discours de M. VAN DEN PEEREBOOM.

D'autre part, elles sont réprouvées par la loi morale et par la loi religieuse. Le devoir de tout patron chrétien est de les supprimer dans les établissements qu'il dirige. Telle est la conclusion des débats à la réunion des patrons en 1887 1). Elle ne va pas jusqu'à réclamer l'intervention de la loi. Plusieurs membres semblent même la redouter. N'importe ; les déclarations des patrons sur l'improductivité d'une main-d'œuvre dont l'humanité interdit l'emploi, interprétées par la section de législation 2), produiront leur effet logique : l'adoption d'un vœu qui convie le législateur à liquider une situation intolérable. Déjà en 1886, des résolutions avaient été votées dans ce sens :

« Les patrons ne peuvent astreindre les ouvriers au travail les dimanches et jours fériés. Il convient de rechercher les moyens légaux d'assurer l'observation de cette règle générale » 3).

« Le Congrès émet le vœu que la loi réglemente à bref délai, le travail des femmes et celui des enfants employés dans l'industrie et les professions ambulantes » 4).

Ces résolutions empreintes d'une certaine timidité deviendront à la fois plus précises et plus pressantes en 1887 :

« Le Congrès se prononce en faveur de l'interdiction complète et absolue des travaux souterrains aux femmes de tout âge, sous réserve d'une période transitoire à déterminer par le

1) 1^{re} partie, pp. 168-171.

2) 1887, 2^{me} partie, p. 344, rapport de M. T'Kint de Rodenbeke.

3) 1886, 1^{re} partie, p. 148.

4) 1886, 1^{re} partie, p. 149.

Gouvernement. — Il voudrait aussi voir le législateur prendre des mesures de protection à l'égard des femmes enceintes ou récemment accouchées. — Le minimum d'âge, auquel les enfants seraient admis à travailler, soit dans les mines, soit dans les chantiers autres que ceux de l'industrie purement agricole, serait fixé à douze ans, sauf les exceptions à admettre par le législateur pour certaines industries. — Certaines industries, insalubres ou dangereuses, devront être entièrement interdites aux femmes et aux enfants de moins de seize ans » 1).

Sans doute, ces vœux rencontrèrent quelque opposition. Plusieurs catholiques, notamment les membres de la Fédération ouvrière, habitués de longue date à préconiser la réforme sociale par la liberté, montrèrent certaines défiances. Mais la plupart des congressistes, fraîchement arrivés à la conscience de l'existence d'une question sociale et pour qui tout le problème date de mars 1886, acceptent d'emblée l'interventionnisme.

IV

La réparation des accidents du travail et l'assurance contre la maladie

Les congrès de Liège ont procédé avec beaucoup d'ordre et de méthode. Les mêmes questions ne sont pas remises indéfiniment sur le métier. Chaque session marque un pas en avant. Le repos dominical, le

1) 1887, 1^{re} partie, pp. 178 et 179.

Mettons en regard le texte des résolutions adoptées par les patrons :

« Principe à remettre en pratique, but final à atteindre prompt-

travail des femmes et des enfants ont fait le gros morceau des discussions de 1886 et 1887. Les assurances ouvrières occuperont surtout les sessions de 1887 et 1890.

Leur discussion a déjà été amorcée en 1886. Parlant de la réparation des accidents du travail, M. Lévie avait déjà dit : c'est « la question capitale du Congrès » 1). Dans un remarquable rapport, M. de Ryckel avait étudié la législation allemande sur la matière et déposé cette conclusion : « La section émet le vœu que des caisses de secours en cas de maladie et en cas d'accident soient organisées en Belgique d'une façon obligatoire d'après le principe allemand » 2).

Contre cette résolution, on fait valoir que le risque de maladie et le risque d'accident sont spécifique-

tement, avec autant de persévérance que de prudence : laisser la mère de famille et ses filles au foyer domestique.

» Dans les cas où, dans les circonstances *actuelles* de la concurrence commerciale, certains travaux nécessiteraient encore l'emploi, hors de chez elle, de la femme comme ouvrière, exclusion absolue des femmes mariées.

» L'assemblée émet le vœu que le travail dans l'intérieur des mines soit complètement supprimé pour les femmes.

» Que les travaux autres que le travail dans l'intérieur des mines, qui dépassent les forces de la femme, soient confiés à des ouvriers hommes.

» Suppression dans la mesure du possible du travail de nuit pour les femmes.

» L'assemblée, pensant qu'il est démontré que le chômage du dimanche n'est désavantageux, ni pour le patron, ni pour l'ouvrier, invite les patrons à user de leur influence pour l'établir ou le maintenir. » 1887, 1^{re} partie, pp. 169-170.

1) 1886, 2^{me} partie, p. 225.

2) 1886, 2^{me} partie, p. 221.

ment distincts. Le premier n'est pas imputable au fait du travail; le second en provient certainement. Il y a en faveur de l'assurance obligatoire contre l'accident, des raisons spéciales qui n'existent pas dans le cas de maladie.

L'ouvrier doit distraire son attention du danger pour la concentrer tout entière sur sa besogne : sinon, l'ouvrage est gâché. Il ne doit point se représenter trop vivement les périls de sa fonction : sinon, tout son temps se passe en mesures de précaution. Le travail prompt et bien fait engendre une certaine familiarité avec le danger, qui vue du dehors ressemble à de l'imprudence. Cette apparente imprudence est la condition de l'habileté et de la dextérité. L'accident survenu dans ces conditions est imputable à l'entrepreneur qui dirige l'exploitation, répartit les tâches, impose le matériel-outil, bénéficie en dernière analyse du manque de prudence du travailleur. Hormis le cas où l'accident est volontairement provoqué, la responsabilité remonte au chef d'industrie. Celui-ci est tenu en justice à le réparer. Voilà l'idée maîtresse de la législation allemande, telle que M. de Ryckel l'expose et que M. Lévie l'interprète 1). Dès lors, il faut garantir la réparation, toujours due au travail-

1) « Pendant que j'élaborais mon rapport, préoccupé de mon sujet, je trempai mon doigt au lieu de ma plume dans mon encrier. Eh bien, si le mécanicien avait une distraction du même genre, Dieu sait ce qui lui serait arrivé ! Évidemment j'avais commis une faute ; pour l'écrivain, de pareilles méprises ne tirent pas à conséquence. Mais pour l'homme d'un métier dangereux, des méprises analogues peuvent entraîner la mort. »
LÉVIE, 1887, 2^{me} partie, p. 392.

leur, contre l'insolvabilité éventuelle du patron. De là l'obligation pour l'entrepreneur d'assurer son personnel contre le risque d'accident.

On ne pourrait faire le même plaidoyer en faveur de l'assurance obligatoire contre la maladie. Les deux questions doivent donc être dissociées et traitées séparément. La motion de Mgr Korum, évêque de Trèves, impliquait cette séparation : « Le Congrès émet le vœu que le principe de l'assurance en cas d'accidents industriels, *par l'intervention obligatoire du patron*, soit consacré, sous cette réserve que dans l'application du principe, il convient de laisser à l'initiative privée le plus vaste champ possible » 1). Soutenue par les Allemands et les Français qui s'abstinrent cependant au vote à raison du caractère local de la question, la motion fut votée à la presque unanimité.

*
* *

Le Congrès de 1887 reprendra la question, mais pour en pousser la solution un peu plus avant. Comment sera organisée l'intervention pécuniaire du patron ? L'État prélèvera-t-il une contribution spéciale sur les chefs d'industrie, quitte à employer le fonds alimenté par cette taxe à la réparation des accidents survenus ? Suffira-t-il à l'entrepreneur de prouver qu'il a assuré son personnel auprès d'une compagnie de son choix, mais agréée et reconnue solvable par le ministre compétent ? Les patrons auront-ils la

1) 1886, 2^{me} partie, p. 238.

Sur la distinction entre réparation des accidents et assurance contre la maladie, cf. encore 1887, 2^{me} partie, pp. 373, 392 et 406, paroles de MM. Winterer, Lévie et Woeste.

faculté de se grouper entre eux et de constituer une mutualité d'assurance au profit de leurs employés victimes d'accidents ? État assureur, libre choix de la compagnie assurante, assurance par des associations professionnelles : voilà les trois systèmes en présence.

D'une manière constante, les congrès de Liège ont marqué leur préférence pour toutes les institutions qui favorisent le groupement professionnel. Entre le socialisme qui fait dévolution à l'État de toutes les fonctions économiques et le libéralisme qui abandonne la sphère entière des intérêts économiques au bon vouloir des particuliers, ils interposent une thèse médiane : des groupes professionnels, investis d'une existence légale et jouissant de l'autonomie juridique, sont chargés d'accomplir le rôle d'organes régulateurs et coordonnateurs des activités industrielles.

La logique les a donc contraints d'opter pour le troisième système. La résolution du Congrès de 1887 en témoigne :

« Le Congrès émet le vœu de voir organiser l'assurance obligatoire contre les accidents par des associations de patrons exerçant des industries similaires, groupés par régions et versant une cotisation qui sera déterminée à la fin de chaque exercice.

» A défaut par les patrons de s'entendre, la députation permanente ou une autre autorité à déterminer par la loi procédera d'office au groupement » 1).

*
* *
*

Le Congrès de 1887 revint aussi sur la question de l'assurance contre la maladie laissée en suspens en 1886. Cependant il ne se livra pas à une discussion

1) 1887, 1^{re} partie, p. 179.

approfondie. Sans soulever aucune opposition décidée, il admet que le travailleur doit être protégé contre son imprévoyance même. Il faut le contraindre à s'assurer contre le risque de maladie. Doit-il être seul à supporter les frais de la prime d'assurance ? On ne se pose pas même cette question. D'emblée on s'accorde à penser que l'industrie doit prendre l'ouvrier tel qu'il est, avec ses chances de santé et ses chances de maladie. Elle doit assumer indivisément les avantages et les inconvénients du personnel qu'elle embauche. Profitant de la santé, il lui faut pâtir de la maladie. Toutefois, comme elle n'encourt dans le chef de la maladie aucune responsabilité spéciale, analogue à celle qu'elle partage dans le chef de l'accident, il y aura lieu de faire supporter par l'entrepreneur, en ordre subsidiaire seulement et pour une part réduite, les frais d'assurance. Assurance obligatoire par l'intervention principale de l'ouvrier et par l'intervention atténuée du chef d'exploitation : voilà le système. Le projet stipule que la cotisation du patron ne pourra être inférieure au quart, ni supérieure à la moitié de la cotisation du travailleur. Quant à l'assureur, ce ne sera ni l'État, ni une compagnie au choix, ce sera encore une fois le groupe professionnel des entrepreneurs et des ouvriers appartenant à des industries similaires.

« Le Congrès émet le vœu de voir organiser l'assurance obligatoire contre les maladies par des associations de patrons et d'ouvriers réunis en sociétés de secours et versant des cotisations fixées » 1).

1) 1887, 1^{re} partie, p. 181.



Il convient de dire que dans la question des assurances ouvrières, comme dans la question du travail des personnes protégées, l'élaboration des solutions larges adoptées au Congrès de 1887 fut singulièrement facilitée par les décisions votées à la réunion des patrons.

« Dans tout établissement important, il sera fondé une caisse de secours garantissant à l'ouvrier les soins médicaux et une partie du salaire, dans les cas de blessure ou de maladie ; le règlement de ces caisses admettra les délégués des ouvriers à prendre part à leur administration, conjointement avec les patrons ; dans les petits ateliers les patrons engageront leurs ouvriers à faire partie d'une société de secours mutuels, choisie avec discernement. Tout patron contractera en faveur de ses ouvriers une assurance collective, garantissant une indemnité aux victimes d'accidents industriels » 1).

Ces formules, la section de législation ne fait que les traduire dans la langue du juriste. Elle élabore d'une manière définitive des matériaux que les patrons chrétiens lui fournissent à pied d'œuvre. Ceux-ci déclarent ce qu'ils peuvent et veulent faire pour l'ouvrier. Se tournant vers des entrepreneurs, moins conscients de leurs devoirs et plus ignorants de leur intérêt véritable, la section de législation leur impose des obligations que d'autres déclarent accepter librement et sans y voir le moindre péril pour l'industrie. Elle tire les conséquences de principes posés dans un local voisin.

1) 1887, 1^{re} partie, p. 171.

V

Le rôle de M. Lévie et de M. Woeste

Repos dominical, protection des femmes et des enfants, réparation des accidents du travail, assurance obligatoire contre la maladie, voilà ce que demandent à la loi les deux premiers congrès de Liège. M. Lévie fut sans défaillance le porte-voix de ces réformes. Il soutint avec talent et avec conviction cet interventionnisme de bon aloi contre les objections timides qui se firent jour. Il est en possession d'un système. Il paraît avoir mûri de longue date les solutions qu'il propose. Ses partisans sont des néophytes à qui il serait difficile de répondre d'une manière sûre aux difficultés soulevées. Ses adversaires, d'ailleurs peu nombreux, sont déconcertés par les principes nouveaux qu'il invoque. C'est lui qui a aiguillé les débats que M. Woeste dirige.

*
* *
*

M. Woeste, du reste, ne lui marchandait pas son crédit. Dans le discours qu'il prononce à l'assemblée générale d'ouverture de la session de 1887, il trace sommairement, mais avec énergie, un magnifique programme de législation sociale : « Au point de vue législatif trois réformes capitales s'imposent, — je ne cite que les principales.

» Et d'abord la réglementation du travail des enfants.

» J'avoue que, pendant longtemps, je n'en ai pas

été partisan. Mais en présence des révélations navrantes qui ont été faites çà et là, j'ai compris que la société avait des devoirs à remplir envers ceux dont le développement physique, intellectuel et religieux, souffre de l'état de choses existant. Toutefois, il faut le reconnaître, cette première réforme n'améliorera pas la condition matérielle de l'ouvrier.

» La seconde réforme, c'est l'assurance obligatoire qui doit protéger le travailleur contre les conséquences des maladies et des accidents et lui donner une sécurité dont il ne jouit pas actuellement. (*Applaudissements*).

» La troisième réforme, c'est la reconnaissance, l'organisation des syndicats, des unions professionnelles, des corporations — qu'on les appelle comme on veut ! — destinés à créer des groupements au sein des classes laborieuses, à arracher le travailleur à l'isolement, à le préserver des résultats du chômage, à l'initier à un apprentissage intelligent et à lui fournir des distractions qui sont indispensables pour secouer les tristesses de la vie » 1) (*longs applaudissements*).

VI

Les caractères spéciaux de l'interventionnisme de Liège

La doctrine interventionniste des congrès de Liège a des caractères spéciaux.

Elle impose d'abord aux individus des devoirs négatifs nouveaux. Telles : la proscription du travail

1) 1887, 1^{re} partie, p. 40.

dominical, la suppression du travail souterrain pour les femmes, la défense d'employer à l'usine ou dans la fosse des enfants au-dessous d'un certain âge. La position de ces actes devient un délit que l'État réprime. La puissance publique dans ce cas intervient d'une manière directe, mais prohibitive.

Elle impose ensuite aux individus des devoirs positifs nouveaux. Elle les contraint à certaines actions. Mais ici, une fois l'obligation décrétée, la puissance publique cède la place : des corps autonomes, constitués par les intéressés eux-mêmes, veillent à l'exécution des actes prescrits par la loi et organisent les institutions nécessaires à leur accomplissement. Soit émulation, soit rivalité d'honneur, soit désir de ne point assumer des charges que d'autres éludent, les membres du groupe professionnel s'observent mutuellement et s'astreignent l'un l'autre aux obligations statutaires. L'État ne surveille pas directement les individus. Il exerce simplement le contrôle sur l'association professionnelle qu'ils ont formée. Au lieu d'inspecter les exploitations privées, il examine les règlements et la comptabilité d'associations de droit public. Il n'atteint le citoyen ni dans sa personne, ni dans son bien ; il est aux prises avec un être collectif et anonyme dont chaque membre conserve l'indépendance. Superficiellement, rien n'est changé. Au fond, l'ordre nouveau est assuré.

Enfin jamais elle ne fait appel au concours pécuniaire du Gouvernement. Ce principe fut la base implicite des deux premiers congrès de Liège. Ainsi, les charges d'assurance incombent exclusivement aux intéressés : chefs d'industrie et ouvriers. Le trésor

public ne leur accorde pas un centime de subside. La loi désigne les responsables ; elle ne subroge pas l'État à leurs obligations. Toute proposition d'intervention pécuniaire des pouvoirs publics fut repoussée comme entachée de socialisme. C'est pour la même raison que le système de l'État-assureur a toujours été rejeté 1).

VII

Les pensions de vieillesse

Par ces principes l'interventionnisme est réduit au minimum. Moins que cela, on le supprime. La loi prescrit, mais l'État est hors cause. Cependant nous allons assister à une dérogation. La disparate se produit à propos de l'assurance contre le risque de vieillesse. En 1887, immédiatement après le vote des

1) Sur ces deux points, voyez :

1886, 1^{re} partie, discours de M. WINTERER, p. 222.

discours de M. LÉVIE, p. 227.

discours de M. DE MUN, p. 233.

discours de Mgr KORUM, p. 235.

1887, 2^{me} partie, rapport de M. WINTERER, p. 374.

discours de M. WOESTE (président), p. 396.

discours de M. WINTERER, p. 401.

« Faut-il que l'État intervienne pour subventionner les caisses de secours ? — Non. Cependant j'aimerais mieux ce socialisme d'État que celui qui consiste à subventionner les écoles, les théâtres, les arts, les sociétés d'agrément. Depuis 1830, tous les ministres qui se sont succédé au pouvoir, tant catholiques que

résolutions sur l'assurance contre la maladie, M. Raoul du Sart de Bouland proposait d'employer le même système pour les pensions de retraite :

« Aussi m'arrêterai-je sans crainte à l'affiliation nominative et obligatoire de l'ouvrier à une Caisse de retraite spéciale à chaque métier.

» Ici, comme en toutes matières sociales, ce qu'il faut éviter, c'est l'État caissier et l'État proviseur, c'est l'aliénation trop grande de tout sentiment d'initiative et de responsabilité chez l'ouvrier. Mais après cela, ce qu'il faut viser :

» 1° C'est de stimuler les énergies ;

» 2° C'est de protéger les intérêts naissants ;

» 3° C'est de perpétuer un lien social entre les diverses classes par la preuve des bonnes dispositions du pouvoir envers la classe ouvrière ;

» 4° C'est enfin d'assurer à la vieillesse, par une sage réglementation, les secours que l'individualisme et le régime défectueux de la famille sont impuissants à lui assurer.

» Nous devons donc appeler de tous nos vœux une telle institution, mais nous devons la vouloir, basée sur le principe fécond de la corporation ou du syndicat, c'est-à-dire :

libéraux, ont-ils jamais encouru de notre part ou de la part des libéraux le reproche de faire du socialisme d'État en organisant et en développant l'enseignement officiel ? Lorsque les administrations communales de nos villes et de nos villages donnent des subsides annuels, parfois considérables, aux sociétés d'agrément, aux sociétés d'arbalètes, de musique, ou de fanfares ou d'harmonie, entre-t-il jamais dans la pensée de personne de voir là du socialisme d'État ? » 1886, 1^{re} partie, M. LÉVIE, p. 227.

- » a) Spéciale à chaque grand corps de métier ;
- » b) Sans intervention financière de l'État ;
- » c) Avec contribution directe du métier aux charges ;
- » d) Avec personnalité juridique possédant et se dirigeant elle-même.

» Quant à ceux que le mot *obligatoire* pourrait effrayer, ils voudront bien remarquer que nous n'innovons rien.

» La loi du 28 mars 1868, complétée par un arrêté royal de mars 1884, avait imposé à tout concessionnaire de mines, l'*obligation* d'assurer ses ouvriers aux Caisses de prévoyance » 1). Les subventions seront fournies par les patrons et par les ouvriers. Il faut ajouter les dons et les legs que la caisse pourra recevoir.

Le système de M. du Sart est absolument dans la logique du Congrès. Provisoirement, il proposait d'en restreindre l'application aux ouvriers mineurs 2).

Cependant l'affiliation obligatoire fut combattue par M. le chanoine Henry, qui passait pour un spécialiste, et par M. Arth. Verhaegen. Leur argumentation n'est pas décisive. On ne voit guère en quoi l'obligation d'assurance est mieux motivée pour la maladie que pour la vieillesse. L'assemblée se rangea néanmoins à l'avis des opposants.

*
* *
*

En 1890, la question est reprise. Toutefois on ne remet plus le principe en discussion. La thèse de la

1) 1887, 2^{me} partie, p. 418.

2) *Ibid.*, p. 421.

liberté a gain de cause. Mais le Congrès, n'ayant pas adopté la pension obligatoire, veut encourager les efforts louables de ceux qui cherchent à s'assurer une retraite. Il fait alors appel au concours pécuniaire de l'État. L'État majorera dans une mesure importante les versements du travailleur qui se prémunit contre la vieillesse. Les rapporteurs, appuyés par M. de Smet de Naeyer, proposaient cette décision et l'assemblée la vota sans difficulté. Voilà une deuxième dérogation aux principes qui ont dominé dans les sessions de 1886 et de 1887.

En voici une troisième. On a unanimement rejeté, quand il s'est agi de l'accident et de la maladie, le système de l'État-assureur.

L'État-assureur ! a-t-on dit, c'est du socialisme !

Ce socialisme, on l'accepte cependant, bien plus on l'impose quand il s'agit des pensions de retraite. L'État accordant une subvention, doit pouvoir en contrôler l'emploi. En outre, il doit la proportionner à l'effort de prévoyance de chaque affilié. Son contrôle ne sera certain, son subside ne sera strictement proportionné, que s'il est lui-même assureur, encaissant les versements des affiliés, faisant fructifier les fonds et accroissant les rentes qu'ils acquièrent.

« Qu'il soit voté annuellement par la législature une allocation importante destinée à favoriser l'affiliation des ouvriers à la Caisse générale de retraite et que la commission permanente des sociétés de secours mutuels soit chargée de distribuer des fonds par voie de concours et d'attribuer des primes fixes : *a)* aux sociétés créées pour l'affiliation de leurs membres à la Caisse générale de retraite ; *b)* aux sociétés de secours mutuels qui forment au fonds spécial dans le même but ; *c)* aux établis-

sements industriels qui introduisent l'institution pour leur personnel ouvrier » 1).

Les associations signalées dans le vœu, à qui le pouvoir central octroie des subsides, ne sont pas des caisses d'assurance. Elles sont des intermédiaires entre l'ouvrier et la Caisse générale de retraite de l'État qui est le véritable assureur. Au surplus, elles ne seront pas nécessairement des groupes professionnels. Elles se recrutent comme bon leur semble. Donc pas de régime de faveur pour l'union corporative. C'est la quatrième dérogation à la doctrine des précédents congrès.

*
* *
*

Nous assistons ici à un curieux changement d'attitude.

L'État et la loi sont deux choses distinctes.

L'État, c'est l'ensemble des services organisés et gérés par les fonctionnaires, tels, en Belgique, la poste, le télégraphe, les chemins de fer, l'armée, la police, etc....

Sans doute, ces services sont régis par des lois. Mais toutes les lois n'ont pas cet objet.

Il en est qui, dans une vue d'intérêt général, imposent ou interdisent aux citoyens certaines actions, sans investir l'État d'aucune fonction nouvelle. Telles sont, dans l'ordre économique, les lois relatives à la proscription du travail dominical, à la suppression du travail souterrain des femmes, à la défense d'employer à l'usine des enfants trop jeunes, à l'obligation

1) 1890, 3^{me} section, p. 174.

de s'assurer contre les risques du travail par l'intermédiaire du groupe professionnel. De pareilles lois n'exigent du pouvoir central ni dépenses nouvelles, ni surcroît de fonctionnaires, ni extension de la puissance bureaucratique. Elles n'ajoutent rien aux attributions de l'État. Aux congrès de 1886 et de 1887, on les considère comme de simples lois de police, rentrant dans la mission la plus ancienne et la plus naturelle du pouvoir politique, la mission de gardien de l'ordre et de la justice. Elles n'ont rien de socialiste.

Les lois qui aboutissent à la création et à l'organisation de services publics nouveaux, sont abusives, chaque fois qu'elles investissent l'État de fonctions que les individus, isolés ou associés, sont capables d'accomplir. En 1886 et en 1887, on appelle ces lois, des lois socialistes. Sont socialistes, les lois qui instituent l'État pourvoyeur, banquier et gérant des caisses d'assurance que les intéressés, unis en association, peuvent très bien fonder et administrer sans le secours des pouvoirs publics : elles renforcent arbitrairement la puissance bureaucratique, énervent sans nécessité des énergies individuelles, créent inutilement de nouveaux services publics.

En 1890, à propos des retraites ouvrières, l'opinion est complètement modifiée. Le socialisme consiste dans l'obligation d'assurance, que l'assurance ait lieu par l'État ou autrement, qu'elle implique ou non l'existence d'un service public nouveau. Au contraire, attribuer à l'État des fonctions nouvelles, en particulier celles d'administrateur et de bailleur de fonds des caisses de retraite, n'est plus du socialisme, du moment qu'on respecte la liberté individuelle et que

nul n'est contraint à l'affiliation. L'État peut étendre à l'infini son domaine d'activité, il échappe au reproche de collectivisme dès lors qu'il offre ses services sans les imposer et sans interdire à l'initiative privée de leur faire concurrence.

Ce qu'on repoussait en 1886 et en 1887, sous le nom de socialisme, on l'accepte en 1890. Et ce qu'on acceptait en 1886 et en 1887, on le repousse en 1890 sous prétexte de socialisme.

Toutes les grandes assemblées recrutées au hasard pour l'examen de questions neuves dont les diverses solutions possibles sont à peine bégayées, sont grandement exposées au danger de contradiction. Elles y sont d'autant plus exposées que les problèmes abordés sont plus nouveaux et plus nombreux. A la décharge des Congrès de Liège, il faut encore ajouter que la disparate signalée dans leurs travaux a sa raison dans les faits eux-mêmes.

En matière de pensions de retraite, le principe des subsides est fort vieux. L'État subventionne depuis très longtemps certaines caisses dont il a la gestion : notamment celle des marins et celle des secrétaires communaux. Il en subventionne d'autres dont il contrôle simplement l'administration : les six caisses de prévoyance pour ouvriers mineurs qui distribuent aussi des pensions de vieillesse 1).

D'autre part, la multiplicité des caisses indépendantes cause certains inconvénients. Le tarif des pensions est révisé chaque année, selon les charges

1) Liège, Mons, Charleroi, Centre, Namur et Luxembourg. Arrêtés royaux de 1839, 1841 et 1844 ; loi de 1868.

qui incombent pour l'exercice à la société. La stabilité des retraites exige une caisse plus vaste où les charges, à raison de la masse des affiliés, se répètent chaque année avec uniformité. Le hasard prend l'allure d'une loi, quand il opère sur les grands nombres. L'unification, plutôt que l'émiettement, est désirable.

Enfin l'État a fondé en 1850 une caisse générale de retraite. Malgré l'absolue sécurité, les opérations sont peu nombreuses. Il n'y a pas dix mille livrets en 1889. S'il faut unifier les caisses de pension, voilà l'organisme indiqué 1).

Quand il s'agit des retraites, notre pays est donc fait au principe des subsides et au système de l'État assureur. Les congrès de Liège, tenant compte de ce qui est, préférèrent sacrifier la logique à la réalité historique. Ainsi s'explique l'anomalie de 1890.

*
* *

Par leurs décisions sur les retraites ouvrières, les congrès de Liège n'entendent donc pas se déjuger. Il est si vrai de l'affirmer que, après une longue discussion 2) et malgré les efforts désespérés du Rév. Père Forbes, S. J. (Français) pour amener l'assemblée de 1890 à révoquer la doctrine qui a prévalu en 1886 et en 1887 à propos de l'assurance contre les maladies et les accidents, l'assemblée déclara néanmoins persister dans les résolutions des précédents congrès :

1) Cf. pour ces renseignements les rapports de MM. HENRY et DOAT en 1890, 3^{me} section.

2) La discussion occupe 50 pages du compte-rendu, 1890, 3^{me} section, pp. 106 à 150.

« Le Congrès des œuvres sociales persiste dans les résolutions émises dans les précédents congrès et ayant pour objet de garantir dans la mesure du possible les ouvriers contre les maladies et les suites temporaires ou permanentes des accidents » 1).

VIII

La réorganisation corporative de la société

La seule fonction que les congrès de Liège proposent de confier par la loi aux groupes professionnels est l'assurance contre l'accident et la maladie. Mais ce n'est là qu'un commencement. Ces groupes deviendront le pivot de la réorganisation sociale. Pénétrant l'avenir, M. Helleputte fait le tableau de leurs destinées. Il est en possession d'un système. Il joue à la section des œuvres le rôle que M. Levie a tenu à la section de législation. Pour lui la corporation sera la forme générale de la nouvelle vie économique.

*
* *

Le mal dont nous souffrons, c'est l'atomisme 2). La société est faite d'individus juxtaposés, tous sem-

1) 1890, 3^{me} section, p. 137.

Le rapporteur M. BÉGASSE écrivait dans son travail :

« Ne nous laissons pas de répéter que nous ne demandons nullement que l'État se fasse l'assureur des ouvriers, que nous repoussons au contraire avec énergie cette théorie si dangereuse, que si nous réclamons l'intervention non de l'État, *mais de la loi*, c'est parce que nous estimons que les dispositions légales seules peuvent donner à l'assurance ouvrière le caractère de généralité et de sécurité indispensable. » *Ibid.*, p. 2.

2) « Ce dont on souffre dans toutes les sociétés européennes, c'est de l'émiettement, de la désorganisation du corps social,

blables aux yeux de l'État. La révolution a proclamé la liberté. Mais en même temps elle en a décrété l'inorganisation par la loi du 17 mars 1791 :

« ART. 1. L'anéantissement de toutes les espèces de corporations de citoyens de même état ou profession étant une des bases fondamentales de la Constitution française, il est interdit de les rétablir sous quelque prétexte ou quelque forme que ce soit. — ART. 2. Les citoyens d'un même état ou profession, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni président, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou des délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs. — ART. 3. Il est défendu à tous les corps administratifs ou municipaux de recevoir aucune adresse ou pétition sous la dénomination d'un état ou profession, d'y faire aucune réponse, et il leur est enjoint de déclarer nulles les délibérations qui pourraient être prises de cette manière, et de veiller soigneusement à ce qu'il ne leur soit donné aucune suite, ni exécution. »

Conséquence : les individus sont sans lien 1). Ont-ils des intérêts communs ? La loi le nie et eux-mêmes

qui fait que les individus sont en présence les uns des autres sans lien qui les rapproche. » 1886, p. 375. Discours de M. DE MUN.

1) « L'individualisme règne en maître, la société n'est plus un corps organisé. C'est une agglomération, pas même une agglomération, une juxtaposition d'atomes qui ne sont pas même unis en molécules, qui se trouvent à côté les uns des autres sans association, sans combinaison. » 1890, 3^{me} section, p. 215. Discours de M. HELLEPUTTE.

l'ignorent. Si par hasard ils le savent, défense leur est faite d'y aviser ensemble. La lutte est permise. Ils peuvent se poser en antagonistes ; ils peuvent se nuire par les moyens légaux. L'entente et le contact sont seuls interdits. L'apprentissage de la paix sociale est proscrit ; celui de la guerre est encouragé. Un siècle de ce régime a développé nos aptitudes natives pour le mal. Les semences d'accord fraternel ont été étouffées à leur naissance. La défiance trône partout en maîtresse. Chacun s'attend à un mauvais sort de la part de tous. Il se calme de ses appréhensions en dévalisant le plus qu'il peut, avant d'être dévalisé à son tour. Dépouillé de tout, il nourrit l'espoir d'une vengeance terrible. Poussant des cris de haine et d'envie, il attend avec impatience ses journées de revanche. La société est devenue un coupe-gorge et un enfer. Voilà le fruit des immortels principes de 1789 1).

1) « Les ouvriers campagnards courent aux villes et abandonnent la culture du sol, les ateliers des artisans se vident, les maîtres artisans eux-mêmes délaissent l'atelier solitaire, la fabrique les absorbe, les métiers disparaissent. Les petits fabricants abandonnent la lutte impossible contre les grands industriels, ceux-ci succombent au capital réuni des sociétés anonymes ; le capital pur, le capital anonyme règne en maître souverain en un monde où l'on ne demande plus à l'individu qu'une seule chose : combien a-t-il ? Et dans cette course folle, à la conquête de l'or, les coureurs deviennent de moins en moins nombreux ; vaincus dans la lutte, ils tombent sans halte dans cet abîme hideux où grouille le prolétariat. Les millions des vaincus s'ajoutent aux millions des vainqueurs, le millionnaire disparaît, pour faire place au milliardaire, l'or engendre l'or sans travail, sans peine, sans mérite par sa propre puissance. Le

Pour nous sauver de cette lutte anarchique, on nous offre le socialisme. D'après celui-ci, l'État est le régulateur de toutes les activités économiques. Il est le dispensateur de toutes les richesses. Il mesure à chacun et sa tâche et sa part. Tout le monde a sa pitance, mais personne n'a davantage. Tout le monde a sa fonction et nul ne peut en sortir. L'ordre règne, mais par la compression de tous les instincts, des bons et des mauvais. La paix existe, mais le gendarme est partout.

L'homme hait toute autorité. Il évite son contact, car tout contact est un conflit. Il hait surtout le pouvoir politique. La main de l'État est une main puissante où nul particulier n'aime à glisser la sienne, dont personne ne sent volontiers la pesée sur ses épaules. Le socialisme en augmente les dimensions et le poids ; il en multiplie les attouchements. L'individu est pulvérisé. A la lutte de l'homme contre l'homme, il substitue la lutte de l'individu contre l'État. Et c'est une lutte sans charme et sans espoir où le citoyen, toujours mis en échec, subit sa défaite

gouffre se creuse de plus en plus profond entre l'internationale jaune, qui trône au sommet inaccessible de notre édifice social, et l'abîme de pauvreté. Quiconque tombe apporte une nouvelle force à ces damnés sombres et menaçants, qui du fond de l'enfer font résonner leurs cris de haine et d'envie. Ah ! c'est bien sur les portes de cet enfer social que se trouvent placées les paroles du Dante : « *Lasciate ogni speranza voi che entrate.* » Un enfer, oui, c'en est un. Car les flammes n'y manquent point. Le feu ardent des désirs inassouvis, la soif brûlante de la jouissance, devenue souverain moteur de la société, divisent ces malheureux à jamais condamnés. » 1887, 2^{me} partie, p. 277. Rapport du comte WALDBOTT DE BASSENHEIM.

en silence accumulant dans son cœur les rancunes et les colères. La paix du socialisme est menteuse, toute au dehors. Elle n'est ni la tranquillité, ni le repos dans l'ordre.

Le tort du socialisme est de supprimer la liberté, quand nous ne souffrons que de l'inorganisation de la liberté. La liberté du faible est un leurre ; celle du fort est le despotisme. Accroître la première, diminuer la seconde, équilibrer les deux : tel est le problème à résoudre. Il n'est soluble que par l'association.

L'association est un refuge contre toutes les oppressions. Elle contient les puissants et protège les débles. Tout groupement nouveau est une étape franchie dans la voie de l'organisation de la liberté. Mais plus il crée de liens entre ses membres, mieux il atteint son but. La corporation réunit tous les liens possibles. Elle est l'association idéale. La corporation est une « association de personnes, exerçant la même profession ou des professions similaires, qui a pour objet la défense des intérêts et de l'honneur professionnels, le bonheur matériel et moral de ses membres » 1). Elle est une société complète. Elle saisit l'homme tout entier. Elle avise à tous les besoins qu'il ne peut satisfaire dans l'isolement. Question morale, question économique, question politique, question sociale, tous les problèmes menaçants de l'heure présente viennent se résoudre d'une manière simple et naturelle dans la corporation.

*
* * *

1) Cf. Discours et rapports de M. HELLEPUTTE aux trois congrès, et notamment 1890, 3^e section, p. 213 ; 1886, 1^{re} partie, p. 354.

Dans la petite production, elle permet à ses membres de lutter avec succès contre le gros fabricant. Ils achètent en commun la matière première et obtiennent les conditions avantageuses du grand marché. Ils soumissionnent ensemble des commandes qu'aucun artisan isolé n'est capable d'entreprendre. En groupe ils jouissent de l'usage des machines coûteuses dont l'emploi n'est pas continu dans le métier. Ils peuvent exposer leurs produits dans le même local et atteindre une clientèle que le grand magasin séduisait autrefois par la variété des articles et l'abondance des choix. Ajoutez à cela que le petit producteur est roi et maître dans son domaine, surveille de près son petit personnel, utilise les déchets, travaille lui-même et pour lui-même sans frais d'administration. Il cumule par la corporation les avantages de la grande et de la petite industrie, en évitant les inconvénients de l'une et de l'autre. Il s'assure contre la concurrence des grands producteurs.

Après avoir protégé ses membres contre les ennemis du dehors, elle les protège les uns contre les autres. Ils s'entendent pour régler équitablement le prix des ouvrages et jurent d'observer le tarif établi. L'âpreté de la concurrence disparaît. La loyauté est réintroduite dans les marchés. La fraude sur la qualité devient une faute non seulement contre le droit du client, mais contre le droit corporatif. Le groupe entier pâtit de la tromperie d'un seul. Il réprime sévèrement cet abus. Il en prévient d'autant mieux le retour qu'il en découvre plus aisément l'existence, et à raison de l'intime familiarité des compagnons

entre eux, et à raison de leur profonde connaissance des trucs et des ficelles du métier. Du coup l'honneur professionnel est restauré. Le niveau de la fabrication se relève et le public en retire le bénéfice.

Les avantages ne sont pas moindres dans la grande industrie. Les corporations ont un patrimoine corporatif. Elles peuvent placer ce patrimoine dans les sociétés anonymes. Si leur apport est assez important, elles sont représentées dans les conseils d'administration. Elles y ont pour délégués les travailleurs les plus intelligents et les plus dévoués. Gardiens à la fois des intérêts du capital et des intérêts du travail, ils cherchent à faire prévaloir en toutes circonstances des solutions de juste milieu où les deux grands facteurs de la production sont pris en équitable considération. Soutiennent-ils exclusivement les intérêts du travail, ils nuisent au patrimoine corporatif, qu'ils représentent. Soutiennent-ils exclusivement les intérêts du capital, ils nuisent aux compagnons qui les ont délégués. La nature du mandat dont ils sont investis les astreint sans cesse à concilier les intérêts de la main-d'œuvre et les intérêts de l'entrepreneur, à concilier deux forces qui se posent aujourd'hui en antagonistes. Voilà l'élément de pacification sociale que la corporation introduit dans l'ordre nouveau. Voilà comment elle paralyse le jeu d'une grande cause de friction dans l'ordre actuel.

Il y a cent mille houilleurs en Belgique. A raison de dix centimes par semaine, ils économisent par année 500.000 francs. Au bout de vingt ans, le patrimoine corporatif qui pourrait intervenir dans la constitution des sociétés anonymes de charbonnage

serait de dix millions. Quel contrepoids pour le capital pur et pour le travail pur ! Quelle force de pacification serait créée !

La corporation assure la conservation du métier ; elle modère la concurrence des petits producteurs entre eux ; elle contribue à réunir aux mêmes mains le capital et le travail ; elle introduit dans la grande production une puissance énorme d'apaisement 1).

Ce n'est pas tout. La corporation a d'autres avantages, communs ceux-ci à la grande et à la petite industrie. Elle organise la défense des marques de fabrique à l'étranger, ce qu'un simple particulier ne pourrait faire. En cas de contrefaçons, elle se fait représenter au dehors comme elle fait étaler ses produits dans les expositions étrangères. S'agit-il de trouver des débouchés pour le commerce ou l'industrie, ou de signaler les défauts des marchandises livrées, elle intervient et obtient ce que l'initiative privée d'un individu serait incapable d'obtenir. Des particuliers réunis peuvent avoir un agent éclairé qui leur donne des conseils dont tout le monde profitera. Quand les marchandises à la douane sont taxées d'une manière injuste, il est très difficile au particulier d'intenter un procès au fisc ; la corporation peut le faire. Tous les hommes d'un même métier ont un très grand intérêt à ne pas laisser succomber leurs droits. C'est la corporation qui fera les démarches et soutiendra la cause devant les tribunaux.

1) Sur tous ces points, voyez particulièrement le rapport et le discours de M. HELLEPUTTE en 1890, 3^e section, pp. 99-105 et pp. 207-222.

Elle aura aussi un laboratoire où se feront des analyses, elle aura un contentieux, une section de renseignements 1).

Toutes ces mesures ont pour objet la prospérité de l'industrie. Elles servent les intérêts de tous ceux qui vivent de l'industrie, à quelque titre que ce soit. Patrons et ouvriers en tirent profit. Il y a là un domaine commun où ils peuvent et doivent collaborer, un terrain d'entente qu'il serait coupable de ne pas cultiver. Voilà un nouvel apport de la corporation à la paix sociale.

Enfin les institutions utiles soit aux patrons, soit aux ouvriers trouvent dans la corporation leur milieu naturel. Elle organise l'assurance contre les risques de maladie, d'accident, de vieillesse et de chômage. Elle organise encore le crédit personnel gagé sur la valeur morale de l'emprunteur, seule forme de crédit qui soit accessible aux hommes de condition modeste et dont on comprend peu le fonctionnement en dehors de l'association professionnelle. Elle crée des caisses d'épargne dont les fonds servent à alimenter la caisse de crédit. L'argent gagné dans la profession vient féconder la profession. Composée d'hommes livrés à la même industrie, parfaitement informée de ce chef sur la demande et l'offre de travail dans cette industrie, la corporation est naturellement pour ses membres une bourse de placement. Elle peut aussi, avec plus de compétence que n'importe quel tribunal, trancher toutes les contestations relatives à des faits de travail : elle établit un conseil d'arbitrage. Elle institue des

1) 1887, 2^{me} partie, p. 303.

bibliothèques et des écoles professionnelles. Toutes les œuvres qui ont pour but de fournir au travailleur l'aliment, le vêtement et le logement à prix réduit sont de son ressort. Elle peut créer un monopole au profit de fournisseurs privilégiés ; elle leur concède en outre la garantie du paiement comptant : elle obtient ainsi sans peine un rabais sur des prix établis pour une clientèle de passage et de solvabilité douteuse. Enfin la corporation procure à ses membres et à leurs familles des distractions honnêtes : corps de musique, sociétés de chant, cercle d'excursion se développent à l'aise sur son sol et d'autant mieux que les membres, déjà en contact sous une multitude d'autres rapports, se connaissent davantage et en dernière analyse poursuivent comme but décisif l'éclat et le bon renom du corps professionnel auquel ils appartiennent.

*
* *
*

Les nombreuses mesures de protection physique et morale pour lesquelles on a créé à grand renfort de textes législatifs des multitudes de comités distincts et d'institutions séparées, ont leur organe naturel dans cette association. Imaginons la nation entière organisée d'après la formule corporative. Manufactures, commerce, agriculture ; carrières libérales et carrières manuelles ; grande et petite production ; tout est distribué par profession. Les corporations, circonscrites chacune à une région et relevant de la même branche de production, sont unies en fédération. Les fédérations, distinctes par la branche de production, sont coordonnées à leur tour dans un

organisme plus puissant et plus élevé où elles envoient des délégués. Chaque citoyen votant dans son corps contribue à la formation de cet organisme. Les intérêts de tous y sont représentés. Les règlements généraux de l'industrie en émanent ; les règlements spéciaux à une branche de production sont élaborés par les fédérations ; les mesures locales sont prises par les corporations. Les statuts, ainsi arrêtés par les intéressés eux-mêmes, par des députés exerçant le genre d'activité qu'il s'agit de régler, seront plus vite et mieux faits que dans l'État moderne accablé sous le poids de ses fonctions et discrédité par son incompetence. Les corps autonomes se partagent le pouvoir législatif : chacun en assume la partie dont il est l'organe approprié. L'exécution de leurs décrets est assurée par la police et par les tribunaux publics.

La corporation est la cellule-mère d'une nouvelle organisation politique où le pouvoir élu est la réduction de la nation même avec les groupes et les intérêts divers qui la vivifient. La société n'est plus constituée par des individus juxtaposés, mais par des ordres coordonnés et superposés. La composition organique de l'État est substituée à la composition atomique 1).



1) « Dans le régime actuel, il y a en présence des individus et l'État. Dans l'organisation corporative, la société se compose d'un ensemble de corps organisés, faisant leurs règlements limitant la production, empêchant la concurrence de sorte que les individus ne soient pas lésés. Si vous allez plus loin, vous apercevez les conséquences du régime dont je parle et notamment

L'organisation corporative fait faire un pas énorme à la question de la réglementation internationale du travail. On le sait, l'objection capitale contre la réglementation de l'industrie intérieure est tirée de la concurrence étrangère. Il est inadmissible que l'État impose à ses nationaux des charges que ne supporte pas l'étranger. Sous prétexte de protéger ses sujets, il ruine la patrie au profit des pays voisins. A Liège,

l'organisation du régime représentatif qu'aucune des constitutions modernes n'a donné à aucun pays. C'est par la représentation des corps organisés dans une nation, c'est par la délégation des métiers, des professions, que peut s'établir dans un pays le régime représentatif et ce n'est pas par le vœu individuel, que ce soit le suffrage universel ou restreint, lequel n'est jamais que l'expression des individus !... Ce qu'il faut apercevoir, c'est une réorganisation sociale. Voilà ce dont nous avons besoin. Nous devons la substituer au régime actuel qui émiette les individus, qui les laisse éparpiller sur le sol, seuls, en face de l'État. Il faut constituer le régime où tous ceux qui concourent à la vie de la société, font partie d'un corps organisé, ayant sa vie dans l'État, ayant son existence civile et pouvant à un moment donné, avoir sa représentation dans les fonctions publiques. » 1886, p. 375. Discours de M. DE MUN.

« Vous savez combien les réclamations en faveur du suffrage universel sont vives. Je n'en suis pas partisan. Mais je voudrais que tout le monde pût voter dans le corps auquel il appartient. Je crois que la solution du droit de suffrage est dans la représentation des intérêts. Tout le monde pourrait défendre le système de vote général le jour où la société serait organisée de façon que la représentation correspondît à la composition du corps social, et la question du droit de suffrage serait résolue. Aujourd'hui il est difficile si pas impossible d'organiser la représentation des intérêts. Supposez la corporation professionnelle établie, ce serait d'une facilité merveilleuse. » 1890, 3^{me} section, p. 215. Discours de M. HELLEPUTTE.

on répondait à cette objection que les pays limitrophes et concurrents de la Belgique avaient une législation sociale bien plus avancée. L'objection n'était pas pertinente, eu égard à la modestie de l'intervention proposée par les congrès 1). Mais enfin elle subsiste au point de vue des progrès futurs de la législation sociale. Aucun pays ne veut ouvrir la marche. Une entente internationale est nécessaire. C'est dans cette pensée que Guillaume II convoqua la conférence de Berlin en 1890. Mais Dieu sait avec quelles difficultés ces ententes se contractent ! La corporation en rendrait la conclusion aisée, même sans le concours de l'État.

Un fait récent venait corroborer ce pronostic. Les brodeurs suisses se faisaient la concurrence entre eux. Trois mille métiers fonctionnant dans de grandes manufactures étaient soumis, comme durée du travail, à la loi fédérale qui interdit le travail des usines entre 6 heures du soir et 6 heures du matin. Dix-neuf mille métiers fonctionnaient à domicile et échappaient à la loi des fabriques. Les deux groupes se faisaient une concurrence atroce. Le marché de S. Gall était encombré. Les prix baissaient. Les travailleurs payés aux pièces se laissaient aller à grossir le nombre d'heures de travail pour compenser la faiblesse de la rémunération horaire. La surproduction augmentait. On tournait dans un cercle vicieux. En 1885, le groupe des manufactures et celui des métiers à domicile conclurent une entente. On limite la production. Prix

1) 1887, 3^{me} section, p. 344. Rapport de M. T'KINT DE ROODENBEKE.

des objets et taux des salaires remontent. Patrons et ouvriers y trouvent leur compte. On gagne plus en travaillant moins. Mais il y a un point noir à l'horizon. La Saxe fait une concurrence désastreuse à la Suisse : les gages y sont de 20 % moins élevés. Une députation suisse se rend en Saxe et obtient les meilleurs résultats : l'État allemand adopte en 1888 le tarif de l'Union suisse 1). Cette convention internationale n'a été possible que par la corporation.

Comment voudrait-on, dans notre régime individualiste, qu'un artisan s'entendît avec tous les compagnons de son pays et puis avec tous les compagnons du dehors dont il redoute la concurrence ? Besogne de Sisyphe ! Que si des associations professionnelles existent partout, nulle difficulté pour chacune de réaliser l'accord entre ses membres, nulle difficulté ensuite de causer entre elles par dessus la frontière et d'arriver à un *modus vivendi*.

IX

Le caractère mixte et le caractère chrétien de la corporation

Voilà les destinées de la corporation. Il s'agit de la promouvoir. Pour elle, les congrès de Liège réclament en tout premier lieu le droit de vivre, c'est-à-dire le droit de posséder et d'ester en justice. Ils veulent pour

1) 1890, 3^{me} section, pp. 215 et 216. Discours de M. HELLEPUTTE.

elle la personnification civile. Toutefois l'individualité juridique sera réservée aux corporations mixtes, c'est-à-dire composées de patrons et d'ouvriers. Parquer les travailleurs dans des organismes fermés et les patrons dans d'autres organismes fermés, où ils avisent séparément à leurs intérêts distincts sans jamais porter leurs regards sur les intérêts communs, c'est substituer aux milliers de petites luttes individuelles que se livrent aujourd'hui les entrepreneurs et les ouvriers, une lutte gigantesque de tous les patrons organisés en une classe contre tous les travailleurs organisés en une autre. « Le malheur de toutes les associations qui se fondent, soit entre patrons exclusivement, soit entre ouvriers, c'est d'être constituées pour organiser la guerre. Or que la guerre soit sauvage ou qu'elle soit organisée, c'est toujours la guerre, c'est toujours la barbarie ! » 1) L'État ne peut donner ses faveurs à ces organisations de combat. « En Belgique, nous

1) 1870, 3^{me} section, p. 224. Discours de M. HELLEPUTTE. Cf. aussi discours du même en 1886, p. 378 : « L'expérience prouve que les associations dans lesquelles il n'entre que des ouvriers sont le plus souvent des associations de résistance : associations de résistance d'un côté : ligues de patrons de l'autre, nous n'aurions qu'organisé le combat au lieu de préparer la paix. Nous n'aurions que muni les combattants d'armes plus redoutables, si nous n'imposons pas le caractère mixte comme la condition *sine qua non* de l'octroi des faveurs officielles » et en 1887, 2^{me} partie, p. 321 : « Si nous avons d'un côté des associations de patrons et de l'autre d'ouvriers, nous allons leur fournir des armes nouvelles qui leur permettront de se combattre peut-être d'après des principes plus scientifiques, mais d'une façon non moins ardente... Je propose de ne réclamer la reconnaissance légale que pour les Unions professionnelles mixtes. »

souffrons de l'antagonisme des classes. Les ouvriers sont excités contre les patrons. La meilleure manière de porter remède à cette situation, c'est de les réunir les uns et les autres dans une seule Association, de façon qu'ils puissent se connaître, s'entendre et s'aimer » 1). Est-ce possible ?

Oui assurément, en ce qui concerne la petite industrie. Là la démarcation entre les deux parties n'est pas nette. Leurs intérêts sont presque identiques : « Le patron n'est en définitive dans bien des cas qu'un ouvrier en voie de transformation. C'est une espèce de chrysalide ! encore ouvrier puisqu'il travaille de ses mains, déjà patron puisqu'il commande » 2).

La question est plus complexe en ce qui concerne la grande industrie. Là patrons et ouvriers sont presque étrangers les uns aux autres. Parce qu'ils ne se connaissent pas, ils ne s'estiment point. Donnez-leur l'occasion de se rencontrer et de collaborer à la même œuvre, ils se familiariseront bientôt et puis s'aimeront. Le tout est de produire le contact. Cela n'est pas impossible, si on prévoit dans la corporation une série d'œuvres également utiles aux uns et aux autres et ne pouvant fonctionner que par le concours des deux. Telles les caisses de garantie contre les divers risques du travail, alimentées et gérées par les deux facteurs personnels de la production. Tels encore les bourses de travail, les tribunaux de conciliation, les écoles et les bibliothèques professionnelles. Le système d'as-

1) 1887, 2^{me} section, p. 324. Discours de M. HELLEPUTTE.

2) 1886, p. 356. Discours de M. HELLEPUTTE.

surance contre les accidents et contre la maladie voté à Liège, le système d'assurance contre la vieillesse proposé par M. R. Du Sart de Bouland, avaient autant pour but de provoquer l'établissement de corporations mixtes que d'organiser les assurances ouvrières. L'obligation d'assurance contraignait même les corporations mixtes à l'existence. Tous les vœux allaient donc, en 1886 et en 1887 du moins, à la corporation mixte : à elle seule on réservait l'individualité juridique 1).

1) 1886. « Considérant que la forme corporative unissant patrons et ouvriers a pour effet de les rapprocher entre eux, de développer le sentiment de l'honneur professionnel, de favoriser les intérêts de l'industrie et le bien-être matériel et moral de la classe ouvrière, le Congrès recommande l'extension de syndicats et de corporations réunissant dans la même union patrons et ouvriers. Il demande que la législation accorde la personification civile aux syndicats et corporations réunissant patrons et ouvriers dans la même profession ou de professions similaires tout en permettant l'union de métiers différents dans les localités où le nombre de personnes de même profession est insuffisant », p. 147.

1887. « L'assemblée exprime l'avis que les corporations qui réunissent dans leur sein patrons et ouvriers doivent avoir l'individualité juridique. Elle estime que les syndicats reconnus devraient avoir le droit de posséder, d'acquérir de toute façon, même par dons et legs, et celui d'ester en justice à la diligence de leur administration.

« L'assemblée renouvelle son vœu de 1886 en faveur des corporations, elle émet l'avis que cette forme d'association, mieux que tout autre moyen, peut résoudre la question de l'apprentissage, faciliter l'établissement d'écoles professionnelles, ôter à la concurrence ce qu'elle a d'excessif et promouvoir, en général, les institutions destinées à favoriser les intérêts des patrons et des ouvriers », 1^{re} partie, p. 177.

Un vote négatif fut émis sur la question : « Y a-t-il lieu d'accorder l'individualité juridique aux associations isolées de patrons et aux associations isolées d'ouvriers ? » 1)

*
* *
*

La corporation mixte réussit dans l'agriculture et dans le métier. Mais dans la grande production industrielle, on eut l'occasion de constater, de 1887 à 1890, combien il est difficile d'enrôler l'entrepreneur dans le même groupe professionnel que l'ouvrier. Là où la réunion des patrons et des ouvriers dans le même corps est actuellement impossible, va-t-on jeter l'interdit sur les associations séparées qu'ils pourraient constituer en vue de leurs intérêts spéciaux ? Ce ne serait pas raisonnable. Aussi d'après l'interprétation proposée par M. Verhaegen et admise par le rapporteur en 1890, la corporation sera mixte dès que le règlement prévoira l'entrée des deux éléments et dans le corps et dans le conseil dirigeant. Elle ne tire pas le caractère mixte de sa composition réelle, mais de son statut. On juge prudent de consigner ce correctif dans une résolution spéciale.

« Là où les réunions fécondes de patrons et d'ouvriers ne pourraient s'établir encore, le Congrès recommande le groupement par profession des ouvriers industriels chrétiens, sous une direction qui s'inspire toujours des sentiments de justice et de fraternité chrétienne. Cette forme d'association professionnelle permet de prendre en main, d'une façon immédiate et efficace, les intérêts moraux et matériels de l'ouvrier. — Elle n'est pas

1) 1887, 2^{me} partie, p. 326.

exclusive de la bonne entente avec les patrons et il importe que dans ce dernier cas, les statuts prévoient l'entrée des patrons dans la corporation » 1).

Ce vœu correctif a une portée très large. En fait, M. Helleputte, tout en en admettant le contenu, soutenait que les résolutions du congrès devaient se borner à définir la forme-type de l'association professionnelle. Il ne leur appartient pas de préciser jusqu'à quel point le type est réalisable dans chaque cas particulier. C'est aux hommes de pratique à faire le discernement. Pour rien au monde, le rapporteur ne voudrait, fût-ce simplement paraître recommander les associations ouvrières séparées comme conformes à l'idéal. Néanmoins, quand l'adoption du vœu correctif lui sembla inévitable, il demanda que la disposition finale fût libellée : « Il *faut* que les statuts prévoient l'entrée des patrons dans la corporation. » M. Verhaegen proposait « Il *est bon*... » M. Woeste, président, fit voter le terme mitoyen « Il *importe*... » Pratiquement dans la grande production industrielle, il suffira que l'association professionnelle ouvrière n'exclue pas de ses buts la bonne entente avec les patrons, pour qu'elle ait droit à nos sympathies. Telle est la première et timide apparition de l'idée des syndicats séparés dans l'économie chrétienne. Elle se

1) 1850, 3^{me} section, p. 229. Cette résolution votée en section comme le compte-rendu en fait foi, ne figure pas parmi les vœux ratifiés à l'assemblée générale, 1^{re} partie du compte-rendu, pp. 143 et 144. Nulle trace cependant que l'assemblée ait refusé de la sanctionner. Bien mieux, il y a des indices du contraire. Nous attribuons cette omission à une négligence du rédacteur.

présente comme une concession à un esprit fâcheux et comme une dérogation à l'idéal 1).

Elle fera un pas nouveau dans le débat sur la personification civile. La corporation doit être un instrument de paix sociale. La loi ne peut octroyer ses faveurs aux engins de guerre civile. Il faut exclure de son bénéfice les organisations de combat, les syndicats vivant du principe de la lutte des classes. L'individualité juridique sera restreinte aux associations professionnelles, mixtes par la composition ou

1) Sauf le vœu correctif inséré dans le corps de notre exposé, voici le protocole voté en 1890 sur les corporations : « Le Congrès recommande comme forme-type des associations à fonder, la corporation professionnelle réunissant dans son sein patrons et ouvriers. Cette forme d'association fournit le milieu le plus propice à l'organisation et au développement des diverses institutions en faveur des classes ouvrières. Elle permet de prendre toutes les mesures nécessaires à la prospérité de l'industrie et ainsi favorise à la fois les intérêts des patrons et ceux des ouvriers. Elle établit et maintient les bons rapports entre les patrons et les ouvriers. Enfin elle prépare et facilite la réforme de la société en réalisant, dans la mesure où les circonstances actuelles le permettent, l'organisation que nous désirons voir appliquer plus tard d'une manière générale.

» Dans les villes, les membres peuvent être recrutés parmi les professions différentes, sauf à être groupés en sections professionnelles dès que leur nombre le permet, et à donner à chacune de ces sections le règlement spécial qui lui convient.

» Dans les campagnes, les corporations doivent être paroissiales, réunies en Fédération.

» Les corporations doivent avoir un caractère chrétien.

» Le Congrès signale d'une manière spéciale à l'attention des catholiques l'organisation de la Ligue des Paysans (Boerenbond) qui vient d'être établie dans notre pays ainsi que celle des *Bauernvereine* établis en Allemagne », 1^{re} partie, pp. 143 et 144.

par le statut. M. Van Overbergh développait cette idée dans son rapport et dans son discours. C'était la doctrine des précédents congrès. Par des considérations empruntées à la science juridique plutôt qu'à l'économie chrétienne, M. Nyssens fit triompher en 1890 la doctrine opposée : le caractère mixte ne sera pas requis comme condition de l'existence légale des unions professionnelles.

« Il est désirable que la personnification civile soit accordée aux corporations ou unions professionnelles. »

Tel est le texte voté.

Ce n'est pas que M. Nyssens et ses suivants veulent favoriser la guerre autant que la paix sociale. Eux aussi voient l'idéal dans la corporation mixte. Mais les législations latines sont trop avares de la personnalité civile. Il convient de réagir avec exagération contre cette tendance plutôt que de la flatter. Surtout il faut maintenir intact le principe de la liberté d'association. D'une seule exception décrétée contre qui que ce soit, on se couvrira pour en promulguer d'autres contre l'Église. Voilà les considérations qui ont déterminé le vote de l'assemblée. Mais en fin de compte, c'est l'idée de corporation mixte qui en pâtit. La loi fera le même traitement à toutes les associations professionnelles, séparées ou mixtes, à but de guerre ou à but de paix. Elle ne crée aucun privilège pour les organismes de pacification sociale. Elle ne marque même pas une préférence en leur faveur. Elle cède au courant de l'époque sans rappeler l'idéal. Elle légalise le fait sans mentionner la norme. Au moins

le vœu correctif faisait-il cette distinction et excluait-il du bénéfice de sa sympathie les associations qui ne se prêteraient pas à l'entente avec les patrons ! 1)

*
* *
*

La corporation est par nature une association chrétienne. Elle engendre la fraternité des classes sociales. Cette fraternité est un dogme de notre religion. Elle a son fondement dans la paternité divine. Dire que la corporation doit être chrétienne, c'est en définitive exprimer son but qui est un but de pacification sociale. Mais devra-t-on inscrire le caractère chrétien dans ses statuts ? Le Congrès de 1887 exprime « l'avis que les corporations à fonder par les catholiques doivent inscrire dans leurs statuts ce caractère religieux » 2). Est-ce à dire que les corporations instituées entre hommes libres de croyances soient pernicieuses ? Assurément, non. Le Congrès serait trop heureux que des hommes, refusant l'adhésion à nos dogmes, s'accordent néanmoins pour vivre en chrétiens. Mais il estime que nous ne pouvons exposer la foi des nôtres en recevant dans la corporation des éléments assez nombreux et assez puissants pour submerger la foi, affaiblir la vie religieuse et diminuer la croyance d'où jaillit en somme le principe de fraternité fécondant la corporation. Du reste, la corporation exige entre ses membres une intimité profonde à la naissance de laquelle la divergence religieuse sera toujours un obstacle insurmontable.

1) 1890, 3^{me} section, pp. 229-245.

2) 1887, 1^{re} partie, p. 177.

Quant aux autres associations à fonder par les catholiques et préparatoires en quelque sorte à la vie corporative — mutualités, sociétés d'agrément, cercles ouvriers — l'inscription du caractère religieux dans les statuts est réglée par les circonstances. Elle est souhaitable, elle n'est pas toujours possible : affaire de tactique et de doigté. Aux hommes d'œuvres de discerner.

« Il est à souhaiter qu'on inscrive aussi dans toutes les autres sociétés ouvrières, quand les circonstances le permettent, le caractère religieux » 1).

Ce point ne fut plus remis en question en 1890.

X

La coopération

Dans la corporation — professionnelle, mixte et chrétienne — les congrès de Liège ont, sous l'inspiration de M. Helleputte, signalé sans défaillance l'œuvre sociale idéale. Ils ne se sont jamais lassés de tourner l'attention vers elle. Il y a ainsi une correspondance adéquate entre les vœux de la section de législation qui supposent l'existence de la corporation et les vœux de la section des œuvres qui encouragent parmi les catholiques l'organisation volontaire des corporations. Cependant dès 1886,

1) Pour la discussion de ce point, 1887, 2^{me} partie, pp. 287 et seq.

un autre courant s'était dessiné qui voyait dans la coopération, l'œuvre économique idéale, le groupe naturel à interposer entre l'individu et l'État. « Il faut développer les idées de coopération. Suivons les exemples que nous ont donnés les hommes d'action catholiques, comme les socialistes. Constituons d'abord de petits éléments; après viendra l'association des associations mêmes : ainsi arrivera-t-on à relever la société démoralisée par l'individualisme. La coopération est la voie par laquelle on peut introduire tous les progrès dans la classe ouvrière » 1). C'est M. Hermann De Baets qui parle ainsi en 1886. M. l'abbé Pottier et M. Hubert-Valleroux reprennent sa pensée en 1887 2). Le père Ludovic de Besse vient à la rescousse en 1890 3).

Or les congrès de Liège ont posé à la base de leurs travaux le principe de la conservation et du développement des classes moyennes. « Les différentes classes de la société sont comme les échelles par lesquelles un homme d'un rang inférieur peut s'élever aussi haut que sa valeur le lui permet. Chacun de nous tend à monter. Il ne faut pas empêcher l'ouvrier de le faire. Si vous n'aviez plus dans la société que la classe des travailleurs et celle des grands patrons, l'ouvrier serait désespéré » 4). En 1887, M. le comte Waldbott de Bassenheim prononce un très éloquent discours dont l'assemblée ratifie unanimement la conclusion : « Le

1) 1886, p. 377.

2) 1887, 2^{me} partie, pp. 280 et 302-306.

3) 1^{re} section, pp. 36 et III.

4) 1886, p. 372. Discours de M. HELLEPUTTE.

maintien des classes moyennes, c'est-à-dire de la propriété rurale et des métiers, est d'une importance vitale pour la société » 1).

Mais la coopérative élimine les intermédiaires, elle affaiblit de ce chef les classes moyennes. Antinomie donc à deux points de vue entre corporation et coopération : la première groupe des hommes de même profession, la seconde se recrute parmi toutes les professions ; la première fortifie les classes moyennes, la seconde leur nuit. Il faut opter, semble-t-il.

Cependant le président de la section, M. Brants, déclarait que l'opposition établie entre les deux modes de groupement était trop radicale et même que la conciliation entre eux est parfaitement possible 2). De fait, les partisans de la coopérative de consommation niaient la fatalité de l'élimination des classes moyennes. Ils alléguaient en leur faveur et l'expérience et la statistique. On peut douter d'ailleurs que le commerce sans classe commerçante, devienne jamais la forme exclusive de l'échange. Enfin la classe moyenne comporte d'autres éléments que le boutiquier : le paysan et l'artisan. D'un autre côté les partisans de la corporation demandaient : quel est le but de la coopérative de consommation ? C'est de fournir aux travailleurs toutes denrées à prix réduit. Ce but, on peut l'atteindre, en dehors de la coopération, par la corporation. Celle-ci n'a qu'à conclure une entente avec les débitants de la localité. Contre l'offre d'une clientèle certaine et solvable, elle obtien-

1) 1887, 1^{re} partie, p. 177 et 2^{me} partie, pp. 277-282.

2) 1887, 2^{me} partie, p. 276.

dra une réduction des prix. Coopération basée sur l'entente de la corporation avec les détaillants de la place : voilà la formule de conciliation. Cette formule avait déjà été préconisée en 1886 par plusieurs corporatistes 1). Cette formule donne les avantages de la coopérative avec magasin fixe tout en évitant les inconvénients. Elle tue le parasitisme en créant un monopole au profit des fournisseurs honnêtes et consciencieux. Sans condamner aucune forme de coopération dont chacune peut être bonne en son temps et en son lieu, la résolution de 1887 marquera sa préférence pour ce que nous nommerons la « coopération corporative ». La commission du travail, instituée par le gouvernement, qui venait d'achever ses travaux, avait pris la même attitude 2).



La « coopération corporative » est déjà une forme de conciliation entre les deux modes de groupement. Elle prend ce qu'il y a de bon en chacun. La conciliation ne peut-elle aller plus loin ? Il nous semble que, poussées à leurs limites extrêmes, la thèse de la corporation et celle de la coopération se rejoignent d'une manière absolue. La coopérative de consommation est une étape vers la coopérative de production. L'association professionnelle est une étape vers la production corporative. Or coopérative de production et production corporative sont deux noms pour

1) 1886, pp. 372 et 373. MM. DE MUN, HARMEL et HELLEPUTTE.

2) 1887, 2^{me} partie, p. 310.

désigner la même réalité : l'une et l'autre concentrent tous les facteurs de l'industrie aux mains des mêmes individus. La question est de savoir si coopératistes et corporatistes veulent aller jusqu'au bout. Il semble bien que telle soit l'intention de M. l'abbé Pottier 1).

Toutes difficultés pratiques laissées de côté, M. Hel-leputte ne se défend pas de cette intention : « Vous avez entendu parler du système de la mine aux mineurs. Cela n'a rien d'effrayant. Si les mineurs étaient assez sages pour diriger leurs mines convenablement, j'aimerais mieux voir la mine appartenir aux ouvriers qui y travaillent qu'aux actionnaires qui n'y travaillent pas » 2).

XI

L'idée maîtresse

L'idée de corporation est vraiment l'idée maîtresse des congrès de Liège. Elle sert de critérium pour l'appréciation des législations et des œuvres. La réglementation de l'industrie est nécessaire, mais dans son mode elle est d'autant meilleure qu'elle favorise davantage le groupe professionnel. Sociétés d'habitations à bon marché, crédit personnel et gratuit, cercles ouvriers, mutualités et assurances, confréries, patronages, coopératives, toutes ces œuvres sont bonnes et dignes de notre sollicitude. Mais elles

1) 1887, 2^{me} partie, p. 308.

2) 1890, 3^{me} section, p. 219.

sont d'autant meilleures qu'elles acheminent davantage vers la corporation. Elles sont réunies dans le groupe professionnel achevé. Concentrées, elles se fortifient mutuellement. Elles créent entre les hommes de la même industrie tant de liens enchevêtrés, tant d'attaches diverses, une solidarité si grande, que la défiance réciproque fait bientôt place à des sentiments fraternels. A ce moment, l'entente sur l'intérêt commun et la transaction équitable sur les intérêts divergents deviennent possibles et même faciles. La corporation élabore le règlement général de l'industrie qu'elle représente. Les conflits individuels, s'il en naît, se résolvent par une interprétation du statut corporatif ou dans une sentence qui s'intégrera au statut. Ils ont leur répercussion sur la vie même du groupe professionnel. Ils sont transformés en questions d'ordre général et se tranchent non du point de vue immédiat des parties en conflit, mais du point de vue supérieur de l'intérêt corporatif. Ce point de vue ne laisse aucun jeu à la passion personnelle et à l'égoïsme individuel. Le caractère âpre de nos luttes présentes disparaît. L'aplanissement des difficultés devient infiniment plus aisé.

Tel est l'apport de la corporation à la paix sociale, et en considération de cet apport, les trois congrès, dans l'ensemble de leurs résolutions, ont exprimé le désir de voir l'initiative privée d'une part, la législation de l'autre, concourir à l'établissement d'un régime corporatif embrassant toutes les professions, toutes les fonctions de la société. Ce désir résume toute la doctrine sociale de Liège.

CHAPITRE DEUXIÈME

La section internationale Les résultats des congrès de Liège

SOMMAIRE : I. Les conventions internationales du travail. — II. Les personnes protégées. — III. Le travail des adultes. — IV. Les premiers essais de protection internationale. — V. La protection ouvrière en Belgique. — VI. Le Boerenbond. — VII. Les aumôniers du travail. — VIII. La presse populaire. — IX. Conclusion.

I

Les conventions internationales du travail

La section internationale couronna ses travaux par un vœu en faveur de l'organisation corporative.

« Considérant que la législation protectrice sur le repos du dimanche, sur le travail des femmes et des enfants, sur le travail de nuit, sur la limitation de la durée de la journée de travail, ne suffit pas pour satisfaire à toutes les revendications légitimes de la classe ouvrière :

« Considérant que, dans une société bien organisée, le travailleur doit pouvoir trouver les ressources nécessaires à la sustentation de sa vie et de celle de sa famille ;

« Considérant que la législation protectrice a pour but de rendre possible une réorganisation pacifique de la société ;

« Considérant que la solution de la question du salaire rencontre les plus grandes difficultés dans les conditions de la

société actuelle, difficultés qui ne se trouveront pas, au même degré, dans une société organisée par groupes professionnels ;

» Le Congrès reconnaît la nécessité d'étudier, sans tarder, l'organisation de la société sur des bases professionnelles et charge un comité permanent de soumettre un programme en ce sens au prochain congrès » 1).

*
* *

Cependant l'organisation corporative tient très peu de place dans ses discussions. Son objet est très différent. Avant tout, elle veut déterminer la mesure dans laquelle les ententes internationales pourraient concourir au progrès de la législation sociale. Les législateurs redoutent d'imposer à l'industrie de leur pays des restrictions qui arrêteraient son libre essor et l'empêcheraient de lutter contre la concurrence étrangère : cette crainte entrave leur action. Avec l'entente internationale, la crainte s'évanouit. Les industriels eux-mêmes sont gagnés à la cause de la protection ouvrière. Un rapprochement nouveau s'opère entre patrons et employés. Une semence de paix est jetée dans le champ social.

Est-ce à dire qu'il faille constituer un parlement international légiférant pour l'Europe entière, au besoin pour les cinq continents ? Personne n'y songe. L'entente par ce moyen est impossible. Mais ce qui est possible et pratique, c'est une convention entre divers pays qui se trouvent en rapports économiques suivis et réciproques. A ces conventions interviennent librement les parties qui jugent l'intérêt national suffisamment sauvegardé. Elles souscrivent aux accords

1) 1890, 1^{re} partie, p. 143.

qui ne les mettent point en infériorité vis-à-vis de l'étranger et repoussent les clauses dont elles seraient seules à supporter les dommages. Ce régime est possible et pratique, disons-nous, puisque divers intérêts internationaux sont déjà réglés par ce moyen. Il y a des conventions universelles pour la poste, pour les chemins de fer, pour le télégraphe, pour la répression de la traite des esclaves, pour la protection des blessés à la guerre, pour la garantie de la propriété commerciale ou littéraire, pour la prophylaxie médicale, etc... Le régime fonctionne du reste aussi pour certains intérêts économiques internationaux. Par les traités de commerce, un État s'engage à dégrever à l'entrée certaines marchandises du cocontractant, à condition d'obtenir en retour une faveur égale pour d'autres produits qu'il exporte chez le cocontractant. La clause de la nation la plus favorisée achemine vers une convention universelle du libre-échange. Ces accords, limités aujourd'hui à la circulation des richesses, pourraient être étendus à leur production. Pourquoi la France, la Suisse et l'Allemagne, rivales dans l'industrie de la soie, ne s'entendraient-elles pas en vue de raccourcir la durée de la journée de travail dans la soierie, s'il leur paraît que la durée actuelle est excessive ? Une réduction du temps de travail, simultanée dans les pays concurrents, changerait-elle quoi que ce soit aux conditions de leurs luttes économiques ? Les situations relatives seraient après la réforme ce qu'elles étaient auparavant.

L'idée d'une entente internationale pour la protection ouvrière par voie de conventions réciproques

entre États rivaux dans la même branche de production n'est pas récente.

En 1857, un catholique Alsacien, Daniel Legrand, inspiré par des considérations religieuses et morales, envoyait aux cabinets des États de l'Europe centrale une circulaire où on lit cette pensée : *Une loi internationale sur le travail industriel est l'unique solution possible du grand problème social, de dispenser à la classe ouvrière les bienfaits moraux et matériels désirables, sans que les industriels en souffrent, et sans que la concurrence entre les industries de ces pays en reçoive la moindre atteinte*. L'excellent homme développait ensuite un projet de loi internationale qui fixait l'âge d'admission dans les fabriques à 10 ans pour les garçons et à 12 ans pour les filles, qui limitait le travail journalier à 6 heures pour les enfants, à 10 heures pour les adolescents et à 12 heures pour les adultes des deux sexes, qui interdisait le travail de nuit et le travail dominical 1).

En 1864, Ducpétiaux, à la fin du projet de réglementation soumis au Congrès de Malines, écrivait : *Pour toutes les mesures destinées à remédier aux abus du régime industriel, il conviendrait de provoquer chez les différents peuples chrétiens l'uniformité de législation* 2). Semblable projet était patronné, au lendemain de la guerre franco-allemande, par l'empereur François-Joseph au nom de l'Autriche, par le colonel Frey au nom de la Confédération helvétique. Tous deux échouèrent. L'idée sommeilla quelque temps.

1) Congrès international pour la protection ouvrière à Zurich, 1897. Rapport de M. DECURTINS, p. 122.

2) Cfr., supra, pp. 118 et 119.

Puis M. G. Decurtins la reprit et la propagea avec l'ardeur qu'il met à servir de sincères et profondes convictions. Il en devint l'infatigable apôtre. Les unions professionnelles catholiques d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse accueillirent avec chaleur sa généreuse pensée. Le Saint-Père lui-même approuva la campagne : la lettre qu'il fait écrire le 1^{er} mai 1889 par Mgr Jacobini à M. Decurtins en est le témoignage. L'opinion publique se forme peu à peu en faveur de cette réforme. D'autre part, des groupes professionnels de nations différentes et d'industries semblables viennent de conclure librement des ententes. Le caractère pratique de la réforme est ainsi démontré. L'idée est mûre ; elle est à point pour entrer dans la phase décisive de réalisation. Le gouvernement suisse lance des invitations à la Conférence internationale du travail de Berne fixée au 5 mai 1890. Il les retire en faveur de la Conférence de Berlin du 15 mars 1890 : l'empereur Guillaume II prend lui-même la conférence sous son patronage et invite les gouvernements intéressés.

A Berlin, il ne s'agit donc plus de décider *s'il y a lieu* à une réglementation internationale du travail : les États en acceptent le principe par l'envoi de délégués. Il s'agit de faire choix du procédé d'entente et de désigner les objets susceptibles d'entente. La conférence s'arrête au système des conventions. Ce système, outre ses mérites internes, a le grand avantage de ne rien innover : il ajoute à tant d'autres objets préexistants, un objet nouveau de convention. La conférence détermine ensuite le minimum de la protection ouvrière, qu'elle désire voir appliquer dans les États adhérents.



Déjà en 1887, au deuxième Congrès de Liège, M. Doucet, député de Namur, avait proposé cette résolution : « Le Congrès émet le vœu de voir régler par une entente des gouvernements et par une législation internationale certaines conditions essentielles de la réglementation du travail et notamment la fixation et le choix d'un jour de repos » 1). L'examen de cette résolution, déposée tardivement à la clôture des travaux de la section de législation, avait été renvoyé à la session suivante. La session suivante, qui a lieu en 1890, entre en plein dans les idées de M. Doucet, chrétiennes par essence et par origine.

La section internationale, composée des représentants de tous les pays d'Europe occidentale, est une réduction de la Conférence de Berlin. La plupart des résolutions pratiques qu'elle formule, ont reçu quelques mois auparavant le baptême diplomatique. Elle signifie dans un vœu qu'elle « considère la Conférence de Berlin comme un événement heureux pour le rétablissement de la paix sociale » 2). Ce vœu fut combattu par le Père Forbes S. J., par MM. Roussel, Théry, représentant d'ailleurs un parti français adversaire de toute intervention étendue de l'État. Cependant devant une assemblée, favorable en immense majorité à une large protection ouvrière et à l'entente internationale, ils n'osent attaquer de front. Ils décochent des traits de Parthes. Préférant encourir le reproche de discour-

1) 1887, 2^{me} partie, p. 491.

2) 1890, 1^{re} partie, p. 143.

toisie plutôt que de faire une opposition directe, et stérile parce que directe, ils demandent le rejet du vœu sous les prétextes les plus divers. Surprise d'audience que cette motion d'approuver la Conférence de Berlin, dont le programme du Congrès ne permettait pas de prévoir le dépôt ! « Les avocats qui usent de surprises d'audience sont méprisés de leurs confrères » 1). Voilà les termes dont M. Théry se sert pour régler le compte de M. Julius Bachem, auteur de la proposition. Injure à la France que cette approbation d'une œuvre d'initiative allemande ! « Je désire savoir si on a pesé les inconvénients de la motion au point de vue de l'opinion publique et en particulier au point de vue de l'opinion publique en France » 2). C'est le Père Forbes qui lance cette flèche aux délégués de l'Allemagne catholique. Pareille argumentation perdrait les meilleures causes. L'assemblée y resta sourde. Un parti français protesta d'ailleurs sur-le-champ contre semblable attitude. « L'honneur très immérité que j'ai de siéger au bureau de ce congrès comme l'un de ses présidents, s'écria M. le marquis de la Tour du Pin Chambly, me fait un devoir d'y représenter avec le nom français ses traditions de courtoisie et de patriotisme d'une façon différente de celle que vous venez d'entendre » 3).

*
* *

Le principe des conventions adopté, il faut prévoir des difficultés dans l'application. Il y aura des conflits

1) 1890, 2^{me} section, p. 150.

2) 1890, 2^{me} section, p. 154.

3) 1890, 2^{me} section, p. 155.

d'interprétation. La même règle sera comprise de façon différente par des États distincts. La convention ne posera, du reste, que des normes générales : à chaque pays de les adapter à son caractère particulier. Il y a là un biais par où les États signataires éluderont les principes généraux. Nouveaux conflits. Qui les tranchera ? La guerre ou l'arbitrage ? Cet arbitrage est plus délicat et plus difficile que tout autre. Il exige des conditions exceptionnelles dans la personne des arbitres. Il leur faut une impartialité certaine, qui les empêche de fléchir devant la crainte et de céder devant l'intérêt national. Il leur faut une grande prudence et une sagesse consommée pour juger dans des matières si difficiles avec une parfaite équité. Ils doivent jouir d'une autorité et d'une supériorité incontestables pour que leurs sentences soient accueillies avec respect et soumission. Enfin le tribunal d'arbitrage doit posséder la stabilité ou la permanence afin que ses résolutions soient empreintes du même esprit et ne se contredisent point entre elles 1). La papauté est seule qualifiée pour remplir ces laborieuses fonctions.

« Il est à désirer que tous les catholiques s'efforcent de propager, par tous les moyens possibles, l'idée de la nécessité absolue de l'arbitrage pontifical dans les conflits qui se produiraient à la suite d'une réglementation internationale du travail » 2).

Vision magnifique ! Le pape arbitre désigné par le concert des nations ! Des gouvernements, officielle-

1) Rapport de M. DE CEPEDA, 1890, 2^{me} section, p. 51.

2) 1890, 1^{re} partie, p. 106,

ment séparés de l'Église, reconnaissant l'autorité de son premier pasteur ! L'industrie ramenant à Dieu les peuples et les hommes qu'elle en a écartés ! Sous le charme de cette séduisante perspective, les catholiques réunis à Liège ont voté d'emblée l'arbitrage pontifical.

II

Les personnes protégées

Voilà le mécanisme de l'entente internationale : des conventions universelles du travail et l'arbitrage du souverain pontife. Encore faut-il circonscrire la matière sur laquelle porteront les conventions. L'accord se fit très vite et presque sans discussion sur le repos dominical, sur la protection du travail de la femme et de l'enfant.

« Que la loi qui établit pour les ouvriers de la grande industrie un jour de repos par semaine, fixe ce jour au dimanche, et que les heures de travail soient diminuées le samedi, ainsi que l'usage s'en est introduit en Angleterre, l'arrêt du samedi étant la seule garantie du repos dominical complet. »

« 1^o Il est désirable qu'on arrive généralement, dans un avenir aussi prochain que possible, à fixer la limite d'âge pour l'admission des enfants dans les établissements industriels, conformément à la décision du Congrès hygiénique de Vienne, à l'âge de quatorze ans, sauf pour les pays méridionaux où cette limite serait de douze ans.

« 2^o Il est désirable que jusqu'à l'âge de dix-huit ans, le travail effectif ne dépasse pas dix heures par jour et que ce travail soit interrompu par des repos suffisants.

« 3^o Il est désirable que jusqu'à l'âge de dix-huit ans, les jeunes gens ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche.

« 4^o Il est certain que dans la plupart des pays, la protection

légale accordée actuellement aux enfants et aux jeunes ouvriers n'est pas suffisante.

» 5° Il est désirable que les femmes ne travaillent ni la nuit, ni le dimanche dans les établissements industriels.

» 6° Il est désirable que le travail effectif des femmes ne dépasse pas dix heures par jour et qu'il soit interrompu par des repos suffisants.

» 7° Il est désirable que les femmes accouchées ne soient admises au travail qu'après un délai minimum de six semaines.

» 8° Il est désirable que les industries particulièrement dangereuses, tant au point de vue de la morale qu'au point de vue de la santé, soient interdites partout aux jeunes ouvriers et aux femmes.

» 9° Il est certain que dans la plupart des pays, la protection légale accordée actuellement à la femme est encore moins suffisante que celle qui est accordée à l'enfant.

» 10° Pour arriver à une protection légale suffisante, l'entente internationale, sous la forme de la convention ou au moins de la conférence périodique, paraît indispensable.

» 11° Cette entente internationale doit, d'autre part, être considérée comme urgente pour écarter le danger social.

» 12° Avec ou sans l'entente internationale des gouvernements, l'action internationale des catholiques doit s'exercer, tant dans les congrès internationaux que par les efforts des particuliers faits dans les divers pays, pour arriver à une protection suffisante des enfants et des femmes » 1).

III

Le travail des adultes

La Conférence de Berlin avait admis tous ces desiderata. Le Congrès de Liège les reprend pour son compte ; mais il va beaucoup plus loin. Repos

1) 1890, 1^{re} partie, pp. 64 et 65 ; 2^{me} section, pp. 85, 86 et 95.

dominical mis à part, les diplomates assemblés par Guillaume II se sont occupés exclusivement du travail des femmes et des enfants. Assurément la femme et l'enfant sont des catégories fort intéressantes et dignes d'une large sympathie. Ils méritent d'autant mieux notre sollicitude que leur faiblesse est plus grande. Mais ils sont loin de constituer toute la nation. L'ouvrier mâle et adulte en est même l'élément principal. Il est la force vive ou l'énergie actuelle du pays. Il faut en éviter le gaspillage. Car enfin quel est le but de la protection spéciale dont on entoure le jeune ouvrier ? C'est d'en faire plus tard un travailleur solide et capable, bon époux et bon père. A quoi sert cette protection, si elle atteint un but dont la possession est sans durée ? A quoi sert une éducation qui nous procure des hommes complets, s'il est permis de maltraiter et d'avilir, d'étioler et de tuer l'homme complet, dès qu'il commence son existence, avant même qu'il ait donné son plein rendement, établi son foyer, élevé sa famille ? Cruauté pure que de fortifier le faible, si ce n'est que pour le rendre plus endurant à un mauvais sort ultérieur. La protection légale de la femme et de l'enfant est un début : le couronnement logique est la protection de l'ouvrier adulte. Le Congrès de Liège, dominé par une large compréhension des besoins du temps présent, propose cette protection et à divers points de vue.

D'abord la section internationale de 1890 déclara que « le travail de nuit régulièrement organisé sans nécessité uniquement pour faire produire davantage à la machine, doit être considéré comme un abus,

même s'il n'occupe que des hommes » 1). L'accord sur cette résolution, d'ailleurs très anodine, se fit sans difficulté et à l'unanimité.

*
* *
*

Il fut plus pénible dans la question des grèves. Le père Lemkuhl S. J., avait été chargé d'étudier les moyens de prévenir les grèves. Dans son rapport il détermine tout d'abord les conditions requises pour la légitimité de la grève. Elle est légitime quand elle prend naissance au terme d'un contrat en vue d'obtenir un nouveau contrat de travail plus avantageux ; légitime encore si elle rompt avant le terme un contrat dont les clauses ont été violées par l'entrepreneur ; légitime enfin quand elle forfait à des accords dont toutes les clauses ont été exécutées, mais auxquels les ouvriers n'ont donné leur consentement, libre en apparence, que forcés et contraints par la loi impitoyable de l'absolue nécessité. Dans ces trois cas, les travailleurs isolés peuvent suspendre le travail. Ce que chacun a le droit de faire pour son compte, ils ont tous ensemble le droit de le faire collectivement. La simultanéité de plusieurs actes légitimes ne confère point l'immoralité à ces actes. La collection est de même nature que les unités.

La grève, légitime en soi, l'est-elle toujours par rapport à son but ? Le but habituel de la grève est une augmentation du salaire ou une diminution des heures de travail. La diminution de la durée du travail équivaut, au fond, à un accroissement de

1) 1^{re} partie, p. 106 ; 2^{me} section, p. 138.

salaire. La question revient donc à se demander quelle part l'ouvrier peut légitimement revendiquer dans le produit de l'entreprise. D'évidence il faut une proportion entre les gains de l'ouvrier et les bénéfices de l'entrepreneur. Quand l'industrie prospère, il est inadmissible que le surcroît de productivité profite exclusivement à l'un des deux facteurs de la production, soit le capital, soit le travail. Il doit se répartir entre les deux forces qui collaborent indivisément à l'augmentation du rendement. Si le prix de vente des objets achevés hausse notablement et que la hausse se maintienne; si le quantum de la production se relève d'une manière durable, sans que les frais de fabrication soient augmentés, le travailleur peut incontestablement exiger au renouvellement de son contrat un salaire plus élevé. Sans doute l'entrepreneur n'est pas tenu de consentir toujours une rémunération graduée d'après le rendement. Il lui est loisible de repousser la prétention du cocontractant. Mais l'exigence de celui-ci n'a rien d'exorbitant, et si la grève lui apparaît comme l'unique moyen d'obtenir satisfaction, il est licite d'y avoir recours.

En toutes hypothèses, la grève est certainement condamnable, quand elle dégénère en troubles publics et en atteintes à la liberté des tiers 1).

Mais il est très difficile de déterminer si telle grève pacifique est légitime en elle-même et légitime dans son but. L'application des principes généraux aux

1) Cf. le Rapport du P. LEMKUHL. 1890, 2^{me} section, pp. 11 et sq.

cas particuliers est fort malaisée. Comme toutes les grèves peuvent être moyens légitimes pour un but légitime, « il n'est pas de la compétence des pouvoirs publics de les réprimer par la force, tant qu'elles ne troublent pas l'ordre public et ne violent pas les droits d'autrui » 1). Ce vœu, admis presque sans discussion, confirmait une résolution de 1886, proposée par M. H. de Baets et soutenue au nom d'une doctrine analogue :

« Le Congrès estime qu'il n'y a pas lieu de conseiller des mesures contre la grève tant qu'elle respecte la liberté individuelle » 2).

La question examinée jusqu'à présent est de droit naturel et de théologie morale. Mais il y a un autre point de vue qui est à proprement parler l'unique point de vue du Congrès : celui de la politique sociale. Devant la politique sociale, toute grève — légitime ou illégitime — est un mal. Elle traduit un état de tension extrême dans les rapports entre patrons et ouvriers. Au nom de la paix sociale, il faut la prévenir. C'est, à vrai dire, la seule question dont la section internationale eût dû se préoccuper. Elle n'avait pas à s'embarrasser dans les discussions théoriques et stériles de droit naturel et de théologie morale. Elle n'est pas une académie de savants, mais une assemblée d'hommes d'œuvres et de chrétiens généreux.

Dans l'ordre des moyens efficaces pour prévenir

1) 1890, 1^{re} partie, p. 142 ; 2^{me} section, p. 140.

2) 1886, p. 146 et pp. 332 et sq.

la grève, le père Lemkuhl invitait à prévoir aux contrats de travail un « comité mixte » d'arbitrage auquel tous les différends seraient obligatoirement soumis et dont les sentences seraient exécutoires après acceptation des parties en litige. L'État n'impose pas l'arbitrage, mais les parties susceptibles de venir en conflit se l'imposent librement par contrat, sans d'ailleurs s'astreindre à recevoir les conclusions de l'arbitre. Mais qui sera l'arbitre ? Par hypothèse c'est un comité mixte. Il ne peut être question de nommer ses membres au moment du conflit. Dans la surexcitation générale, les meilleurs choix seront récusés par l'un ou par l'autre contractant. Il faut indiquer d'avance et dans le contrat lui-même la composition du tribunal arbitral. Quelle formule de composition adopter ? Si l'élément ouvrier domine dans le comité conciliateur, celui-ci est suspect aux patrons, et réciproquement. Est-il constitué par moitié de chefs d'industrie et de travailleurs ? C'est une impasse. Préconise-t-on la corporation ? La corporation n'existe pas encore, elle est une chose de l'avenir et la question de la grève se pose aujourd'hui. Abandonne-t-on aux pouvoirs publics le soin d'établir des conseils d'arbitrage ? Les mêmes difficultés se représentent. L'impossibilité de trouver une formule pratique de composition des comités mixtes de conciliation fit échouer le vœu du père Lemkuhl. Et le débat sur la grève se termina par des résolutions assez inutiles soit à cause de leur caractère vague et général, soit à cause de leur caractère purement théorique 1).

1) 1890, 2^{me} section, pp. 140 et sq.

A certains égards, c'est un recul sur 1886 où deux résolutions en faveur de l'arbitrage avaient été adoptées. L'une, de M. De Baets, décidait de « provoquer l'initiative privée et d'engager les ouvriers à l'association pour — entre autres objets — débattre les conditions du contrat de travail avec les patrons par l'intermédiaire de leurs commissions directrices et de préférence à l'intervention des conseils d'arbitrage à constituer librement par leurs dites commissions d'accord avec les patrons » 1). L'autre résolution était de M. Brants :

Le Congrès exprime un vœu en faveur de la constitution de ces conseils de conciliation dont l'efficacité est démontrée par l'expérience, à condition : *a)* que les parties soient disposées à la paix ; *b)* qu'elles soient fidèles à leurs engagements ; *c)* que ces conseils soient bien organisés, c'est-à-dire établis sur ces principes : pas de décision forcée ; arbitrage libre ; égalité de membres patrons et ouvriers ; réunions fréquentes ; possibilité de désigner un arbitre à défaut de conciliation.

Il exprime l'avis qu'en ceci l'initiative privée a un rôle essentiel, mais qu'une loi ayant pour but de répandre l'idée de l'institution et d'en faciliter la pratique, pourrait fournir utilement le cadre du conseil, quitte à laisser la liberté aux industriels et aux ouvriers 2).

Le vœu de M. Brants préconise une des formules de composition du comité mixte, qu'on rejettera en 1890. La raison de cette différence d'attitude entre 1886 et 1890 ? C'est que, d'après le vœu de M. Brants, les parties en conflit restent libres de soumettre leurs différends à ce comité mixte. Peu importe la compo-

1) 1886, p. 147.

2) 1886, pp. 149 et 150.

sition d'un conseil de conciliation dont on n'est pas tenu de provoquer la sentence. Si elle déplaît, on ne recourt pas aux offices du conseil : voilà tout. Mais le père Lemkuhl allait plus loin : il demandait l'insertion au contrat de travail d'une clause par laquelle ouvriers et patrons s'astreignaient à déférer tout conflit au comité mixte. Dès lors, la composition de ce comité dont la sentence sera nécessairement demandée dans chaque différend, devient une question importante. Le désaccord sur cette question entraîne fatalement le rejet du vœu en faveur de l'arbitrage. C'est ce qui se produisit en 1890.



Où l'accord fut particulièrement laborieux, c'est dans le débat sur la durée légale de la journée de travail. Le comte de Kuefstein demandait « que des conventions internationales, au nom de l'obligation qu'a l'État de faire respecter la justice et d'assurer au travailleur des conditions d'existence acceptables, soient appelées à fixer une durée maximale d'heures de travail » 1). Ce vœu fut combattu avec opiniâtreté par le groupe français dont nous avons signalé la présence. Cette opposition, annoncée dans la presse longtemps avant la réunion du Congrès, se produisit sans égard et sans ménagement. Plusieurs fois il fallut rappeler les adversaires de la résolution au respect de la courtoisie et à l'observation de la charité chrétienne. Leur âpreté dans la bataille provenait de la liaison établie par le rapporteur entre

1) 1886, p. 147.

une certaine théorie du juste salaire et la thèse du maximum légal de la journée de travail 1).

Pour le rapporteur, le salaire doit être proportionné aux besoins du travailleur. En dessous de cette proportion, il est injuste dans sa quotité quoiqu'il puisse s'excuser par l'empire de la concurrence. Mais le juste salaire ne s'entend pas d'une tâche journalière de durée quelconque. Parmi les besoins dont il doit permettre la satisfaction, il faut compter les besoins de repos et de loisirs postulés par la vie physiologique, par la vie domestique et par la vie sociale. Il s'entend d'une durée maximum en dessous de laquelle peut demeurer le travail journalier, mais qu'il ne peut dépasser. Il est injuste, quelle qu'en soit la quotité, lorsqu'il est payé sous la condition de prolonger habituellement la tâche au delà de ce maximum.

Un contrat de travail, conforme à l'équité, doit respecter deux exigences supérieures à la volonté et aux décisions des parties contractantes : 1° il doit stipuler une rémunération au moins suffisante pour la sustentation du foyer ; 2° il doit stipuler un temps de travail égal ou inférieur au maximum. Les clauses du contrat violent-elles ces deux conditions ? Le contrat est inique et nul, à moins que la concurrence n'ait imposé une dérogation aux règles juridiques naturelles.

Le comte de Kuefstein néglige la première exigence. Un autre doit s'en occuper. Mais il creuse la deuxième dans son rapport. Il veut déterminer le maximum naturel du travail journalier. Se basant

1) 1890, 2^{me} section, p. 113.

sur les décisions du Congrès d'hygiène de Vienne en 1887, sur les écrits des physiologistes et des économistes 1), il le fixe à *onze* heures. Dans sa lettre d'adhésion au Congrès, le cardinal Manning avait choisi le chiffre de *div* heures : « Je puis dire que pour les travaux des ouvriers employés dans les mines et pour tous les autres travaux pénibles, une journée de *huit* heures est juste et raisonnable. Pour les travaux moins pénibles, une journée de *div* heures peut prudemment être acceptée » 2).

Afin qu'on ne puisse plus alléguer la concurrence comme raison de dépasser le laps maximum de onze heures, le comte de Kuefstein demande aux États d'en imposer le respect par voie de convention internationale. Ce n'est pas à l'État protecteur des faibles, ce n'est pas non plus à l'État redresseur d'abus que le comte de Kuefstein fait appel, c'est à l'État gardien de la justice commutative.

Mais la limitation du temps de travail à onze heures ou à tout autre maximum sera dans bien des cas une réduction de la durée actuelle. Cette réduction, l'industrie ne cherchera-t-elle pas à la compenser par une diminution dans la quotité de la rémunération ? La concurrence des producteurs désormais impossible par la surenchère dans la durée du travail ne se fera-t-elle pas dorénavant avec plus d'âpreté à coups de rabais sur les salaires ? Il faut le craindre. La réglementation internationale de la durée du travail

1) Contzen, Michel Chevalier, Charles Périn, Burré, Libérateur, 1890, 2^{me} section, p. 58.

2) 1890, 1^{re} partie, p. 14.

appelle à son tour une réglementation internationale des salaires. Sans la seconde, la première est de nul effet pour l'amélioration du sort des classes laborieuses.



A vrai dire, M. de Kuefstein ne demande pas la protection des salaires par conventions universelles. Mais la conséquence est au bout de la *théorie* du contrat de travail qu'il suppose plus qu'il ne la développe. De cette théorie, il n'envisage qu'un seul aspect : la durée du travail. L'autre aspect, la quotité de la rémunération, est longuement envisagé dans un rapport placé au compte-rendu immédiatement avant le sien. Nous voulons parler du rapport de M. Pottier. De M. Pottier à M. de Kuefstein il y a une telle consécution logique, le second s'appuie si naturellement sur le premier, que la pensée d'un accord préalable entre deux rapporteurs épris du même sentiment vient spontanément à l'esprit. On se prend à soupçonner qu'ils se sont réparti la tâche commune d'une même démonstration : l'un posant les principes et envisageant une conséquence particulière, l'autre déduisant et précisant la deuxième conséquence.

Voici en substance la pensée de M. Pottier. L'ouvrier adulte, valide, louant tout son temps et ne disposant par ailleurs d'aucune autre ressource, a droit à un salaire proportionné à ses besoins. Parmi les besoins du travailleur, il ne suffit pas de comprendre l'entretien personnel, il faut en outre compter celui d'une famille normale. Le contrat de travail qui

ne respecte pas cette exigence blesse la justice commutative. Il est inique à moins que la force majeure, dont la concurrence peut être l'unique ingrédient, n'impose une rémunération inférieure. De cette théorie, M. Pottier fournit une longue démonstration, très touffue et très serrée, d'une logique vigoureuse. Le morceau est d'un maître. Nous ne jugeons pas la thèse, nous rendons hommage au talent de l'auteur.

La conséquence de ces principes, la voici. En toute entreprise, il faut d'abord assurer au capital, à la direction et au travail la rémunération courante, c'est-à-dire fixée par la loi de l'offre et de la demande. La répartition faite d'après ce critérium, il peut y avoir un reste. Quelle affectation donner à ce reste ? Si le salaire payé conformément à l'usage est insuffisant pour les besoins de l'ouvrier, le reste sera en tout premier lieu affecté à procurer au travail le complément de rémunération nécessaire pour le mettre au niveau des exigences de la justice commutative. Si, ce prélèvement fait, il y a un reste nouveau, ce reste seulement constitue le bénéfice net qui revient à l'entreprise. « Supposons un genre d'exploitation dans lequel l'entrepreneur réussit à fournir des produits évalués assez haut pour assurer au capital tout l'intérêt comporté par la justice et à la direction toute la rémunération qu'elle mérite, je dis que le surplus doit, *avant tout*, être destiné à donner à l'ouvrier le minimum nécessaire pour vivre. En d'autres termes, le *bénéfice net* ne peut être juste qu'à partir du moment où, le capital et la direction ayant été

récompensés comme je viens de dire, l'ouvrier aura reçu le salaire nécessaire à sa vie » 1).

Quelles conclusions pratiques comporte semblable théorie ? M. Pottier ne nous renseigne pas à ce sujet. Son rapport est purement académique. Il ne préconise au sujet du salaire ni intervention de l'État, ni entente internationale. Cependant cette politique découle de la doctrine du rapport. L'État est le gardien de la justice : c'est sa première et principale fonction. Il n'a pas terminé sa mission quand il a veillé à l'exécution du contrat passé entre un entrepreneur et un ouvrier. Il doit voir si ce contrat ne contient aucune clause contraire aux règles de la justice commutative. Il ne peut pas tolérer que l'entreprise réalise du bénéfice net, si au préalable le travailleur n'a pas été rémunéré en proportion de ses besoins. Mais l'intervention de l'État dans la fixation du salaire drainera les capitaux vers les pays qui repoussent cette politique. Le capitaliste est en effet en même temps entrepreneur : à l'intérêt normal il vise à ajouter le surcroît des bénéfices. Il se détournera des nations où des mesures législatives viennent ébranler ses espérances de profits. Il faut une entente internationale pour la réglementation des salaires.

Ces conclusions, M. Pottier ne les formule pas. Peut-être se réserve-t-il d'en déposer de semblables au cours de la discussion ? Mais cette discussion menace d'être tumultueuse. Selon le mot pittoresque d'un orateur, le salaire fut le picrate de potassium du Congrès. Pour éviter l'explosion, on décida de ne

1) 1890, 2^{me} section, p. 28.

point débattre ce problème. Le rapporteur n'eut pas l'occasion de produire le texte de ses résolutions pratiques. Dans un but louable d'apaisement, il se tint à l'écart. Plusieurs fois, à propos du rapport du comte de Kuefstein où la même thèse était impliquée, on tenta de réintroduire la question du salaire dans les délibérations. Mais le président, avec faiblesse tout d'abord, puis, stimulé par Mgr Korum, avec énergie s'y opposa. M. de Kuefstein fit le sacrifice de ne point répondre aux attaques dirigées contre sa thèse du juste salaire. « On m'a vivement attaqué, ou plutôt on a attaqué mon rapport, car ma personne n'était pas en jeu. Je me trouve encore bien portant, mais mon rapport a été quelque peu malmené. On s'en est surtout pris à la question du salaire. J'aurais bien voulu dire quelque chose à ce sujet, mais je réponds à vos désirs en gardant le silence sur ce point » 1). Malheureusement le vœu en faveur de la limitation de la durée du travail pâtissait de sa solidarité avec la thèse. Il pâtissait surtout du voisinage des idées de M. Pottier où l'on reconnaissait la même théorie du contrat de travail et dont on redoutait les conclusions pratiques entrevues dans le lointain. La réaction contre la doctrine des rapports entraînait une réaction instinctive contre le vœu lui-même. Ainsi s'explique l'âpreté d'un débat qui occupa six heures de séance.

*
* * *

Il fallait cependant arriver à un accord. Pour cela, il s'agissait de dissocier la théorie du salaire et la

1) 1890, 2^{me} section, p. 113.

théorie de la réglementation de la durée du travail. Les évêques de Nottingham et de Montpellier remplirent ce devoir. Pour eux, juste ou injuste, le salaire insuffisant à faire vivre son homme est un mal ; légitime ou illégitime, la prolongation du labeur au delà de certaines limites est un danger social. Un corps sain et bien portant entretient ses organes en bon état et n'en laisse dépérir aucun. A tous, il évite la surfatigue. La politique sociale soutient ses conclusions sans recours au droit naturel, ni à la théologie morale. De son point de vue, l'État est compétent pour promouvoir toutes les institutions capables de fournir à la famille des ressources complémentaires du salaire et suffisant à une existence décente. L'État est compétent encore pour proclamer l'abus où il existe et pour le déraciner : il est compétent en vertu de son *altum dominium* et de sa fonction de gardien de l'intérêt général. Or « il est contre l'intérêt de l'État que les hommes travaillent un tel nombre d'heures qu'il ne leur reste plus le temps de remplir leur devoir de famille et qu'ils se voient placés dans l'impossibilité de se maintenir en santé de corps et d'âme. Il est de l'intérêt de l'État que les heures de travail soient notablement réduites. La famille ne peut pas recevoir les soins nécessaires si le père est toujours absent. Les enfants ne peuvent pas recevoir l'éducation nécessaire pour devenir plus tard de bons citoyens. Je dis que c'est un mal pour l'État parce que, s'il n'intervient pas en protégeant les ouvriers et en limitant les heures de travail, les travailleurs doivent se protéger eux-mêmes au moyen des grèves.

C'est le seul moyen qui leur reste dans ce cas. Les grèves nuisent au bien public » 1).

Donc à beaucoup de points de vue, santé publique, famille, éducation, religion, grève, le vœu en faveur de la fixation légale d'un maximum d'heures de travail trouve des appuis multiples en dehors d'une théorie quelconque du salaire. Tous les adhérents ne sont pas tenus d'y consentir pour les mêmes raisons. Un accord pratique est possible malgré les divergences théoriques. Sous le bénéfice de ces explications, M. Dallemagne proposait « d'adopter les conclusions du comte de Kuefstein, mais dans l'esprit des observations présentées par Mgr l'évêque de Nottingham » 2). Le comte de Kuefstein lui-même demanda à l'assemblée de voter simplement le *principe* de l'intervention de l'État dans la durée du travail en dehors de toute théorie justificative : « M. Claudio Jannet écrit : le législateur doit-il fixer pour les hommes adultes un *maximum* à la durée du travail ? Son intervention ne nous paraît légitime qu'en cas d'abus énorme. — A quoi le Père Liberatore répond finement : Il est vrai qu'en dehors de ce cas, M. C. Jannet n'approuve pas cette intervention. Mais c'est beaucoup qu'il la reconnaît en *principe*. — Nous ne demandons pas autre chose. Aussi reconnaissez la chose en principe » 3).

Le chanoine Winterer dont les deux rapports

1) 1890, 2^{me} section, p. 119. Discours de Mgr BAGHAWSE, évêque de Nottingham.

2) 1890, 2^{me} section, p. 129.

3) *Ibid.*, p. 130.

avaient enlevé le vote des résolutions sur le travail des femmes et des enfants et sur le travail de nuit, qui avait signalé de prime abord le péril de la question du salaire pour l'unité du Congrès, et qui fut véritablement l'Ulysse de la section internationale formula une motion conforme aux dernières paroles de M. de Kuefstein :

« Considérant que s'il n'appartient pas à l'État de régler directement les conditions de la libre activité de l'homme, il lui appartient de réprimer les abus qui portent atteinte tant à la santé publique qu'à la vie de famille, le Congrès déclare que l'établissement, par conventions internationales, d'une limite de la journée de travail à l'usine, limite qui ne doit pas être dépassée, est désirable. Cette limite varierait suivant les pays et les industries » 1).

Ce vœu passa à l'unanimité.

Une ovation bruyante, adressée avant tout au comte de Kuefstein, accueillit ce résultat. Les larmes dans les yeux, la voix étouffée par les sanglots, le noble Autrichien remercia l'assemblée de la consécration donnée à ses efforts et à sa bonne volonté. Il trouva cette consécration suffisante pour le dédommager des attaques dont ses travaux avaient été l'objet. De fait la résolution, en étendant avec fermeté la protection légale aux ouvriers adultes, marquait une des plus décisives victoires de l'interventionnisme. La fâcheuse controverse du salaire avait failli compromettre cet heureux accord.

*
* *

1) 1890, 2^me section, p. 132.

Conventions internationales pour le repos du dimanche, pour la protection des femmes et des enfants, pour l'abolition du travail nocturne, pour la limitation de la durée journalière du travail : voilà en gros le plan issu des délibérations de Liège. L'adhésion unanime des catholiques de tous pays à ce plan marqua d'une empreinte de plus en plus chrétienne le projet de législation ouvrière internationale que ses origines rattachaient déjà à notre action sociale. Sans doute beaucoup de temps se passera encore avant qu'il soit traduit en pratique. Mais par son caractère solennel et européen, l'acte de Liège est au moins un acte d'énergique propagande en sa faveur. Venant au lendemain de la Conférence diplomatique de Berlin dont les résolutions ne liaient pas les États adhérents et dont le résultat pratique fut effectivement nul, il affirme à nouveau notre foi dans une idée que le découragement général pouvait miner et qui ne cessera plus de faire des progrès.

IV

Les premiers essais de protection internationale

En 1896, le gouvernement helvétique préconisa la création d'un office international du travail. Cette proposition déjà faite à Berlin par la Suisse fut repoussée par les États. Mais les individus, plus portés à l'action que les gouvernements, se groupèrent pour reprendre la tâche dont ceux-ci se désintéressaient. En 1897, deux congrès, l'un à Zurich et

l'autre à Bruxelles, débattirent l'utilité d'un certain nombre de mesures législatives ainsi que celle de la création du bureau international du travail. Aucune résolution positive n'en sortit, mais des groupes se formèrent dans divers pays en vue de mûrir l'idée. A Paris, en 1900, ils se fédérèrent et ainsi se trouva constituée l'*Association internationale pour la protection légale des travailleurs*. Elle a pour but : 1° de créer des liens entre les partisans de la législation ouvrière ; 2° d'organiser un office international du travail chargé de publier un recueil périodique de la législation du travail dans tous les pays ; 3° de faciliter l'étude de la législation du travail dans tous les pays et particulièrement de fournir aux membres de l'Association des renseignements sur les législations en vigueur et leur application ; 4° de favoriser par tous les moyens l'étude de la question de la concordance des diverses législations protectrices des ouvriers ; 5° de provoquer la réunion de congrès internationaux. Le siège de l'Association est à Bâle. La direction est confiée à un comité international au-dessous duquel des sections nationales s'organisent dans tous les pays 1).

*
* *

A peine constituée, l'Association, limitant ses ambitions à des réformes immédiatement réalisables et ayant chance sérieuse d'être acceptées par les États, met à l'étude deux questions précises : l'interdiction du phosphore blanc dans la fabrication des

1) Discussions de la section nationale française, p. III. Paris, Alcan, 1904.

allumettes et l'interdiction aux femmes du travail nocturne. Grâce à l'activité de l'office et par ses soins, elle transmet avant le 1^{er} mars 1901 aux divers gouvernements un rapport documenté sur ces deux réformes. A sa demande, la Confédération helvétique réunit à Berne une conférence diplomatique dont les travaux aboutissent à la convention internationale du 26 septembre 1906.

Cet instrument, signé par quatorze États européens, prescrit un repos nocturne d'au moins onze heures pour les femmes employées dans des entreprises occupant au moins dix ouvriers et ouvrières. Ce premier pas dans la voie des ententes internationales pour la protection légale des travailleurs avait été facilité par le traité franco-italien du 15 avril 1904. Par contrat bilatéral, la France accordait aux cent mille Italiens immigrés le bénéfice de ses assurances sociales et l'Italie accordait le même traitement aux dix mille immigrés français. En compensation, l'Italie s'astreignait à augmenter sa protection ouvrière de manière à la porter au niveau français. L'objection de la concurrence étrangère contre la législation sociale cesse d'exister pour ces deux pays. Une clause spéciale enjoint aux deux États de toujours adhérer simultanément aux conférences internationales du travail. De ce chef la présence à Berne de l'Italie hésitante était assurée. Elle entraîna celle de la Belgique. L'Allemagne était ralliée d'avance. L'adhésion des grands pays producteurs entraîna celle des petits.

Après treize années d'agitation et d'incessante propagande, la carrière est désormais ouverte aux

traités du travail. Les accords bilatéraux frayent la voie aux accords internationaux. Une ère nouvelle commence dans l'histoire de la législation sociale. La formidable objection de la concurrence étrangère se résout peu à peu. Une amélioration générale et uniforme dans les conditions de travail s'élabore lentement, mais sûrement. Les catholiques peuvent être fiers de ce résultat et revendiquer une part glorieuse dans ses causes. C'est leur idée qui entre progressivement dans l'ordre concret 1).

V

La protection ouvrière en Belgique

Nous voudrions pouvoir émettre la même appréciation en ce qui concerne les vœux de législation ouvrière adoptés, du seul point de vue belge et en dehors de l'entente internationale, par les trois congrès de Liège. Mais ici des distinctions s'imposent. Notre législation est conforme et contraire au programme de Liège.

*
* *

Elle lui est conforme pour les mesures négatives de protection sociale. La loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants donne

1) Sur l'histoire de la législation ouvrière internationale, cf. les articles de M. V. BRANTS dans la *Revue sociale catholique*, janvier 1900, novembre 1901, février, août, novembre 1904 et décembre 1906.

satisfaction à presque tous les desiderata formulés à ce sujet en 1886 et 1887. Celle du 26 juillet 1905 prescrit le repos dominical réclamé aux trois sessions. En plus, les lois du 16 août 1887 et du 18 août 1887 garantissent à l'ouvrier la libre disposition de son salaire et remédient à des abus qu'on n'avait pas signalés en 1886. La législature actuelle prépare une loi sur la durée du travail journalier.

Elle lui est généralement contraire pour les mesures positives. Par « mesures positives » nous entendons les dispositions légales qui organisent certaines institutions utiles aux travailleurs. La loi du 16 août 1887 organisant les conseils de l'industrie et du travail correspond au vœu que M. Brants avait fait adopter en 1886 sur les tribunaux de conciliation. Avec la loi sur les pensions de vieillesse du 10 mai 1900, elle est à peu près la seule qui puisse se réclamer des congrès de Liège. Notre système d'assurances contre la maladie et contre l'accident, organisé par les lois du 23 juin 1894 et du 24 décembre 1903, ne réalise rien ou presque rien du plan voté à Liège. Ce plan a trois caractéristiques : 1° L'assurance est obligatoire ; 2° elle exclut l'intervention pécuniaire de l'État ; 3° elle a lieu par l'intermédiaire de corps professionnels. Notre système a les trois caractères opposés : 1° L'assurance est facultative ; 2° elle est subventionnée par les pouvoirs publics ; 3° elle a lieu soit par les caisses de l'État, soit par des mutuelles ou par des sociétés anonymes dont la composition est arbitraire. A l'obligation organisée par le corps professionnel sans le concours de l'État, nos gouvernants ont préféré la

liberté subsidiée par l'État sans intervention nécessaire du groupe professionnel.

Notre législation sociale ne fait rien pour provoquer la naissance des corporations. Préparer la réorganisation corporative était cependant la visée capitale des congrès de Liège. Rouages nécessaires de certaines obligations légales, les groupes professionnels auraient peu à peu ajouté à leurs charges officielles toutes les fonctions sociales dont elles sont les organes naturels. L'État leur aurait donné le commencement de la vie ; par leur vertu interne elles se seraient ensuite largement épanouies. La législation actuelle les empêche presque d'exister en organisant directement et bureaucratiquement divers services qui sont de leur compétence ; en ne requérant point leur intervention chaque fois qu'elle exige une association intermédiaire entre l'État et l'individu. C'est une des raisons du peu d'efficacité de notre loi du 31 mars 1898 sur la personnification civile des unions professionnelles, loi conforme au vœu du congrès de 1890.

Dans la grande industrie, les unions professionnelles ont à lutter contre les mutuelles de parti et les mutuelles d'usines sur le terrain de l'assurance-maladie et de l'assurance-vieillesse ; contre les grandes compagnies financières sur le terrain de l'assurance-accident ; contre les coopératives sur le terrain des achats à prix réduit. La constitution du patrimoine corporatif est d'un bénéfice trop éloigné pour stimuler les énergies individuelles. Il ne reste aux unions professionnelles comme but immédiat possible que le chômage involontaire et la grève, et la grève

plus souvent que l'assurance contre le chômage. Comme il est pourvu par ailleurs aux buts pacifiques, les unions professionnelles seront, quand elles se fonderont, à but de guerre sociale.

VI

Le Boerenbond

Des unions professionnelles plus conformes au type arrêté à Liège ont été créées çà et là dans les métiers. Mais la formule corporative telle que M. Helleputte la détaille aux trois congrès, n'a véritablement été appliquée avec succès que dans l'agriculture. Elle avait, du reste, été étudiée particulièrement en vue de l'agriculture. Dès 1886, des voix d'outre-Rhin disaient le parti que les Allemands avaient su tirer de la corporation agricole. Le comte de Loë, entr'autres, prononçait en section un substantiel discours en faveur des *Bauernvereine* 1).

M. Deploige a excellemment montré le fruit de ces débats. Nous ne saurions mieux faire que de le citer copieusement : « Il arriva qu'un brave prêtre de la Campine anversoise, le curé de Goor Saint-Alphonse, lut ces débats de nos congrès, et la pensée lui vint de fonder dans sa paroisse une de ces corporations agricoles dont on avait vanté les mérites à Liège. Fils de fermier, très au courant des choses agricoles, il lui sembla que cette institution ferait l'affaire de

1) 1886, pp. 312 et sq.

ses paroissiens. Il réunit donc quelques cultivateurs du village, constata avec eux dans quelle déplorable situation les mettaient leur isolement et l'absence de toute organisation : impossibilité d'imprimer à l'agriculture un progrès sérieux, impossibilité d'obtenir du législateur des mesures impérieusement exigées. Il leur parla aussi des corporations d'autrefois, des associations des paysans allemands, des résultats obtenus par ceux-là, et il finit par leur demander s'ils n'étaient pas d'avis de tenter quelque chose de semblable. Ses auditeurs trouvaient tout cela fort beau, mais n'osaient croire à la possibilité d'un succès. « Eh bien ! dit-il, essayons toujours. Aidons-nous, le ciel nous aidera. » Et il fonda avec ses hommes une corporation agricole, qu'il plaça sous le patronage de saint Isidore le Laboureur.

» Cette corporation de Goor Saint-Alphonse fut la première cellule du magnifique organisme qu'est aujourd'hui le *Boerenbond*.

» Quelques mois plus tard parut, dans un journal flamand de la capitale, un article très bien fait sur les corporations agricoles. M. Helleputte, qui s'était fait à Liège le défenseur du régime corporatif, désira connaître l'auteur de l'article. La rédaction du journal lui répondit que c'était l'abbé Mellaerts, ancien curé de Goor Saint-Alphonse, attaché à la paroisse Saint-Pierre à Louvain.

» MM. Helleputte et Mellaerts se rencontrèrent et constatèrent la parfaite concordance de leurs idées. Tous deux pensaient que la *Boerengilde* était l'institution la mieux adaptée aux exigences de la profession agricole. Il fallait par conséquent en créer dans

toutes les communes rurales. Mais en même temps ils étaient persuadés que les gildes locales ne produiraient tous leurs résultats que si elles étaient fédérées en une puissante Ligue nationale.

» M. Schollaert qui depuis longtemps consacrait son talent et son dévouement aux paysans de l'arrondissement de Louvain, fut avec eux dès la première heure, et le 20 juillet 1890 ils convoquèrent, à la *Maison des Métiers* de Louvain, une réunion de cultivateurs. L'assemblée se prononça en faveur de la création, dans toutes les communes rurales, de *Boerengilden*, organisées d'après le modèle de Goor Saint-Alphonse. Elle proclama aussi l'utilité d'une Ligue nationale fédérant toutes les associations locales. En même temps, elle vota les statuts du *Boerenbond* et le règlement-type que devraient adopter les gildes locales affiliées.

» Ainsi fut fondé le *Boerenbond* » 1).

*
*
*

A l'heure présente 2), le *Boerenbond* fédère 480 *Boerengilden* et compte 35.190 membres. Des 438 caisses Raiffeisen, issues de sa propagande, 230 sont affiliées à sa caisse centrale de crédit et enregistrent, d'après les évaluations de 1902 qui chiffraient 10.591.786,24 francs, environ 15 millions de francs en prêts et dépôts non remboursés. La

1) Le « *Boerenbond* » belge, *Revue sociale catholique*, mars 1897, p. 137.

2) Tous nos renseignements numériques concernent l'année 1906, à fin décembre.

caisse centrale a eu en 1906 un mouvement d'affaires, entrées et sorties additionnées, de 11.184.524,77 fr. Aux caisses locales riches, elle rend le service de faire fructifier leur excédent de dépôts. Aux caisses locales pauvres, elle procure caution devant la caisse d'épargne de l'État et consent des ouvertures directes de crédit pour le prêt personnel et à court terme. Depuis 1905 elle a organisé le crédit foncier rural. Ses prêts hypothécaires à long terme, parfois pour 29 ans, sont au taux de 3,75 % par l'intermédiaire d'une société Raiffeisen affiliée et 3,875 % sans cet intermédiaire : leur montant en décembre 1906 s'élevait à 988.280 francs. Voilà l'œuvre du *Boerenbond* au chapitre du crédit.

Le chapitre des assurances n'est pas moins brillant.

Une puissante compagnie d'assurance contre l'incendie, la *Norwich Union* a consenti sur son tarif de prime un rabais de 30 % en faveur des membres du *Boerenbond*. Elle alloue en outre 20 % de la prime payée au *Boerenbond* qui fonctionne comme agence principale. Celui-ci, ses frais d'administration défalqués, ristourne les 20 % aux *Boerengilden* qui remplissent le rôle d'agences locales : cette ristourne a été de 10 % en 1906.

Les valeurs assurées par ce moyen représentent 93.384.487 francs.

Le *Boerenbond* assure lui-même directement contre les accidents du travail. Les gildes paroissiales lui recrutent la clientèle. Ce service institué depuis deux ans clôturait son premier exercice social avec 18.779 polices, pour un total de 340.737 hectares,

une somme de 8.243.807 francs de salaire et un chiffre de 40.000 ouvriers agricoles.

Enfin le bétail et les chevaux réassurés aux sections provinciales du *Boerenbond* représentent une valeur de plus de 30.000.000 francs : les *Boerengilden* jouent le rôle de mutuelles locales d'assurance.

Les opérations du comptoir d'achat sont formidables. 25.545.853 kgr. d'engrais, 25.028.384 kgr. de matières alimentaires, 82.672 kgr. de semence : voilà les ordres transmis par les groupes paroissiaux à la Ligue centrale en 1906.

Le moulin du *Boerenbond* établi à Anvers est un des plus beaux du pays : moteurs développant 150 chevaux, gazogènes, éclairage électrique, huit paires de meule, magasins immenses, rien n'y fait défaut.

La diffusion des connaissances professionnelles n'a pas été négligée. *De Boer*, journal agricole, hebdomadaire depuis 1905, est envoyé gratuitement à tous les membres qui paient 1 franc de cotisation. Le tirage est de près de 40.000 exemplaires. Une sorte d'université rurale fonctionne aussi depuis 1905 : l'enseignement dure une semaine et comporte environ 25 leçons sur toutes les branches de l'économie rurale. Il est destiné spécialement aux dirigeants et aux secrétaires des gildes locales. La dernière statistique relève 120 inscriptions. Deux cent et vingt conférences ont été données par le personnel de l'administration centrale dans diverses localités au courant de l'année 1906.

Le *Boerenbond* poursuit encore l'amélioration de la législation agraire. Dans ce domaine son action a

obtenu : 1° le rejet du projet d'assurance obligatoire contre la mortalité du bétail ; 2° des droits d'entrée sur les beurres et les avoines ; 3° l'augmentation des indemnités allouées pour bestiaux abattus. En ce moment, il pétitionne de concert avec la *Ligue démocratique belge* et avec des délégués de la petite bourgeoisie, pour obtenir le remaniement de notre loi sur les unions professionnelles.

*
* * *

Les *Boerengilden*, aidées par le *Boerenbond*, embrassent donc tous les intérêts professionnels de l'agriculteur. Elles n'en négligent aucun. Mais elles tiennent compte aussi que l'homme a été élevé à une destinée surnaturelle. Quoique immédiatement d'intérêt matériel, elles ne se déclarent pas neutres à l'égard des intérêts spirituels. Au contraire. La *Boerengilde* tâche d'obtenir que tous les membres — ouvriers agricoles, fermiers et propriétaires — soient de bons chrétiens et de braves paroissiens.

« Le jour de son entrée solennelle, le nouveau membre en fait la promesse solennelle, d'après une formule empruntée aux règlements corporatifs de jadis.

» Les moyens pratiquement employés pour faire de la gilde une « confrérie religieuse » sont en outre : la réunion mensuelle à l'église ; — elle n'est pas obligatoire mais se tient en réalité dans la plupart des gildes existantes — et la célébration annuelle de la fête de saint Isidore, le patron des agriculteurs.

» Enfin le curé de la paroisse est, de droit, membre du Conseil de la gilde. Cette exigence des statuts

provoque parfois l'étonnement, sinon l'opposition, dans les milieux où s'est accrédité l'inepte préjugé libéral du curé à la sacristie. L'expérience toutefois est absolument concluante en faveur du système. Dans les gildes existantes, l'intervention du curé est unanimement considérée comme une garantie de stabilité pour la corporation. Et cela se comprend. Il est indispensable que les administrateurs soient animés de l'esprit de justice, qu'ils soient des hommes de devoir et d'abnégation. Sinon, la méfiance naît dans l'esprit des membres et la société périclite.

» Or la religion chrétienne enseigne le dévouement et le sacrifice et en facilite la pratique. Et le représentant de cette religion dans la paroisse, c'est le curé. Tout indiquée donc est sa place dans le conseil de la gilde » 1).

La *Boerengilde* est une corporation professionnelle, mixte et chrétienne. Elle réalise exactement la formule de Liège. Elle produit tout le bien qu'on attendait de l'application de cette formule. Elle s'y rattache, du reste, par ses origines immédiates.

Nous devons donc aux assemblées de Liège une association puissante, plus vivante et plus active même que la *Fédération des Cercles* et que la *Ligue démocratique*. A notre sens, elle est, après les institutions scolaires, la plus importante de nos œuvres. Elle vient compléter d'une manière très heureuse et très efficace l'organisation de l'armée catholique. Elle est un des plus beaux fruits de nos congrès sociaux.

1) DEPLOIGE, *op. cit.*, p. 140.

•
VII*Les aumôniers du travail*

Elle n'en est pas le seul cependant. La Société des aumôniers du travail a la même origine. En 1887, un des principaux industriels du diocèse de Liège, M. Paquot, directeur du Bleyberg, demandait à l'assemblée des patrons s'il n'y avait pas lieu de fonder « une œuvre des aumôniers du travail qui seraient en contact immédiat avec l'ouvrier et formeraient en quelque sorte une œuvre de la Propagation de la Foi parmi les ouvriers ».

On formerait une classe de prêtres destinés à vivre au milieu des agglomérations ouvrières. Indépendants du clergé paroissial, relevant directement de l'évêque, ces prêtres desserviraient des chapelles ou oratoires établis à la demande des industriels dans les ateliers, les usines et les charbonnages. Si possible, ils y célébreraient la messe. Tout au moins, ils y feraient une courte prière et diraient deux mots d'exhortation. Par exemple : « Offrez aujourd'hui votre travail et vos peines à Dieu ». « Faites des efforts pour ne pas blasphémer pendant toute la journée. » « Ne vous enivrez pas aujourd'hui dimanche ». Les oratoires seraient ouverts toute la journée ou au moins le matin, à midi et le soir.

En dehors du service religieux, le rôle de l'aumônier consisterait à vivre à côté des ouvriers. Sans s'imposer nulle part, il tâcherait d'être admis partout. Il connaîtrait le travail, s'y intéresserait et se renseignerait sur les besoins, les nécessités, les dangers

des ouvriers même pris individuellement. Il visiterait, partout où il serait accueilli, les ateliers, les usines; il descendrait même parfois dans les houillères; dans ces cas il n'agirait que par sa présence, il ne ferait que se montrer.

Connaissant les femmes et les enfants, il les engagerait à fréquenter l'église paroissiale, les écoles. Il visiterait les malades, officieusement cependant et en réservant l'administration des sacrements au clergé ordinaire. Il étudierait les institutions économiques, les règles d'hygiène et en enseignerait aux travailleurs les rouages et les avantages. Il ne demanderait rien à personne et n'accepterait jamais rien.

Il rendrait compte à son évêque, le plus souvent possible, des résultats qu'il obtient, des besoins qu'il découvre, des aspirations de la classe ouvrière, des dangers qu'elle court dans l'ordre moral et économique.

*
* *
*

Voilà le plan qu'esquise M. Paquot. Mgr Doutreloux, toujours accueillant pour les projets généreux, est loin d'y répugner. « La Providence semble m'encourager à réaliser cette œuvre si elle est trouvée nécessaire; je reçois cette année cinq jeunes gens qui ont été dans le monde et à l'Université, qui ont pris part pendant trois, quatre, cinq ans aux œuvres ouvrières. N'est-ce pas là comme une indication de la Providence, une preuve de l'assistance divine? Dieu me met dans les mains des jeunes gens qui, prêtres dans quatre ou cinq ans, seront particulièrement aptes à remplir ces fonctions d'aumôniers du

travail » 1). A la suite de ces paroles, l'assemblée décida « d'abandonner la solution de cette question importante à la sagesse de Nos Seigneurs les archevêque et évêques » 2). Le pieux évêque de Liège ne cessa point de la méditer jusqu'au jour où — en avril 1894 — quelques prêtres s'offrirent à lui pour se dévouer au salut de la classe ouvrière.

Afin de mettre de l'unité dans leur action et de la stabilité dans leurs œuvres, ils se constituèrent en société religieuse selon les règles de la discipline ecclésiastique : « La société des aumôniers du travail ». Les constitutions de la congrégation prescrivent aux membres de s'occuper en général de toutes les œuvres ouvrières. Elles énumèrent en particulier les hôtelleries pour travailleurs éloignés de leur famille, les écoles professionnelles, les corporations chrétiennes, les secrétariats du peuple et les bureaux de placement, les missions et les retraites ouvrières, les conférences sur la question sociale, la presse populaire, la visite des ouvriers malades, les cercles et les patronages, etc. 3). Chaque aumônerie débute par l'œuvre qui a le plus chance de s'implanter dans le milieu où elle s'établit : ici par l'hôtellerie, ailleurs par l'école professionnelle, quelquefois par un syndicat ou une coopérative. Les autres sections viennent se greffer, au fur et à mesure des besoins et des ressources, sur l'œuvre du début. La maison de

1) 1887, 2^{me} partie, pp. 32 et sq.

2) 1887, 1^{re} partie, p. 119.

3) LE TRAVAIL CHRÉTIEN, *Revue publiée par la Société des aumôniers du travail*, t. de 1896, p. 75.

Seraing, simple hôtellerie à l'origine, abrite actuellement un cercle d'agrément, un cercle d'études, une bibliothèque populaire, une caisse d'épargne, une caisse de retraite, un bureau de placement. Elle publie un journal hebdomadaire *Le Petit Ouvrier* qui tire à 2000 numéros, une revue mensuelle *Le Travail Chrétien*. Elle rayonne au dehors par la *Ligue des femmes chrétiennes* dont les aumôniers sont les initiateurs ; par le dispensaire et le vestiaire qui se rattachent à la Ligue ; par les unions professionnelles dont le chef du diocèse leur a confié la direction pour le bassin. La maison de Seraing est devenue le foyer central d'où la vie chrétienne, rayonnant partout comme la lumière du soleil, se répand sur le pays noir. Des centres analogues d'évangélisation ouvrière ont été établis à Marchienne-Docherie en 1897 et à Anvers en 1899. Les aumôniers ont fondé en 1899 à Pierrard-lez-Virton, une école d'arts et métiers ; en 1901 à Charleroi une école et un atelier d'apprentissage ; en 1906 à Marchienne-au-Pont une école de porions ; leur maison d'études est à Montégnée-lez-Liège depuis 1902.



Telle est l'œuvre des aumôniers. Elle est énorme si l'on tient compte qu'ils sont nés depuis quinze ans à peine et que tous leurs instituts coûtent beaucoup en hommes et en argent sans rien rapporter. C'est infiniment peu par rapport à l'immensité du but qu'ils se sont assigné : la rechristianisation de l'ouvrier industriel est une tâche cyclopéenne. Elle sera plus difficile que la conversion des Romains et des

Barbares. Chez ceux-ci au moins le sentiment religieux était profond et vivace : même il était riche jusqu'à l'exubérance, tout était Dieu. Il s'agissait de le restreindre, de l'affiner et de le purifier. Remise à neuf et simple transformation : besogne relativement aisée ! L'ouvrier d'aujourd'hui a perdu le sens de la divinité, il n'éprouve plus même le besoin de croire, l'âme s'est vidée de tout contenu mystique : il faut y refaire peu à peu le sentiment religieux. Opération colossale ! Si l'Église y réussit, c'est qu'elle est véritablement l'œuvre de Dieu lui-même ; car elle aura fait ce que Dieu seul est capable de faire, elle aura créé.

En tout cas, une seule méthode peut nous conduire au but. Saisissons-nous de l'ouvrier tel qu'il est aujourd'hui après vingt-cinq années de socialisme : matérialiste et utilitaire, sans poésie et sans idéal. Préoccupons-nous de sa situation sociale. Apportons-lui le seul bien auquel il soit resté sensible : le bien économique. Sacrifions ostensiblement nos intérêts aux siens. Déconcertons-le par une attitude inintelligible à des consciences asservies aux lois de l'égoïsme. Que s'il cherche la raison de cette énigme, qu'il soit contraint de la rencontrer dans l'unique différence qui le sépare de nous : la foi en Jésus-Christ. Le chemin de pénétration dans l'âme ouvrière part de l'estomac et aboutit au cerveau.

C'est la méthode de l'aumônier du travail. Il s'installe dans les agglomérations travaillées par le socialisme. Simple et pauvre, il se faufile parmi des populations qui ne l'aiment pas, en vue de leur faire du bien. Il renonce à toute joie pour mieux servir

des maîtres qui repoussent ses avances. Il se dépense inlassablement et sans compter au profit d'hommes qui ne lui en savent aucun gré. Tant d'abnégation et tant de sacrifices finissent par vaincre les défiances d'un milieu hostile. Vivant dès lors avec les ouvriers et comme des ouvriers, familièrement et sans morgue, se négligeant eux-mêmes pour s'occuper de leurs frères, les aumôniers conquièrent enfin la sympathie. L'attachement à l'homme de Dieu, c'est déjà la moitié de la foi. La réflexion donnera l'autre moitié. L'aumônier se dévoue tellement au travailleur, même quand celui-ci le hait, que les témoins de sa vie doivent bien s'avouer qu'une religion inspirant ces sacrifices sans borne et cet amour sans défaillance est une œuvre supérieure à la puissance de l'humanité.

VIII

La presse populaire

Cette apologétique en acte, qu'est la vie même de l'aumônier, est la plus efficace, mais aussi la plus rebutante. Elle sera toujours le monopole de quelques hommes sacrificiels. L'apostolat par la parole et par la plume est à la portée d'un plus grand nombre. Sous quelle forme le pratiquer ? Si saint Paul revenait parmi nous, dit quelque part Mgr Mermillod, il se ferait journaliste. Nous le savons déjà, les congrès de Malines ont créé la grande presse catholique. Mais notre presse populaire est en retard. Sauf *Het Nieuws van den Dag*, fondé le 14 août 1885, tous nos quoti-

diens sont à un sou le numéro. *Le Peuple* (13 décembre 1885) est à 3 centimes, *Le Soir* (1887), *Het laatste Nieuws* (1888), *Vooruit* (1884) sont à 2 centimes : voilà l'outillage de l'ennemi. Le congrès de 1887 demande déjà de riposter à cette presse à deux centimes par une presse catholique à deux centimes 1). Le congrès de 1890 revient à la charge, il indique les conditions de réussite du quotidien à bon marché : le quotidien à bas prix doit adopter un programme aussi complet que possible de réformes sociales, il ne se fera lire qu'à la condition de s'occuper chaque jour des intérêts de son abonné 2). Ces suggestions portèrent leur fruit : *Le Pays Wallon* (1890), *Le National* (1891), *Les Nouvelles du Jour* (1893), *Het Volk* (1890), *De Gazet van Antwerpen* arrivèrent coup sur coup, soutenant le programme des congrès de Liège et réalisant le tour de force de donner sept numéros et un supplément dominical pour dix centimes par semaine. C'est plus qu'on n'avait osé espérer.

IX

Conclusion

En somme, les congrès de Liège n'ont pas été moins fructueux que les congrès de Malines. A vingt

1) 1887, 1^{re} section, p. 257.

2) 1890, 1^{re} section, p. 84.

3) « Notre programme est celui de la démocratie chrétienne. il a été élaboré dans les Congrès des œuvres sociales de Liège. » *National*, article-programme, dans le premier numéro de la première année, 2 juillet 1891.

ans d'intervalle, ils achèvent leur œuvre. Ils tranchent des problèmes restés en suspens en 1867 ; ils comblent des lacunes béantes de notre organisation. Comme les congrès de Malines, ils se rattachent à des initiatives obscures et dépourvues de mandat. Ils s'imposent à la pointe de l'épée, luttant contre l'hostilité des parlementaires, luttant contre les groupes politiques légitimés par une longue possession. Ces conditions n'ont pas assurément favorisé leur réussite, et cependant ils ont réussi. Rallier tous les catholiques à la protection légale du travail ; promouvoir l'entente internationale pour la législation ouvrière ; doter le parti d'un troisième corps d'armée, le pays d'une presse populaire et l'Église d'un Institut religieux : que voudrait-on davantage ? La gerbe ne pourrait être plus abondante.

Une leçon se dégage de ces événements. Quand une œuvre, née hors cadre, vit, se développe et porte fruits ; quand malgré tout, elle se maintient et grandit, c'est qu'elle est l'organe approprié d'une fonction nécessaire. Elle répond à un besoin que ne satisfont pas et ne peuvent satisfaire les organismes préconstitués. Peine perdue et besogne mauvaise que de lui disputer l'existence. Le mieux est de composer avec elle et de conclure une loyale entente. Jeune pousse, pleine de sève et de vigueur, elle verse à l'heure voulue une vie nouvelle dans notre vieux parti qui se réadapte par là d'une manière incessante aux exigences du présent.

LE CONGRÈS DE MALINES

en 1891

CHAPITRE UNIQUE

SOMMAIRE : I. La Physionomie générale. — II. L'origine et l'objet. — III. La note dominante. — IV. La question sociale. — V. La science. — VI. L'idée maîtresse.

I

La physionomie générale

Le succès des congrès de Liège suggéra à Son Éminence le cardinal-archevêque de Malines, Monseigneur Goossens, l'idée de renouer la grande tradition des assemblées générales des catholiques en Belgique. A vingt-quatre ans d'intervalle, il fait convoquer la quatrième session (8-12 septembre) des congrès de Malines.

*
* * *

A la voix de notre premier pasteur, 2500 catholiques 1) quittent leurs familles et leurs travaux,

1) T. I, p. 50.

se rendent dans la cité archiépiscopale. Là se rencontrent parmi les Belges, tout le personnel des congrès de Liège et beaucoup de survivants des premières assemblées : Le cardinal-archevêque, NN. SS. Du Rousseaux, Abbeloos, Rutten, Cartuyvels, Gautier, le sénateur Lammens, les représentants Coomans, Woeste, et Victor Jacobs, MM. Beckers, de Haulleville, Scheyvaerts, Léon Collinet, Verspeyen, Amédée Visart, Léon de Monge, Édouard de Liedekerke, Eug. de Meeus, Ludovic de Hody, Béthune, Helbig, Gilbert, etc. sont des vétérans de 1863-67. Quelques-uns parmi eux, ainsi que MM. Schollaert, Helleputte, de Smet de Naeyer, Nyssens, Eeman, députés, MM. G. Kurth, Levie, Verhaegen, ont été les esprits directeurs des congrès de Liège. Ils forment la vieille armée, à laquelle viennent se joindre des recrues de haute valeur : le comte de Mérode, président du Sénat, Mgr Mercier, MM. de Malander, Heynen, Meeus, Lefèbvre, représentants, MM. Renkin, Carton de Wiart, Davignon, Cooreman, Deploige, etc...

Tout concourt à restituer la physionomie des premières assemblées. Le pape envoie un bref d'approbation ; le nonce apostolique à Bruxelles, Mgr Nava di Bontife, assiste en personne aux réunions ; tous les évêques de Belgique, sauf Mgr Doutreloux et Mgr Faict, retenus par la maladie ou par l'âge, sont au premier rang. Autour d'eux se pressent Mgr Fischer, évêque auxiliaire de Cologne, et le chanoine Winterer, curé de Mulhouse, pour l'Allemagne ; M. Dr Schaepman pour la Hollande ; le père Berthier et M. Martin, vice-président du grand conseil de Genève,

pour la Suisse; le père Tondini, un vétéran de 1863-67, pour l'Italie; Mgr D'Hulst, le père Didon, Denys Cochin, le comte de Caulaincourt, l'abbé Garnier, Thellier de Poncheville, pour la France. Comme autrefois, l'étranger nous a prêté pour quatre jours ses noms les plus illustres.

*
* *

De douloureuses conjonctures achèvent la ressemblance avec le passé. Le président du Congrès, Victor Jacobs, ministre d'Etat et membre de la Chambre des représentants, fait une entrée émouvante. Terrassé par la maladie, appuyé sur une canne, soutenu par ses secrétaires, il s'avance avec lenteur et gravit péniblement les marches de la tribune. L'assemblée éclate en applaudissements. De haute taille, de large carrure, les cheveux abondants, vrai lion dont la vie n'a jamais révélé un moment de faiblesse aux circonstances critiques, il perd son assurance coutumière devant cette universelle sympathie. Ses forces le trahissent une minute, les larmes lui coulent des yeux, il s'essuie les paupières. Mais bientôt il se ressaisit. Maîtrisant le corps qui cherche à se soustraire à son empire, dominant l'émotion qui lui serre la gorge, se créant des forces par la puissance de la volonté, cet homme généreux remercie et salue l'assemblée du cri trois fois répété : *Laudetur Jesus-Christus in aeternum*. L'oraison achève de lui rendre la vigueur.

Victor Jacobs s'assied et lit son allocution d'ouverture. Un calme absolu plane sur l'assistance. Pas un bruit, pas un mot, pas un souffle ne vient troubler le religieux silence. L'attention est tendue à l'extrême.

L'auditoire boit les paroles de l'orateur qui s'anime par degré. Au lieu d'une lecture, il entend un admirable discours. Longtemps contenu, l'enthousiasme éclate en une interminable ovation, quand Victor Jacobs s'écrie en finissant : « Puisse Dieu donner à cette assemblée la chaleur du cœur et la sagesse du conseil ! » 1)

Les survivants de 1863 ont cru revoir Montalembert, épuisé par la souffrance, lisant, assis derrière une table, ses dissertations sur l'Église libre dans l'État libre : puis sous les applaudissements la voix s'échauffait, se modulait et, s'élevant à la plus sublime éloquence, cette lecture devenait le plus beau et le dernier de ses discours.

Par un effort surhumain, Victor Jacobs put présider encore la séance du 9 septembre, ce fut le dernier acte de sa vie publique. Le 10, il allait en vain demander au soleil du midi quelque allègement à ses souffrances. L'assemblée le suivit dans son douloureux exil et lui envoya un télégramme d'affectueuse sympathie : « Nous ferons violence au ciel, disait M. Lammens en proposant ce télégramme, pour que ce grand et noble caractère, pour que ce cœur généreux nous revienne plein de force et de santé et continue à rendre à la patrie belge les éminents services qui ont placé si haut le nom de Victor Jacobs dans l'estime et l'affection de tous les catholiques de Belgique » 2).

1) T. I, p. 49.

2) T. I, p. 166.

Déclarant close la quatrième session du congrès de Malines, M. Woeste évoquait une dernière fois le souvenir de son compagnon de lutte en rappelant « ce mot qui a été prononcé le premier jour du Congrès, qui a plané sur tous ses travaux et qui en est le sceau : *Laudetur Jesus-Christus* » 1).

II

L'origine et l'objet

Visiblement l'assemblée de 1891 continue les assemblées de 1863-67 : même vivacité du sentiment religieux, même expression de ce sentiment, mêmes circonstances pathétiques. Cependant après vingt-cinq années d'interruption, le temps a fait son œuvre. Il y a des changements. Presque tous tiennent à l'origine particulière du congrès de 1891.

*
* *

Les congrès de 1863 avaient été imposés par la rupture de l'unionisme et par le désarroi où nous avait jetés notre défaite de 1857 : il faut organiser le parti et lutter contre le libéralisme exclusif. Les congrès de 1886 avaient coïncidé avec l'éveil des aspirations populaires et la naissance du parti ouvrier : il faut contenter ces aspirations dans la mesure de l'équité et lutter contre le socialisme. En 1863 et en 1886, il y avait des faits nouveaux dans la vie de notre pays : ces faits nou-

1) T. I, p. 220.

veaux, les catholiques doivent les examiner de concert et en sonder ensemble la nature, s'ils veulent éviter le désordre dans leur action collective. Dans de pareilles conjonctures, chacun sentait le besoin de se concerter avec les autres catholiques afin de se rendre compte du genre d'activité imposé par les circonstances nouvelles et afin de coordonner son effort à celui de tous les compagnons de lutte. Il n'y avait personne qui n'éprouvât et ne proclamât le besoin d'une assemblée générale. Qui en prenait l'initiative, réalisait la volonté anonyme et collective de la masse. A son défaut, l'opinion catholique se créerait un autre organe d'exécution. Toutes les autorités coalisées ne pourraient faire échouer l'entreprise.

En 1891, les circonstances sont très différentes. Sans doute, bien des périls nous menacent. Mais ils ont été aperçus à Liège. On a pris toutes les dispositions humainement possibles pour les conjurer. Un plan immense a été élaboré. Il faudra beaucoup de temps pour le réaliser. Son ampleur écrase. On ne se sent pas disposé à porter au programme des objets supplémentaires. L'horizon n'est, du reste, chargé d'aucun danger nouveau. L'opinion ne réclame point le congrès. Il faut lui en créer artificiellement le besoin. Dans ce cas ce n'est point trop du concours de toutes les autorités réunies pour toucher au but. Aussi né d'une pensée épiscopale, soutenu par tous les groupes parlementaires, le congrès de 1891 réussit à faire bonne figure à côté des précédentes assemblées. Pareille collaboration de toutes les autorités religieuses et politiques ne s'était jamais rencontrée. Toujours nos congrès antérieurs s'étaient heurtés à

l'indifférence où à l'hostilité des groupes catholiques de la Chambre et du Sénat. Ils n'avaient recueilli dans le monde politique que des adhésions isolées. La participation nombreuse et sympathique des chefs parlementaires à l'assemblée de 1891 projeta sur celle-ci un vif éclat.

*
* *

Cependant cet éclat aurait été plus vif encore, si l'objet des travaux n'avait été aussi étroitement limité. Par une prudence peut-être excessive et afin d'éviter tout conflit grave entre l'assemblée et « les catholiques dévoués que la confiance royale a investis du gouvernement du pays » 1), les questions relatives à l'action gouvernementale furent impitoyablement écartées du programme. A tous les vœux appelant une réforme législative en quelque domaine, la commission centrale et les bureaux de section opposèrent une fin de non-recevoir. On coupa court à tous les débats qui auraient pu ressembler à une discussion politique. Impossible de ne pas remarquer la coïncidence entre l'acquiescement des parlementaires et l'exclusion des problèmes de législation. En 1863-67 à Malines et en 1886-90 à Liège, nos représentants dans les Chambres avaient été généralement absents et la masse assemblée leur exprimait des désirs dont ils pouvaient tenir compte dans l'accomplissement de leur mandat. En 1891, ils sont généralement sympathiques, beaucoup assistent aux réunions et ils inspirent des vœux dont le public tiendra compte dans ses initiatives privées.

1) T. I, p. 41.



Le congrès de 1891 ne s'occupe que des œuvres : 1° Œuvres religieuses ; 2° œuvres sociales ; 3° œuvres charitables ; 4° enseignement ; 5° sciences, arts, et lettres. Telles sont les cinq sections de l'assemblée. Les présidents respectifs sont M. Lammens, sénateur ; M. Woeste, représentant ; M. Campioni ; Mgr Abbeloos ; M. G. Kurth. La méthode de travail est la même qu'à Liège : le système des rapports.

III

La note dominante

Sans doute le congrès de 1891 s'est occupé des œuvres religieuses et des œuvres charitables : la répartition des sections et le compte rendu des travaux en font foi. Il y a eu des rapports et des débats sur leur état actuel, sur leurs progrès depuis vingt ans, sur leur amélioration possible. Adoration nocturne, denier de S. Pierre, fréquentation de la messe paroissiale, tiers-ordre, pèlerinages, Sainte Famille, Sainte Enfance, Propagation de la foi, confrérie Sainte Barbe, œuvre de S. François Regis, Patronages d'apprentis, association antiesclavagiste : toutes ces œuvres ont été examinées. Travail utile assurément que cette revue. Des hommes dévoués se communiquent le résultat de leurs expériences personnelles ; ils font connaître aux autres les recettes ingénieuses que le zèle leur a suggérées ; ils s'encou-

ragent à la persévérance ; ils luttent d'émulation pour le bien.

Et puis ces œuvres sont les effets immédiats et extérieurs de la foi et de la charité. Leur inventaire est une sorte de dosage de l'esprit religieux. Il établit le bilan de la croyance et il n'est jamais mauvais de dresser le bilan d'une institution.

Cependant le congrès de 1891 n'emprunte pas ses caractéristiques à l'examen qu'il institue au sujet des œuvres religieuses et charitables. La nécessité des œuvres sociales et la culture de la science : voilà les deux thèmes qui ont dominé les débats. Presque tous les discours des assemblées générales ont eu pour *leitmotiv* soit l'un, soit l'autre thème, soit les deux à la fois. Des comptes-rendus des travaux des sections qui comportent en deux volumes un total de 1200 pages, 800 au moins sont consacrées à ce double objet.

IV

La question sociale

Au sein de la deuxième section, à qui les œuvres sociales étaient échues en partage, on vit renaître presque toutes les discussions des congrès de Liège. On fixa une fois de plus, dans l'économie chrétienne, le rôle des coopératives, des sociétés d'habitations ouvrières, des tribunaux d'arbitrage, des bourses de travail, des cercles de tempérance, des unions professionnelles. Les conclusions furent à peu près les mêmes qu'aux assemblées de 1886-90.

Comment en aurait-il pu être autrement ? Au lendemain des congrès de Liège et à la veille du congrès de Malines, le 15 mai 1891, Léon XIII publie son immortelle encyclique sur la condition des ouvriers. Or la doctrine de l'Encyclique, c'est celle des de Mun, des Decurtins, c'est celle qui a prévalu à Liège. Elle affirme, avec l'autorité qui s'attache aux paroles du vicaire de Jésus-Christ, les deux idées maîtresses qui ont orienté le travail des congrès sociaux : l'interventionnisme et la corporation.

« S'il arrive que les ouvriers abandonnent le travail ou le suspendent par les grèves, menacent la tranquillité publique, que les liens naturels de la famille se relâchent parmi les travailleurs, qu'on foule aux pieds la religion des ouvriers en ne leur facilitant point l'accomplissement de leurs devoirs envers Dieu, que la promiscuité des sexes ou d'autres excitations au vice constituent dans les usines un péril pour la moralité, que les patrons écrasent les travailleurs sous le poids de fardeaux iniques ou déshonorent en eux la personne humaine par des conditions indignes et dégradantes, qu'ils attentent à leur santé par un travail excessif et hors de proportion avec leur âge et leur sexe : dans tous ces cas, il faut absolument appliquer, dans de certaines limites, la force et l'autorité des lois... Que l'État se fasse, à un titre particulier, la providence des travailleurs, qui appartiennent à la classe pauvre en général. » Après avoir donné ce certificat à la législation sociale, le Saint-Père en donne un autre à la corporation : « Les maîtres et les ouvriers eux-mêmes peuvent singulièrement aider à la solution par toutes les

œuvres propres à soulager efficacement l'indigence et à opérer un rapprochement entre les deux classes. De ce nombre sont les sociétés de secours mutuels ; les institutions diverses, dues à l'initiative privée, qui ont pour but de secourir les ouvriers, ainsi que leurs veuves et leurs orphelins en cas de mort, d'accidents ou d'infirmités ; les patronages qui exercent une protection bienfaisante sur les enfants des deux sexes, sur les adolescents et sur les hommes faits. Mais la première place appartient aux corporations ouvrières, qui en soi embrassent à peu près toutes les œuvres. » C'est exactement la doctrine de Liège : les œuvres économiques sont d'autant meilleures qu'elles acheminent davantage vers la corporation où finalement toutes doivent venir se concentrer et se soutenir mutuellement. Parmi les charges dont la corporation peut être investie, Léon XIII signale : les secours aux ouvriers en détresse, les tribunaux de conciliation, les assurances contre les risques du travail, la constitution du patrimoine corporatif : « Il importe grandement que les charges soient distribuées avec intelligence et clairement définies, afin que personne n'ait à souffrir d'injustice ; que la masse commune soit administrée avec intégrité et qu'on détermine d'avance, par le degré d'indigence de chacun des membres, la mesure de secours à lui accorder ; que les droits et les devoirs des patrons soient parfaitement conciliés avec les droits et les devoirs des ouvriers. Afin de parer aux réclamations éventuelles qui s'élèveraient dans l'une ou l'autre classe au sujet des droits lésés, il serait très désirable que les statuts mêmes chargeassent des hommes prudents et intègres,

tirés de son sein, de régler le litige en qualité d'arbitre. Il faut encore pourvoir d'une manière toute spéciale à ce qu'en aucun temps l'ouvrier ne manque de travail et qu'il y ait un fonds de réserve destiné à faire face non seulement aux accidents soudains et fortuits inséparables du travail industriel, mais encore à la maladie, à la vieillesse et aux coups de la mauvaise fortune. » Les congrès de Liège n'avaient-ils pas dévolu ces fonctions aux corporations ? N'avaient-ils pas soutenu que l'assurance par l'État et avec les ressources de l'État est le propre du socialisme ? Sous quelque face qu'on envisage les résolutions prises aux trois assemblées de 1886-90, elles apparaissent comme anticipativement d'accord avec les vues de Léon XIII. L'encyclique est leur consécration.

*
* * *

Il ne faut plus s'étonner dès lors que le congrès de Malines ait ratifié sur la plupart des points les décisions de Liège. Et quoique, par la limitation de son objet, il ait dû s'interdire toute investigation sur la législation sociale, il n'a point manqué de déclarer *in globo* qu'il ne reniait à aucun point de vue l'œuvre de ses devanciers. Ce fut notamment la conclusion des débats sur l'organisation de la presse populaire et sur la création des ligues anti-révolutionnaires.

Le Congrès pense qu'il est nécessaire de créer en Belgique une Revue catholique des questions sociales, qui aurait pour but d'approfondir les divers problèmes que ces questions soulèvent et qui permettrait d'élaborer un programme de réformes sociales complet et précis.

Le Congrès estime enfin que pour faciliter la propagande

catholique anti-révolutionnaire, dans les régions industrielles surtout, il est indispensable d'avoir de petits journaux catholiques démocratiques défendant des réformes précises et s'inspirant des enseignements du Saint-Siège, et des décisions des Congrès de Liège et de Malines 1).

Pour pouvoir prendre en mains d'une façon immédiate et efficace les intérêts moraux et matériels des ouvriers, il importe que les ligues adoptent pour programme l'Encyclique de N. S. P. le Pape Léon XIII traitant de la condition des ouvriers, et qu'elles soutiennent généreusement toutes les institutions et corporations chrétiennes fondées pour améliorer le sort des travailleurs.

Tout en récusant l'immixtion de l'État dans leur gouvernement intérieur, elles pourront aussi le cas échéant réclamer l'aide et la protection de la loi en faveur de réformes utiles aux classes laborieuses 2).

*
* *
*

De Liège à Malines, il y a cependant une légère évolution de la doctrine corporative. Elle prolonge une évolution que nous avons discernée à Liège même de 1886 à 1890. On se souvient qu'au début, on accordait droit de cité exclusivement à la corporation professionnelle, mixte et chrétienne. Cependant devant la difficulté de constituer des unions professionnelles, composées en fait de patrons et d'ouvriers, on s'était borné dans la suite à demander que le statut corporatif ne s'opposât jamais à l'entrée des patrons. L'union serait mixte et digne d'encouragement, dès qu'elle prévoirait et souhaiterait dans ses règlements l'accession des patrons. A Malines, on fait à la théorie une correction nouvelle. Dans les régions où le con-

1) T. I, p. 292.

2) T. I, p. 287.

flit entre capital et travail revêt une acuité particulière, les unions mixtes n'ont pas la confiance des ouvriers. Il est impossible de les appeler à la vie. Aussi bien l'obligation statutaire de recevoir dans l'union non seulement les ouvriers, mais aussi les patrons, — pour être souhaitable et pour concourir grandement à la paix sociale, — est-elle absolument nécessaire ? Ne tourne-t-elle pas contre son but, quand on veut l'imposer dans un milieu auquel elle répugne ? Et puis une association, composée exclusivement d'ouvriers et statutairement fermée aux entrepreneurs, est-elle illégitime ? Poursuit-elle nécessairement un but de guerre sociale ? « Que demandent les ouvriers ? De s'organiser dans l'union professionnelle, afin de discuter avec les sociétés anonymes, leurs intérêts légitimes ? Les ouvriers vont-ils avoir accès dans la société anonyme ? Non. Pourquoi dès lors imposer aux ouvriers de recevoir chez eux les représentants du capital ? » 1) Le vœu en faveur des unions professionnelles tiendra compte de ces remarques :

« Il est désirable que les unions professionnelles soient mixtes, c'est-à-dire composées simultanément de patrons et d'ouvriers. Là où les circonstances ne se prêtent pas à l'établissement d'associations mixtes, les unions professionnelles pourront être composées soit d'ouvriers, soit de patrons. Mais il est souhaitable, *chaque fois que les circonstances le permettent*, qu'elles n'excluent par leurs statuts aucune catégorie de membres » 2).

Le syndicat séparé a donc droit à la vie, chaque fois que les circonstances en font une nécessité. Aussi

1) Lévie, t. II, p. 426.

2) T. II, p. 431.

dans le débat sur la personnification civile, nul ne songea à subordonner cette faveur légale au caractère mixte de la corporation. Le système large que M. Nysens avait fait prévaloir à Liège fut adopté sans objection.

*
* *
*

Voilà le premier et le principal tempérament apporté à Malines à la doctrine des précédents congrès. En voici un autre. On a décidé antérieurement que la corporation doit être chrétienne. Mais sur la portée de ce deuxième caractère, on est resté dans l'imprécision. Veut-on par là exiger des membres la pratique de la religion ? Nous le savons déjà, c'est en ce sens que la règle a été interprétée dans l'union professionnelle agricole, et cela n'a pas empêché les Boerengilden de réussir parfaitement. Mais à la ville et dans l'industrie, cette exigence ne poussera-t-elle pas vers le socialisme, en leur fermant l'entrée de nos corporations, des travailleurs qui, tout en répudiant la lutte des classes, n'en sont point encore arrivés à la croyance et à l'observance religieuses ? En tout cas, on ne leur offre aucun moyen de salut. Il faudrait préciser ce qu'on entend par le caractère chrétien et le préciser de façon à n'exclure aucun ouvrier antisocialiste. Le congrès de Malines donnera cette définition :

« Les unions professionnelles doivent avoir un but matériel ; elles doivent *reconnaître* que la religion, la famille et la propriété sont les bases de l'ordre social » 1).

1) T. II, p. 432.

On ne fait donc pas l'examen particulier de chaque membre au point de vue de sa croyance et de sa pratique religieuses, avant de le recevoir dans la corporation. Mais en adhérant à des statuts qui proclament la nécessité de la religion, de la famille et de la propriété pour le maintien de l'ordre social, le travailleur fait une profession de foi suffisante pour être recevable dans la corporation chrétienne. A la vérité, cette adhésion aux statuts ne le sacre ni chrétien ni catholique parfait; mais elle le dispose à le devenir; et en le plaçant dans un milieu où tout lui suggère le retour à la stricte observance, il y a espoir fondé de le ramener bientôt à la pratique sincère et complète de la loi religieuse. Pour le surplus, les décisions de Malines sont conformes à celles de Liège.

V

La science

Par l'encyclique, le Saint-Père engage les catholiques à pousser vigoureusement l'étude de cette question sociale dont il proclame à la fois et l'existence et la solution générale. Observer l'organisme social, discerner ses défauts et leurs causes, appliquer les principes : telle est la tâche qui nous incombe. Mais il faut des instruments d'étude. A Malines, divers rapporteurs signaleront ces instruments.

Ainsi M. De Becker, professeur de théologie à l'Université de Louvain, fait voter un vœu où il demande :

1° Que l'étude du droit naturel se généralise davantage et se porte vers les questions sociales à l'ordre du jour ;

2° Que les travaux de nos grands docteurs et théologiens catholiques soient plus connus et mieux appréciés de ceux qui s'occupent de législation sociale ;

3° Que les catholiques se pénètrent de plus en plus des enseignements de N. S. Père le Pape dans ses remarquables encycliques, et qu'ils fassent de ces graves documents une étude consciencieuse ;

4° Que les hommes compétents fassent un traité succinct permettant aux classes instruites d'étudier les questions ci-dessus indiquées 1).

A la suite d'un rapport de M. Schramme sur les sociétés littéraires d'étudiants catholiques, l'assemblée émet le vœu :

Que les questions sociales soient fréquemment traitées au sein des cercles universitaires 2).

Et cette étude des questions sociales ne doit pas rester le monopole du petit nombre des privilégiés qui fréquentent les universités :

La science sociale doit être l'objet de l'attention de tous les catholiques ; elle devrait donc faire partie de l'enseignement de la jeunesse, au collège, à l'école moyenne, et spécialement dans les écoles d'adultes 3).

Il faut vulgariser les principes et les résultats de la science sociale comme on vulgarise ceux de toutes les sciences pratiques. A cet effet les cercles catholiques et les unions professionnelles auront à établir

1) T. I, p. 294.

2) T. I, p. 299.

3) T. I, p. 284.

dans leur sein des sections d'études. Dans ces sections, outre que les membres s'instruiront mutuellement sous la direction d'hommes expérimentés dans les principes qui dominent tout le problème social, ils se formeront et se prépareront à l'exercice de la parole publique. Ils porteront ensuite devant les auditoires populaires les conclusions de leurs recherches en commun. Des conférences sociales seront organisées à la ville, à la campagne et dans les centres industriels 1). Ce travail de large vulgarisation neutralisera la propagande socialiste qui spéculé sur les appétits des masses plutôt qu'elle n'éclaire les esprits.



Au faite de toutes ces institutions vouées à la culture et à la vulgarisation des sciences sociales, M. Van den Heuvel propose d'établir dans les universités et dans celle de Louvain en particulier des écoles de sciences politiques et économiques. Les études juridiques sont trop exclusivement dirigées vers la formation de techniciens. Le technicien scrute la loi écrite qui est pour lui la Justice; il en applique aux cas concrets les dispositions expresses ou des conclusions habilement déduites. Le code est une pharmacopée où il trouve des recettes pour dénouer tous les litiges soumis à son examen. Jamais il ne s'élève au-dessus de la loi écrite pour la juger à la lumière de principes plus hauts; jamais il ne songe à comparer le code national avec les codes étrangers où il trouverait peut-être des disposi-

1) T. I, p. 285.

tions juridiques mieux harmonisées avec les principes de justice et de raison et avec les circonstances actuelles. Ce jugement de la loi et cette comparaison des codes lui répugnent ; il en acquerrait la conviction que les textes dont il raisonne, ne sont pas les meilleurs possibles et qu'ils sont susceptibles de progrès. Et le progrès dans la législation, c'est le bouleversement des recettes qu'il emploie dans sa pratique journalière. Il faut réagir contre cet esprit à une époque où les problèmes politiques et économiques ont une importance majeure, où des législations d'un genre nouveau, comme la législation ouvrière, s'inaugurent partout. Il faut former des hommes qui soient en état de juger les lois et de travailler à la confection des lois nouvelles. « Il convient de donner une trempe particulière aux élèves qui ne se destinent pas exclusivement à l'application de la loi écrite, à ceux qui se proposent de franchir le seuil de la vie publique, d'exercer quelque initiative et de prendre une part plus ou moins active à la confection des lois » 1).

Considérant qu'il convient, tout particulièrement à notre époque, de mettre les jeunes gens catholiques à même de faire une étude approfondie des sciences politiques et économiques :

L'Assemblée émet le vœu :

De voir organiser à l'Université de Louvain un enseignement ayant spécialement pour objet l'étude, au point de vue de l'histoire et de la législation comparée, des principales branches du droit public et de l'économie politique 2).

Cette école est aujourd'hui organisée à l'Université de Louvain. Cependant il serait difficile de la ratta-

1) T. III, p. 27.

2) T. I, p. 294.

cher à l'assemblée de Malines comme à sa cause principale. Le congrès fut plutôt l'occasion d'affirmer solennellement une idée dont les chefs de l'Université se préoccupaient depuis longtemps et qu'ils réalisèrent en 1892.



Du reste, le rapport de M. Van den Heuvel n'est qu'une manifestation particulière d'une réaction générale contre la façon dont est compris notre enseignement supérieur. Cet enseignement a un caractère trop utilitaire. Il fabrique des diplômés pour toutes les professions libérales. Il forme trop peu d'hommes qui aient l'ambition de cultiver la science pour elle-même et qui soient en état de la faire progresser.

Cette situation est imputable aux origines mêmes de l'enseignement libre. A une époque où l'on dispute la vie à l'école libre, il ne peut être question pour elle de coopérer d'une manière spéciale à l'édification et au progrès des sciences. Vivre avant tout. Le but est d'affirmer par le fait le droit à l'existence, de propager rapidement l'enseignement catholique à tous les degrés, de contenir victorieusement la concurrence des institutions publiques, de mettre l'État devant une œuvre scolaire gigantesque qui se défend par l'énormité de sa puissance et par la solidité de son organisation contre les entreprises du pouvoir. A une époque encore où les écoles officielles à tous les degrés observent une neutralité malveillante à l'égard de l'Église, le but est de fournir à toutes les carrières le personnel chrétien que leur refuse l'enseignement public. Nous subordonnons forcément

l'organisation de nos écoles à des fins polémiques et à des fins utilitaires.



En 1891, la situation est toute différente.

Le but primordial est atteint : la clientèle de nos écoles est assurée, nous préparons des jeunes gens pour toutes les professions, nous luttons avec succès contre l'État. Il faut dépasser le but primitif. Il s'agit de réorganiser notre enseignement non plus au point de vue de la concurrence, mais au point de vue de la science ; il s'agit de faire plus d'hommes et moins de diplômés. Mgr de Harlez affirmera hardiment que le devoir des catholiques est de prendre la tête du mouvement scientifique. « Le rôle des catholiques vis-à-vis du monde savant extérieur est 1° de prendre la tête du mouvement scientifique, de contribuer pour une large part au progrès de la science par des recherches, des découvertes, des travaux originaux qui donnent autorité dans le monde ; 2° d'user d'une critique vigilante à l'égard des systèmes qui naissent constamment pour tenir l'hypothèse distincte de la certitude, la vérité de l'erreur, en évitant ce qui peut donner à croire que nous ne sommes préoccupés, comme on le dit, que d'un intérêt de boutique » 1). Pour ces raisons, Mgr de Harlez demande que les études linguistiques soient vigoureusement poussées pour elles-mêmes et indépendamment de l'utilité immédiate que peut présenter la connaissance des langues étrangères, mortes ou vivantes.

1) T. III, p. 24.



Synthétisant en quelque sorte la pensée de Mgr de Harlez et celle de M. Van den Heuvel, Mgr Mercier disait : « Le domaine de la science s'est immensément élargi dans toutes les directions : pourquoi n'aurions-nous pas, nous aussi, des légions de travailleurs pour l'exploiter partout de première main ? Nos séminaires, l'Université de Louvain déversent chaque année dans les pays des centaines de jeunes gens capables et dévoués : en avons-nous assez qui ont l'ambition de tailler une pierre, si modeste soit-elle, pour l'édifice toujours en voie de construction de la science et de la philosophie ? 1)..... Les catholiques se résignent trop facilement au rôle secondaire d'*adeptes* de la science et trop peu parmi eux ont l'ambition de travailler à la *science à faire*... 2)

La cause de cette situation serait-elle dans notre religion ? La foi ne serait-elle possible qu'au mépris de la science et la science qu'au mépris de la foi ? Serions-nous enfermés dans un dilemme : ou la raison, ou la révélation ? Et optant pour le dogme, devrions-nous sacrifier la raison ? Il faut s'entendre.

S'agit-il d'une opposition entre le constat brutal d'une expérience patente et une croyance définie et acceptée dans le sens exact où l'Église nous la propose ? Le dilemme n'a pas de portée, puisque le chrétien trouve dans sa foi le sentiment de l'impossibilité de toute contradiction entre la raison et la révélation,

1) T. III, p. 37.

2) T. III, p. 38.

et puisque aussi bien en fait aucun conflit de cette nature n'a jamais existé. Nous n'optons ni pour la science seule, ni pour la croyance seule, mais pour l'une et l'autre en même temps.

S'agit-il d'un conflit entre un dogme et une hypothèse de la science plus ou moins obscure, plus ou moins fondée, provenant d'une certaine élaboration des data de l'expérience, mais commode pour l'exposition des phénomènes et féconde pour l'invention, nous contestons la valeur de vérité de cette hypothèse tout en lui concédant sa valeur de commodité et de fécondité. Nous concilions la foi avec la science en ramenant celle-ci à ses exactes proportions sans nuire à son développement ultérieur.

S'agit-il d'un conflit entre notre investigation scientifique personnelle et notre connaissance personnelle du dogme ? Alors nous soumettons l'une et l'autre à revision jusqu'à ce que l'harmonie se rétablisse et que l'accord entre les deux domaines soit accompli. Ce travail de revision aboutira tantôt à une modification de notre connaissance scientifique, tantôt à une modification de notre connaissance religieuse. Nous sommes de décider d'avance quel parti nous embrasserons, c'est commettre le sophisme de l'interrogation multiple.

En nulle hypothèse, la croyance n'entrave la science. Redouter que la science ne mette la croyance en péril, c'est manquer de foi. Redouter que la foi ne trouble l'objectivité du processus scientifique, c'est méconnaître les conditions de la recherche positive. Sachant que l'accord entre sa raison et sa croyance est au prix d'une observation et d'une interprétation

exactes des phénomènes, attachant d'ailleurs à cet accord une valeur infinie, le savant chrétien est sollicité à la répétition des expériences, à la multiplication des précautions, à la neutralisation des causes d'erreur ; l'incrédule lâchera beaucoup plus aisément la bride à son imagination.

Mais à l'inepte préjugé que la révélation obscurcit la raison, nous ferions une réplique bien supérieure à toutes les réponses abstraites, si nous pouvions dire à ses partisans : voici nos œuvres, voici les inventions sorties de nos laboratoires, voici nos savants, voici une légion d'hommes que leur foi n'a pas empêchés de découvrir et que leur science n'a pas empêchés de croire ; qu'avez-vous pour soutenir la comparaison ?

Si du reste les objections de l'incrédulité voilent aux yeux de beaucoup l'accord de la science et de la foi, c'est parce que les nôtres ne sont pas toujours là pour y opposer, avec la compétence et l'autorité voulues, la réponse directe et immédiate qu'elles réclament. Les doutes surgissent et les convictions s'ébranlent. Les matériaux sont groupés, rangés, classés sans nous et trop souvent contre nous et l'incrédulité accapare à son profit le prestige scientifique qui ne devrait servir qu'à la propagation de la vérité.

« Former des *hommes*, en plus grand nombre, qui se vouent à la science pour elle-même, sans but professionnel, sans but apologétique direct, qui *travaillent de première main* à façonner les matériaux de l'édifice scientifique et contribuent ainsi à son élévation progressive ; *se créer les ressources* que ce travail réclame, tel est le double but auquel doivent tendre aujourd'hui les efforts de ceux qui se préoccu-

pent du prestige de l'Église dans le monde et de l'efficacité de son action sur les âmes » 1).

A la suite de son remarquable rapport, Mgr Mercier fait admettre ces décisions :

1° Que N. N. S. S. les Évêques destinent aux études supérieures un nombre beaucoup plus considérable que par le passé d'élèves de nos séminaires ; qu'ils permettent, à tous ceux qui en expriment le désir, d'entreprendre des études à leur charge personnelle, et qu'ils abandonnent autant que possible à leur initiative le choix des matières qu'ils voudraient spécialement étudier.

2° Que les catholiques contribuent à fonder les bourses de hautes études ainsi que les chaires nouvelles que réclament les besoins croissants de l'enseignement supérieur et en particulier des chaires de psychologie et de science sociale. 2)

*
* *

Les catholiques ne peuvent se contenter de développer l'enseignement magistral de toutes les sciences, les recherches de laboratoire et les études de cabinet. Ils doivent faire apprécier leur science au dehors, ils doivent s'imposer au monde savant par la valeur et la solidité de leurs écrits. Ils publieront des revues contenant leurs mémoires originaux où ils n'auront d'autre préoccupation que la science elle-même. Ils rédigeront des manuels et des encyclopédies à la hauteur de tous les progrès, où ils discerneront soigneusement ce qui est connaissance scientifique d'avec les hypothèses plus ou moins habilement échafaudées. Actuellement les écrits de ce genre sont le plus sou-

1) T. III, p. 39.

2) T. I, p. 203.

vent produits par des savants rationalistes. A la science pure, ceux-ci mélangent des théories hasardeuses inspirées par le point de vue antichrétien : c'est là que le public va puiser ses connaissances. Il faut prévenir le mal en opposant aux théories passionnées de ces manuels et de ces dictionnaires, non point d'autres théories passionnées en sens inverse, mais des livres supérieurs par la rigueur logique, par l'abondance des documents, par la clarté et la précision des exposés, des livres de science pure enfin où l'on instruit avec honnêteté le lecteur sur ce qui est de stricte observation ou de certitude absolue et sur ce qui est théorie plus ou moins utile pour la coordination et l'interprétation des phénomènes. M. H. Francotte signalait ces lacunes de la production littéraire catholique dans un rapport qui aboutit au vote de ces conclusions :

1^o Que les sociétés qui ont pour but de grouper les forces catholiques dans le domaine scientifique se mettent d'accord pour la publication de manuels ou de dictionnaires sur les différentes sciences.

2^o Ces ouvrages seront conçus dans un esprit rigoureusement scientifique. Il sera fait appel pour leur confection aux écrivains catholiques de Belgique et de l'étranger. 1)

*
* * *

Mais pour cela il faut au préalable grouper et organiser les forces catholiques sur le terrain scientifique. C'est chose faite pour l'Allemagne grâce à la *Görresgesellschaft*, pour l'Autriche grâce à la *Société Léon XIII*, pour la France grâce à la *Société bibliogra-*

1) T. III, p. 290.

phique. En Belgique cela existe de moitié grâce à la *Société scientifique de Bruxelles* : mais celle-ci limite ses efforts aux sciences naturelles. Il faudrait en élargir le cadre et lui adjoindre une section de sciences morales et historiques ou créer à côté une société nouvelle et coordonnée ayant pour objet la culture et le progrès des sciences morales et historiques. De concert avec la Société scientifique, elle poursuivrait parmi ses buts la publication des dictionnaires et des manuels prévus par M. Francotte. Elle encouragerait la jeunesse catholique à l'étude par l'établissement de prix et de concours. Elle créerait des recueils scientifiques et des recueils de vulgarisation pour tous les départements des connaissances humaines. Elle établirait le contact et l'intimité entre les savants chrétiens en les conviant périodiquement à des séances de discussion. Le père Castelein développait ces vues remarquables dans un rapport auquel l'assemblée donna une adhésion unanime 1).

*
* *

Il faut même dépasser l'organisation nationale. La science et la religion n'ont pas de frontières. On pourrait considérer les sociétés scientifiques catholiques de France, d'Allemagne, d'Autriche et de Belgique comme les sections nationales d'une vaste association internationale. Celle-ci n'eût-elle pour objet que la réunion de congrès internationaux des savants catholiques, aurait déjà une mission très belle et très importante. Actuellement les savants catho-

1) T. III, p. 272.

liques sont dispersés parmi leurs émules incroyants. Leur travail, utile à la science, est perdu pour la foi. Il devrait profiter aux deux. Réunir nos hommes d'étude dans une assemblée solennelle et nombreuse, c'est déjà faire éclater aux yeux de la multitude cette vérité longtemps cachée que les catholiques ne se désintéressent point de la science ; c'est encore contraindre la foule à convenir qu'il n'y a nulle incompatibilité de la foi à la science puisque leur accord se fait pratiquement, non à titre d'exception, mais dans le grand nombre d'intelligences que le congrès produit au grand jour ; c'est enfin préparer les matériaux et désigner les œuvres que l'apologiste, utilisant les conclusions de la science, pourra employer sans risque d'erreur dans ses constructions. Mgr d'Hulst développait brillamment ces points de vue et rappelait que le Congrès de 1888 avait réuni 1600 adhésions ; que celui de 1891 en avait réuni 2500 et avait décidé de tenir une troisième session à Bruxelles en 1894. Sur sa proposition, l'assemblée recommande vivement le Congrès de Bruxelles à l'attention de tous les catholiques 1). Ce congrès fut le dernier qu'aient tenu les savants chrétiens. Il y a là une tradition à renouer.

Pousser de toutes manières les catholiques à la culture de la science pour elle-même, tel fut le souci constant de l'assemblée de Malines. Elle prévoit dans ce but tout un mécanisme d'institutions nouvelles.

1) T. III, pp. 243 et seq.



Le même point de vue dominera le débat sur les humanités. Celles-ci préparent aux études supérieures et par les études supérieures à la science. Sans doute tous les jeunes humanistes ne deviendront pas des savants, c'est entendu. Mais tous doivent être mis en état de suivre une vocation scientifique qui pourrait s'éveiller au cours de leurs études supérieures.

S'inspirant de ces considérations, Mgr Abbeloos fait voter une résolution en faveur de l'organisation de cours de langue allemande dans les collèges ecclésiastiques. L'allemand, à son avis, est l'instrument indispensable de toute culture scientifique 1).

Dans le même esprit, M. Mansion fait admettre un vœu en faveur de l'adjonction d'une rhétorique scientifique à tous les collèges d'humanités. Sans doute la formation humanitaire n'est pas absolument indispensable pour aborder les études d'ingénieur ou de docteur en sciences physique et mathématique; mais unie à un enseignement spécial de mathématiques, elle donne aux élèves-ingénieurs qui en sont pourvus une incontestable supériorité. « Un écrivain russe, disait à ce propos M. Mansion, a fait à ce sujet une enquête dans toute l'Europe et en a consigné les résultats et les conclusions dans une étude qui a été publiée dans la *Revue de l'Instruction publique*. Il résulte de ce travail considérable, que les spécialistes les plus autorisés regardent les études d'humanités,

1) T. III, p. 145.

complétées par une classe de mathématiques après la rhétorique, comme la meilleure préparation aux études d'ingénieur » 1). Puisque nous voulons fournir à toutes les spécialités scientifiques des hommes supérieurs qui puissent parler avec autorité, nous devons amener les jeunes gens qui se destinent à la carrière d'ingénieur, à se nantir au préalable de la culture humanitaire. Le vœu n'a pas d'autre but.

Les humanités tirent leur prix de leur valeur éducative, de la gymnastique à laquelle elles soumettent l'intelligence. A côté du but éducatif, elles ont un but scientifique, secondaire il est vrai, mais réel cependant. Ce but scientifique est la connaissance de la civilisation gréco-romaine. Le système actuel d'enseignement n'en tient pas compte. Il disperse l'attention sur un trop grand nombre d'auteurs ; de chaque auteur il fait lire ou traduire quelques bribes. A travers les notions disparates et fragmentaires, mal classées et encore moins bien systématisées que l'élève acquiert ainsi sur l'antiquité, celle-ci lui apparaît comme un chaos innomable. Non seulement il ne la connaît point, mais le peu qu'il en sait fourmille d'erreurs et de lacunes. Notre système d'enseignement des humanités nuit à leur but scientifique.

Sacrifiant un certain nombre d'auteurs, faisant lire en entier certaines œuvres de prosateurs et de poètes judicieusement choisis, on atteindrait simultanément les deux buts et chacun dans la mesure convenable. C'est M. le chanoine Féron qui développe ces vues et il réussit à les faire accepter 2).

1) T. III, p. 143.

2) T. III, p. 113.



Enfin, comme nous sommes chrétiens, il importe de ne point négliger dans les humanités la littérature chrétienne. Celle-ci n'a peut-être pas au point de vue de la formation intellectuelle la valeur de la littérature païenne ; mais elle la dépasse incontestablement au point de vue de la formation morale. Nous ne pouvons jamais séparer l'instruction de l'éducation, la science de la foi, persuadés que l'une et l'autre se complètent et s'harmonisent. A ce titre,

« Le Congrès émet le vœu que, dans les études classiques, à côté et en regard des auteurs païens il soit fait à la littérature chrétienne une part suffisante pour en faire goûter le fond et la forme et que, dans ce but, on ait surtout recours au procédé de comparaison » 1).

Nous devons être à la fois des savants et des croyants.

VI

L'Idée maîtresse

Cette idée que les catholiques doivent être à la fois des croyants et des savants, est l'idée maîtresse du Congrès de 1891. Les rapports sur la formation pédagogique de notre personnel enseignant, sur le développement de l'enseignement agricole et professionnel, sur la nécessité d'organiser un enseignement moyen inférieur libre, sur la création d'une caisse de pensions

1) T. I, p. 295.

pour les instituteurs catholiques, sur les retraites annuelles pour le personnel laïque des écoles libres, sur l'œuvre de S. Luc, sur la musique, etc..., la redisent à nouveau sous une forme à la fois plus large et plus palpable : le catholique doit être dans la fonction qu'il occupe un homme supérieur et par ses connaissances théoriques et par son habileté professionnelle ; il faut mettre à sa portée, par des institutions bien conçues, tous les progrès et toutes les méthodes modernes qui peuvent l'investir de cette supériorité. Mais l'affirmation la plus âpre et la plus frappante de cette vue est sans contredit cette formule que les Mercier, les d'Hulst, les Van den Heuvel, les Kurth, les Mansion, les Gilbert,... ont répétée à l'envi : soyons des savants. Plus que le débat sur la question sociale, elle donne au Congrès de 1891 sa physionomie particulière. Au sermon de clôture, Mgr Cartuyvels la reprenait avec une singulière insistance : « La destruction de la vérité religieuse se pare du prestige usurpé de la vérité scientifique. Elle affecte de s'appuyer sur la raison, sur les conquêtes définitives de la science... Vous travaillerez sans relâche à lui ôter ce prestige usurpé. Vous tous ici présents, lettrés, épris des choses intellectuelles, hommes de science écoutés dans les chaires publiques, vous pratiquez déjà largement l'apostolat scientifique. Faites-le désormais avec l'ardente conviction que cette forme de l'apostolat est plus indispensable qu'elle ne le fût jamais » 1).

Le Congrès de 1891 a suscité peu d'œuvres nouvelles. Tel, d'ailleurs, n'était pas son but : « Le Congrès,

1) T. I, pp. 252-254.

disait M. Gilbert, n'a pas pour but, je pense, de provoquer des œuvres nouvelles. Je crois plutôt qu'il entre dans ses vues de constater les efforts des catholiques et de leur donner quelques encouragements » 1). Il a plutôt semé des idées, indiqué une orientation, secondé une évolution. Du reste, l'énergie seule avec laquelle il a affirmé notre droit et notre devoir de cultiver et de faire progresser la science est déjà une œuvre et une œuvre de la plus haute importance. Cette œuvre a été le point de départ d'un renouvellement complet de l'enseignement libre à tous ses degrés et dans toutes ses formes, renouvellement encore inachevé à l'heure présente, mais qui se poursuit sans défaillance et avec sûreté.

1) T. III, p. 300.

CONCLUSION

Nos congrès ont été dominés chacun par une préoccupation maîtresse en harmonie avec les circonstances de l'époque. Ils ont scruté à fond l'état social de leur temps. Ils en ont noté les causes, mesuré les courants, relevé les symptômes. De leur vaste enquête, il est apparu que trois forces surtout travaillaient la société belge comme toutes les sociétés modernes : *la liberté, la démocratie et la science*.

Ces forces, nous les emploierons à notre profit ou elles seront tournées contre nous. Mais encore faut-il être fixé sur la façon de les utiliser. En 1863-67, l'utilisation de la liberté, en 1886-90 l'utilisation de la démocratie, en 1891 l'utilisation de la science : tels sont les objets dont nous ont successivement instruits les trois séries de congrès catholiques.

Discernant ces forces au moment de leur apparition et livrant la recette de leur emploi, chaque série a rendu en son temps le plus grand service qui pût être rendu à la cause catholique. Personne n'aurait osé prédire les résultats ; nous constatons après coup qu'ils ont été immenses. Jamais nous ne fûmes mieux portants qu'au lendemain des grandes assemblées.

Si une induction du passé à l'avenir est permise, il faut attendre des fruits abondants de nos futures réunions. Elles s'imposent à bien des titres divers.

La Constitution a été révisée en 1893 et le droit de suffrage conféré à tous les citoyens : avons-nous fait le nécessaire pour attirer dans nos cadres les électeurs nouveaux ? Parmi nous, des divisions intestines qu'une assemblée générale réunie en temps opportun eût pu prévenir, ne sont pas éteintes : est-ce en refusant d'examiner ensemble les points litigieux que nous en viendrons à bout ?

Il y a dans l'Europe entière une recrudescence de la poussée antireligieuse et elle est particulièrement sensible en Belgique depuis 1900 : la résistance collective que nous lui opposons est-elle coordonnée et systématique, le travail apologétique est-il suffisant et organisé ? Dans les grandes villes et dans les districts industriels, l'école publique prépare une jeunesse athée et libre-penseuse, qui sera sans morale parce qu'elle sera sans croyance : avons-nous en nombre suffisant des écoles libres à leur opposer ?

L'organisation des finances de la charité, sur laquelle M. de Bavay insistait avec tant d'énergie à la réunion d'octobre 1907 de la Société d'économie sociale, est-elle commencée ? Est-elle possible sans que l'autorité d'un congrès en marque la nécessité et en prenne l'initiative ?

La statistique catholique que réclamait Ducpétiaux en 1863 est-elle dressée ? Qui n'en voit l'importance cependant ? Nous croyons à la valeur morale de notre religion. Mais cette croyance est *a priori*. Une confirmation expérimentale serait utile. Évaluer en chiffres le degré de fréquentation des offices et des sacrements ; mettre ces chiffres en relation avec le taux des suicides, des délits, des naissances ; suivre pendant

de longues périodes les variations des deux séries de nombres, ne serait-ce pas un moyen de faire éclater aux yeux de tous le rôle moral et social de la religion ?

Que d'autres projets encore dont les précédents congrès ont signalé l'utilité, qui n'ont pas été réalisés et à l'exécution desquels il serait opportun d'aviser aujourd'hui ! Telle, la Société belge pour le progrès des sciences morales et historiques. Tels encore les congrès internationaux de savants catholiques : quel pays est mieux qualifié que le nôtre pour en reprendre la tradition ? Et notre législation ouvrière n'a-t-elle pas été rendue en partie inefficace par une crainte exagérée de l'obligation légale, et en partie odieuse par les interventions directes et positives de l'État ? N'y a-t-il pas un effort à tenter pour revenir aux idées de Liège et pour favoriser la réorganisation corporative ?

Que de questions s'imposent à notre attention ! Sans doute les poser et les discuter dans un congrès, ce n'est pas toujours les résoudre. Mais est-ce davantage les résoudre que de s'en taire toujours et de les abandonner au hasard des événements ? En causer tous ensemble, de bonne foi et sans passion, c'est incontestablement le premier pas vers des solutions susceptibles de rallier l'unanimité des catholiques.

Encore faut-il qu'on ait la liberté d'en causer. Le congrès doit pouvoir explorer sans entraves l'océan de la vie catholique. Lui marquer d'avance les directions à suivre et les points à éviter, c'est le vouer à l'œuvre stérile d'une vaine parade. Soustraire à sa compétence les questions controversées, n'est-ce pas craindre qu'il ne les résolve ? Cette peur de solutions

qui seront peut-être en désaccord avec notre sentiment personnel, est-elle d'un chrétien ? N'est-ce pas honteux que quelques-uns parmi nous gémissent de devoir sacrifier leur opinion individuelle au bien général de la cause ? Il faut reprendre la grande tradition de 1863-67 où l'assemblée, maîtresse de ses destinées, inscrit à son programme tout objet proposé par un contingent appréciable d'adhérents. Il faut reprendre cette méthode de liberté, parce qu'elle nous a valu dans le passé des avantages immenses, parce que les décisions du Congrès auront d'autant plus de force qu'elles auront été plus libres. Et si à cette indépendance d'allure vient s'ajouter la collaboration de toutes les forces catholiques, du clergé et de la noblesse, des simples électeurs et des chefs politiques, des patrons et des ouvriers chrétiens, l'assemblée de 1909 réunira des conditions de succès dont l'ensemble ne s'est encore jamais rencontré pour les congrès précédents. Elle sera la meilleure et la plus digne façon de célébrer les noces d'argent du gouvernement catholique. Mais il est plus que temps de se mettre à l'œuvre.

FIN.

Table Onomastique

- Abbeloos**, 254, 260, 281.
Bachem, 152, 212.
Bagshwases, 152.
Baguet, 70.
Balau, 4, 10, 91.
Beckers, 59, 254.
Beernaert, 55.
Bégasse, 178.
Benoit, 86.
Berlioz, 88.
Berthier, 254.
Beslay, 120, 124, 125, 129.
Béthune (J.), 71, 72, 74, 254.
Biolley, 157.
Bivort, 61, 69.
Brandts, 152.
Brants, 150, 202, 221, 236.
Burré, 224.

Campioni, 260.
Carton de Wiart, 254.
Cartuyvels, 36, 254, 284.
Castelein, 279.
Champagny, 36.
Chevalier, 224.
Cochin, 36, 66, 112, 255.
Collinet, 150, 254.
Contzen, 224.

Coomans, 84, 254.
Cooreman, 254.
Czartoryski, 36.

Dallemagne, 156, 230.
d'Anethan, 15, 36.
Davignon, 254.
De Baets, 201, 219, 221.
de Bavay, 287.
De Becker, 268,
de Besse, 152, 201.
de Blome, 151, 152.
de Broglie, 36.
de Buck, 41.
de Cabrières, 152.
de Cannart d'Hamale, 55.
de Caulaincourt, 255.
de Cepeda, 152, 213.
Dechamps (Ad.), 6, 7, 8, 14, 15,
 25, 34, 63, 97.
Dechamps (Mgr), 41, 46, 47.
Decurtins, 210, 262.
de Gerlache, 32, 36, 48, 49, 78.
de Grand'Ry, 60.
de Haerne, 141.
de Harlez de Déulin, 70, 273,
 274.
de Haulleville, 67, 254.
de Haussy, 27.

de Hody, 254.
 de Jaer, 62.
 de Kersolon, 48.
 de Kuefstein, 152, 222-225, 228,
 230, 251.
 de la Tour du Pin, 152, 212.
 de Liedekerke, 254.
 Della Faille, 84.
 Delvigne, 67.
 de Malander, 254.
 de Man d'Attenrode, 15, 24.
 de Meeus, 103, 254.
 de Melun, 36, 110, 112.
 de Mérode Westerloo, 14, 15, 254.
 de Monge, 254.
 de Mun, 152, 170, 179, 203, 253,
 262.
 de Pascal, 152,
 Deploige, 238, 254.
 de Ram, 68.
 de Riancey, 36.
 de Ribeaucourt, 15.
 de Ryckel, 161, 162.
 de Smet de Naeyer, 173, 254.
 de Theux, 4, 8, 14, 15, 34, 36.
 de Trannoy, 7, 9, 11, 14, 34, 64.
 d'Hulst, 255, 284.
 Didon, 255.
 Doat, 177.
 Doucet, 211.
 Doutreloux, 150, 246, 254.
 Ducpétiaux, 28-32, 35, 37, 38, 45,
 47, 54, 62, 63, 65, 66, 75, 76, 85,
 99, 110, 120, 125, 129, 209.
 Dumortier (B.), 2, 4, 24, 29, 30,
 32, 34, 84, 144.
 Dumortier (H.), 15.
 Dupanloup, 36, 43, 44, 48, 66,
 100, 102.

Du Rousseaux, 254.
 du Sart, 172, 194.
 du Val de Beaulieu, 42, 43, 45.

Eeman, 254.

Faict, 254.
 Falloux, 36.
 Félix, 36.
 Féron, 282.
 Fétis, 88.
 Fischer, 152, 254.
 Forbes, 177, 211, 212.
 Francotte, 279.
 Frère, 4, 78, 96, 97.
 Frey, 209.

Gallait, 86.
 Garnier, 255.
 Gaume, 100.
 Gautier, 254.
 Gevaert, 88.
 Gilbert, 254, 284, 285.
 Gillès de 's Gravenwesel, 15.
 Goossens, 253.

Harmel, 152, 203.
 Hecker, 36.
 Helbig, 71, 74, 254.
 Helleputte, 150, 178, 179, 182,
 185, 189, 191-193, 196, 200, 203,
 204, 238, 239, 254.
 Henry, 172, 177.
 Heynen, 254.
 Hitze, 152.

Jacobini, 210.
 Jacobs, 36, 254-256.
 Jannet, 230.

- Kersten**, 65.
Ketteler, 66, 135, 136, 140.
Kolping, 110.
Koppes, 152.
Korum, 152, 163, 170, 228.
Kurth, 254, 260, 284.
- Laforêt**, 70, 100.
Lammens, 254, 256, 260.
Lamy, 66.
Langénieux, 152.
Lassalle, 132, 135.
Lebeau, 4.
Lecanuet, 43.
Ledochowski, 36.
Lefèbvre, 67, 254.
Legrand, 209.
Lemercier, 134, 135.
Lemkuhl, 152, 217, 220, 222.
Lemmens, 86.
Levie, 150, 161-163, 167, 170, 171, 178, 254.
Liberatore, 224, 230.
Liehtle, 107.
Limbourg, 60.
Lingens, 36, 152.
- Macé**, 101.
Maher, 88.
Malou, 6, 7, 8, 10, 13, 14, 15, 18, 24, 25, 26, 34.
Manning, 36, 152, 224.
Mansion, 281, 284.
Martin, 254.
Martini, 63.
Medolago-Albani, 152.
Meeus, 254.
Mellaerts, 139.
Mercier, 254, 274, 277, 284.
- Mermillod**, 36, 250.
Michotte, 62.
Moeller (Ch.), 18.
Moeller (J.), 18, 24-29, 30-32.
Montalembert, 36, 39-44, 71, 256.
Montès de Oca (I.), 46, 47.
- Namèche**, 86, 100.
Nava di Bontife, 254.
Neut, 31, 54, 85.
Nève, 63.
Nyssens, 198, 254, 267.
- Owen**, 131.
- Paquot**, 245, 246.
Périn, 110, 112, 124.
Perquy (le P.), 6, 7, 64.
Pie IX, 45.
Poncelet, 54.
Potter, 201, 204, 225-228.
- Reichensperger**, 36, 71, 74.
Renkin, 254.
Reusens, 70.
Rogier, 78.
Roussel, 211.
Rutten, 150, 254.
- Saint-Saëns**, 88.
Schaepman, 152, 154.
Scheyvaerts, 254.
Schollaert, 150, 240, 254.
Schramme, 269.
Schultze, 131, 135, 136.
Servais-Dirks, 30.
Sodar, 59, 60.
Sterckx, 36.
Swolfs, 67.

- Thellier de Poncheville**, 255.
Théry, 211, 212.
T'Kint de Roodenbeke, 159, 190.
Tondini, 255.
Trimborn, 152.
Valleroux, 201.
Van den Heuvel, 270, 272, 274, 284.
Van den Peereboom, 158.
Van der Smissen, 4.
Van Overbergh, 198.
Vaughan, 36, 152.
Vergauwen, 15.
Verhaegen (A.), 172, 175, 196, 254.
Verhaegen (Th.), 2, 4, 150.
Vermeersch (le P.), 62.
Vermeire-Magis, 126, 128.
Verspeyen, 254.
Veuillot, 100.
Vicari, 66.
Vinck, 59.
Visart, 254.
Vitet, 66.
Waldbott de Bassenheim, 281, 201.
Weale, 71, 74.
Winterer, 152, 170, 230, 254.
Wiseman, 36.
Woeste, 36, 55, 66, 85, 93, 150, 163, 167, 170, 254, 257, 260.
-

Table des Matières

LES CONGRÈS DE MALINES en 1863, 1864 et 1867

CHAPITRE PREMIER

	Pages
Les Origines. — I. De 1830 à 1840 : l'unionisme	1
II. De 1840 à 1857 : la séparation des partis	3
III. De 1857 à 1862 : l'Association constitutionnelle conservatrice	8
IV. Le plan de Jean Moeller dans l'organisation des forces catholiques	18
V. Les promoteurs de l'Œuvre des congrès	26
VI. L'Œuvre des congrès et l'attitude de la droite parlementaire	32
VII. La physionomie générale des assemblées de Malines.	35

CHAPITRE DEUXIÈME

Le Bilan. — I. La cessation des congrès après 1867 et l'interruption en 1865 et 1866	38
II. Le but des assemblées de Malines d'après le discours d'ouverture du baron de Gerlache à la session de 1863	48
III. Le programme catholique	51
IV. La Fédération des Cercles et la Fédération ouvrière.	52

	Pages
V. La presse catholique	62
VI. L'Université de Louvain	67
VII. Les Écoles Saint-Luc.	71
VIII. Les vœux restés sans suite	75
IX. Les résultats immédiats	77

CHAPITRE TROISIÈME

L'organisation des Congrès et les principaux débats. — I. L'organisation

I. L'organisation	80
II. Les moyens d'attraction	85
III. La question scolaire	88
IV. Le repos dominical	105
V. La législation ouvrière	109
VI. La coopération	130
VII. L'éveil de la tendance démocratique.	144

LES CONGRÈS DE LIÈGE**en 1886, 1887 et 1890**

CHAPITRE PREMIER

L'organisation. Le point de vue belge. — I. L'origine et l'organisation

I. L'origine et l'organisation	147
II. La doctrine générale des congrès	153
III. La protection légale des travailleurs.	154
IV. La réparation des accidents du travail et l'assurance contre la maladie	160
V. Le rôle de M. Lévie et de M. Woeste	167
VI. Les caractères spéciaux de l'interventionnisme de Liège.	168
VII. Les pensions de vieillesse	170
VIII. La réorganisation corporative de la société	178

	Pages
IX. Le caractère mixte et le caractère chrétien de la corporation	191
X. La coopération	200
XI. L'idée maîtresse	204

CHAPITRE DEUXIÈME

La section internationale. — Les résultats des

Congrès de Liège. — I. Les conventions internationales du travail.	206
II. Les personnes protégées	214
III. Le travail des adultes.	215
IV. Les premiers essais de protection internationale	232
V. La protection ouvrière en Belgique	235
VI. Le Boerenbond	238
VII. Les aumôniers du travail	245
VIII. La presse populaire	250
IX. Conclusion	251

LE CONGRÈS DE MALINES en 1891

CHAPITRE UNIQUE

I. La physionomie générale	253
II. L'origine et l'objet	257
III. La note dominante	260
IV. La question sociale	261
V. La science	268
VI. L'idée maîtresse	283
Conclusion	286
Table onomastique	290
Table des matières	294

Defourny, P.G.

Les congrès catholiques
en Belgique.

BX
1525
.D44.

